

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13325 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1987

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Les négociations pour la libération des otages français

Londres reproche à Paris de manquer à la solidarité occidentale face au terrorisme

Le temps des leçons

A l'image de M^{me} Thatcher, la presse britannique aime donner des leçons. Une fois de plus, elle ne s'en prive pas, et M. Chirac, qui parle parfaitement anglais, aura eu ce mardi matin une nouvelle occasion de se mettre en colère en lisant le « Times » et l'« Independent ». Les deux quotidiens rivaux de Londres sont pour une fois d'accord : pour l'« Independent », le compromis franco-iranien qui a abouti à la libération des deux otages français détenus au Liban constitue « un encouragement à d'autres prises d'otages » tandis que pour le « Times » il s'agit, excusez du peu, d'une « trahison » par la France du monde occidental.

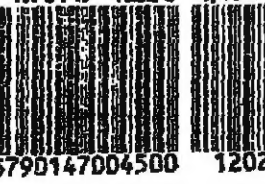
Comme tout ce qui est excessif, ces affirmations sont passablement dérisoires, d'autant qu'elles semblent avoir été inspirées, dans la grande tradition des relations des deux pays, par les confidences — pas forcément charitables — des services spéciaux britanniques. Il n'en demeure pas moins que le colosse des éditorialistes londoniens et l'irritation de M^{me} Thatcher et de Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, mettent une fois de plus en relief la dramatique incapacité des démocraties occidentales à adopter une attitude commune face au terrorisme. Officiellement, on ne cesse de réaffirmer, aussi bien à sept qu'à douze, la nécessité de la fermeté et le refus de céder au chantage. Dans les faits, il en va malheureusement bien différemment.

L'un des plus mauvais exemples de ce manque de solidarité restera longtemps le président Reagan. Il va entrer dans l'histoire comme, entre autres, l'homme de l'« Irangate », celui qui vendait des armes en cachette à l'adversaire qu'il stigmatisait quotidiennement. Force est de constater qu'il a toujours bénéficié de la très grande mansuétude de M^{me} Thatcher : la « Dame de fer » a toujours refusé de le condamner, alors que la faute est avérée depuis longtemps. Pourquoi serait-elle moins indulgente aujourd'hui pour M. Chirac, alors que tous les « crimes » dont la presse britannique l'accuse sont loin d'être prouvés ? Et n'est-elle pas, elle-même, très longtemps tolérée la présence à Londres de bureaux iraniens d'achats d'armement ?

Toutes les questions que pose le genre d'accord secret qui a abouti à la libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque seront sans doute balayées d'un revers de la main par M. Chirac au nom du secret et de la raison d'État. Si le premier ministre obtient relativement rapidement la libération des trois derniers otages français, la polémique qui ne fait que commencer en France s'arrêtera là. On ne vote pas contre la victoire.

S. en revanche, le scénario ne se déroule pas de la façon escomptée, les arguments d'autorité risquent de se révéler un peu courts, et les interrogations se feront plus pressantes. Jusqu'à présent, elles ne concernent que l'indépendance de la justice, mise à l'épreuve dans l'épisode Gorji, et l'immunité diplomatique, franchement bafouée dans l'affaire Torri. Deux hommes dont M. Chirac et M. Juppé, porte-parole du gouvernement, disaient il y a peu que la France n'accepterait jamais qu'ils soient mis sur le même pied.

M 0147 - 1202 0 - 4,50 F



3790147004500 12020

Les circonstances de la normalisation en cours des rapports entre la France et l'Iran suscitent la colère des autorités britanniques, qui reprochent à Paris de manquer à la solidarité occidentale face au terrorisme. M^{me} Thatcher a l'intention de demander à la France des « éclaircissements ». De source proche du gouvernement, on s'étonne de la réaction britannique, compte tenu des services rendus par Paris à Londres, lors de la récente affaire des armes à destination de l'IRA, saisies au large de la Bretagne.



Lire page 3 l'article de Dominique Dhombres

Le « non » des Polonais au référendum

Les deux erreurs du général Jaruzelski

A la surprise générale, les résultats définitifs du référendum organisé en Pologne, connus le lundi 30 novembre, ont transformé ce qui apparaissait initialement comme un « bon résultat » pour le général Jaruzelski — commenté prématurément comme tel dans le Monde du 1^{er} décembre — en un échec pour le régime. Si la participation au scrutin a été sensible, si les « oui » l'ont emporté dans les votes exprimés, une majorité de Polonais — en s'abstenant ou en votant « non » — ont rejeté les propositions qui leur étaient soumises.

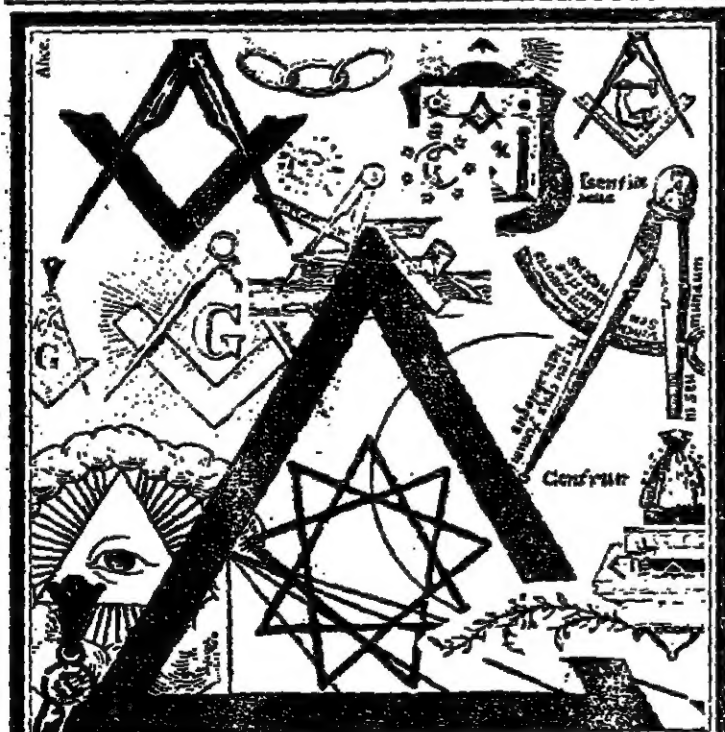
Dans tout autre pays que le sien, le général Jaruzelski serait sorti haut la main vainqueur de son référendum du 29 novembre. Plus de 67 % de votants, 64 % de « oui » à la question sur la réforme économique, 69 % de « oui » encore à la seconde question portant sur les projets de démocratisation de la vie politique : ce sont là des majorités que l'on jugerait plus que confortables en démocratie.

Seulement voilà, la Pologne n'est pas une démocratie mais un Etat totalitaire miné par l'inspiration aux libertés. Lorsqu'on a décidé d'y avoir à nouveau recours au référendum — pour la

première fois depuis le plébiscite sur lequel s'était fondé, en 1946, le régime socialiste — le pouvoir a souhaité que ce type de scrutin direct, très contraire à l'idée même du rôle dirigeant du parti, ne puisse devenir l'instrument d'expression d'une volonté populaire contraignante.

Le référendum ne devait rien offrir d'autre qu'une possibilité de choix entre diverses modalités d'application de la politique décidée par le parti, surtout ne pas permettre l'apparition d'une majorité à même d'imposer une décision et c'est ainsi qu'il a inventé la règle sur laquelle vient de trébucher le général Jaruzelski.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)



Dictionnaire de la franc-maçonnerie

Sous la direction de Daniel Ligu.

« Tout ce que vous voulez savoir sur la franc-maçonnerie ». Le Monde.

« Tous les secrets dévoilés ». Le Figaro Magazine.

« Une référence unique en France ». L'Express.

« La franc-maçonnerie de A à Z ». Sud-Ouest.

312 pages, 106 collaborateurs. - 480 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Nouvelle chute des valeurs à Wall Street

La baisse du dollar entretient le pessimisme des marchés

Le dollar a continué à s'affaiblir, le lundi 30 novembre, battant tous ses records historiques de baisse à moins de 1,64 DM et de 132 yens, avant de se redresser légèrement mardi, notamment à Paris.

Il a entraîné avec lui l'ensemble des Bourses mondiales — Wall Street a baissé de 4 %, — qui redoutent les effets inflationnistes d'une nouvelle glissade du billet vert.

Une nouvelle fois, rien ne va plus sur les marchés des changes et sur les marchés boursiers.

Amorcée dès le milieu de la semaine dernière, après un bref sursaut provoqué par l'annonce d'un accord à Washington sur une réduction du déficit budgétaire, la baisse du dollar s'est accélérée au début de cette semaine.

Les milieux financiers, pas plus à New-York qu'ailleurs, ne croient à l'efficacité de cette réduction du déficit, acquise trop péniblement pour être crédible à leurs yeux. Ils ont, par ailleurs, le sentiment que les milieux officiels américains sont intimement satisfaits de voir le dollar glisser, dans l'espoir que cette glissade continuera à réduire le déficit commercial des Etats-Unis.

Quant aux marchés boursiers, ils craignent le retour de l'infla-

tion provoqué par une nouvelle hausse des prix des importations outre-Atlantique. Les milieux boursiers sont inquiets et mettent en doute la capacité des élus américains à placer l'intérêt national au-dessus de leurs querelles. Cela explique que la Bourse de New-York ait perdu 4 %, lundi, la huitième baisse de son histoire, tandis que Londres reculait de 4,3 %, Francfort et Zurich de 3 %, et Paris de 2,5 %. Le pessimisme s'installe, les opérateurs commencent à envisager une seconde secousse après celle du lundi noir 19 octobre.

(Lire page 34
l'article de notre correspondant
à New-York
et nos informations page 38.)

Un entretien avec « le Monde »

M^{me} Barzach annonce la réglementation des techniques de procréation artificielle

Pour la première fois en France, les activités de procréation médicalement assistée vont être réglementées. L'insémination artificielle, la fécondation in vitro, la congélation des spermatozoïdes, des ovules et des embryons humains, ne pourront bientôt plus être pratiqués que dans des centres agréés.

Dans un entretien accordé au Monde, M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, explique les raisons qui l'ont conduite à mettre en place ce dispositif, et en détaille les modalités.

Une loi devrait compléter ce dispositif. Seul un texte législatif permettrait en effet de définir les principes éthiques et les indications médicales. Le Parti socialiste vient, pour sa part, de rendre public un « avant-projet de proposition de loi », dans lequel il prévoit une réglementation en vigueur dans les CEOS, de permettre à un enfant né à partir d'une insémination artificielle avec donneur de connaître à sa majorité l'identité de son « père biologique » (lire page 12).

(Lire l'entretien avec M^{me} Barzach dans le Monde Sciences et médecine, page 19.)

La mort de l'écrivain noir américain

James Baldwin, une conscience révoltée

L'écrivain noir américain James Baldwin est mort dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre dans sa maison de Saint-Paul-de-Vence, à l'âge de soixante-trois ans.

James Baldwin demeurera un symbole. Celui de l'Amérique des années 60, la décennie des révoltes. Celui, surtout, de la cause noire. Dramaturge, essayiste, romancier, il fut à sa manière le porte-parole d'un mouvement où le pouvoir des fusils tentait de s'opposer à celui de la non-violence. « Je ne fais pas de politique », se plaisait-il à répéter, comme pour mieux souligner sa volonté de dépasser les clivages traditionnels du pouvoir américain. Mais aussi pour rappeler que le problème noir, parce qu'il avait des racines historiques et était ancré dans les mentalités, ne pouvait se résoudre à coups de vœux pieux ou de lois.

Enfant du ghetto de Harlem, où il est né en 1924, ce fils d'un pasteur protestant dut, faute de moyens, renoncer rapidement à poursuivre des études. Après un passage au lycée de Harlem, il fut précepteur, puis employé dans une usine d'armement (au début de la guerre) et garçon de café. En 1944, il rencontre Richard Wright, la gloire montante de la littérature noire, qui avait déjà publié les Enfants de l'oncle Tom et Un enfant du pays (Native

Son). Wright aide Baldwin à placer son premier manuscrit, un roman intitulé Les Elus du Seigneur. Une étape décisive, qui ne le conforte cependant pas. Il en a assez de l'Amérique ; il y étouffe. Sur un coup de tête, il file à Paris, en 1948. De ce séjour, qui durera neuf ans, il dira plus tard qu'il l'avait aidé « à se définir et s'exprimer ».

Dès lors, il s'attelle au roman, publiant en 1956 Giovanni mon ami, puis, en 1962, Un autre pays. Des récits où il évoque la condition des Noirs américains et les difficultés des rapports intercommunautaires. Baldwin apparaît désormais comme un intellectuel, une image renforcée quand il sort en 1963 (après Notes of a Native Son (1955) et Nobody Knows my Name (1961), en français : Personne ne sait mon nom), son troisième essai, intitulé La Prochaine Fois, le feu.

Dans cet ouvrage, où se mêlent les éléments biographiques et une réflexion plus personnelle, proche du pamphlet, Baldwin évoque notamment ce qu'il appelle « le passé du Noir, fait de corde, de feu, de torture, de castration, d'infanticide, de viol, de mort et d'humiliation ; de peur la nuit, de peur le jour, d'une peur plongeant jusqu'à la moelle des os (...), de rage, de meurtre, d'une haine pour les Blancs si

profonde qu'elle se retournait contre lui et les siens, rendant impossible tout amour, toute confiance, toute joie (...). Je ne veux pas faire de sentiment sur la souffrance, mais les gens qui ne souffrent pas ne peuvent jamais grandir ni découvrir qui ils sont ».

Un texte dont les échos accompagnent ceux des émeutes, qui commencent à secouer les grandes villes américaines. Reçu en mai 1963 par Robert Kennedy, alors ministre de la justice, et soucieux d'éviter l'explosion des ghettos noirs, Baldwin ressortira de l'entretien en déclarant : « Nous avons été choqués par l'étendue de sa naïveté ».

BERNARD GENIES.
(Lire la suite page 18.)

Les prix littéraires

- Interallié : Raoul Mille
- Chateaubriand : Alain Bosquet

PAGE 40

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 A\$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,00 sc. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Débats

La télévision et les Lumières du vide

Refuser le prétendu « zombie » post-moderne
c'est s'interdire toute intervention sur notre culture

LORSQU'ILS désirent critiquer la télévision en tant que média, les intellectuels puisent dans un texte désormais devenu classique, « Se distraire à en mourir » de Neil Postman. Le titre, à lui seul, est déjà tout un programme.

En effet, la télévision est un instrument de divertissement, de distraction. Si nous nous penchons sur l'étymologie du terme latin « divertir », nous voyons que dans le concept de divertissement est contenue depuis toujours l'idée d'un éloignement, d'une déviation. En l'occurrence, une déviation du fil d'un discours rationnel. A l'image du divertissement comme digression, nous pouvons superposer toute une série de métaphores dont Postman ne fait pas un usage clair : la déviation de la voie de la rationalité, c'est le chemin de travers, mais c'est aussi le rhizome qui se substitue à la figuration graphique dans l'arbre de Porphyre.

Par extension, la télévision se trouve donc être une métaphore de la pensée faible s'opposant à la pensée forte, logiquement et hiérarchiquement organisée. Car elle opère à la manière d'un récipient recueillant une quantité considérable de données ; mais celles-ci sont offertes sans une classification hiérarchique des matériaux qui fait défaut. Dans la mesure où le dictionnaire représente une forme d'organisation hiérarchique des données, la télévision est plus proche de l'encyclopédie et du projet des Lumières d'un recensement non hiérarchique du savoir.

Mais si la télévision représente par excellence la métaphore du monde post-moderne, comment concilier cette caractéristique qui lui est propre avec l'aspect d'une encyclopédie moderne conforme à la philosophie des Lumières ? Cette interrogation ne implique une autre qui va plus loin : l'expression post-moderne désigne-t-elle une fracture tranchée avec la culture moderne, ou n'en est-elle, à l'inverse, que la prolongation dans une dimension différente ?

Il me semble que les intellectuels tendent aujourd'hui à revendiquer la dignité de la pensée moderne par comparaison avec la pensée post-moderne, la dignité de la pensée « forte » par comparaison avec la pensée « faible », de la presse comme métaphore de la société polyculturelle. Mais peut-être la pensée post-moderne n'est-elle qu'une réalisation des instances contenues dans la pensée moderne, tout comme la télévision est la réalisation des instances de la pensée des Lumières ?

Prenons par exemple l'essai de Finkielkraut. La défaite de la pensée inscrite dans le titre plonge ses racines dans un déplacement de sens à l'intérieur d'un terme unique : du concept de culture au sens des Lumières compris comme ensemble de valeurs « supérieures » universellement valables, nous passons au concept de culture au sens anthropologique comme ensemble de techniques du vécu. L'éclipse de la culture au sens « supérieur » et universel engendre deux figures symboliquement antithétiques mais en même temps complémentaires.

Par les pays anciennement colonisés, la figure du fanatique défenseur des cultures locales menacées par l'impérialisme, pour le monde occidental la figure du zombie plongé dans la société post-moderne, dans la perte du sens de la réalité polyculturelle. Si pour le tiers-monde, la destruction de la culture passe par la

par CARLO FRECCERO (*)

revalorisation des cultures locales, dans notre société, la perte du sens du terme de culture survient à travers l'élévation au rang de phénomène culturel de tous les aspects de la vie, mélangés dans une totale perte du sens, ce qui amène Shakespeare à se trouver placé sur le même plan qu'une paire de bottes. La métaphore de cette société, c'est la télécommande qui, comme sur l'écran, sélectionne dans le monde actuel les phénomènes les plus hétéroclites avec une perte totale des valeurs.

Reconnaissance des limites

Nous sommes donc en présence d'une crise de la culture comme ensemble de pratiques « supérieures ». Cependant, précisément à cause de ces pratiques inférieures qui constituent la « culture jeune », la pensée occidentale connaît de nos jours un pouvoir de pénétration jusqu'ici inconnu dans aucune culture. En particulier, si la caractéristique la plus saillante de la philosophie des Lumières est son universalisme, aucun autre instrument que la télévision n'a eu jusqu'à présent autant de capacité de pénétration. Pour Finkielkraut, la figure du zombie et celle du fanatique se dressent comme des fragments complémentaires d'un dessin unique, dans un face-à-face statique qui ne connaît pas de développement. En réalité, et en dépit des apparences, le zombie se porte très bien.

Il est vrai que l'on assiste aujourd'hui à la renaissance insipide de cultures et de cultes anciens que l'on croyait morts et enterrés. Mais si la censure et les idéologies opèrent sur des contenus, elles ne peuvent pas grand-chose vis-à-vis de la télévision. Il n'y a que les reflets de l'écran qui soient capables de parvenir là où les lumières de la raison se sont déclarées impuissantes. D'ici quelques années, quand les satellites transmettront leurs messages à l'échelle planétaire, quand la ménagère de Téhéran recevra sa dose quotidienne de « soap opera », il deviendra difficile de penser à une multiplicité de cultures fragmentées au niveau local. C'est donc là que se situent les conditions nécessaires pour réaliser le projet des Lumières d'une culture universelle. Même Finkielkraut en convient.

Au moment où la philosophie des Lumières peut répandre sa propre culture, ce terme s'avère désormais vidé de son sens. Mais ce vide spécifique du monde actuel n'est-il pas déjà inscrit depuis les origines dans le projet des Lumières ? La philosophie des Lumières se caractérise par sa confiance dans le pouvoir critique de la raison. Or, l'application de cette raison aux cultures existantes conduit à en effacer progressivement les caractéristiques, les traits propres et les contenus au moyen d'un travail incessant d'évacuation. En réalité, l'expansion de la raison se fait au prix de l'expansion d'un vide, lequel se substitue au trop-plein des préjugés et des lectures locales. Mais l'aspect le plus radical de cette tendance se manifeste avec l'application de la critique, non plus aux objets du dehors, mais à la raison elle-même. Cette opération d'autocensure de la raison ne représente pas seulement l'achèvement d'un long processus qui s'est développé jusqu'à nos jours, (*) Directeur des programmes de la

mais elle est déjà l'un des aspects constitutifs de la philosophie des Lumières dans ses fondements.

La reconnaissance des limites de la raison et de la culture occidentale n'apparaît donc pas avec la pensée faible, mais elle est inscrite depuis ses origines dans le code génétique de la pensée moderne. Paradoxalement, la foi en la raison est déjà au départ une forme d'impuissance, tout en présentant en même temps une force de pénétration inconnue jusqu'à présent. Ce n'est pas par hasard que le concept de tolérance représente le trait distinctif de la pensée occidentale comparée aux autres cultures. Le cosmopolitisme des Lumières est par conséquent un projet de diffusion d'un vide des contenus et des valeurs.

Il n'est pas exact que l'intellectuel soit soumis à un processus de désagrégation amorcé par des auteurs tels que Foucault ou Lévi-Strauss qui ont mis sur le même plan des phénomènes culturels d'importance diverse. La pensée faible n'est que l'achèvement d'une instance contenue dans la pensée moderne. Dans la figure du sage se dessine depuis toujours en filigrane celle du zombie, de même que dans la figure du zombie se cache celle du sage. En refusant le zombie, nous refusons la possibilité d'intervenir sur notre culture, tout comme en refusant la télévision pour la page écrite, nous nous maintenons dans une position d'impuissance.

Les faucons de la vieille Europe

Un spectre hante l'Europe à la veille de la rencontre Reagan-Gorbatchev : le spectre de l'option zéro. Tous les faucons de la vieille Europe se sont groupés en une sainte ligue pour traquer ce spectre.

La raison de cette frayeur collective est la perspective d'élimination des forces nucléaires intermédiaires soviétiques basées en Europe. Quatre cent quatre-vingt têtes nucléaires du côté américain, mille cinq cents du côté soviétique.

Ceux qui sonnent l'alarme et crient leur frayeur d'une Europe sans défenses sont d'origines diverses. Il y a les atlantistes, meurtris dans leur chair par le sentiment douloureux d'être délaissés par Washington pour qui ils ont tant fait. Y figurent aussi les antisoviétiques convaincus, désespérés de voir M. Reagan, en qui ils ont placé tant d'espoir, chanter désormais les louanges de la détente. Mais on y trouve aussi des personnalités n'appartenant pas aux deux premières catégories, mais qui se joignent à elles par arrière-pensée politique, voire politicienne. Ainsi M. Raymond Barre qui, alors qu'il était premier ministre, déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale le 20 décembre 1979 à propos de la double décision de l'OTAN (1) :

« Il s'agit d'une décision à laquelle le gouvernement n'a aucune part ni quant à son élaboration ni quant à son adoption ni pour l'avenir quant à son application : les distances qu'il a prises à cet égard n'impliquent ni approbation ni désapprobation. »

par J.-M. BOUCHERON (*) et P. BONIFACE (**)

Ce même Raymond Barre qui n'a approuvé le déploiement des Pershing que quelques mois avant qu'il ne soit réalisé en novembre 1983 — alors que les SS-20 menaçaient l'Europe depuis 1975 — ne se sent désormais plus capable de dormir en paix si on retire conjointement armes américaines et armes soviétiques.

M. Chirac, lui, veut se démarquer de tous en approuvant l'option zéro et en dénonçant le double zéro. Le passage d'un zéro à l'autre ne concerne pourtant que soixante-douze Pershing-1A, promis de toute façon à une obsolescence rapide : la belle affaire !

Il faut dès lors rappeler des évidences oubliées ou refoulées : car l'option zéro est une revendication occidentale contenue dans le double zéro. Le passage d'un zéro à l'autre ne concerne pourtant que soixante-douze Pershing-1A, promis de toute façon à une obsolescence rapide : la belle affaire !

L'option zéro est de toute façon préférable à la situation observée de 1975 à 1983 lorsqu'il n'y avait que des SS-20 et pas de Pershing. On reviendra donc à la situation prévalant à cette époque, où le découplage et la dénucléarisation de l'Europe n'étaient pas un thème quotidien de terreur des esprits.

La vérité est que les derniers développements confirmant avec éclat la validité de la politique étrangère de M. François Mitterrand soutenue par les socialistes. Cet accord soviéto-américain prouve que la prise en compte des forces nucléaires françaises n'est pas nécessaire à la signature d'un traité, contrairement à ce que disaient les Soviétiques à un moment donné. Il montre également qu'il fallait être ferme lorsque l'équilibre était rompu et soutenir le déploiement des missiles américains. Car sans Pershing-2, pas d'option zéro possible, les Soviétiques n'ayant aucune propension pour les concessions unilatérales. Ayant prouvé qu'ils n'entendaient pas céder au chantage, les Occidentaux atteignent aujourd'hui leur objectif.

Après une période de déséquilibre, l'équilibre s'est d'abord fait par le haut, avant de se faire par le bas.

(1) La double décision prévoyait qu'en cas où il ne serait pas possible de rétablir par des négociations soviéto-américaines l'équilibre nucléaire rompu par le déploiement unilatéral des SS-20 soviétiques, Washington installerait en Europe des Pershing-2 et des missiles de croisière.

Au Courrier du Monde

La situation au Maroc

Le supplément que le Monde a consacré au Maroc dans ses éditions du 12 novembre a suscité un abondant courrier dont nous publions ci-dessous quelques extraits :

« J'ai peur, nous écrit M. Vincent Ferdi, de Caluire-et-Cuire, que le lecteur oublie les grandes difficultés auxquelles le pays est confronté. Lors de mes deux derniers séjours dans ce pays (mars et août 1987), j'ai été très frappé par la « désespérance » de la plupart des jeunes, lycéens et étudiants, qu'ils habitent la ville ou la campagne. »

« Voilà une jeunesse qui a pu bénéficier — pour une grande partie d'entre elle — d'une instruction, d'une éducation, d'un enseignement de niveau de plus en plus élevé. Or plus d'un étudiant se pose aujourd'hui la question de l'utilité de poursuivre ses études puisque la possession d'un diplôme ne lui donnera nullement un emploi. C'est aussi une jeunesse qui souffre du manque de liberté dans le débat des idées, et la corruption grandissante dans une administration très pesante. »

« Autre réalité très vive. Le poids du conflit saharien dans la vie quotidienne et dans l'économie marocaine. Dans le Moyen-Atlas, plus d'un village a vu une grande partie de ses hommes s'engager dans l'armée pour faire vivre leur famille. Il résulte un déséquilibre dans la vie sociale et familiale... »

M. Yves Darmon, de Bayonne, évoque pour sa part « de douloureux souvenirs : Kamel, qui ne sera jamais avocat parce que trop pauvre pour « acheter » sa licence, Omar, bastonné sur la plage par les policiers parce qu'un mégot de cigarette était enfoui dans le sable à ses pieds »

(pendant le Ramadan), Amine, qui se prostituait aux abords des grands hôtels pour pouvoir s'acheter un « vrai-faux » passeport, et quitter ce pays, et tant d'autres encore... »

« La violence, la corruption généralisée (qui commence dès le passage de la frontière marocaine avec le baïchich ou douanier), l'injustice au quotidien, le délabrement hospitalier, les combines et magouilles de l'administration, l'espionnage généralisé de la population, la peur, la délation, etc. »

« Je sais bien que le Monde y fait référence assez souvent, mais votre journal devient alors insupportable au Maroc ! Ne désespérons pas les démocrates et la jeunesse de ce pays. »

M. Daniel Tseuchler, de Windsor, Connecticut, nous précise qu'en tant que membre du groupe américain d'Amnesty International coordonnant l'aide aux prisonniers de conscience marocains, elle a eu d'amples occasions de vérifier la non-respect des droits de l'homme au royaume chérifien.

« Faut-il rappeler, ajoute-t-elle, que deux cent vingt-huit prisonniers de conscience adoptés par Amnesty International restent à ce jour emprisonnés ? Fin 1983, quarante et un Marocains, la plupart docteurs, ingénieurs et professeurs ont été arrêtés, certains détenus plusieurs mois sans accès à la défense, souvent maltraités et torturés, et finalement accusés d'appartenance à des organisations illégales et de distribution de tracts hostiles au gouvernement. Tous se sont vus infliger des peines allant jusqu'à vingt ans de réclusion. »

« Je travaille personnellement sur le cas d'un des quelques quatre-vingts Sahraouis disparus depuis leur

arrestation en 1976. Le gouvernement n'a jamais donné réponse aux multiples démarches des parents, amis et associations humanitaires concernant ces disparus. N'est-ce pas la attitude d'un Etat de non-droit ? »

« Comment est-il possible, demande M. Agnès Thiriet, de Paris, de parler de démocratie au Maroc alors qu'une résolution commune était votée le 29 octobre 1987 au Parlement européen par plusieurs groupes parlementaires sur les droits de l'homme au Maroc reconnaissant les internements abusifs et les disparitions au Maroc... »

M. Edmond Morel, de Nice, apporte son témoignage différent : « Quinze ans après, j'ai récemment parcouru à nouveau les villes et les campagnes marocaines. J'ai été frappé par le dynamisme dont fait preuve le pays, par les réalisations remarquables dans les domaines de l'habitat, des communi-

cations, des équipements ruraux, industriels, artisanaux, de la santé, du tourisme, de l'enseignement et de la culture. »

« J'ai retrouvé, dans la chaude hospitalité traditionnelle, bien des amis marocains de toutes conditions, enthousiastes et confiants dans l'avenir de leur pays. »

« J'ai assisté à la sortie des universités où de joyeuses cohortes d'étudiants prouvent que la scolarisation des filles ne date pas d'hier. J'ai retrouvé de jeunes Marocains que j'avais connus écoliers, aujourd'hui chargés de fonctions de responsabilités — parfois de hautes responsabilités — dans les administrations, les organismes publics ou privés, les hôpitaux, les établissements d'enseignement. Que ce soit dans leur cadre familial ou dans leur vie professionnelle, je n'ai jamais observé que leurs proches ou leurs collègues masculins se comportaient à leur égard en « hommes bourrés de préjugés et de mépris ». »

Vient de paraître le catalogue 1988

Cadeaux au Musée du Louvre 1988

En vente : au musée du Louvre « Le Musée » Forum des Halles « Le Musée » 89 av. Victor-Hugo, Paris Galeries Lafayette — Haussmann Correspondance : RMN, 10 rue de l'Abbaye Paris 6^e

Pour recevoir gratuitement le catalogue, adressez le bon ci-dessous avec 3 timbres à 2,20 F pour frais d'envoi à Publ'Trans (Catalogue RMN) B.P. 123 - 91161 Longjumeau Cedex

Nom _____ Adresse _____ Ville _____ Code postal _____

Des cadeaux intelligents...

Editions de la Réunion des Musées Nationaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laroche (1982-1983)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur, Administrateur général : Bernard Wauters, Rédacteur en chef : Daniel Verdet, Cérédacteur en chef : Claude Salles.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat) 1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : adresser les modifications ou les abonnements sont invités à former leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres prospectus en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 3615 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Télécopieur : 226 136 F

Le Monde US\$ 765-910 est publié hebdomadairement, excepté Samedis, par \$480 par an par Le Monde c/o Spandrup, 45-45 58th Street, L2, NY 11104. Seuls des paiements par chèque ou mandat postal sont acceptés. Les commandes doivent être adressées à Le Monde c/o Spandrup, P.O. Box 45-45 58th Street, L2, NY 11104

Etranger

Le processus de normalisation entre Paris et Téhéran

Prochaine étape : le déblocage du contentieux financier

Quarante-huit heures après la libération de deux otages français au Liban, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Augue, la France et l'Iran ont mis fin lundi à la « guerre des ambassades » qui les opposait depuis juillet dernier, époque où les autorités françaises mirent le siège devant l'ambassade d'Iran à Paris, où était réfugié M. Wahid Gerdji, interprète de la mission diplomatique. Celui-ci refusait de comparaître devant le juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, à la convocation duquel il s'est finalement rendu dimanche, au lendemain de l'arrivée à Paris de MM. Normandin et Augue. Immédiatement après cette comparution, il prenait l'avion pour Karachi, où il était « échangé » le lendemain contre un diplomate français en poste à Téhéran, M. Paul Torri. Ce dernier était, lui, accusé d'espionnage par Téhéran en représailles au sort réservé à M. Gerdji.

Cet échange s'est déroulé sur la piste de l'aéroport de Karachi, en présence des consuls des deux pays. L'avion de M. Gerdji était arrivé le premier, celui de M. Torri ayant été retardé par une « tempête de sable » à Bandar-Abbas, port iranien sur le Golfe.

« Ce qu'on appelle d'une manière inexacte la « guerre des ambassades » est fini », a déclaré M. Jean-Bernard Raimond, ministre de l'Intérieur, lundi soir au Bourget, où il accueillait M. Torri, à cette étape du processus de normalisation avec l'Iran, inséparable de l'affaire des otages, selon Paris, ce que contestait Téhéran. La radio iranienne a en effet tenu à dissocier « le progrès dans la voie de la normalisation » de « la récente libération des deux otages français au Liban ».

Pour Paris au contraire, tout rétablissement de relations normales avec l'Iran ne peut passer que par la libération des trois derniers otages français retenus au Liban. M. Jacques Chirac l'avait souligné samedi ; le Quai d'Orsay l'a redit lundi.

Les Français ont, pour leur part, rappelé les conditions qu'ils ont posées, outre le remboursement du prêt au CEA, c'est-à-dire d'une part, l'arrêt de l'aide militaire de la France à l'Irak, qui est insupportable pour l'Iran et, d'autre part, l'exigence que Paris prenne « des mesures pour empêcher la propagande et les actions anti-iraniennes en France ».

Sur les relations franco-irakiennes et leurs répercussions sur la « normalisation » avec Téhéran, le président Mitterrand a été un peu plus clair. Après avoir rappelé que c'est en 1976 que la France avait décidé de « contribuer puissamment à l'armement de l'Irak » et que « cette politique s'est poursuivie », il a déclaré : « Il n'est pas question de changer de bord, de modifier la politique de la France en quoi que ce soit (...). Cela ne veut pas dire que nous soyons un pays ennemi de l'Iran ». Mais, a-t-il poursuivi, alors qu'il se trouvait dans les locaux de l'Institut du monde arabe (IMA), qu'il devait inaugurer dans l'après-midi, « la politique de la France ne doit être que la recherche d'une solution, d'un accord ».

M. Mitterrand : « On ne peut pas troquer le crime contre l'innocence »

Quelques heures plus tard, lors de cette inauguration, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Klibi, faisait écho à la déclaration de M. Mitterrand. Le soutien français à l'Irak, a-t-il dit devant le chef de l'Etat, M. Chirac et l'ensemble du corps diplomatique arabe à Paris, « est un sujet de satisfaction et un motif de gratitude » car le conflit du Golfe peut faire naître « un incendie gigantesque ».

Concernant le principe du « troc diplomatique » entre Etats, M. Mitterrand a estimé qu'il s'agissait d'un terme à utiliser avec « une extrême prudence ». Il faut, a-t-il ajouté, respecter « quelques principes simples », poursuivant : « On ne peut pas troquer le crime contre l'innocence ». Le président a, en outre, insisté sur le fait que « la grande action diplomatique et politique qui doit conduire à la libération de tous les Français (...), comme je le souhaite de tout mon cœur », doit se dérouler « dans le respect de la dignité de notre pays ».

« Cela dépend bien entendu des conditions qui sont posées. Ces conditions ont été longtemps impossibles. Si elles deviennent possibles (...), nous pourrions qu'en être heureux », a encore dit M. Mitterrand.

Paris et Téhéran sont pour une fois d'accord : jusqu'aux déclarations des ministères des affaires étrangères des deux pays, dont la tonalité, à défaut de termes exacts, concorde. Les événements qui se sont précipités depuis jeudi « vont créer une nouvelle dynamique dans les contacts franco-iraniens », a

souligné, lundi 30 novembre, le porte-parole du Quai d'Orsay. Dans le même temps à Téhéran, le ministre des affaires étrangères estimait que des développements « positifs » étaient intervenus dans les relations entre la France et l'Iran.

De même, la prochaine étape dans le processus de normalisation était clairement désignée. Le porte-parole du Quai d'Orsay a ainsi indiqué que l'on pouvait s'attendre « à un progrès significatif assez rapide », concernant le règlement du contentieux financier franco-iranien — le remboursement par Paris du prêt accordé par l'Iran au CEA en 1974. A Téhéran, on insistait également lundi sur la nécessité de régler ce problème avant toute nouvelle avancée sur la voie de la normalisation.

Selon le Washington Post, les choses iraient très vite puisqu'un deuxième versement de 330 millions de dollars — un premier avait été effectué il y a un an — en remboursement partiel de ce prêt de 1 milliard de dollars, serait fait cette semaine à Vienne. Le journal écrit notamment que l'Iran aurait accepté un accord avec Paris pour deux grandes raisons. D'abord pour essayer de rompre son isolement et ensuite pour récupérer M. Gerdji.

Les justifications du juge Boulouque

M. Gilles Boulouque, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a vivement réagi aux divers propos et commentaires suscités par l'audition dans son cabinet, dimanche soir, de M. Wahid Gerdji alors que déjà un avion attendait ce témoin à l'aéroport de Bourget.

« Je suis tout simplement outré », a déclaré le magistrat, qui a tenu à préciser quelle était la situation juridique de l'interprète de l'ambassade d'Iran au moment où il se présentait au Palais de justice. Après avoir rappelé que le témoignage de Gerdji était commandé par les déclarations de certains inculpés actuellement détenus pour le rôle qu'ils ont joué dans les attentats de septembre 1986 à Paris, M. Boulouque a expliqué : « J'ai toujours dit que je voulais entendre Wahid Gerdji comme témoin. Si cela n'avait pas été le cas, j'aurais délivré contre lui un mandat d'arrestation ou un mandat d'amener. Je lui ai posé toutes les questions que je souhaitais lui poser. Ses réponses m'ont paru être en contradiction avec celles de certaines personnes mises en cause dans ce dossier ».

Quant au fait que, au moment où déposait Wahid Gerdji, son départ pour l'Iran se préparait bel et bien, le magistrat a donné l'explication suivante : « C'est simple. On m'a demandé d'expulser si Gerdji pouvait être inculpé, j'ai dit qu'il n'y avait que de très faibles chances, et on en a tiré les conséquences. Pour ma part, j'ai ensuite communiqué au parquet les résultats de l'audition, et le parquet a été du même avis que moi ».

« Le problème », a ajouté M. Boulouque, « aurait été des aveux de

Gerdji ou des contradictions telles avec d'autres témoins que je ne puisse le laisser repartir. Mais ce dossier est complètement transparent, et il ne s'agit pas d'échanger l'innocence contre le crime ».

Le magistrat a précisé encore qu'il a questionné Wahid Gerdji sans témoin, que l'ambassadeur du Pakistan à Paris et le chargé d'affaires de l'ambassade d'Iran attendaient dans le couloir et qu'il n'avait jamais été question d'une audition avec d'autres.

Ces propos de M. Boulouque venant être une réponse à la presse et à des déclarations de responsables politiques. Ainsi, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, avait dit : « Si le dossier judiciaire de M. Gerdji était vide, pourquoi avons-nous en cette crise des ambassades et la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran ? S'il était chargé (...), la justice s'en est-elle écartée ? ». Les justes s'en est-elle écartée dans cette affaire libre de rendre ses arrêts ou s'en est-elle écartée à faire ce que le pouvoir politique lui demandait ?

De son côté, le Syndicat de la magistrature (gauche) s'était aussi inquiété en déclarant que « ce qui vient de se passer peut apparaître comme une manipulation de l'appareil judiciaire qui aurait participé à la raison d'Etat ». Quant à l'Union syndicale des magistrats (modérée), elle remarquait qu'« il faut bien voir que dans certains cas la justice est exposée à des impératifs qui dépassent le cadre étroit du dossier » pour estimer malgré tout que « l'honneur est sauvegardé ».

Dans la presse parisienne

Hormis les récits consacrés à l'échange sur l'aéroport de Karachi de M. Wahid Gerdji contre M. Paul Torri, les journaux parisiens consacrent surtout leur « une » au référendum en Pologne, où, selon le Matin de Paris, les électeurs polonais ont refusé « la démocratie bidon ».

Seul Philippe Tesson, dans son éditorial en première page du Quotidien de Paris, écrit : « On n'a pas le droit de se réjouir le samedi du retour de deux otages et de pleurer le lundi sur l'honneur perdu de la France », ajoutant : « Cette attitude convient bien mal à des gens qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont utilisé les mêmes démarches mais sans succès, eux, et ont poussé l'esprit de compromis jusqu'à vendre des armes à l'Iran. Leur leçon de vertu est mal venue aujourd'hui ». Et Philippe Tesson conclut, visant M. Mitterrand : « Alors cessons d'opposer le marchandage à la dignité et même le crime à l'innocence ».

Dans Libération, Véronique Brocard assure : « Ecrire sans nuance que Gilles Boulouque a laissé partir l'un des responsables du réseau terroriste pro-iranien serait inexact. Le dossier du magistrat est en effet vide d'éléments à charge ».

Pierre Feydel, dans le Matin, après avoir reconnu « au gouvernement de Jacques Chirac son succès », demande : « Qu'a-t-on fait de l'Etat de droit à propos de M. Gerdji ? ». Et ajoute : « Il n'est pas sûr que le départ précipité de Gerdji sans que l'on connaisse son degré de culpabilité exalte cette dignité de la France et célèbre par le gouvernement ».

Le Parisien libéré estime : « Le « troc » fait aujourd'hui tiquer le chef de l'Etat, qui avait pourtant lui-même proposé en son temps d'échanger l'ensemble des Français retenus en otages contre le terroriste Anis Naccache. Quand on veut s'opposer avec le diable, il est vrai, il faut avoir une longue cuiller. Il n'est pas sûr que celle de la France soit à la taille de celle de la République islamique ».

Pour l'Humanité, enfin, « les grands mots que l'on commence à brandir, ici ou là, tendent à justifier non pas la cause libératrice dont on se réclame, mais, au contraire, une prétendue raison d'Etat qui, une fois encore, bafouerait les droits de l'homme. Arracher les otages à leur captivité est en effet tout simplement une exigence d'humanité. Comment un pays tel que le nôtre n'aurait-il pas les moyens de la faire prévaloir ? »

La presse britannique prend vivement à partie la politique française

LONDRES de notre correspondant

M. Thatcher posera quelques questions épineuses à M. Chirac lors du sommet européen de Copenhague, vendredi et samedi prochains. La « dame de fer » est, en effet, « furieuse » contre Paris, et son entourage s'emploie à le faire savoir. Elle estime que le gouvernement français, en négociant un « marché » avec Téhéran, a trahi la solidarité européenne en matière de lutte contre le terrorisme et rendu encore plus aléatoire la libération des otages français retenus au Liban.

La colère des responsables britanniques est évidente, mais elle ne s'exprime qu'en privé. Ces derniers sont, en effet, persuadés qu'il ne sert à rien de critiquer publiquement l'attitude française et que des remontrances de ce genre seraient moins nuisibles aux otages britanniques. Le Foreign Office a seulement indiqué que Londres demanderait des « détails » sur toute cette affaire lors d'une prochaine rencontre « au plus haut niveau » avec les autorités françaises.

Le sort de Terry Waite

On rappelle volontiers à Londres que la France a souvent proclamé dans les réunions européennes la nécessité d'un front commun contre le terrorisme. Ce fut notamment le cas lors du sommet européen de Londres le 12 décembre 1986. Un texte fut alors publié selon lequel les participants s'engageaient à « ne pas faire de concessions sous la pression des terroristes ou à leurs commanditaires ».

Or, il ne fait aucun doute pour les autorités britanniques que Paris a bel et bien négocié avec les « commanditaires » des preneurs d'otages, en l'occurrence avec l'Iran. Le Foreign Office feint officiellement de prendre pour argent comptant les explications données par Paris. Comment mettre en cause l'indépendance de la justice française malgré l'absence troublante de poursuites contre M. Gerdji, un homme pourtant recherché depuis cinq mois ? Critiquer une décision de justice est en Grande-Bretagne un délit sévèrement puni. Le gouvernement français affirme qu'il n'a pas versé de rançon. Comment refuser de le croire sans lui faire publiquement injure ?

Les Français sont cependant vivement invités à lire attentivement et entre les lignes la déclaration faite, lundi à Bruxelles, par Sir Geoffrey Howe après son entretien avec M. Jean-Bernard Raimond. Le secrétaire au Foreign Office estime opportun, après avoir rencontré son homologue français, de rappeler que la Grande-Bretagne — elle — reste fidèle à l'engagement de la Communauté européenne de ne pas traiter avec les preneurs d'otages.

Les propos de Roger Augue sur la possible présence de M. Waite dans une cellule voisine de la sienne sont pris très au sérieux à Londres. L'archevêque de Cantorbéry a fait savoir, lundi, que ces informations concordantes avec celles qui lui étaient parvenues d'autres sources, selon lesquelles M. Waite était toujours en vie. L'Eglise d'Angleterre maintient, d'autre part, son refus d'une transaction avec l'Iran pour la libération de M. Waite. D'autres Britanniques sont actuellement

détenus au Liban, en particulier M. John McCarthy, journaliste de télévision enlevé il y a maintenant près de six semaines et dont la compagnie est, depuis lundi, à Paris pour tenter d'obtenir des nouvelles sur son sort auprès des deux otages français libérés.

L'impression qui prévaut ici est que la vertu et la fermeté de Paris ne décident pas, alors qu'un « compromis honteux » comme celui passé entre Paris et Téhéran permet, au contraire, d'obtenir des libérations.

La presse est particulièrement sévère pour la France : « La transaction de Paris avec les terroristes met Waite en péril », titre le Sun. L'Independent n'est pas moins critique. Voici quelques extraits de son éditorial : « Il est difficile de trouver de quelconques circonstances atténuantes dans l'accord qui a été passé entre la France et l'Iran. Ce compromis est un encouragement à d'autres prises d'otages et signifie que les commanditaires de campagnes de terreur (les bombes ont tué trois personnes l'an dernier) peuvent avoir de bonnes relations avec Paris. Il va presque certainement allonger encore la détention de Terry Waite et des autres otages britanniques du Liban. Leurs ravisseurs seront plus déterminés que jamais à garder jusqu'à ce que les autorités britanniques acceptent leurs conditions, comme l'ont fait les Français. M. Thatcher et Sir Geoffrey Howe ont de bonnes raisons d'être en colère ».

L'Independent estime qu'il serait injuste de reprocher à la France d'avoir « brusquement » cédé aux terroristes, car ce pays « a un long passé déplorablement cynique » dans ce domaine.

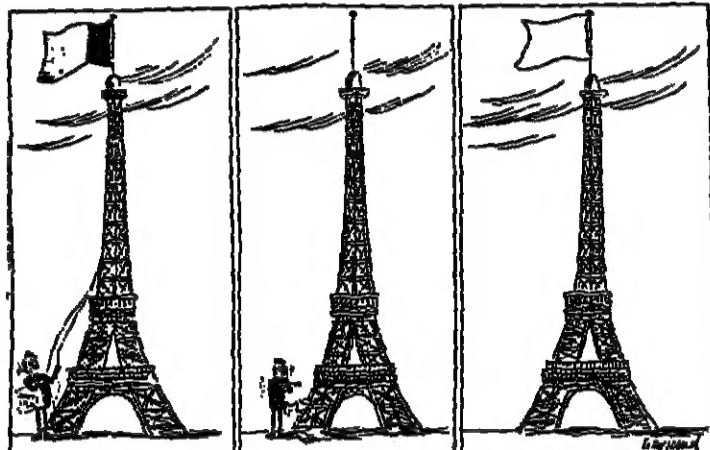
Un scoop de l'Independent

L'Independent apporte, ce mardi, en première page, ce qui pourrait bien être un « scoop » à taille considérable. Selon ce quotidien, la France a déjà commencé à livrer à l'Iran les premières armes comprises dans le « marché » qui aurait permis la libération de deux otages et l'échange entre M. Gerdji et M. Torri. Tout aurait commencé il y a un peu plus de quinze jours par une opération de « désinformation » des services secrets français. Ceux-ci auraient fait circuler dans les milieux spécialisés une « fausse » liste d'armes prétendument recherchées par l'Iran de façon à détourner les soupçons du véritable fournisseur de nombre d'entre elles : l'Etat français lui-même.

Deux « articles » présents sur cette liste ne pouvaient de toute façon être livrés que par la France. Il s'agit de pièces détachées pour sept vedettes rapides Kaman de la marine iranienne, construites en France et qui sont du type Le Combatant, classe 2. Quatre d'entre elles au moins sont immobilisées faute de pièces de rechange.

Cette liste comprenait également des systèmes de guidage radar de fabrication française pour des missiles servant aux attaques contre l'Irak. Selon l'Independent les pièces destinées aux vedettes ont déjà

(1) Le ministre français des Affaires étrangères a démenti, mardi matin, « de la manière la plus catégorique » les informations publiées par l'Independent, ainsi que le paiement d'une rançon pour obtenir la libération de Roger Augue et de Jean-Louis Normandin.



Sous le bras du personnage : White flag (drapeau blanc). The Independent.

quitté La Rochelle et seraient actuellement en transit au Portugal d'où elles devraient gagner l'Iran sur des navires « tiers » avec des certificats falsifiés (1). En outre, affirme le journal, des agences non gouvernementales françaises auraient

accepté de fournir une aide humanitaire aux « pauvres » de Beyrouth, par l'entremise d'organisations liées au Hezbollah qui auraient charge de la distribuer.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LA RECHERCHE

La supernova 1987A par Danielle Alloin et Evry Schatzman

L'apparition des premières divinités par Jacques Cauvin

Les nuées ardentes par Jacques-Marie Bardintzef

L'adaptation à l'altitude par Jean-Paul Richalet

La transition rugueuse par Sébastien Balibar, François Gallef, Etienne Rolley et Pierre-Etienne Wolf

etc.



Dossier : Gorbatchev et la science soviétique par Stephen Fortescue

N° 194 - 27F

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Poursuite des raids irakiens en Iran

L'Irak a poursuivi lundi 30 novembre ses raids en Iran. L'aviation de Bagdad a bombardé deux centrales électriques, au sud de Kangavar et au nord de Hamadan. En guise de représailles, l'Iran a bombardé des concentrations de troupes irakiennes dans le nord du Kurdistan irakien — où se déroulent de violents combats — et contre des installations pétrochimiques dans la région de Mossoul.

Les assureurs Lloyd's de Londres ont confirmé lundi qu'un pétrolier panaméen, le *Silikon*, et un iranien, le *Kharg*, avaient été attaqués respectivement vendredi et dimanche par l'aviation irakienne.

Le roi Hussein de Jordanie a effectué lundi une brève visite à Bagdad, où il s'est entretenu avec le

président Saddam Hussein. Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts du souverain jordanien en faveur du « processus de normalisation entre l'Irak et la Syrie ».

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, a une nouvelle fois reproché publiquement lundi à l'Union soviétique de ne pas soutenir la politique du Conseil de sécurité de l'ONU préconisant un embargo sur les armes à destination de l'Irak. Selon M. Aziz, cette dévotion soviétique serait liée au rapprochement en cours entre Moscou et Téhéran. M. Aziz a fait ces déclarations à Londres, alors qu'il doit être reçu cette semaine par M. Perez de Cuellar. Ce dernier doit également s'entretenir avec le chef de la diplomatie irakienne. — (AFP, Reuters.)

Une première dans les relations entre Athènes et Jérusalem

Le chef de la diplomatie grecque en visite en Israël

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la première fois depuis la naissance de l'Etat hébreu, un ministre grec est en visite officielle en Israël. M. Karolos Papoulias, ministre des affaires étrangères, est arrivé, lundi 30 novembre, à Jérusalem pour un séjour de quarante-huit heures dont les responsables israéliens espèrent qu'il ouvrira la porte à une normalisation des relations, après bientôt quarante années de froid relatif entre les deux pays.

La Grèce n'a reconnu que de facto l'existence d'Israël, peu après sa naissance. Cela s'est traduit par l'instauration de relations diplomatiques à un bas niveau : les deux pays s'entretenaient de simples missions, dont les chefs ont cependant rang d'ambassadeurs. Les Israéliens comptent que « ce premier pas vers un certain dégel » débouchera, à très court terme, sur l'échange d'ambassadeurs, plaçant ainsi les relations gréco-israéliennes au niveau de celles que Jérusalem entretient avec les autres pays membres de la CEE.

La visite de M. Papoulias n'est d'ailleurs probablement pas étrangère au fait qu'Athènes assure — pour la deuxième fois depuis 1983 — en juillet la présidence de la Communauté économique européenne. Après la normalisation entre Madrid et Jérusalem, intervenue en janvier 1986, il serait incohérent que la Grèce restât le seul Etat de la CEE à ne pas entretenir de pleines relations diplomatiques avec Israël.

L'attitude distante d'Athènes a tenu à plusieurs raisons : son souci de préserver les intérêts des communautés grecques d'Orient, sa volonté de tenir compte de la sensibilité des quelque cent vingt mille Palestiniens de confession gréco-orthodoxe et le tropisme naturel d'un pays méditerranéen envers le monde arabe, dont il s'est toujours voulu proche et dont il sollicite l'appui dans l'affaire de Chypre. Paradoxalement, c'est au gouvernement socialiste de M. Papandréou — ardent défenseur de la cause palestinienne — qu'il revient d'amorcer l'évolution dont témoigne la visite de M. Papoulias.

AL. Fr.

A TRAVERS LE MONDE

Mozambique

La guérilla dément sa participation au massacre de 63 personnes

Les rebelles de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) ont démenti, lundi 30 novembre, être responsables du massacre de soixante-trois personnes, tuées samedi lors d'une embuscade contre un convoi de véhicules. Accusant ouvertement les troupes gouvernementales d'être à l'origine de la tuerie, la RENAMO a indiqué dans un communiqué publié à Lisbonne : « Il est étrange que dans un pays en guerre [...] de soi-disant convois civils soient autorisés à circuler dans des régions infestées de miliciens et de soldats qui ont perdu leurs illusions. »

D'autre part, selon l'agence officielle zimbabwéenne Ziana, des combattants de la RENAMO « ont tué, jeudi soir au Zimbabwe, un couple et cinq jeunes enfants ». — (AFP, Reuters.)

OTAN

M. Manfred Wörner prochain secrétaire général

Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, est assuré de devenir le prochain secrétaire général de l'OTAN après le retrait officiel, annoncé lundi 30 novembre à Oslo, de son principal concurrent, l'ancien premier ministre norvégien Kaare Willoch. Soutenu déjà par une majorité des pays de l'alliance, et notamment des plus influents d'entre eux (Etats-Unis, Royaume-Uni, RFA, France, Italie, Espagne), il reste en effet seul en lice pour la succession de lord Carrington.

La désignation officielle par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN interviendra, selon toute probabilité, le 11 décembre à Bruxelles, soit quelques jours après la signature

par le président Ronald Reagan et le secrétaire général du Parti communiste d'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, d'un traité sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires.

Seuls quatre des seize pays de l'alliance atlantique, la Norvège, l'Islande, le Danemark et la Grèce, soutenaient la candidature de M. Willoch, selon des sources diplomatiques. Le bloc de quelques pays qui n'avaient pas voulu opter pour M. Willoch ou pour M. Wörner, afin de ménager les susceptibilités nationales, s'était effrité ces derniers jours.

Mercredi dernier, les Etats-Unis avaient publiquement pris parti pour le ministre ouest-allemand dans l'espoir apparent, estiment les observateurs, de forcer la décision. Pour la première fois dans l'histoire de l'alliance atlantique, le poste de secrétaire général de l'OTAN reviendrait donc en juin 1988 à un Allemand. — (AFP.)

Sri-Lanka

Trente-cinq morts en deux jours

Trente-cinq personnes, dont douze soldats indiens, ont été tuées dimanche 29 et lundi 30 novembre, a-t-on appris de source officielle à Colombo, alors que les forces indiennes de maintien de la paix poursuivent leurs opérations de nettoyage contre les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres tamouls). Onze des soldats indiens sont morts en sautant sur une mine : trois policiers sri-lankais ont été tués lors de l'attaque d'un poste de police par les Tigres.

D'autre part, le président Jayewardene a procédé lundi à un remaniement ministériel à la suite de la récente démission du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, M. Gamani Jayasinghe, opposé au projet d'autonomie de la minorité tamoule. Il est remplacé par M. D.B. Wijetunge, qui cède son portefeuille des postes et télécommunications à M. Sunil Abeywardene, vice-ministre de la pêche. M. P. Dayaratne devient enfin ministre de l'énergie. — (AFP, Reuters, Times.)

(Suite de la première page.)

Pour que les « oui » l'emportent, il aurait fallu qu'ils constituent la majorité des inscrits, et non pas seulement des votants — ce qui est loin d'être le cas.

Compte tenu des abstentionnistes, il ne s'est, en effet, trouvé que 42,2 % des électeurs polonais pour répondre affirmativement à la première question et 46,3 % à la seconde. Techniquement parlant, la défaite du pouvoir est indiscutable et — ce qui est encore plus grave pour lui — elle est politiquement spectaculaire.

Car si l'on peut ne plus relever, lorsque les majorités flirtent comme à Jaruzelski a préféré frapper un plus grand coup en proposant à la Pologne de se prononcer dans le même temps en faveur de la réforme économique et d'une démocratisation de la vie politique. Représentant l'un des principaux thèmes de l'opposition, son équipe a commencé d'expliquer que l'une et l'autre étaient indissociables, puisque la seconde était nécessaire au succès de la première. Là, le propos devenait audacieux, mais la condition de la réussite était que ces esquisses d'ouverture politique deviennent crédibles.

Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. Le plénum du comité central qui devait donner son aval aux deux réformes en même temps a été repoussé d'un mois fin septembre puis avancé à la mi-octobre mais pour seulement parler d'économie. Encore un mois d'attente et le projet de résolution du bureau politique sur la démocratisation de la vie politique locale et la libéralisation du droit d'association est remplacé par une nouvelle version au ton beaucoup plus dogmatique, prudent et particulièrement agressif à l'égard de Solidarité. Pis, ce texte n'est pas adopté mais seulement discuté au cours du nouveau plénum qui précède de quatre jours le référendum.

On a ainsi le sentiment, à la veille du vote, que la montagne est en train d'accoucher d'une souris et que la seule chance concrète pouvant sortir des urnes sera l'augmentation du coût de la vie.

Avant même de sauter le pas — un pas bien limité puisqu'il n'aura jamais été question dans tout cela d'une reprise du dialogue avec Solidarité, — le général Jaruzelski a reculé. L'a-t-il fait cyniquement, en croyant pouvoir gagner sur tous les

tableaux ? A-t-il été incité à la circonspection après les difficultés rencontrées à la même époque à Moscou par M. Gorbatchev, auquel il est étroitement lié ? Est-ce l'appareil polonais, enbaré par ces flottements de la « perestroïka », qui a su imposer de modérer l'allure à ce numéro un venu de l'armée ?

Chacune de ces hypothèses est plausible, aucune n'exclut les autres, mais, à défaut de certitudes à établir, il y a un constat à faire. L'Etat polonais est à la fois demeuré assez totalitaire pour que pratiquement personne n'ait jamais imaginé que le « non » puisse l'emporter, et assez affaibli pour qu'on ait pu remédier à la vérité des urnes en les remettant dans ce qui s'est appelé jadis « le sens de l'histoire ».

« Le temps presse »

Cela se faisait en d'autres temps mais ne peut plus se pratiquer qu'à une échelle limitée car l'appareil n'est plus monolithique, que les intérêts y sont contradictoires, les hommes bavards, les alliés et faux de moins en moins sûrs. Après la presse, les plénums du comité central et même les débats parlementaires, les votes à leur tour acquiescent une importance en Pologne mais de manière si soudaine que dimanche soir, au seul vu du taux de participation, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Urban, laissait voir sa satisfaction : que lundi matin le porte-parole des affaires étrangères soviétiques, M. Gerasimov, se félicitait de « la contribution majeure [apportée à] l'extension de la démocratie socialiste » par le référendum polonais et que lundi après-midi — résultats connus — le général Jaruzelski était invisible à l'importante réunion politique à laquelle il était attendu.

Théoriquement, le comité central devait se réunir dans les prochains jours pour faire siennes les mesures de démocratisation qui auraient dû être entérinées dimanche par le suffrage populaire. Le parti va-t-il, en position de faiblesse, se résoudre à ce qu'il n'aurait pas voulu céder alors qu'il se croyait fort ? Les adversaires des réformes vont-ils utiliser les résultats du référendum pour les enterrer ? Le général Jaruzelski peut-il, sans perdre plus encore de son prestige, rempocher

son programme sans mot dire ? Réponse dans une ou deux semaines.

Samedi, le Sejm (le Parlement) est convoqué pour débattre des suites à donner au vote de dimanche, dans le domaine économique notamment. Il aurait dû, en principe, donner force de loi à la réforme, mais est-il désormais possible, sans ouvertement piétiner une volonté populaire légalement exprimée, de décider de hausses des prix — par ailleurs indispensables à l'assainissement des finances de la Pologne et à ses capacités d'emprunt ? Réponse sous peu.

Lundi soir, M. Urban affirmait que « ce résultat ne nous incite absolument pas à corriger la direction de nos réformes, car l'alternative serait la stagnation et la dégradation économiques ». M. Walesa déclarait de son côté : « Le référendum n'a rien résolu, loin de là. Il a démontré qu'aucune des forces en Pologne [ni le pouvoir ni le syndicat] n'était en mesure de résoudre à elle seule la crise. » « L'espérer que le pouvoir l'a désormais compris », a-t-il ajouté, avant de juger « important » que Solidarité et les autorités s'adressent « en commun » à la population pour l'inviter à « sauver la Pologne », car « le temps presse ». Quant au professeur Gerasimov, le principal conseiller politique de M. Lech Walesa, il disait, avec tristesse : « Il n'y a pas de victoire. C'est un échec pour tout le monde, car les autorités ont compromis l'idée de référendum et celle de réforme ».

BERNARD GUETTA.

● RÉPUBLIQUE D'IRLANDE :

arrestation du « renard des frontières ». — L'opération antiterroriste la plus importante jamais lancée conjointement par l'Irlande du Nord et du Sud a permis, le vendredi 27 novembre, l'arrestation près de Urringford, en République d'Irlande, de Dessie O'Hare, l'homme le plus recherché des deux côtés de la frontière. Soupçonné de nombreux assassinats en Ulster, le « renard des frontières » était passé du terrorisme politique au grand banditisme. Il avait été démasqué il y a plusieurs années aussi bien par l'IRA que par l'autre organisation clandestine irlandaise, l'INLA. Un membre de cette organisation, Martin Bryn, l'accompagnait au moment de son arrestation. Il a été tué alors que les deux hommes cherchaient à forcer un barrage. — (Corresp.)

YOUgoslavie : visite officielle du président Mojsov à Paris

Belgrade souhaite développer la coopération industrielle avec la France

BELGRADE
de notre correspondant

Au cours de sa visite officielle à Paris, les 2 et 3 décembre, M. Lazar Mojsov, président de la direction générale de la Yougoslavie, rencontrera notamment M.M. François Mitterrand, Jacques Chirac, Jacques Chaban-Delmas et Alain Poper.

Cette visite, qui est la première faite par le chef de l'Etat yougoslave dans un pays d'Europe occidentale depuis son accession à la magistrature suprême, au printemps dernier, devrait permettre, selon Belgrade, de renforcer les relations entre les deux pays.

Au chapitre économique, la Yougoslavie veut développer la coopération dans les secteurs automobile, ferroviaire et énergétique. Elle souhaiterait voir ses entreprises participer à la construction de l'Airbus, du tunnel sous la Manche ainsi qu'à différents projets Eureka.

Les autorités de Belgrade pensent que les industries françaises pourraient, de leur côté, contribuer à l'extension des réseaux routiers et de chemin de fer de la Yougoslavie, qui a obtenu à cette fin un crédit de 260 millions d'ECU de la Banque européenne.

Pour les neuf premiers mois de l'année, la balance des échanges bilatéraux présente, pour la Yougoslavie, un déficit de 87 millions de dollars.

M. Lazar Mojsov évoquera également avec ses interlocuteurs français les problèmes posés à son pays par le remboursement d'une dette extérieure de quelque 18 milliards de dollars, dont 1,4 milliard est dû à des créanciers français. Il espère que Paris fera preuve de compréhension pour ces difficultés et que la France soutiendra sa demande de rééchelonnement de cette dette dans les négociations avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Communauté européenne.

Dans le domaine culturel, les Yougoslaves constatent que la France est leur premier partenaire européen et se félicitent de l'activité des centres culturels des deux pays. La langue française est en recul par rapport à l'anglais en Yougoslavie mais on pense, à Belgrade, que cette situation pourrait être améliorée si la France accordait un plus grand nombre de bourses aux étudiants, enseignants et intellectuels yougoslaves.

PAUL YANKOVITCH.

AUTRICHE

Les pressions s'accroissent pour une démission du président Waldheim

La commission internationale d'experts chargée par le gouvernement autrichien de faire la lumière sur l'affaire Waldheim s'est réunie, lundi 30 novembre, à Vienne pour sa troisième session de travail au moment où les spéculations sur une démission du président autrichien reprennent de l'ampleur. La démission, il y a quinze jours, du secrétaire général du parti conservateur (FPÖ), M. Graf, l'un des principaux partisans de M. Waldheim, semble avoir conduit dans les milieux conservateurs eux-mêmes à un réexamen de la situation. M. Graf avait été contraint de quitter son poste après avoir affirmé qu'une démission du chef de l'Etat n'était possible que s'il était prouvé qu'il avait tué « six juifs de ses propres mains ».

Cette déclaration, par son cynisme, a sonné le glas des espoirs des partisans de M. Waldheim de voir la commission d'experts s'en tenir, comme ils l'espèrent initialement, à l'examen des responsabilités directes de M. Waldheim dans l'extermination de juifs et de partisans pendant la guerre dans les Balkans. Si l'on en croit les récentes déclarations du président de la commission, l'historien suisse Hans Rudolf Kurz, celle-ci entend désormais faire la lumière sur le rôle exact du lieutenant Waldheim dans les services de renseignement de l'armée allemande des Balkans et le contexte dans lequel il avait servi.

Pour tenter de faire bonne figure, le président autrichien a fait indiquer lundi par son porte-parole qu'il répondrait favorablement à la demande de la commission de l'entendre lui-même. Mais cette bonne volonté arrive un peu tardivement. La semaine dernière, le chef de l'Etat avait affirmé qu'il ne se sentirait pas lié par les conclusions de la commission.

L'électorat autrichien, qui, par réaction au « complot juif international », a porté contre vents et marées M. Waldheim à la présidence en 1986, commence à se lasser. Le résultat des dernières élections régionales ne laisse aucun doute à ce propos. Alors que l'offensive anti-Waldheim reprend au sein du FPÖ, les socialistes ne sont plus cette fois les seuls. L'influent quotidien conservateur *Die Presse*, qui avait toujours soutenu M. Waldheim, commence maintenant à évoquer ouvertement dans ses colonnes la possibilité de confier la présidence à un autre conservateur.

H. de B.

L'ARTISANAT DE L'URSS A PARIS

Objets d'art populaire, sculptures, bijoux, bijoux en ambre, céramique de Gorgie, porcelaine de Léningrad, laques de Pskov et Kholm, plaques de Jostov, châles sibériens, bois de Kholm, disques et C.D., livres d'art, cassettes vidéo, montres, bijoux, sacs, tapis, reproductions d'icônes, produits alimentaires.

Renseignements sur toutes les possibilités de séjours touristiques en République URSS : SAMEDI 5 DÉCEMBRE, de 10 h à 18 h ; DIMANCHE 6 DÉCEMBRE, de 10 h à 17 h.

Association FRANCE-URSS
Comité de Paris
61, rue Boissière, 75116 PARIS
Métro : Boissière ou Victor-Hugo

Europe

Le « non » des Polonais au référendum

Les deux erreurs du général Jaruzelski

(Suite de la première page.)

Pour que les « oui » l'emportent, il aurait fallu qu'ils constituent la majorité des inscrits, et non pas seulement des votants — ce qui est loin d'être le cas.

Compte tenu des abstentionnistes, il ne s'est, en effet, trouvé que 42,2 % des électeurs polonais pour répondre affirmativement à la première question et 46,3 % à la seconde. Techniquement parlant, la défaite du pouvoir est indiscutable et — ce qui est encore plus grave pour lui — elle est politiquement spectaculaire.

Car si l'on peut ne plus relever, lorsque les majorités flirtent comme à Jaruzelski a préféré frapper un plus grand coup en proposant à la Pologne de se prononcer dans le même temps en faveur de la réforme économique et d'une démocratisation de la vie politique. Représentant l'un des principaux thèmes de l'opposition, son équipe a commencé d'expliquer que l'une et l'autre étaient indissociables, puisque la seconde était nécessaire au succès de la première. Là, le propos devenait audacieux, mais la condition de la réussite était que ces esquisses d'ouverture politique deviennent crédibles.

Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. Le plénum du comité central qui devait donner son aval aux deux réformes en même temps a été repoussé d'un mois fin septembre puis avancé à la mi-octobre mais pour seulement parler d'économie. Encore un mois d'attente et le projet de résolution du bureau politique sur la démocratisation de la vie politique locale et la libéralisation du droit d'association est remplacé par une nouvelle version au ton beaucoup plus dogmatique, prudent et particulièrement agressif à l'égard de Solidarité. Pis, ce texte n'est pas adopté mais seulement discuté au cours du nouveau plénum qui précède de quatre jours le référendum.

On a ainsi le sentiment, à la veille du vote, que la montagne est en train d'accoucher d'une souris et que la seule chance concrète pouvant sortir des urnes sera l'augmentation du coût de la vie.

Avant même de sauter le pas — un pas bien limité puisqu'il n'aura jamais été question dans tout cela d'une reprise du dialogue avec Solidarité, — le général Jaruzelski a reculé. L'a-t-il fait cyniquement, en croyant pouvoir gagner sur tous les

tableaux ? A-t-il été incité à la circonspection après les difficultés rencontrées à la même époque à Moscou par M. Gorbatchev, auquel il est étroitement lié ? Est-ce l'appareil polonais, enbaré par ces flottements de la « perestroïka », qui a su imposer de modérer l'allure à ce numéro un venu de l'armée ?

Chacune de ces hypothèses est plausible, aucune n'exclut les autres, mais, à défaut de certitudes à établir, il y a un constat à faire. L'Etat polonais est à la fois demeuré assez totalitaire pour que pratiquement personne n'ait jamais imaginé que le « non » puisse l'emporter, et assez affaibli pour qu'on ait pu remédier à la vérité des urnes en les remettant dans ce qui s'est appelé jadis « le sens de l'histoire ».

« Le temps presse »

Cela se faisait en d'autres temps mais ne peut plus se pratiquer qu'à une échelle limitée car l'appareil n'est plus monolithique, que les intérêts y sont contradictoires, les hommes bavards, les alliés et faux de moins en moins sûrs. Après la presse, les plénums du comité central et même les débats parlementaires, les votes à leur tour acquiescent une importance en Pologne mais de manière si soudaine que dimanche soir, au seul vu du taux de participation, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Urban, laissait voir sa satisfaction : que lundi matin le porte-parole des affaires étrangères soviétiques, M. Gerasimov, se félicitait de « la contribution majeure [apportée à] l'extension de la démocratie socialiste » par le référendum polonais et que lundi après-midi — résultats connus — le général Jaruzelski était invisible à l'importante réunion politique à laquelle il était attendu.

Théoriquement, le comité central devait se réunir dans les prochains jours pour faire siennes les mesures de démocratisation qui auraient dû être entérinées dimanche par le suffrage populaire. Le parti va-t-il, en position de faiblesse, se résoudre à ce qu'il n'aurait pas voulu céder alors qu'il se croyait fort ? Les adversaires des réformes vont-ils utiliser les résultats du référendum pour les enterrer ? Le général Jaruzelski peut-il, sans perdre plus encore de son prestige, rempocher

son programme sans mot dire ? Réponse dans une ou deux semaines.

Samedi, le Sejm (le Parlement) est convoqué pour débattre des suites à donner au vote de dimanche, dans le domaine économique notamment. Il aurait dû, en principe, donner force de loi à la réforme, mais est-il désormais possible, sans ouvertement piétiner une volonté populaire légalement exprimée, de décider de hausses des prix — par ailleurs indispensables à l'assainissement des finances de la Pologne et à ses capacités d'emprunt ? Réponse sous peu.

Lundi soir, M. Urban affirmait que « ce résultat ne nous incite absolument pas à corriger la direction de nos réformes, car l'alternative serait la stagnation et la dégradation économiques ». M. Walesa déclarait de son côté : « Le référendum n'a rien résolu, loin de là. Il a démontré qu'aucune des forces en Pologne [ni le pouvoir ni le syndicat] n'était en mesure de résoudre à elle seule la crise. » « L'espérer que le pouvoir l'a désormais compris », a-t-il ajouté, avant de juger « important » que Solidarité et les autorités s'adressent « en commun » à la population pour l'inviter à « sauver la Pologne », car « le temps presse ». Quant au professeur Gerasimov, le principal conseiller politique de M. Lech Walesa, il disait, avec tristesse : « Il n'y a pas de victoire. C'est un échec pour tout le monde, car les autorités ont compromis l'idée de référendum et celle de réforme ».

BERNARD GUETTA.

● RÉPUBLIQUE D'IRLANDE :

arrestation du « renard des frontières ». — L'opération antiterroriste la plus importante jamais lancée conjointement par l'Irlande du Nord et du Sud a permis, le vendredi 27 novembre, l'arrestation près de Urringford, en République d'Irlande, de Dessie O'Hare, l'homme le plus recherché des deux côtés de la frontière. Soupçonné de nombreux assassinats en Ulster, le « renard des frontières » était passé du terrorisme politique au grand banditisme. Il avait été démasqué il y a plusieurs années aussi bien par l'IRA que par l'autre organisation clandestine irlandaise, l'INLA. Un membre de cette organisation, Martin Bryn, l'accompagnait au moment de son arrestation. Il a été tué alors que les deux hommes cherchaient à forcer un barrage. — (Corresp.)

Collection Mondes en devenir
LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
M. F. LABOUZ
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

(Publié)
TUNISIE : LA II^e RÉPUBLIQUE
Comme à Paris, un grand ouvrage une nouvelle République à Tunis. Pourra-t-elle en faire un pays libre ? Un dossier réalisé par Habib Bouchara, Paul-Marc de La Gorce et Philippe Roudot.
Dans le numéro de décembre d'ARABIES, en kiosque et en librairie
78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. 46-22-34-14

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Asie

CAMBODGE : la tentative de réconciliation

« Il est temps que Sihanouk revienne »

La première rencontre entre frères ennemis cambodgiens, le prince Norodom Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, aura lieu le mercredi 2 novembre, à Pô-en-Tardent, dans la région parisienne. Une rencontre dont les Cambodgiens espèrent qu'elle pourrait conduire à une réconciliation, après plus de six-sept années de guerre.

PHNOM-PENH
de notre envoyé spécial

Le Cambodge de M. Hun Sen s'installe entre la peur et l'espoir. La peur que la rencontre entre le jeune prince de Phnom-Penh et l'ancien roi khmer ne débouche sur rien, que la négociation qui s'engage en France ne soit qu'un leurre de plus. Et l'espoir que tout reste dans l'ordre, qu'une vie normale reprenne, sans embuscades, sans levées de troupes, sans coups de fusil.

Les meetings, ces derniers temps, se sont multipliés. Le « Cambodge populaire » — celui de Phnom-Penh — explique sa politique de « réconciliation nationale », d'abord à ses troupes — cadres du parti, responsables à tous les échelons — puis à la population. La radio et la télévision s'en mêlent. Sihanouk, le prince veut encore hier aux cérémonies pour avoir pris la tête d'une « bande de criminels réactionnaires », est redevenu « Samdech », monseigneur Sihanouk, l'interlocuteur valable.

Ce virage-là s'est pris à la plus grande vitesse : une déclaration le 27 août, explicitée le 8 octobre. Happé par la guerre du Vietnam, en 1970, à la botte des Khmers rouges entre 1975 et 1979 — la bande la plus barbare des temps modernes — le Cambodge peut-il vraiment renouer avec la paix ?

Ici, rien n'est jamais sûr. M. Kong Korn, un ancien enseignant qui s'est terré à Kompong-Cham sous les Khmers rouges et qui a été promu ensuite ministre des affaires étrangères, affirme que « la forme du futur gouvernement dépendra des négociations ».

« Les Khmers rouges perdent du terrain »

Tout aussi prudente, la princesse Lola Sisowath, cousine germaine du prince Sihanouk et député à l'Assemblée, qui s'est cachée à Battambang à l'époque de M. Pol Pot, estime qu'« il est un peu tôt, la vedette ne peut pas toujours lui revenir ». Elle ajoute : « Le Palais royal reste le Palais royal, on continue de l'aimer. Le Palais représente Sihanouk, parce qu'il a été roi, puis chef d'Etat, puis chef de gouvernement de coalition... »

Les voix non autorisées sont encore plus prudentes. Le retour du prince ? La question ne soulève, le plus souvent, que des sourires un peu gênés. Quelques affiches traitent encore sur les murs, dénonçant la « coalition des trois » — Pol Pot, le Khmer rouge, Son Sann, le républicain, et Sihanouk, le royaliste. « J'aimerais bien voir Sihanouk disparaître de ces affiches », dit simplement un fonctionnaire. Les habitants des places de marché ne dénoncent plus, eux, que les dirigeants khmers rouges, y compris M. Khieu Samphan.

Entre-temps, le Cambodge continue de recoller les morceaux. La guerre ? Il y a eu un attentat à Pô-en-Tardent, dans le centre de Phnom-Penh, mais c'était il y a plusieurs semaines et on ne sait à qui l'attribuer, aux Khmers rouges ou à des invalides de guerre, nombreux dans la capitale. De temps à autre, on signale une embuscade sur une route de province et même un accrochage ici ou là. Mais les escarmouches ont lieu, le plus souvent, dans deux régions assez précises : sur la frontière thaïlandaise, où les Vietnamiens tentent de couper les voies d'infiltration de la guérilla, surtout celle des Khmers rouges. Et aux alentours des Cardamomes, toujours dans l'Ouest, une chaîne montagneuse recouverte de forêts et où se terrent les hommes de M. Pol Pot. « D'une année sur l'autre, résume M. Kong Korn, les activités de l'ennemi se réduisent. » « Tandis que nous bâtissons notre armée, ajoute-t-il, nos ennemis, déjà divisés entre eux, s'affaiblissent. »

Un responsable vietnamien offre une vue plus nuancée : « Les Khmers rouges ne peuvent plus se présenter dans les villages au nom de Sihanouk. Ils ne peuvent plus y rester. En outre, si leurs dirigeants sont toujours aussi déterminés, ils ont de sérieux problèmes de recrutement, leurs cadres subalternes deviennent moins bons, moins dévoués. Ils ont

beaucoup encore à perdre de grandes quantités d'armes des Chinois, ils perdent du terrain. » Et d'autres termes, on en demeure à la ligne officielle : quoi qu'il advienne, les troupes vietnamiennes pourront être totalement retirées, comme annoncé, en 1990. Même en l'absence d'un règlement politique...

Il reste que, dans ce pays ensanglanté, les levées de troupes sont particulièrement impopulaires. De jeunes recrues khmères sont encore envoyées, mais pour des périodes plus courtes, dans la zone frontalière de la Thaïlande, où sévit une redoutable forme de paludisme. Chaque famille, sous le régime de M. Pol Pot, a déjà perdu souvent plusieurs de ses membres, morts de maladie ou de faim, ou plus simplement assassinés. L'élevage d'un service militaire de trois ans reste dur. Quant à la reconstruction, elle s'amorce cahin-caha, avec les moyens du bord et l'aide des pays de l'Est et de quelques organisations non gouvernementales.

Sur la route de la frontière vietnamienne à Phnom-Penh, on aperçoit quelques toits de tuiles, flambant neufs, coiffant des habitations sur pilotis. Le chef-lieu de Svay-Rieng, en bordure du lac de Camard, s'est repeuplé. L'herbe envahit trottoirs et chaussées. Les citernes sont encore défoncées. Le bac de Nék-Luong, sur le Mékong, fonctionne correctement. Plus près de Phnom-Penh, on commence à repérer une chaussée très abîmée. Les principales routes du Cambodge demeurent en piteux état : comme tout le reste, elles n'ont pas été entretenues pendant une quinzaine d'années. Le mois dernier, affirmait les autorités, de nombreux contrôles routiers ont été levés pour mettre un terme aux abus et réduire les coûts de transport.

Les Khmers rouges avaient supprimé l'école — comme la monnaie — et détruit le matériel scolaire. M. Miché Savarac — une ancienne institutrice promue directrice — accueille aujourd'hui, à l'école Chado-muk, dans le centre de Phnom-Penh, quatre mille élèves du primaire et du premier cycle du secondaire. « Les Khmers rouges en avaient fait une école, nous avons eu beaucoup de mal à tout récupérer », explique-t-elle. Les manuels du primaire sont imprimés à Ho-Chi-Minh-Ville et ceux du secondaire sur place, grâce à une imprimerie livrée par l'UNICEF. Depuis deux ans, ces manuels ne sont plus gratuits, mais fournis à très bas prix aux élèves.

Faut-il de la carte — on continue de les remettre lentement en état — et d'enseignants, les classes de Chado-muk accueillent soixante élèves en moyenne et « jusqu'à quatre-vingts chez les petits ». La scolarité est obligatoire jusqu'au certificat d'études. Les autorités comptent relever cette barrière au niveau du brevet en 1991. Neuf ans après la chute de M. Pol Pot, un million trois cent mille jeunes Cambodgiens sont ainsi scolarisés. Mais les effectifs du deuxième cycle du secondaire (vingt-six mille sept cents élèves) et de l'université (quatre mille) demeurent très faibles pour une population estimée à quelque sept millions de personnes.

Au tout début, pour remettre le pays en marche, les autorités ont fait appel aux Vietnamiens, qu'on retrouve encore dans de nombreux secteurs, et à toutes les bonnes volontés locales encore en vie.

« En 1979, il n'y avait plus que de cinquante-quatre à cinquante-six médecins au Cambodge », raconte le docteur Un Pan, directeur adjoint de l'hôpital du 7-Janvier — date de la « libération » de Phnom-Penh par les Vietnamiens —, un ancien hôpital chinois de Phnom-Penh. Les fonctionnaires ainsi recrutés ne touchent toujours pas de salaires mais des « indemnités » dont le montant s'élève, en moyenne, à 600 riels (moins de 40 francs) par mois. En outre, ils peuvent se fournir, à bas prix, en produits de première nécessité : riz, pétrole pour la cuisine, lait concentré, poisson salé, sucre, sel, cigarettes et tissu. Un fonctionnaire a droit à 16 kilos de riz par mois à 2,5 riels, contre 8 à 20 riels le kilo sur le marché libre. L'Etat achète le riz 5 riels le kilo aux paysans.

« Tout est possible »

Fatalement, pour pouvoir se nourrir, beaucoup de fonctionnaires sont contraints d'avoir des activités parallèles, du petit état de coin de rue au cours d'enseignement d'une langue étrangère — anglais, russe — dans des écoles privées archibondées. La plupart des restaurants étant, par exemple, semi-étatiques, le partenaire privé est souvent un fonctionnaire ou un militaire haut placé.

Mais ce régime, bâti au départ autour d'un noyau d'anciens Khmers rouges, est condamné à la tolérance. Les plantations d'hévéas recommencent à produire. De petites usines ont rouvert leurs portes. Mais tout manque, des câbles aux pièces de rechange, de l'électricité aux moyens de transport. La contrebande et de multiples petits commerces sont donc admis.

« Après ce qu'ils ont vécu, il faut laisser les gens un peu respirer », explique un responsable politique. On demande seulement aux familles de s'associer au sein de « groupes de solidarité ». Ainsi la vente de produits pharmaceutiques s'est-elle regroupée dans des dépôts, plutôt que de se faire dans le brio-à-brac des marchés. Ainsi, surtout, les paysans s'entraident aux époques des semailles et des moissons, l'un prêtant son buffle et l'autre sa charrue.

« Nous voulons que les Cambodgiens évitent de commettre les mêmes erreurs que nous », explique un responsable vietnamien. La production rizicole, en tout cas, demeure « la priorité de notre premier plan quinquennal, de 1986 à 1990 », rapporte, de son côté, M. Nhim Vanda, vice-ministre du plan, qui a perdu un bras « lors de la guerre contre les Américains ». D'autant que les pannes ont été très tardives cette année et que, en conséquence, les récoltes de riz précoces ont été désastreuses. La dernière récolte en temps de paix (1969-1970) avait été de 3,8 millions de tonnes. Celle de l'année dernière a été estimée à 2 millions de tonnes. Selon les prévisions, celle de 1987-1988 devrait se situer autour de

1,7 million de tonnes. Dans la meilleure des hypothèses, le déficit alimentaire s'élèvera donc à 200 000 tonnes, qu'il faudra, si possible, importer.

Sur le plan politique, ce régime « socialiste », géré par le « Parti populaire révolutionnaire du Kampuché », met avant tout l'accent sur le « patriotisme » dans ses discours, à l'école comme sur la place publique. Si le noyau central du parti est formé d'anciens Khmers rouges, le seul « socialisme » auxquels avait pu adhérer, par le passé, beaucoup de cadres a été celui du prince Sihanouk. La guerre idéologique n'est guère de mise. On oublie vite la langue de bois dans les conversations privées. Il y a les « anciens régimes » — avec une place à part pour le « criminel Pol Pot » — et des gens qui tentent de remettre sur pied une administration et de réorganiser une société, rurale pour l'essentiel.

Ce pays a été bouleversé par de longues années de guerre et trois années d'un régime sanguinaire. Il a connu deux effroyables migrations : en 1975, quand les Khmers rouges ont vidé, dans des conditions insupportables, les villes, et en 1979, quand des colonnes de gens affamés et épuisés ont tenté de regagner leur domicile, leur village, à pied. Sous la protection encombrante mais indispensable de l'armée vietnamienne, une administration centrale se met, depuis, lentement en place. Son emblème résume le tout : sur fond rouge, une reproduction en jaune d'Angkor.

« Tout est encore possible », résume un responsable vietnamien en songeant au dialogue des deux Khmers, l'ancien et le nouveau, qui se rencontrent en France et dont dépend, peut-être, le sort de cet ancien royaume que des Français avaient sauvé, au milieu du siècle dernier, d'une mainmise siamoise à l'ouest et vietnamienne à l'est, en lui imposant leur propre « protectorat ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

L'HISTOIRE chez Fayard



Emmanuel Chadeau
L'industrie aéronautique en France 1900-1950
De Blériot à Dassault
Fayard
556 pages
180F

DE BLÉRIOT A DASSAULT
FAYARD

Hommes d'affaires, pour réussir faites appel à la plus célèbre bande du milieu.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

UN COUP DE FOUDRE ? FONCEZ.

CRÉDISPONIBLE

Vous offrir ce que vous désirez quand vous le désirez, c'est désormais possible avec le Crédispensible de la BNP. Le Crédispensible, c'est une ligne de crédit d'un montant adapté à votre budget, et qui se reconstitue au fur et à mesure de vos remboursements. Le Crédispensible est accordé immédiatement sur quelques critères simples aux détenteurs d'une carte bleue ou d'une carte Premier BNP. Rapide et souple, le Crédispensible vous permet d'étaler le règlement de vos dépenses à des conditions intéressantes. Désormais, n'hésitez plus. Avec la BNP, vos coups de foudre deviennent raisonnables.

BNP



L'ARTISAN DE L'URB A PARIS

Politique

Le 26^e Congrès du Parti communiste français

Le temps des « gardes rouges »

Le 26^e congrès du Parti communiste français devait s'ouvrir, le mercredi 2 décembre, au centre sportif de Saint-Ouen, dans l'île des Vannes (Seine-Saint-Denis). Il s'achèvera, dimanche, après l'adoption du projet de résolution concernant le programme du parti, dont les trois mots-clés sont « paix, justice et liberté », et la désignation des nouvelles instances dirigeantes (comité central, bureau politique et secrétaire général).

« Nous venons de décider, en adoptant la résolution du 25^e congrès, qu'un communiste, une fois la décision prise, peu, s'il le souhaite, conserver son opinion et la défendre dans sa cellule et les autres organismes du parti auxquels il appartient. Ainsi parlait M. Georges Marchais au terme du dernier congrès du PCF, organisé en février 1985. Le secrétaire général, qui venait d'être réélu pour la quatrième fois à la tête d'un parti dont il a officiellement pris la direction en 1972, ajoutait : « Une seule règle, finalement, s'impose à tous : le respect de la volonté majoritaire, le respect des décisions prises démocratiquement par le parti tout entier. Encore une fois, insistait-il, transiger sur cette question serait, implicitement ou explicitement, jeter les bases d'une organisation en tendances. Le congrès s'est prononcé clairement sur ce point : c'est non. »

Toutefois, cette décision, aux yeux de M. Marchais, comme une tentative de corruption social-démocrate du parti de la révolution.

Il n'empêche que, dans le même temps, la direction du PCF se déclarait assez forte pour accepter dans ses instances trois « camarades » : MM. Félix Darnet, Pierre Jaquin et Marcel Rigout — en désaccord profond avec le secrétaire général.

Dans un parti qui ne supporte pas la contestation interne, les cadres de la Place du Colonel-Fabien prenaient, ainsi, la responsabilité de marier la carpe et le lapin.

L'équipe de M. Marchais s'était donné trois ans pour réussir son pari. Celui-ci était à déconter multiples : reconduire les brebis égarées dans le droit chemin, arrêter le parti fermement au « nouveau rassemblement populaire majoritaire » — politique d'union « à la base » — se substituer à la politique d'union « au sommet » illustrée par le programme commun de gouvernement de la gauche — et préparer, dans de bonnes conditions, tant le 26^e congrès que l'élection présidentielle.

A bien des égards, ce pari a été parfaitement réussi puisque le secrétaire à l'organisation, dauphin présumé du secrétaire général, M. Jean-Claude Gayssot, peut affirmer que « le parti n'a jamais été ni aussi fort ni aussi uni ». Les faits correspondent-ils à cette conclusion ? Alors qu'aux élections législatives du 10 novembre 1986 le PCF était le premier parti de France avec 5 489 288 suffrages exprimés, soit 28,6 %, le 16 mars 1986 l'extrême droite faisait jeu égal avec lui : 2 740 972 voix, soit 9,7 % pour le PCF. En l'espace de quarante ans, mis à part la parenthèse de 1958, le PCF est passé de 166 à 35 députés. Jamais aussi « fort ».

Les cadres qui quittent le parti aujourd'hui avancent, en vérité, des chiffres d'adhérents qui sont fort éloignés des communiqués de victoire.

Il est probable que M. Georges Marchais sera réélu, pour la cinquième fois, à la tête du parti dont la direction connaît un large renouvellement. De nombreuses délégations étrangères assisteront aux travaux des quelque mille huit cents délégués dont celle du PC soviétique conduite par M. Ligatchev, numéro deux à Moscou.

Plus « uni » que jamais ? A n'en pas douter, le congrès, au travers du vote de la résolution finale, va démontrer la profondeur de cette union interne. L'équipe dirigeante pourra se prévaloir d'un score triomphal, tournant autour de 97 % ou 98 %.

Le PCF est tellement « uni » que cette année aura enregistré une cascade d'événements dont tous les partis politiques préféreraient être dispensés. Des trois « camarades » en désaccord, un seul siège encore au comité central, M. Darnet, sans espoir d'y être réélu. M. Rigout a donné sa démission en janvier pour protester contre l'utilisation du mot « liquidateur », par M. Marchais, pour qualifier les « rénovateurs ». L'ancien ministre, toujours député, qui a également abandonné ses fonctions à la direction de la fédération communiste de la Haute-Vienne, a été précédé de vingt-quatre heures dans son départ par M. Claude Poperon, membre du bureau politique, qu'on donnait comme successeur de M. Gaston Pissonnier, doyen de cette instance, chargé de l'administration du parti.

Un double problème

Après avoir bataillé pendant de nombreux mois à l'intérieur du PCF, le « camarade tabou », M. Jaquin — ainsi baptisé par M. Marchais parce que l'ancien porte-parole du PCF, à la mi-84, avait préconisé de discuter « sans tabou » — notamment du centralisme démocratique — a décidé, avant l'été, de quitter le comité central, puis, en octobre, de se porter candidat à l'élection présidentielle. Comme dans n'importe quel parti, se présenter, implicitement, contre le candidat de sa propre organisation, — M. André Lajoinie en l'occurrence — ne pouvait valoir qu'une exclusion à M. Jaquin. Elle n'a pas tardé, entraînant par là même une nouvelle démission du comité central, celle de M. Claude Labrousse. En dix mois, ce sont donc quatre dirigeants qui ont quitté volontairement le « parlement communiste ».

L'attitude de ces quatre hommes résume, du reste, le double problème auquel est confrontée la direction du PCF et qui va planer sur le congrès. MM. Rigout et Poperon peuvent être situés, à ce jour encore, sur une ligne de rénovation interne du parti, qui explique leur refus de le quitter. MM. Jaquin et Labrousse, eux, ont abandonné toute idée de changement intérieur significatif et ont décidé, l'exclusion du parti aidant, de tenter leur chance à l'extérieur, cherchant à déclencher une dynamique à gauche, entre un PS législatif et un PCF en crise.

PROPOS ET DÉBATS

M. Queyranne (PS)

« Les notables »

Au cours de son point de presse hebdomadaire, le lundi 30 novembre, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a qualifié le rassemblement de Toulouse autour de M. Raymond Barre de « campagne des notables et des conservateurs ». Pour lui, l'ancien premier ministre est « le champion des plebs et des élus communistes » afin de faire oublier sa gestion passée. Évoquant le face-à-face télévisé Balladur-Rocard, le porte-parole du PS a affirmé que face « au conservatisme plat » du ministre des finances, le député des Yvelines s'était exprimé « en harmonie avec les propositions socialistes ».

M. Malaud (CNI)

« Démagogues »

Dans sa lettre hebdomadaire du 25 novembre, M. Philippe Malaud dénonce le rapport sur la raclement remis au premier ministre par M. Michel Hanoun comme « l'un de ces pamphlets orientés propres à développer le racisme dans notre pays et à dissuader les électeurs de voter RPR ». M. Hanoun, poursuit-il,

M. Lajoinie (PC)

« Un duo »

Le candidat du PCF à l'élection présidentielle, M. André Lajoinie, a estimé, lundi 30 novembre, que le face-à-face télévisé entre M. Rocard et M. Balladur n'avait pas été « un duel mais un duo » : « M. Balladur n'a pas eu face à lui un contradictoire mais un faux-valor, s'il affirmait en lançant au ministre d'État un défi pour un véritable débat ».

M. Juppé (RPR)

Attention !

Au cours d'un débat public à Compiègne, le lundi 30 novembre, M. Alain Juppé a lancé un avertissement aux barbares : « Il ne faudra pas, avant le premier tour, passer son temps à dire que la politique du gouvernement est mauvaise parce que cela rendrait impossible une victoire de la majorité au second ».

A l'évidence, si les deux premiers gardiens des partis dans la forteresse, nombreux sont ceux, surtout parmi les élus, qui ont déjà rejoint les deux autres. Il n'en demeure pas moins que beaucoup de militants restent dans l'expectative et que, en tout état de cause, une écrasante majorité de l'appareil place sa confiance et sa fidélité dans l'actuelle équipe dirigeante.

La méconnaissance des jeunes cadres

L'unanimité du congrès ne sera sans doute troublée que par les notes discordantes de représentants des fédérations du Doubs et de la Corse-du-Sud, qui pourront se prévaloir du soutien des anciens dirigeants des fédérations de la Haute-Vienne et de Meurthe-et-Moselle. La direction du PCF ne voulait à aucun prix recommencer le 25^e congrès, il est probable qu'elle se donnera les moyens de réduire au plus vite le dernier carré de cette contestation interne.

L'ombre de M. Jaquin hantera probablement les travaux du congrès réunis quelque mille huit cents congressistes. La direction du parti aura beaucoup de mal à chasser des esprits celui qui mène une course poursuite dans les sondages avec le candidat officiel du PCF, M. Lajoinie, qui s'était juré d'ignorer toute concurrence au point d'affirmer qu'il n'était « pas concerné », ne cesse, lors de chaque réunion publique, de tenter d'exorciser le phénomène Jaquin, « élément de la campagne anticommuniste ».

Si ces attaques classiques que connaît chaque « ex » en rupture publique de ban lieux indifférents bon nombre de militants rodés, elles pourraient avoir plus d'écho parmi les cadres nouveaux millésimés vingt-cinq-cinq-cinq.

Le renouvellement profond des cadres dans la hiérarchie dirigeante va marquer le parti pendant plusieurs années. Certes, les enjeux de pouvoir feront disparaître ou apparaître tel ou tel dans le « gouvernement » et le « parlement » communistes, mais l'arrivée en force de ceux que les contestataires appellent les « gardes rouges » ou les « Khmers rouges » aura plus d'influence sur la vie du parti profond.

Méconnaissance, au grand bonheur de la direction, l'histoire récente du PCF et sa participation au gouvernement entre 1981 et 1984, ignorant l'histoire plus ancienne du parti, qui fut le premier de France, ces jeunes cadres, marqués de gauchisme, sont prêts à tout, même sur le plan électoral. A force de purifier les rangs du PCF, la direction risque d'apparaître sous-peu à ses nouvelles recrues comme gagnée par la réforme.

OLIVIER BIFFAUD.

« M. Ligatchev à Paris. — M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique du Parti communiste d'Union soviétique, secrétaire du comité central chargé de l'organisation et de l'idéologie, est arrivé, lundi 30, à Paris.

Le numéro deux du PC soviétique, qui doit assister au 26^e congrès du PCF, du 2 au 6 décembre, a été accueilli à son arrivée par M. Gaston Pissonnier, secrétaire du comité central du Parti communiste français, et par M. Iakov Rishov, ambassadeur d'URSS en France.

M. Ligatchev devait être reçu, mardi, par M. Jacques Chirac et, jeudi, par le président Mitterrand.

FOURRURE ET CUIR
ROTTENBERG Frères
S.A.R.L. au capital de 160 000 F
Créations — Diffusion
VÊTEMENTS et tous accessoires
hommes, femmes
15, rue Rougemont
75009 PARIS
Tél. 47-70-45-60-46-22-36-33
SR. 642 021 265 — R.C. 8 Paris
Import — Export

La réforme de la Bourse à l'Assemblée nationale

La fin du monopole des agents de change

Les députés devaient adopter, mardi 1^{er} décembre, le projet de loi sur les Bourses de valeurs. La majorité et le Front national se sont prononcés pour ce texte, le lundi 30 novembre, premier jour de la discussion. Les députés socialistes devraient s'abstenir, le PCF a annoncé, quant à lui, son intention de voter contre. Le texte de M. Edmond Balladur comprend un double volet : il propose un cadre juridique modernisé pour la place financière de Paris et il comporte des dispositions destinées à renforcer la protection des investisseurs et des épargnants. Les agents de change (au nombre de soixante et un pour toute la France) vont perdre leur monopole. Ils seront remplacés par des sociétés de Bourse qui pourront vendre ou acheter des titres pour leur propre compte et avoir accès au marché interbancaire. Toutefois, aucune nouvelle société de Bourse ne sera admise avant quatre ans. D'ici là les banques qui souhaitent exercer les fonctions de sociétés de Bourse auront la possibilité de participer au capital des actuelles charges d'agents de change. D'autre part, le texte prévoit

la création d'un Conseil des Bourses de valeurs qui remplacera la Chambre syndicale des agents de change. Composé de dix membres élus par les sociétés de Bourse, d'un représentant des sociétés financières et d'un représentant du personnel, cet organisme professionnel définira les règles du marché et assurera la surveillance.

L'adoption de ce projet (déjà discuté par le Sénat) aurait pu intervenir dès lundi soir si un différend n'avait opposé le gouvernement aux deux rapporteurs RPR et UDF-barrière sur la question de savoir quelle compétence juridictionnelle (administrative ou judiciaire) doit avoir à connaître des recours contre les décisions prises par le Conseil des Bourses de valeurs et la commission des opérations de Bourse. Le ministre, M. Chavannes, a demandé la « réserve » sur l'article 5 du projet qui traite de cette question et que MM. Aubergier et Clément comptent bien amener pour permettre à l'autorité judiciaire d'être éventuellement saisie.

« Vous trompez les Français »

M. Pierrat a trouvé « intéressant » le projet de gouvernement estimant que certaines modifications pourraient l'améliorer. Les propositions du groupe socialiste renforçant les pouvoirs de la COB n'ont toutefois pas été acceptées par le gouvernement. C'est également en vain que le député socialiste a tenté de faire revenir le gouvernement sur son dispositif confiant l'agrément des nouvelles sociétés de Bourses, au Conseil des Bourses dont la composition lui fait craindre le remplacement d'un monopole de droit par un monopole de fait. Comme M. Donyère, il a trouvé insuffisant le dispositif de protection des épargnants qui se sont tournés vers la Bourse (leur nombre est passé en cinq ans d'un million et demi de personnes à six ou sept millions).

« Vous trompez les Français en les invitant à tout miser sur la bourse », a protesté pour sa part au nom du groupe communiste M. Roger Combarieu (Essonne).

« Les privatisations ont encore

aggravé la course à l'argent. La solution, c'est de les arrêter et de renationaliser pour développer en priorité les productions françaises », a-t-il ajouté. Au cours de son intervention M. Balladur a estimé que la récente tourmente boursière ne représentait nullement la cause de la modernisation des marchés financiers. « L'été selon laquelle il serait possible de mettre la France à l'abri de ce type d'événements en l'isolant du reste du monde est chimérique », a-t-il lancé de la tribune.

Vous trompez les Français en les invitant à tout miser sur la bourse », a protesté pour sa part au nom du groupe communiste M. Roger Combarieu (Essonne).

« Les privatisations ont encore

La discussion budgétaire

Les sénateurs moins sévères que les députés pour le minitel « rose »...

Le Sénat a adopté, le lundi 30 novembre, les crédits du budget annexes des postes et télécommunications et ceux du ministère de l'Éducation.

Le débat commencé à l'Assemblée nationale sur le minitel « rose » s'est prolongé au palais du Luxembourg. La solution, retenue par les députés, de taxer à 33 %, à partir du 1^{er} janvier 1989, les sommes payées à des fournisseurs de services à caractère pornographique diffusés par le 36-15 n'a pas soulevé un grand enthousiasme au palais du Luxembourg. Pour M. Henri Torre (RI, Ardennes), rapporteur de la commission des finances, la formule retenue n'est pas « la plus opportune ». Selon lui, une réglementation contractuelle s'impose.

M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P. et T., n'est pas non plus un fanatique de la taxation. Le transfert des messageries roses du 36-15 au 36-14 ouvert aux seuls abonnés constituerait une solution plus radicale, reconnaît-il, mais il ne la préconise pas afin de préserver le caractère convivial sur le 36-15. En revanche, M. Michel Calsagues (RPR, Paris) considère que le passage au 36-14 est seul susceptible de mettre fin à cette situation.

Les socialistes, qui avaient voté contre cette initiative de l'UDF au Palais Bourbon, se sont abstenus. Pour leur porte-parole, M. Louis Joxe (Val-d'Oise), cette taxe ne sera pas « électorale ». Il recommande à ses collègues de se garder de « tout moralisme d'avant-garde », tandis que M. Louis Joxe (Un. cent. Bas-Rhin) souhaite une interdiction totale.

Les autres points abordés à l'occasion de l'examen de ce budget annexes ont été essentiellement au rôle des P. et T. dans l'aménagement du territoire. Le maintien de ce service public contribue à enrayer la désertification rurale, ont plaidé les sénateurs de tout bord. Concrètement, cela a conduit M. René Travers (RI) à voter contre le budget et ses deux collègues de la Manche, MM. Jean-Yves Le Goff (RPR) et Jean-Pierre Thes (RI) à s'abstenir.

Quant à la mise en œuvre de la concurrence dans ce secteur, elle ne sera pas effective cette année, comme M. Longuet l'avait initialement souhaité. La gauche demeure hostile à cette perspective. M. André Duron (PC, Seine-Maritime) soupçonne même le gouvernement de laisser le service public se dégrader pour légitimer les recours à des sociétés privées. Et M. Parnet l'accuse de vouloir déré-

gler totalement les télécommunications et les démanteler.

M. René Monory se retrouve avec un budget entier : le Sénat a, en effet, rétabli le titre relatif aux interventions publiques comme cela avait été le cas à l'Assemblée nationale à la suite d'une erreur de manipulation (Le Monde du 30 octobre).

Éducation : le défi de l'an 2000

Trois mots doivent permettre de répondre au défi de l'an 2000, estime le ministre de l'Éducation nationale : « décentralisation, modernisation et information ». Il faut « miser sur la valeur ajoutée intellectuelle », insiste-t-il avant de fixer comme principe à l'égard de l'enseignement privé : « Ni favoritisme ni brimade ».

M. Monory considère que son « bon » budget, à défaut de tout résoudre, amorce des solutions que la loi de programmation qu'il souhaite pourra mener à terme.

Premier budget civil de l'État, celui du ministère de l'Éducation nationale pour 1988 permet de répondre à l'exigence qui veut que l'éducation et la formation soient la « priorité » des amos à venir, selon le rapporteur de la commission des finances, M. Jacques Delong (RPR, Haute-Marne), tandis que son collègue des affaires culturelles, M. Paul Sérany (Un. cent., Seine-et-Marne), estime qu'il traduit bien les orientations d'une politique de rénovation et de qualité.

M. Marcel Vidal (PS, Hérault), n'a pu faire prévaloir, lui, son avis négatif, au nom de la commission des affaires culturelles. Toutefois, la majorité de cette commission a soutenu que 5 millions de francs soient ajoutés au chapitre des formations complémentaires d'initiation locale.

La gauche se montre très critique : M. Gérard Delfau (PS, Hérault), porte-parole du budget, « n'oppose sur le présent et l'avenir sur l'avenir », en estimant que l'indigence des crédits se dissimule mal derrière les « mirages » d'une loi de programmation. Qu'il s'agisse des bâtiments, des créations de postes, des bourses, de la santé scolaire, du statut des maîtres directeurs, de la formation et du recrutement des enseignants, rien ne trouve grâce aux yeux de M. Delfau ni, d'ailleurs, ceux de M. Hélène Lac (Val-de-Marne). La présidente du groupe communiste dénonce la régression des crédits pour les maternelles, l'insuffisance de ceux prévus pour les créations de postes dans les lycées et le manque de locaux.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Politique

En Nouvelle-Calédonie

Les trente-deux Canaques interpellés dans la tribu de Saint-Louis ont été remis en liberté

NOUMÉA
de notre correspondant

Les trente-deux Mélanésiens interpellés le lundi 30 novembre au cours d'une vaste opération de police judiciaire dans la tribu de Saint-Louis (banlieue de Nouméa) ont tous été remis en liberté mardi. Aucune charge n'a été retenue contre eux dans les deux affaires qui viennent de défrayer la chronique locale : le viol collectif d'une indigène métropolitaine aux abords de Saint-Louis, samedi, et la fusillade qui avait opposé, début novembre, un groupe de jeunes aux forces de l'ordre.

En cours de leurs perquisitions, les gendarmes ont toutefois pu saisir six fusils de chasse - décrets légaux selon les habitants de la tribu - ainsi que deux paires de pistolets - ainsi qu'un point sur le plan psychologique en faisant la démonstration que la tribu de Saint-Louis ne leur était plus interdite d'accès. Cette opération - reconquête - a son importance tant l'opinion anti-indépendantiste était exaspérée par le spectacle de cette tribu turbulente jouissant presque d'un « privilège d'extra-territorialité » aux portes de Nouméa.

Par ailleurs, trois personnes ont été inculpées dans le cadre de l'enquête sur la mort d'une jeune

femme mélanésienne qui avait été rouée de coups samedi à Poindimié (300 kilomètres de Nouméa), à l'issue d'une fête semble-t-il trop arrosée. Cette affaire avait été aussi « politisée » par le RPCR, la victime, Henriette Ponola, étant une sympathisante du mouvement anti-indépendantiste.

Enfin, M. Octave Togna, directeur de la station indépendante Radio-Djido, s'est vu signifier son inculpation mardi pour avoir diffusé des « propos constituant des provocations à commettre des infractions graves contre des personnes ». Le parquet de Nouméa avait ouvert une information à la mi-novembre à la suite des discours prononcés lors du congrès de l'Union calédonienne (principale composante du FLNKS) qui visaient les « traités canaques » et les « collabos ».

M. Yvonne Yvonne, numéro deux du FLNKS, également convoqué par le juge d'instruction, a refusé, pour sa part, de se déplacer.

FREDERIC BOBIN.

L'ORSTOM reproche à M. Kohler ses « convictions politiques »

Le directeur général de l'ORSTOM, M. Philippe Tenneson, a expliqué en ces termes, dans un communiqué en date du 27 novembre, les raisons du rappel précipité en métropole de M. Jean-Marie Kohler, directeur de recherche en Nouvelle-Calédonie, qui provoque une vive émotion dans les milieux scientifiques locaux et parisiens (le Monde du 28 novembre) :

« M. Kohler mène depuis 1977 des travaux d'études sur les divers aspects des structures sociales néo-calédoniennes, qui ont fait l'objet de publications scientifiques de l'institut.

En juin dernier, il a publié, hors de l'ORSTOM et de ses structures scientifiques, une étude « Colonie ou démocratie » (Séminaire de sociologie politique sur la Nouvelle-Calédonie), qui est en fait une prise de position politique personnelle sur la situation de ce territoire.

L'ORSTOM s'y trouve dans les faits impliqués puisque M. Kohler fait état de sa qualité de directeur

de recherche à l'institut et se réfère à ses travaux.

Dans ces conditions, la direction générale de l'institut a considéré que la démarche de M. Kohler, mêlant ses convictions politiques et une démarche scientifique, le plaçait en position de centre de conflits potentiels, ne lui permettant plus de poursuivre ses travaux avec la sérénité nécessaire sur un sujet aussi difficile, et qu'il avait en outre manqué à son devoir normal de réserve en impliquant l'ORSTOM dans un domaine qui sort du cadre de la mission de cet institut : recherche pour le développement en coopération.

Dans cet esprit, il a été décidé d'arrêter dès fin 1987 ce type d'études en Nouvelle-Calédonie.

[On ne saurait être plus clair. Le directeur général de l'institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération continue que M. Kohler est accusé par sa hiérarchie de « délit d'opinion ». Bel exemple de cette volonté d'« ouverture » et de cet esprit de « réconciliation » prônés par ailleurs - A.R.]

FORMATION CONTINUE

LANGUES

COURS INDIVIDUELS TOUTE L'ANNÉE

COURS COLLECTIFS DISCONTINUS

2 fois 2 heures par semaine, sur 10 semaines
Allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français pour étrangers, italien, japonais et portugais

PRÉPARATION A L'EXAMEN

DE LA CHAMBRE DE COMMERCE BRITANNIQUE

A partir du 11 janvier 1988 - 50 heures

ECCIP

Ecole Commerciale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

3, rue Armand-Moisant, 75015 Paris

Tél. : 43-20-08-82, postes 455-457 - Métro Montparnasse

Le Monde sur minitel

De 16 heures à 17 heures
mardi 1^{er} décembre

Jacques AMALRIC
dialogue avec vous sur le minitel

GORDJI, les otages et l'IRAN

36.15 TAPEZ LEMONDE

Une élection municipale

HAUTE-SAONE : Saint-Loup-sur-Semouse.

Inscr. : 2 477 ; vot. : 1 836 ; suffr. expr. : 1 749. Liste PS-PCF conduite par M. Jean Gallaire (PS), 1 194 voix et 23 ELUS ; liste UDF-RPR conduite par M. Bernard Bégin (RPR), 555 voix et 4 ELUS.

[La liste d'union de la gauche a remporté facilement, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite de décès, le 6 octobre, du maire (MRG), André Masson, qui détenait ce mandat depuis 1959. Avec 68,26 % des suffrages, la liste conduite par M. Gallaire, conseiller général de ce canton depuis la scission partielle du 6 novembre, a emporté de 4 points le résultat de la liste de la gauche aux élections de 1983 (64,17 %). La liste d'union de la majorité qui a obtenu, dimanche, 31,73 % des voix, élira donc un siège au conseil municipal.

An premier tour du scrutin de 1983, les résultats furent les suivants : Inscr., 2 512 ; vot., 2 112 ; suffr. expr., 1 996. Liste PS-PCF conduite par André Masson, 1 281 voix et 22 ELUS ; liste UDF-RPR conduite par M. Gilbert Ferrero (RPR), 715 voix et 5 ELUS.]

EN BRIEF

• M. Giacard d'Estaing à l'Elysée. - M. François Mitterrand doit recevoir M. Valéry Giacard d'Estaing, le mercredi 2 décembre à 18 h 30. Cet entretien des affaires étrangères de l'Assemblée nationale « portera à l'ordre du jour les perspectives du sommet (européen) de Copenhague ».

• La réponse du RECOURS à M. Barre. - En réponse à M. Raymond Barre, qui s'était adressé aux députés, le vendredi 27 novembre à Nîmes (Gard), M. Jacques Rosau, porte-parole du RECOURS, a déclaré, le lundi 30 novembre : « Il n'est jamais trop tard pour bien faire, mais il sera bien difficile aux députés de faire crédit à un homme qui n'avait pas réglé leurs problèmes lorsqu'il était premier ministre durant cinq ans et qui, de plus, avait été ensuite le seul parlementaire de l'UDF à ne pas voter le loi d'amnistie des généraux d'Alger ».

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

46-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock

(100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- Si n'y figure pas : nous cherchons gratuitement votre demande

après un délai de correspondance ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée que nous traitons en 48 h.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Le SIA est organisé par
BL associés sa.
Jean-Jacques Bravo
Jacques Lichnerowicz
13, passage Landrieu
75007 Paris
Tél. : 45 55 05 80
FAX : 47 58 87 88

21/26 juin 88 Salon International de l'Architecture

Un nouvel espace pour les maîtres d'ouvrages qui parlent sur l'architecture.

Le SIA est ouvert aux maîtres d'ouvrages publics et privés, municipalités, villes nouvelles, sociétés d'ingénierie, entreprises, écoles d'architecture, éditeurs et organismes professionnels qui veulent...

de faire le point sur l'évolution des diverses réalisations, en recevant les publics spécialisés et le grand public directement concerné par son logement, sa commune, et la qualité des réalisations.

...présenter leurs réalisations et projets récents ainsi que leurs solutions pour améliorer la qualité architecturale.

Ce rassemblement permettra aux visiteurs d'actualiser leurs connaissances, de critiquer, comprendre et aimer l'architecture.

Le SIA est placé sous le haut patronage de Paul Delouvrier - Jean Bousquet - Jacques Chaban-Delmas - la Caisse Nationale du Crédit Agricole - Jacques Floch - Alain Lamassoure - Robert Lion - Jean Millier - Jean Nouvel - Claude Parent - Renzo Piano - Alain Sarfati - Gilbert Trigano - Claude Vasconi - Marc-Noël Vigier.

Société

Au procès du GAL
devant les assises des Pyrénées-Atlantiques

La mise en cause d'un policier espagnol

PAU
de notre envoyé spécial

La cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques, composée uniquement de magistrats, juge, depuis lundi matin 30 novembre, deux hommes accusés d'un des plus sanglants attentats perpétrés au Pays basque français depuis fin 1983 par le Groupe antiterroriste de libération (GAL).

Le 25 septembre 1985, vers 21 heures, deux hommes faisaient feu contre les consommateurs d'un bar de Bayonne, tuant quatre réfugiés basques. Les meurtriers, dans leur fuite, étaient rapidement rattrapés par des passants, bientôt suivis par une patrouille de police. Quelques instants avant leur interpellation, ils parvenaient à se débarrasser de leurs armes au-dessus d'un pont enjambant l'Adour.

Pierre Frugoli, vingt-deux ans, passait rapidement aux aveux : avec son comparse Lucien Mattéi, quarante et un ans, ils avaient été contactés à Marseille par un responsable du GAL, qui leur avait promis 100 000 F pour leur mission et 50 000 F pour chaque « terroriste basque » qu'ils tueraient. En cas d'ennui, l'impunité leur serait assurée, avait précisé le représentant du GAL.

Lucien Mattéi, sorti quelques mois plus tôt de prison où il venait de purger seize ans de peine pour plusieurs attaques à main armée, n'a, en revanche, cessé de nier les faits : il était bien venu à Bayonne, mais pour y prospecter des bars afin d'essayer d'y placer des machines à sous. Entendant la fusillade, il s'était rapidement éloigné de crainte d'en être désigné comme l'un des auteurs, compte tenu de son passé. Telle est la version de Mattéi, dont les avocats devront expliquer comment du sang d'un groupe rare identifié à celui d'une des victimes s'est trouvé sur sa chaussure, allant jusqu'à toucher sa chaussure.

Mais à l'audience de lundi, la cour d'assises s'est aussi intéressée aux commanditaires de l'attentat.

L'avocat de la partie civile a, en effet, présenté à Frugoli la photographie de M. José Amedo Foucé, sous-commissaire de police à Bilbao, dont le nom apparaît dans d'autres dossiers du GAL (le Monde, daté 19-20 avril). Frugoli n'a pas reconnu formellement le sous-commissaire, mais a admis qu'il « ressemblait fortement » à un des hommes que lui et Mattéi avaient rencontrés à Saint-Sébastien, quarante-huit heures avant la fusillade de Bayonne, et avec qui ils avaient organisé l'attentat.

Une « révélation » qui corroborait l'enquête du quotidien *Diario 16* de Bilbao, assurant que ce jour-là Mattéi et Frugoli avaient bien séjourné à l'hôtel Orly dans la capitale du Guipuzcoa en compagnie du sous-commissaire Amedo Foucé et d'un autre policier de Bilbao, M. Michel Dominguez Martinez, d'origine française et qui servait d'interprète.

Manque de réciprocité

Le président de la cour, M. Gabriel Khazadar, invitait alors la défense à présenter ses conclusions aux fins d'obtenir un complément d'information. Et on apprenait que le juge d'instruction de Bayonne, M. Christophe Seya, qui s'était rendu il y a dix jours à Madrid avec son collègue pour entendre M. Amedo Foucé, venait de demander au procureur de la République un mandat d'arrêt international contre lui.

« Tout parti d'Espagne et tout revient en Espagne », s'est plu à répéter le commissaire de Bayonne, M. Boilé, qui a eu à connaître des vingt-quatre assassinats du GAL. Jusqu'à présent, les Pyrénées ont fait obstacle à la justice française et, si on se félicite en haut lieu de l'excellente coopération antiterroriste visant l'ETA, force est de constater que Madrid n'a pas pour l'instant fait preuve de réciprocité en ce qui concerne le GAL.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Manifestation de policiers après l'inculpation du commissaire Jobic

Une délégation reçue par M. Pandraud

L'interpellation, le 28 novembre, par les gendarmes de la section de recherches de Versailles, du commissaire de police Yves Jobic, suivie de son inculpation, pour proxénétisme aggravé (le Monde du 6 juin), a provoqué de vives réactions au sein de la hiérarchie policière dont la principale organisation, le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale, devait se réunir en congrès extraordinaire, le 1^{er} décembre, à Paris. On notait une émotion analogue parmi les inspecteurs de la 1^{re} division de police judiciaire (DPJ) dont M. Jobic était le chef au sein des unités de recherches, groupes spécialisés dans les flagrant délits, opérant dans les 8^e, 16^e et 17^e arrondissements de Paris.

A l'issue d'une conférence de presse tenue par le secrétaire général du Syndicat des commissaires, M. Daniel Duglery, à laquelle assistait M. François-Jean Tabone, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAFC), quelques trois cents policiers, en majorité des commissaires de police, se sont rendus en cortège de voitures jusqu'au ministère de l'Intérieur, où ils ont remis une pétition de soutien à leur collègue, M. Yves Jobic.

Reçu par M. Pandraud, M. Daniel Duglery a annoncé, à sa sortie du ministère, que, dans la matinée, MM. Chalandou, Pasqua, Girard et Pandraud s'étaient réunis pour étudier de toute urgence les mesures destinées à assurer la complémentarité de la police et de la gendarmerie.

Lundi soir, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a été reçue en audience par M. Robert Pandraud à propos de ce dossier. Dans un communiqué, la FASP, qui « ne se prononce pas sur le fond de l'affaire », demande que soit mis « un terme immédiat à l'activité des gendarmes en civil dans les unités de police et de complémentarité ». La gendarmerie, poursuit l'organisation de M. Deleplace, serait-elle chargée désormais de contrôler la police nationale ? [...] Quel que soit le pouvoir que lui donne le code de procédure pénale, un juge d'instruction ne saurait ignorer dans quel contexte il agit. Ne peut-il savoir qu'en choisissant cette méthode, il contribue à accroître une artificielle guerre des polices, à susciter un émoi légitime dans la police nationale et à aggraver des tensions néfastes entre police et justice ?

ver des tensions néfastes entre police et justice ?

Le ton des réactions policières qui montent de tous côtés montre bien la nature de l'enjeu : la concurrence de plus en plus exacerbée que se livrent policiers et gendarmes dans la lutte contre la criminalité ou même dans la recherche du renseignement, qu'il soit politique ou opérationnel. A côté de cela, la nature des faits reprochés à M. Jobic n'est vraisemblablement — sauf pour lui — que secondaire. Le policier se fait d'ailleurs fort de démontrer son innocence, attribuant ses actuels malheurs à l'expérience d'un magistrat qui ignore les subtilités de la manipulation des indicateurs ou la perversité des prostituées qui l'accusent.

Ses amis policiers dressent, eux, le catalogue des actes de concurrence déloyale dont ils sont les victimes. Officiers de police judiciaire, gendarmes et policiers enquêtent sous la direction des magistrats. Tant que les premiers opèrent dans les campagnes et que les seconds étaient maîtres des villes, il n'y avait pas de frictions. Du jour où les gendarmes, sous l'impulsion notamment de l'évolution démographique, lancent leurs actions vers les centres urbains, la guerre fut déclarée.

L'affaire ne date pas d'hier, mais depuis que M. Régis Mourier, directeur de la gendarmerie nationale, a, le 11 mai dernier, signé une circulaire autorisant les gendarmes à opérer en civil — ce qui n'était que la régularisation d'une pratique ancienne, — la fièvre est montée de

plusieurs degrés. Une vive polémique a opposé à cette occasion MM. Pandraud et Girard (le Monde du 6 juin). Elle a abouti à la création d'une commission d'harmonisation police-gendarmerie chargée d'étudier les problèmes de complémentarité et de complémentarité de ces deux forces de police.

Dirigée par M. Jean Cabannes, premier avocat général près la Cour de cassation, la commission a procédé à l'audition de plusieurs responsables et syndicalistes policiers. Tous se sont plaints des empiétements et de l'antagonisme que manifeste la gendarmerie nationale. M. Yvan Barbot, directeur général de la police nationale, allant même jusqu'à affirmer que depuis le début de l'année, la gendarmerie, appelée en mission de maintien de l'ordre, avait refusé à seize reprises d'obéir aux réquisitions des préfets, arguant des ordres reçus de sa propre hiérarchie.

Les récriminations dans le domaine de la police judiciaire ne sont guère moins sévères. La gendarmerie, force militaire, dispose de moyens à côté desquels ceux de la police ont parfois un côté dénué. Les juges d'instruction, affirment les policiers, y sont souvent sensibles. C'est ainsi que M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction en charge du dossier Jobic, s'est transporté près de Saint-Brieuc, au domicile de la mère de l'inculpé, pour procéder à une perquisition, grâce à un hélicoptère de la gendarmerie, moyen que les policiers auraient été bien incapables de mettre en œuvre.

GEORGES MARION.

Après son audition
par le juge Legrand

Le secrétaire général du Syndicat des travailleurs corses est remis en liberté

Secrétaire général du STC (Syndicat des travailleurs corses, syndicat nationaliste), M. Bernard Trojani, interpellé, samedi 28 novembre, à Ajaccio, et transféré à Paris pour y être entendu lundi par M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé du dossier sur l'assassinat, le 4 août dernier en Corse, du gendarme Guy Aznar, tué par un commando de l'ex-FLNC, a été remis en liberté après cette audition.

Confronté à un témoin qui affirmait l'avoir reconnu parmi les membres de ce commando — témoin qui est revenu sur ses déclarations, — M. Trojani a pu faire la preuve qu'il était à Nice au moment de l'attentat (le Monde du 1^{er} décembre).

Les dirigeants d'Action directe engagent une grève de la faim. — Détenus dans plusieurs prisons de la région parisienne, notamment à Fresnes et à Fleury-Mérogis, les dirigeants « historiques » d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani, Régis Schelcher, Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon ont entamé, mardi 1^{er} décembre, une grève de la faim illimitée. Selon leur avocat, M. Bernard Ripert, les détenus formalisent deux revendications : « La regroupement, par le statut de prisonniers politiques, de tous les militants emprisonnés et la fermeture immédiate des quartiers d'isolement de sécurité renforcée ».

Au tribunal de Paris

Les faux malades de la conscription

Marc à toutes les apparences d'un épileptique. Il en décrit les symptômes avec précision, dispose des médicaments nécessaires à son traitement et présente un dossier comportant des certificats médicaux accompagnés de la bande d'un électrocardiogramme, qui ne laisse aucun doute. Pourtant, ce 5 décembre 1985, le médecin-chef du centre de sélection militaire de Vincennes a un autre diagnostic pour ce jeune homme, qui effectue ses trois jours : il souffre d'une maladie biotinique grave, qui se traduit par le désir impérieux de ne pas effectuer le service national, un état souvent accompagné de la possession de faux certificats.

Depuis quelque temps, le médecin militaire a recensé plusieurs cas semblables, auxquels il applique la même thérapeutique en les faisant conduire, à la gendarmerie, le 28 novembre, à comparaître, lundi 30 novembre, devant le 16^e chambre correction-

nelle de Paris, pour répondre de ce délit de faux certificats, « en vue d'obtenir dispense, exemption, réforme ou report du service national par fraudes ou manœuvres » et contrefaçon leur sort après le délit de réfection que s'est accordé le tribunal.

En 1984 et 1985, il ont été de faux épileptiques ou de faux diabétiques grâce, pour la plupart, à la complaisance d'un médecin de trente-quatre ans, le docteur Gérard Garçon. Un intermédiaire, Daniel Cohen, en fuite, leur conseillait d'aller voir ce praticien et semble avoir joué un rôle dans la fabrication des faux certificats.

Ce médecin si compréhensif n'était pas pour autant dénué de sens. Marc avait dû lui verser 12 000 F, et l'enquête a révélé que ces consultations très particulières ne coûtaient pas moins de 8 000 F. Cependant, à l'audience, le docteur Garçon a prétendu que l'argent était en ré-

lité destiné aux intermédiaires. Quant aux certificats, ils étaient réalisés sur des documents à entête d'hôpitaux de l'Assistance publique ou de médecins, substitués à l'occasion de remplacements.

Chaque jeune appelé avait son motif pour tenter d'échapper au service national, et certains auraient mérité la compréhension des autorités militaires. Ainsi, l'un craignait de laisser sa mère seule face à un beau-père violent. D'autres voulaient conduire à s'écarter leur famille, poursuivre leurs études, gérer une entreprise, à peine naissante, ou simplement conserver un emploi obtenu difficilement. Parmi eux, Frank a quand même été réformé après son incorporation, pour des allergies. Il est donc satisfait, tout comme ce jeune homme qui voulait absolument faire son service militaire et dont la mère avait consulté le docteur Garçon pour le garder auprès d'elle.

MAURICE PEYROT.

L'affaire Radio-Nostalgie

La chambre d'accusation de Lyon a rejeté la demande de liberté de Pierre Alberti

LYON
De notre bureau régional

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, présidée par M^{me} Michelle Pougnaud, a confirmé, par un arrêt rendu mardi 1^{er} décembre, les ordonnances de mise en détention délivrées par M. Georges Fenech, juge d'instruction, à l'encontre de M. Pierre Alberti, créateur de Radio-Nostalgie et gérant de Cap-Conseil, de son épouse Catherine, considérée comme gérante de fait, et de M. Frédéric Coste, directeur d'antenne, après leur inculpation, le 20 novembre, pour abus de biens sociaux et recel, faux en écritures commerciales et usage.

En rejetant la demande présentée par M^{me} Alain Ribeyre et Anne Covillard, avocats des trois inculpés, la cour n'a pas suivi le parquet général. M. Xavier Richaud, substitut général, avait, en effet, requis, vendredi 27 novembre, son simple placement sous contrôle judiciaire, comme l'avait fait précédemment le parquet dans ses premières réquisitions écrites transmises au juge Fenech.

Cette décision de la chambre d'accusation s'appuie sur le fait que M. et M^{me} Alberti ont jusqu'ici refusé d'être entendus sur le fond et que les déclarations de M. Coste justifient une confrontation avec ses co-accusés.

En outre, l'arrêt de la cour met en œuvre une procédure expresse, nouvelle. En application de l'article 223 du code de procédure pénale, la chambre d'accusation se réserve le contrôle permanent de la détention et la possibilité de se saisir elle-même à tout moment du dossier. Une mesure qui, après les précédentes interventions dans les milieux judiciaires autour de ce « dossier sensible », doit s'interpréter, indique-t-on de bonne source, non pas comme de la défiance, mais

comme un soutien moral au magistrat instructeur.

R. B.

Le typhon Nina a fait plusieurs centaines de morts aux Philippines. — Le typhon Nina, qui a balayé les Philippines les 25 et 26 novembre, a tué au moins 658 personnes. Le bilan définitif pourrait monter à 700 ou 800 morts ou disparus. Les dégâts matériels sont très importants.

1944
1985

LE GRAND RÉCIT DE NOTRE ÉPOQUE

Les archives du « Monde » : quarante ans d'histoire. Celle de l'histoire au jour le jour. Pour l'histoire au jour le jour, le Monde a également établi des chronologies précises et pratiques rappelant, année après année, les événements mondiaux et français. L'ensemble a été illustré de cartes originales et de portraits des principaux acteurs. « L'histoire au jour le jour », c'est un volume de 864 pages vous racontant la grande fresque de ces quarante dernières années. Un ouvrage passionnant pour découvrir les événements parfois oubliés d'un passé si récent : les débuts de la IV^e République, le maccarthysme, la déstalinisation, la prise du pouvoir par Mao Tse-toung. Un ouvrage essentiel pour comprendre l'histoire des situations actuelles : la division de l'Europe, la naissance du tiers-monde, les débuts du Marché commun, les prémices du conflit Moscou-Pékin. Un ouvrage important qui permet de revivre le climat d'une époque : il fait resurgir les commentaires du moment, explique le mouvement des idées et rappelle pour quels événements, quels films ou quels champions sportifs un peuple se passionnait alors. « L'histoire au jour le jour » restera un livre de référence à conserver dans sa bibliothèque. Pour y relire, par exemple, les principaux éditoriaux d'Hubert Beuve-Méry, qui signait Sirius, ou le fameux « La France s'ennuie » de Pierre Viansson-Ponté, écrit quelques semaines avant mai 1968.

Le Monde

années d'actualité : aujourd'hui de notre temps. Celle que vous raconte réaliser ce livre, « Le Monde » a également établi des chronologies précises et pratiques rappelant, année après année, les événements mondiaux et français. L'ensemble a été illustré de cartes originales et de portraits des principaux acteurs. « L'histoire au jour le jour », c'est un volume de 864 pages vous racontant la grande fresque de ces quarante dernières années. Un ouvrage passionnant pour découvrir les événements parfois oubliés d'un passé si récent : les débuts de la IV^e République, le maccarthysme, la déstalinisation, la prise du pouvoir par Mao Tse-toung. Un ouvrage essentiel pour comprendre l'histoire des situations actuelles : la division de l'Europe, la naissance du tiers-monde, les débuts du Marché commun, les prémices du conflit Moscou-Pékin. Un ouvrage important qui permet de revivre le climat d'une époque : il fait resurgir les commentaires du moment, explique le mouvement des idées et rappelle pour quels événements, quels films ou quels champions sportifs un peuple se passionnait alors. « L'histoire au jour le jour » restera un livre de référence à conserver dans sa bibliothèque. Pour y relire, par exemple, les principaux éditoriaux d'Hubert Beuve-Méry, qui signait Sirius, ou le fameux « La France s'ennuie » de Pierre Viansson-Ponté, écrit quelques semaines avant mai 1968.

Publié en brochures en 1986 sous la direction de Daniel JUNQUA et Marc LAZAR

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

sort aujourd'hui en un volume unique magnifiquement relié. Format 24 x 32,5 cm - 864 pages dont de nombreuses illustrations en couleurs. Index et table des matières détaillés.

Préface d'André FONTAINE

En vente en librairie

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

UN VOLUME RELIÉ DE 864 PAGES

Une coédition Le Monde

Éditions La Découverte



Votre PEUGEOT en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER Plus vite, moins cher!

Notre stock de 1 000 véhicules maintenu en permanence nous permet de vous proposer (sous réserve des options choisies) votre 309 ou un autre modèle de la gamme PEUGEOT en livraison immédiate.

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Société

ÉDUCATION

Appelés à élire leurs représentants à la commission paritaire Sept cent mille enseignants vont se prononcer sur la « revalorisation » de leur métier

Les quelque sept cent mille enseignants de l'éducation nationale sont appelés à élire jeudi 3 décembre leurs représentants à la Commission administrative paritaire nationale, organisme consultatif compétent en matière de gestion des carrières. Ce scrutin, où la participation est traditionnellement massive, fournit la première occasion depuis trois ans de mesurer l'adhésion des différents syndicats dans ce milieu en pleine mutation.

L'événement marquant du précédent scrutin, en décembre 1984, avait été l'affirmation de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et la percée de Force ouvrière, alors nouveau venu dans le paysage syndical. En trois ans, le camp d'union a cédé sous les pressions de l'éducation nationale et il sera intéressant de constater comment les enseignants ont « encasé » les multiples évolutions intervenues depuis lors : recentrage sur la transmission des connaissances avec M. Chevènement, puis retour de la droite ; attaques de M. Monory contre la FEN et contre-offensive de celle-ci.

La « forteresse » réputée inébranlable avait vacillé en 1984, touchée au premier chef par la défaite du camp laïque dans la querelle sur l'enseignement privé, et marquée par ses liens avec le gouvernement de gauche : la FEN avait perdu plus de 10 % de ses voix chez les instituteurs du SNI, son fleuron, et 6 % chez les enseignants du secondaire syndiqués au SNES. Les élections du 3 décembre interviennent au moment où la majorité de la FEN et du SNI (proche des socialistes) négocie un tournant historique vers la revendication d'une modification progressive des multiples statuts des enseignants, de la maternelle au lycée. Le score du SNES — deuxième syndicat de la Fédération — dirigé par la tendance de la FEN où militent les communistes — indiquera le degré de popularité d'une politique de défense des enseignants du second degré, qui ne tiennent pas à être assimilés aux instituteurs.

Pour les élections de jeudi, le SNI met en avant la revendication d'une « égalité de dignité, de niveau de formation et de rémunération » de la maternelle à l'université, et réclame « un métier attractif et des enseignants bien formés ». Le thème de la « revalorisation » des salaires et des conditions de travail domine, quant à lui, la campagne du SNES, qui réclame une hausse de salaires de 2 000 F par mois pour tous et de 3 000 F pour les délégués.

Face à la FEN, qui défend depuis 1948 un syndicalisme enseignant autonome, les centrales ouvrières résistent de moins en moins à la tentation de mettre un pied dans le milieu enseignant. La position du SCEN-CFDT se défend, puisque cette organisation syndique tous les personnels de l'éducation nationale depuis cinquante ans. Victime, lui aussi, en 1984, de ses sympathies gouvernementales et de son soutien aux innovations pédagogiques, le SCEN tente de faire entendre aujourd'hui sa propre musique en prônant « la transformation du système éducatif et son ouverture sur la vie », et en réclamant la reconnaissance du travail en équipe.

L'« imposture » des 80 %

L'offensive victorieuse de Force ouvrière en 1984 sera-t-elle confirmée cette année ? La réponse à cette question posera dans le futur rapport des forces syndicales. Elle permettra aussi de connaître l'écho rencontré chez les enseignants par les messages d'une organisation qui entend « restaurer l'école » des apprentissages fondamentaux (lire, écrire et compter) et des « savoirs pratiques », qui affiche son hostilité à la participation des parents et à la décentralisation au nom d'une stricte laïcité, et qualifie d'« imposture » l'objectif des 80 % d'élèves en classes terminales en l'an 2000.

Quant à la CGT, poussée par certains de ses syndicats à investir le champ de l'enseignement, elle a finalement renoncé à présenter des candidats, même au niveau départemental. Sa décision récente d'engager le dialogue avec les enseignants se traduit, depuis mars dernier, par la publication d'un journal spécifique intitulé L'EL. La centrale de

M. Kramicki attend que la FEN, soupçonnée de vouloir constituer un vaste regroupement « réformiste » dans la fonction publique, dévoile un peu plus ses batteries, pour s'engager éventuellement plus avant. Mais la CGT est présente dans le scrutin à travers des catégories de personnels qu'elle a toujours syndiquées : les professeurs de lycée technique et les conseillers d'éducation.

Dernier représentant des organisations confédérées, le syndicat CFDT de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires culturelles (SCENRAC-CFDT) réclame comme tous ses concurrents une revalorisation des salaires et la diminution des effectifs par classe. Il revendique aussi « le droit à l'initiative et à la responsabilité » pour les enseignants et la « revalorisation des notions de travail et de discipline en classe ».

De son côté, le Syndicat national des collèges (SNC) s'élève contre

les « querelles catégorielles » et s'adresse aux professeurs « qui en ont assez de travailler plus pour gagner moins ». Et la Confédération nationale des groupes autonomes (CNGA) proteste « contre le laxisme généralisé et la proportion grandissante d'élèves incapables de suivre ».

Enfin, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) étale ses revendications de promotion de la profession enseignante par la publication d'une enquête menée auprès de mille six cents professeurs. Ceux-ci affirment travailler en moyenne cinquante-trois heures par semaine, sans compter l'absence qu'implique l'« indiscipline » de leurs élèves, dont ils se plaignent surtout au collège. La majorité d'entre eux ne choisiraient plus le métier d'enseignant si c'était à refaire et 87 % déclarent se sentir parfois découragés par leur métier.

PHILIPPE BERNARD.

ENVIRONNEMENT

M. Madelin pose des conditions au redémarrage de Superphénix

A l'arrêt depuis le 26 mai, en raison de la découverte d'une fuite de sodium d'un de ses composants (le barillet), le réacteur surgénérateur Superphénix, construit sur le Rhône en amont de Lyon, ne devrait pas redémarrer avant plusieurs mois. Le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, vient en effet de faire savoir à l'exploitant qu'il souhaitait, « avant d'autoriser la remise en service de la centrale, que soient satisfaites un certain nombre d'exigences concernant les procédures de fonctionnement sans barillet ».

Ce barillet — qui se compose d'une cuve métallique, remplie en temps normal de quelque 600 tonnes de sodium liquide — est une sorte de sas par lequel transitent les éléments combustibles lors des opérations de chargement et de déchargement du cœur du réacteur. Composant essentiel de la centrale, ce barillet a dû être vidangé quelques mois après la mise en service du réacteur en raison d'une fuite de sodium de quelques

diraines de litres à l'heure. Les contrôles successifs menés par les experts ont permis de montrer que cette fissure, qui mesure 460 millimètres de long, n'était pas la seule, et que d'autres, qui n'avaient pas traversé la paroi de la cuve existaient (le Monde du 28 octobre).

Une enquête est en cours pour déterminer l'origine — métallurgique, chimique ou thermique — de ces défauts qui empêchent le redémarrage de Superphénix. Electricité de France a pourtant proposé aux autorités de sûreté de faire tourner la centrale sans son barillet, qui devrait être plus tard soit réparé, soit remplacé (400 millions à 500 millions de francs), soit enfin utilisé comme un simple sas rempli de gaz et non de sodium. Avant d'en arriver là, M. Madelin ne conteste pas que Superphénix puisse redémarrer, sous réserve de nouvelles précisions sur les procédures de sûreté. Il demande en effet qu'« en

application des principes exposés dans le dossier justificatif présenté par EDF » certaines exigences (consignes et dispositions pratiques) relatives « au déchargement du combustible sans barillet soient satisfaites dans les cas très improbables où celui-ci pourrait être nécessaire ».

A cette fin, le ministre estime que le délai d'élaboration de ces mesures sera mis à profit pour mener une revue de conception d'un certain nombre de composants de la centrale et pour procéder à un contrôle de la cuve principale abritant le réacteur. Cette dernière opération n'aurait dû avoir lieu que lors du premier arrêt programmé de Superphénix. Mais, par souci de sécurité, on a préféré l'avancer et profiter de l'arrêt forcé du réacteur pour intervenir. Deux précautions valent mieux qu'une, même si l'acier de cette cuve n'est pas de même nature que celui du barillet.

J.-F. A.

QUALITE DE PRODUIT DIX FOIS MEILLEURE TOUS LES CINQ ANS. EST-CE POSSIBLE?

C'est certainement possible. En fait, nous en avons fait un objectif constant et mondial pour notre compagnie.

Cette résolution est simplement un seul aspect d'un programme global à long terme qui nous permet de concurrencer avec succès les vendeurs d'électronique de par le monde.

Et les résultats ont été encourageants.

Un des plus grands hommages qu'un client puisse rendre à son fournisseur est "l'agrément" d'un produit. Quand un produit est agréé, on estime qu'il a un tel niveau de qualité que les livraisons n'ont pas à être inspectées à réception par le client.

Nos usines françaises sont agréées par des leaders européens dans la construction automobile, pour nos systèmes d'allumage et ponts redresseurs. Nous fabriquons des modules dans notre usine d'électronique automobile et industrielle d'Angers, et des composants sont produits dans notre usine de semiconducteurs à Toulouse.

A Taunusstein, en Allemagne, où nous fabriquons des systèmes de recherche de personnes, des radiotéléphones et des stations fixe à fixe, les retours des cartes de suivi de qualité par nos clients montrent un taux de satisfaction de 99,74%.

Dans notre usine d'East Kilbride, en Ecosse, le niveau de qualité déjà élevé des produits Motorola a été amélioré d'un facteur dix pendant ces quatre dernières années! Et nous avons maintenant des clients qui enregistrent zéro défaut lors de l'inspection des livraisons.

Nous sommes fiers des progrès que nous avons réalisés en matière de programmes, équipement et méthodes, mais, après tout, ce sont les gens de Motorola qui les font marcher. Aucun programme de contrôle de qualité ne peut jamais avoir du succès sans une véritable appréciation, par les personnes qui fabriquent ce produit, de l'importance de la qualité de la marchandise sur le marché.

Mais peut-être, l'ultime réponse à la question posée au début est celle-ci:

Ce n'est pas seulement possible, mais avec le niveau de concurrence mondiale actuelle, c'est même impératif.

Motorola est une des sociétés internationales de l'électronique les plus grandes du monde. Nous sommes actifs sur les cinq continents.

Notre objectif commun: le service auprès de nos clients dans le domaine des radiocommunications (parole et données), des ordinateurs, des semiconducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.



MOTOROLA Un leader mondial dans l'électronique de pointe

Description

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable. Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Le moteur de la machine à écrire est le cœur de la machine. Il doit être puissant, silencieux, durable.

Société

MÉDECINE

Une proposition de loi

Les socialistes et la procréation médicalement assistée

M. Franck Serusclat, député national à l'éthique du Parti socialiste, vient de rendre public un avant-projet de proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée. Ce texte est nettement en retrait par rapport aux propos sur le droit de chaque individu à procréer qu'avait tenus à Vienne devant le conseil de l'Europe M. Robert Badinter, lorsqu'il était garde des sceaux. Ce texte précise en effet : « L'accès à l'insémination artificielle et à la fécondation in vitro ne doit pas être étendu pour satisfaire le désir d'enfant en dehors des indications cliniques. Ces techniques doivent demeurer un palliatif à réserver au couple hétérosexuel, marié ou non, qui ne peut procréer sans assistance médicale. »

Une série de dispositions sont prévues pour que les couples concernés conservent la maîtrise de leurs gamètes et des embryons obtenus par fécondation in vitro et conservés par congélation. « Le couple doit être informé du nombre d'ovocytes prélevés et du nombre d'ovocytes fécondés. L'un des membres du couple peut s'opposer à ce qu'il soit fécondé plus d'ovocytes que nécessaire. Le couple doit être informé du nombre d'embryons surnuméraires conservés par congélation. L'implantation de ces embryons ne peut être réalisée qu'après accord des deux membres du couple. »

Le texte rappelle d'autre part la nécessité de la gratuité du don de sperme et d'ovocytes, tout comme celui des embryons pour lesquels le

don est autorisé. En revanche, c'est sans doute sur l'anonymat des donneurs que cet avant-projet de proposition de loi suscitera le plus de critiques. Il prévoit en effet, comme c'est déjà le cas en Suède, de permettre à l'enfant né grâce à une insémination artificielle avec donneur de retrouver l'identité de son géniteur biologique.

« L'enfant qui a été informé par sa famille qu'il avait été conçu grâce à un don de gamètes peut avoir à sa majorité, sous réserve d'une maturité suffisante, accès au registre du centre d'insémination ou de fécondation et connaître l'identité du ou des donneurs de gamètes ou d'embryons, ainsi que leurs principales caractéristiques », précise le texte. (Voir « Le Monde sciences-médecine », pages 19 et 20).

J.-Y. N.

Mévente du « fromage de Noël » ?

Il y a vacherin et vacherin

L'affaire du vacherin suisse contaminé (le Monde du 1^{er} décembre) provoque-t-elle une mévente des fromages français ? Au Monoprix des Galeries Lafayette, à Paris, où un état important est réservé aux fromages français, les vendeurs n'avaient remarqué aucun changement lundi 30 novembre. Mais la vente du vacherin n'y a jamais été très importante.

Chez Androuët, on a retiré les vacherins suisses des étagères. M. Jean Ferroux, du la Sarcelle, qui approvisionne les magasins de cette marque, indique : « Nous avons aus-

sté détruit notre stock de vacherin suisse. Pour ce qui est du vacherin français, il y a une désaffection des consommateurs (les ventes ont baissé de moitié environ). En fait, beaucoup de clients ont découvert, à cette occasion, qu'il y a deux types de vacherin et que ceux-ci n'ont pas le même goût. Je ne peux pas exclure une sorte d'autocensure de la part de nos vendeurs qui n'auraient pas poussé — sauf demande expresse du client — à acheter du vacherin. Pour ce qui est des autres fromages, il n'y a aucune répercussion sur les ventes. »

Notre correspondant à Grenoble, Claude Francillon, indique que les producteurs de vacherin, installés essentiellement en Franche-Comté et dans le Doubs, pourtant autorisés à doubler leur production, sont également victimes de l'épidémie. « L'essentiel, à déduire et non inquiète », selon une commerçante, hérite à reporter ses achats sur les vacherins « grenoblois ». Ceux-ci sont, actuellement, selon un spécialiste, « remarquables et coulés à souhait ». « L'affaire a été un peu gonflée », estime M^{me} Paulette Carne, dont la fromagerie, installée à Grenoble, est prise des amateurs de vacherin. Ce fromage saisonnier, vendu essentiellement de décembre à février, a été appelé le « fromage de Noël ». Il est très recherché pendant la période des fêtes, malgré son prix élevé qui varie entre 75 francs et 80 francs le kilo. Ces ventes, peu importantes, il y a à peine deux ans, ont considérablement augmenté, devenant « à la mode ».

Pas d'inquiétude chez les chercheurs en technologie laitière de l'INRA qui, par une coïncidence fortuite, sont réunis à Dourdan pour un séminaire annuel. Pour eux, il est clair que la méthode de fabrication du vacherin n'est pas en cause et que sa contamination résulte d'une erreur du producteur ou du transformateur. La tyrolique est une bactérie qu'on trouve dans le lait et dans les déjections animales, et ne peut passer dans le lait que si des fautes d'hygiène sont commises. Au dîner de l'INRA lundi soir, il était clair, à voir les plateaux, que les chercheurs ne s'inquiétaient pas. Un microbiologiste faisait remarquer que les personnes de santé fragile feraient mieux de ne pas manger la croûte des fromages, laquelle peut être contaminée lors des manipulations ultérieures à la fabrication. Mais l'état des assiettes en fin de repas indiquait qu'il n'y a pas beaucoup de personnes fragiles à l'INRA.

M. A.

DÉFENSE

Le Pentagone a fait son choix

Une société suisse enlève à Thomson-CSF un gros marché d'armement aux États-Unis

Les sociétés suisses Oerlikon Barletta et américaine Martin Marietta ont, avec leur système ADATS, été choisies lundi 30 novembre par l'armée américaine pour équiper quatre divisions mécanisées en engins blindés armés de missiles anti-aériens. L'ADATS a battu sur le fil le Liberty, proposé par la firme française Thomson-CSF, associée à la société américaine LTV-Aerospac. Le contrat est estimé à 1,7 milliard de dollars.

Le projet qu'est intervenu le choix annoncé, lundi 30 novembre, par le Pentagone. Il s'agit, pour l'armée de terre américaine, de disposer d'un système mobile blindé capable d'assurer la protection de quatre divisions contre des raids à basse altitude. Le contrat est estimé à 1 700 millions de dollars, mais il pourrait aller jusqu'à 3 500 millions de dollars selon les quantités d'armes souhaitées au Pentagone.

Expérimentation en vraie grandeur

La décision du Pentagone participe d'un vaste projet de l'armée de terre américaine qui souhaite être dotée d'un système complet d'armes sol-air (le programme FAAD-LOS ou Forward Area Air Defense - Light of Sight) pour protéger ses divisions contre la menace aérienne.

En soit, l'armée de terre américaine a choisi de confier à plusieurs sociétés américaines, parmi lesquelles Boeing et General Electric, le soin de réaliser la première étape de ce programme de lutte anti-aérienne. Il s'agit du projet FAAS-LOS-R (rear), qui consiste à assurer la défense anti-aérienne des unités de l'arrière de l'armée de terre et du corps des Marines. Le système, qui a été retenu et qui a été dénommé Avenger par ses constructeurs, est un véhicule à roues tout-terrain, porteur d'un canon de 50 mm et de huit missiles sol-air Stinger sur rampes prêtes à tirer. Le Pentagone envisage de commander 1 500 systèmes Avenger, pour un montant de 1 300 millions de dollars.

Une deuxième étape du programme FAAD-LOS consiste à disposer d'un système complémentaire, le FAAD-LOS-FH (ou Forward Heavy), pour la protection des unités terrestres de l'avant. C'est au terme d'une sélection de plusieurs mois mettant en compétition quatre

Des tests ont opposé, dans le désert du Nouveau-Mexique, quatre systèmes d'armes européens à l'appel de l'armée américaine. Il s'est agi d'expérimenter chacun des concurrents en vraie grandeur, en mettant à l'épreuve des batteries contre des hélicoptères ou des avions anciens servant de cibles aux missiles ainsi testés.

Très vite, deux des systèmes, le Tracked Rapier 2000, de la firme britannique British Aerospace (associée à une entreprise américaine) et le Paladin du groupe franco-allemand Euromissile (en coopération avec la société américaine Hughes Aircraft), ont paru ne pas satisfaire le client américain. Les deux systèmes reposent, néan-

moins, sur deux missiles, le Rapier et le Roland, qui ont été largement utilisés par les Britanniques et les Américains durant la guerre des Malouines. Mais l'armée américaine a jugé leurs performances encore insuffisantes.

Le système ADATS fait appel à un laser et il a déjà été sélectionné par le Canada. Le système Liberty est une version dérivée du missile anti-aérien Shabine, d'abord destiné à l'Arabie saoudite et aujourd'hui modernisé avec l'adoption d'un nouveau modèle de missile hypervéloce, le VT-1.

Les deux groupes rivaux se sont livrés, jusqu'à la décision finale, à une très sévère compétition dans la mesure où le constructeur retenu à toutes les étapes de l'opération, de l'exportation, de l'installation de l'armement américain, qui peut séduire d'autres clients. Mais l'intérêt dans ce contrat est que des industriels européens ont été sollicités parce que le Pentagone avait dû renoncer, en 1985, à construire son propre système le char anti-aérien DIVAD, qui avait suscité des controverses et qui n'avait pas atteint ses objectifs. Pour cette raison, le Congrès américain surveillera de près l'accord conclu par le Pentagone, après avoir exigé que 80 % de l'armement retenu soit fabriqué aux États-Unis.

Le Monde sur minitel

De 16 heures à 17 heures

mardi 1^{er} décembre

Jacques AMALRIC
dialogue avec vous sur le minitel
GORDJI, les otages et l'IRAN
36.15 TAPÉZ LEMONDE

La LIBRAIRIE du Monde

AVEC LA PROCURE



VOTRE LIBRAIRIE EN LIGNE DIRECTE

Vous vous passionnez pour la littérature sud-américaine, les livres de politique française, les ouvrages de cinéma... Vos études ou vos recherches personnelles portent sur l'économie des pays du tiers-monde, l'urbanisme ou l'évolution de l'islam... Vous voulez être tenu au courant de tout ce qui paraît sur un de ces sujets... ou sur tout autre à votre choix. C'est facile.

VOUS APPELEZ LA LIBRAIRIE DU MONDE SUR MINTEL

Vous recherchez les références d'un livre dont vous avez lu une critique récemment dans Le Monde. Mais il y a un problème : vous ne vous rappelez plus le titre exact et l'auteur vous reste désespérément inconnu. Vous vous souvenez seulement qu'il y avait le mot « ombrelle » dans le titre ou que le sujet concernait l'histoire récente du Tibet. Comment faire ?

VOUS APPELEZ LA LIBRAIRIE DU MONDE SUR MINTEL

Vous êtes fatigué d'avoir à faire le tour de tous les magasins de la ville pour trouver un livre un peu rare. Vous avez sept ou huit bouquins à acheter et vous craignez qu'ils ne soient pas tous disponibles immédiatement. Il y a désormais une solution : la Librairie du Monde. La Librairie du Monde expédie dans toute la France... et même à l'étranger. La Librairie du Monde conserve en stock pendant deux mois les ouvrages cités, critiqués ou annoncés par Le Monde.

APPELEZ LA LIBRAIRIE DU MONDE SUR MINTEL

Le Monde sur Minitel • 36.16 tapez LM 16

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-86

Cabinet de la SCP d'Avocats CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ, 108, place des Minors, 91000 EVRY. Tél. : 64-97-11-11.

Cabinet de la SCP d'Avocats NORMAND, CHAIGNE, NORMAND-BORDARD et PAILLARD, 37, rue Galvée, 75016 Paris. Tél. : 47-20-30-01.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice d'EVRY (ESSONNE), rue des Minors.

le MARDI 8 DÉCEMBRE 87 à 14 heures

D'UNE MAISON INDIVIDUELLE de 4 p. princ. avec GARAGE en sous-sol et JDN en arrière à

IGNY (ESSONNE) 2, RUE DES CHATAIGNIERS

MISE A PRIX : 200 000 F

Consignation oblig. pour enchérir. Les enchères se peuvent être portées que par un Avocat inscrit au Barreau d'EVRY (l'Avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci).

Vente sur saisie Immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91), le MARDI 15 DÉCEMBRE 1987 à 14 h.

MAISON (à ORSAY) (91400) 37, rue de la Cure-d'Abr - CAD. SEC. AV N° 241 pour 4 a.

M. à Px 150 000 F S'adr. SCP R. ELLUL, J.M. GRIMAL F. ELLUL, 3, rue du Village à EVRY (91000). Tél. 60-77-96-10.

Vente sur saisie au Palais de Justice d'EVRY (91) le MARDI 15 DÉCEMBRE 1987 à 14 h.

PAVILLON à MONNERVILLE (91330) 6, rue du Tour-du-Village-Nord Cox 12 a 56 Ca

M. à Px 100 000 F S'adr. SCP R. ELLUL, J.M. GRIMAL F. ELLUL, 3, rue du Village. Tél. : 60-77-96-10

Vente sur saisie au Palais de Justice d'EVRY (91) le MARDI 15 DÉCEMBRE 1987 à 14 h.

MAISON à STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS Angle 2 à 4, rue de la Chapelle - 55, av. de Régence-Normandie-Normandie - Cad. Sec. 2, N° 699.761.762. Prix 645 000 F

M. à Px 150 000 F S'adr. SCP R. ELLUL, J.M. GRIMAL F. ELLUL, 3, rue du Village. Tél. : 60-77-96-10

Vente sur saisie au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 17 DÉCEMBRE 1987 à 9 h 30

APPARTEMENT à SAINT-MAURICE (94) 104, avenue de Gravelle

Bâtiment B, 1^{er} étage gauche, comprenant : cuisine, salle à manger, chambre, w.c., débarras. CAVÉ. MISE A PRIX : 157 000 F

S'adresser à M^{me} Sophie MELIN-BARADEZ, avocat au barreau du Val-de-Marne, 14, rue Malher, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS. Tél. 48-73-74-58. Et sur les lieux pour visiter le VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1987 de 9 h à 10 h.

Vente sur saisie au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 à 9 h 30 - UN LOT :

APPARTEMENT 3 P.P. à CHARENTON-LE-PONT (94) 109, rue de Petit-Château - 26, rue Marivaux-Delcher et 1, rue de la Terrasse au 1^{er} étage droit, Bât. C. Escalier C

CAVE et EMPLACEMENT DE VOITURE

M. à P. : 650 000 F S'adr. à SCP GASTINEAU, MALANGREAU et BOTTILLER-COUSSAU, avocats associés à Paris (1^{er}), 29, rue des Pyramides - Tél. : 42-60-46-79 - Tous avocats près Tribunal de Grande Instance de CRÉTEIL. - Sur les lieux pour visiter.

Culture

Dullin, Baty, Jouvet, Pitoëff à la Bibliothèque nationale Les inventeurs du théâtre moderne

La Bibliothèque nationale rend hommage au Cartel, aux œuvres de Dullin, Baty, Jouvet, Pitoëff, sans qui le théâtre ne serait pas ce qu'il est.

A la Bibliothèque nationale, le théâtre change la galerie Mansart : ce lieu s'ouvre à la fois à la mémoire et à la création. Les multiples réalisations de quatre auteurs, mis en scène par eux-mêmes, ont renoué l'art dramatique contre une médiocrité bourgeoise et faussée, mais se sont associés pour le meilleur et pour le pire. Ce fut le fameux Cartel, dont on voit ici l'acte de fondation en bonne et due forme, daté du 6 juillet 1927 (soixante ans déjà) par Gaston Baty, Charles Dullin, Louis Jouvet et Georges Pitoëff.

Le mois prochain, Jouvet aurait cent ans. Mais on ne pouvait le consacrer dans cette exposition rassemblée par Marie-Françoise Christou et mise en scène, littéralement, par Michel Brunet.

Il fallait en outre qu'un hommage fut rendu aux pionniers qui ont préparé le renouveau de l'entre-deux-guerres : à Stanislavski, à Pirandello, à Gide, à Claudel, à Pitoëff, à Dullin, à Baty, à Jouvet, à Pitoëff.

Copieu est encore, et toujours, présent. En effet, Marie-Hélène Dasté — une des rares survivantes de l'époque héroïque — comédienne, metteuse en scène, costumière. Elle a soigneusement habillé les personnages de Richard III pour Dullin, de Phèdre, de Macbeth, de Lorenzaccio



Charles Dullin dans la Volupté de l'honneur de L. Pirandello (1923).

pour Baty. Georges Pitoëff, polyvalent entre tous, n'a laissé à personne le soin de dessiner ses décors. Il construisait géométriquement son espace, où la rigueur se nimbe de poésie et sert à merveille des œuvres comme *L'Echange*, de Claudel, *Hamlet*, *Sainte Jeanne*, de G.B. Shaw (où Lucille Pitoëff,

toujours admirable, était bouleversante), *l'Edipe*, de Gide, la *Belle au bois*, de Supervielle.

L'art contemporain mis à contribution

Si, pour sa part, Gaston Baty a fait appel à maints décorateurs (Boris Mestchersky, Emile Bertin, etc.), lui seul a créé l'ambiance, en jouant sur la couleur et l'opacité des costumes. L'opéra de Choumankin, *l'Opéra de quat'sous*, le *Dibouk*, la *Cavalière Elza*, *Têtes de rechange*, et cette *Maya* alors scandaleuse, « symbole

mythique de la femme pourvoyeuse de rêves », qui a inspiré à Paul Colin une de ses plus suggestives affiches : elle n'est pas la seule à flamboyer sur les murs de la galerie Mansart, qui, autant qu'une salle de spectacles, peut être prise pour une salle de musée. Nombreux sont les artistes qui ont collaboré avec les animateurs et les troupes du Cartel. Chez Dullin, André Masson pour *La Terre est ronde*, de Salacrus, *Médée*, opéra de Darins et Mada, *Volpone*, entre autres, Lucien Coustau pour les *Oiseaux*, Jean Hugo, notamment pour *Roméo et Juliette*. Touchagues, Gontcharova, Jean

Lautré, chez Jouvet, Georges Braque pour *Tartuffe*, Cassandre pour *Amphitryon 38*, Léon Leyritz qui ne se borna pas à *Knock* ni *Tchitchikoff* à *Ordre* ; et Christian Bérard, bien sûr, pour *l'Ecole des Femmes*, *l'Ilusion*, la *Jeunesse du Baribouillé*, *Don Juan*, le *Corsaire*, les *Bonnes*, la *Folle de Chaillot* et ses costumes défilants : la robe exécutée à partir de robes anciennes en dentelles noires que portait Marguerite Moreno dresse sa silhouette fantomatique.

Tout l'art contemporain était mis à contribution, ainsi la musique, comme en témoignent les partitions autographes de Darius Milhaud, Georges Auric, Francis Poulenc, Arthur Honegger, Henri Sauguet, Maurice Jaubert. Les résonances on ne peut plus dans les archives sonores ? Et les pions d'au moins deux signataires du Cartel évoqueront-ils chez les jeunes publics autre chose que des personnages de films ? Eux aussi qui le théâtre actuel, celui qui compte, serait différent.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu. Tous les jours, de 12 heures à 18 heures (sauf les 24, 25 décembre et le 1^{er} janvier 1988). Jusqu'au 31 janvier 1988.

DANSE

Journées européennes à Châteaullon

L'important, c'est l'image

Le film de danse captive lorsqu'il montre l'envers du décor, le travail, l'effort. Le spectacle lui échappe encore.

Quand un art vieux comme le monde, la danse, rencontre un nouveau-né du vingtième siècle, la vidéo, qu'est-ce qu'ils se racontent ? Ils s'épient, se séduisent, se méfient, s'embrassent, font des enfants. Plusieurs de ces enfants ont été présentés aux Journées européennes de la danse et de l'image qui viennent de se dérouler à Châteaullon, haut lieu de la danse depuis sept ans et, depuis février dernier, siège du TNDI (Théâtre national de la danse et de l'image).

On colloque ferme, sans que rien ne se dégage de ces logorhées qui méritent d'être gravées dans le bronze (« la danse est fondamentalement absente de nos chaînes de TV », « vive la SEPT qui nous en promet davantage, etc. »). Il y a, sans doute plus fertile, des rencontres entre professionnels du spectacle et de l'image, qui échangeront bobines, bandes et adresses. Et il y a, donc, des projections.

En gros, les films (ou bandes vidéo) de danse peuvent se ranger en trois catégories : la simple captation d'un spectacle vivant, le reportage et l'objet spectacle vivant, ou pour le film ou la vidéo. Enfonçons des portes béantes : dans la retransmission d'un spectacle vivant, danse ou autre, le film sera toujours minable. Il écoule. C'était évident, par exemple, dans *Set and Reset*, le merveilleux ballet de Triana Brown qu'on a pu voir récemment au Théâtre de la Ville : manquant, justement, cette légèreté de l'air dont la chorégraphie a su si bien ici communiquer l'impression physique.

Un sentiment de perfection

Où dans *Nikolais Danes Theatre*, où les malicieux trucs d'Alvin Niles se réduisent à de vagues effets psychédéliques. Exception confirmant la règle, parce que cette fois l'éclatant liquide résistait de toute sa densité : le déjà célèbre *Waterproof* de Daniel Larrien, créé dans une piscine d'Angers en mars 1986, et qui est aux ballets nautiques d'Arthur Williams ce que Beckett est à Feydeau. On ne oubliera pas ce danseur accroupi au bord de la piscine qui, lentement, amoureux, renforce dans l'eau la tête de sa partenaire chaque fois qu'elle tente d'émerger.

En revanche, le film est presque toujours captivant — avec des heures dures, bien sûr — lorsque l'on

montre l'envers du décor, le travail, les étirements, l'effort. Voici Maguy Marin souriant à ses danseuses épuisées : « Ça va ? On se le refait ? » (Elen). Voici l'improbable rencontre de deux danseurs blancs et d'une tribu ivoirienne hilare (Masques blancs, Masques noirs). Voici Baglinski dansant avec Twyla Tharp dans l'ébouriffant *Making a Trip* dance. Emonvante Carolyn Carlson dansant les poèmes qu'elle écrit pour trouver une atmosphère, une sensation, et confiant qu'elle continue de porter ce rôle de ballets après leur création, jusqu'à ce qu'elle éprouve « un sentiment de perfection ». Plus ferme, mais trépidant l'angoisse, John Neumeier, faisant répéter *La Passion selon saint Matthieu* et le *Magnificat*, dissonnant, Merce Cunningham épluchant : « Pour le théâtre, même si le geste est petit, il faut penser grand ». Les interventions de créateurs, ou le silence, valent toujours mieux que les commentaires du genre « Tant de travail pour un instant de grâce... » Pié !

Dans la catégorie objet-danse conçu pour l'image, nous n'avons rien vu de plus convaincant. Il semble qu'il y ait une préoccupation des réalisateurs et vidéastes soit de sortir les danseurs du théâtre ou du studio. On les emmène dans un immeuble HLM défectueux (Paquebot), dans un blockhaus au bord de la mer (*Blackhearts*), ou, en surimpression, parmi les rebonds de l'usine Peugeot à Sochaux (*Kalkiti Kac*). Les films-tout-en-un, on se croit obligé de truffer ces prises de vue d'autres images, extérieures et gratuites : une rue chinoise, une maison qui s'écroule, une blonde tapageuse qui elle-même les gâteaux (*Papartango*). Comme si la danse paralytique de Janet Armitage avait besoin de ces images pour passer ! Ça et là, des effets spéciaux sont employés : encore timidement. Dans *Codex*, les danseurs marchent à quatre-vingt degrés sur les côtés de l'écran. Dans *Tranzparenzen*, le visage blafard et les yeux révulsés de la danseuse bulle Carlotta Ikeda glissent sur une tente d'Apocalypse, creusée, qui renforce l'effet poétique dramatique.

C'est dans cette catégorie, cependant, que s'ouvrent à la recherche les champs les plus larges. Le TNDI le sait bien, qui invitait en septembre les élèves de la jeune Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son à venir se familiariser avec la compagnie Bagouet. Collaboration à suivre, et qui va s'étoffer : on apprendra à Châteaullon que François Lotard, béni par le mariage TNDI-FEMIS, allait envoyer pour l'acquisition d'un équipement vidéo professionnel une jolote dot. Cinq millions de francs.

SYLVIE DE MESSIAE.

MERCREDI
Quand la vie vous sourit, tout peut arriver...
Disney
LES ANIMATIONS DE
BERNARD et BIANCA

CINÉMA « Nuit docile », de Guy Gilles Quand l'amour meurt

Il tourne depuis combien de temps, Guy Gilles ? Vingt ans, un peu plus même. Et il reste obsédé, ment, moralement, un « jeune cinéaste » par sa manière d'écrire et de filmer, très « auteur nouvelle vague ». Dans tous ses films, qui sont des films d'amour et de tourment, les personnages luttent contre le mal de vivre, la fuite insupportable du temps, veulent faire de l'adultère un acte de révolte. Et même s'ils ne racontent pas la vie de Guy Gilles, ils sont autobiographiques ; une suite de rencontres, les blessures insupportables d'une passion récurrente. Dans *Nuit docile*, la partition autobiographique est peut-être plus évidente. Patrick Jouan, interprète favori de Guy Gilles, est un peintre ; Jean Colan, qui vient de quitter une

femme, Stella (Claire Nebout). Un cinéaste, Remy Fabre (Philippe Dumont) l'a aimé et filmé depuis son adolescence. Les images de la jeunesse évoquent le passé, sur des cassettes vidéo. Et Stella, venue se réfugier chez Remy, voit la lueur. Entre les deux êtres, voilà le lien. Jean, pendant toute une nuit, erre dans les rues, se précipite dans toutes les cabines téléphoniques. Pour appeler Stella, pour crier la passion, le désespoir. Jeanne (Pascal Kéfal), un jeune prostitué, l'a abordé, le suit, traverse avec lui les sortilèges de l'oubli, participe peu à peu à son destin. Jeanne vend son corps sans se poser de problèmes. Il est, évidemment, un autre Jean, est, évidemment, d'instinct, se cognant à la douloureuse réalité des sentiments parce que, homo ou hétérosexuel, ce sera toujours le désir, l'érotisme sont impliqués par le romantisme. Les sentiments meurent ou font mourir.

Il y a, dans *Nuit docile*, une poésie nocturne étrangement, des souvenirs au couleur beaux comme des impressions de peinture (mais Jean, justement, est possédé par son besoin de création) illuminent le noir et blanc du récit au présent. Il y a, comme toujours, l'esthétisme au service du cinéma, protection peu précieuse qui ne veut pas se livrer complètement. Patrick Jouan, Pascal Kéfal, Philippe Dumont, ont des visages d'ambivalence. Carole Nebout, la jeune actrice la plus singulière du cinéma français, brûle de sensibilité. Vers la fin surgit — symbole incarné par Françoise Arnoul, fascinante — une sage-femme dont la mission est de donner la vie. Elle pourrait être la consolatrice, la mère de tous les apaisements, si le vertige de la mort n'était pas si fort.

JACQUES SICLIER.

« Les Blanchisseuses », de Degas vendues pour 7,48 millions de livres à Londres. — Le tableau d'Edgar Degas *Les Blanchisseuses* a été vendu 7,48 millions de livres (75 millions de francs) à un collectionneur anonyme lors d'une vente aux enchères chez Christie's, à Londres. Ce prix est un record absolu pour une œuvre de ce peintre. La toile (81 cm par 76 cm) a été peinte dans les années 1870. Elle représente deux femmes qui nettoient des chemises sur une table. Ce tableau devient ainsi le quatrième plus cher du monde après les *Les Tournesols* et le *Port de Trinquetaille*, de Vincent van Gogh.

THEATRE
JEROME DESCHAMPS
THEATRE DES BOUFFES DU NORD
JUSQU'AU 20 DECEMBRE
LES PETITS PAS
PIERRE GUYOTAT
THEATRE DE LA RASTILLE
JUSQU'AU 6 DECEMBRE
BIVOUAC
REGIE ALAIN OLLIVIER
BERENGERE BONVOISIN
THEATRE DES AMANDIERS
JUSQU'AU 20 DECEMBRE
PIONNIERS
A INGOLSTADT
DE MARIELOUISE FLEISSER
CATHERINE ANNE
THEATRE DES ARTISTES - ATHEVAINS
7 DECEMBRE-31 DECEMBRE
UNE ANNEE SANS ETE
CINEMA
NANNI MORETTI
AUX 3 LUXEMBOURG
RACINE ODEON
JUSQU'AU 11 DECEMBRE
RETROSPECTIVE
COPRODUCTEURS : COMPAGNIE JEROME DESCHAMPS - FESTIVAL D'AVIGNON - LA SEPT - THEATRE DU VAL-DE-MARNE - NANTERRE AMANDIERS - THEATRE DE VITRY - COMPAGNIE CLAUDE MALRIC - CONSEIL GENERAL DES ARTS PLASTIQUES - NANTERRE (GRENABLE) - GNDG D'ANGERS - THEATRE DE LA VILLE - ICAI - CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES ET AVEC L'AIDE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DU TOURISME ET DES SPECTACLES - DU CENTRE GEORGES POMPIDOU - DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - DU COU DE LA GIRAFE - DE L'UNION DES BANQUES A PARIS - DE CERUS - D'AIR FRANCE ET DE FIAT.

EXPOSITIONS
RENZO PIANO
CHAPELLE DE LA SORBONNE
JUSQU'AU 17 DECEMBRE
PROJETS D'ARCHITECTURE ET REALISATIONS DE 1965 A 1987
MARIO MERZ
CHAPELLE DE LA SALTETRIERE
JUSQU'AU 31 DECEMBRE
CONCEPTION ET REALISATION HARALD SZREMANN

Festival d'automne à Paris 1987

DANSE
MONNIER DUROURE
THEATRE DE LA VILLE
1, 2, 4, 5, DECEMBRE
MORT DE RIRE
MUSIQUE
CATHERINE IKAM
TOD MACHOVER
CENTRE GEORGES POMPIDOU
DECEMBRE 27/FEVRIER 88
VALIS
Commande de PIRACAM
MUSIC-HALL
DAVID ROCHLINE
CENTRE CULTUREL WALLONIE BRUXELLES
15 DECEMBRE-15 JANVIER
PARIS GIPSY
LOCATION
DANS LES THEATRES ET PAR TELEPHONE
AU FESTIVAL D'AUTOMNE
42.96.96.94

danse
mar 1 mer 2 ven 4 sam 5 20 h 45
MONNIER DUROURE MORT DE RIRE
jeudi 10 a 18 h 30
DIVERRES-MONTET INSTANCE
du 8 au 20 décembre 20 h 45
NEDERLANDS DANS THEATER
Premier programme 8 h 13 déc
JIRI KYLIAN
HISTOIRE DU SOLDAT STRAVINSKY
MOZART-DEBUSSY
Deuxième programme 15 h 20 déc
JIRI KYLIAN TORU TAKEMITSU
NACHO DUATO IANNIS ENAKIS
OHAD NAHARIN JON HASSELL
LOCATION 2, PLACE DU CHATELET - TEL. 42.74.22.77

THEATRE DE L'ATELIER
MARCEL MARECHAL
MARTINE PASCAL
CAPTAIN BADA
de JEAN VAUTHIER
prix de la critique 1987

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

Salle Chopin Pleyel Mercredi 2 décembre 20 h 30 Loc. : Salle Pleyel 45-83-85-73 (Vallée)	CARLOS PRIETO Violoncelle Doris STEVENSON Piano GREGG KODALY PONCE, GINASTERA TCHAIKOVSKY Alexis
THÉÂTRE CHATELAIN Jeudi 3 décembre 20 h 30 Loc. : 47-20-38-37 VALMALETE (p. Valenciennes)	WEISSBERG BACH SCHUMANN RAVEL RACHMANINOV Régis de piano SQUEIRA COSTA BETHOVEN CHOPIN - DEBUSSY VIANNA DA MOTA RACHMANINOV
SALLE PLEYEL Samedi 5 décembre 17 h 30 (p. Valenciennes)	ORCHESTRE PASDELOUP Dir. : Gérard DEVOS Sol. : André ROUSSIN SAINT-SAËNS RAVEL - SARASATE
SALLE PLEYEL Dimanche 6 décembre 17 h 30 (p. Valenciennes)	CONCERTS LAMOUREUX Festival OFFENBACH Dir. : P.M. LE CONTE Sol. : VIOCCA CORTEZ
T.M.P. CHATELAIN Dimanche 6 décembre 20 h 30 (p. Valenciennes)	ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE Dir. : Pierre DERVAUX Sol. : VIANNA DA MOTA CONCERTS LONG-THOMAS DEBUSSY - TCHAIKOVSKY
SALLE DES BILLETTS Dimanche 6 décembre 17 h (Vallée, Kligman)	Antoine GOULARD Violon GABRIEL MARTIGNY piano Mozart - Fauré - Bartók Moussorgsky - Scriabine
T.M.P. CHATELAIN Lundi 7 décembre 20 h 30 (p. Valenciennes)	ROCKWELL BLAKE Ténor DENISE MASSE Piano GLUCK - HANDEL ROSSINI - BELLINI
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD Lundi 7 décembre 20 h 30 (p. Valenciennes)	PELLEAS et MELISANDE CL. DEBUSSY Opéra en 3 actes Vers. Piano Chant Dir. : VERNIER Caroline DELAPORTE Daniel PETROVITCH Lionel SARRAZIN Amel KOGAN D. MICHEL-DANIEL H. HENRIQUEL Piano : Anne-Marie FONTAINE Mise en scène : Alain BARBOCHOT
PLEYEL Mardi 8 décembre 20 h 30 (p. Valenciennes)	E.O.P. Direction : ARMIN JORDAN Soprano : ÉDITH MATHIS VILLA-LÓBOS - BACH HAYDN - MOZART
ÉGLISE de la TRINITÉ Mercredi 9 décembre 20 h 30 Loc. : 45-83-85-73 Ag. Perronnet Lil. de la Mairie TL : 45-83-85-73 Boulevard	BERLIOZ L'ENFANCE DE CHRIST Violon : Cortez J.-Ph. Drouot Raymond Voyat Dir. : TRAJAN POPESCU A l'occasion de son 10 ^e anniversaire GALA DE LA QUATRA JODRY NARINE HAROUTIAN PHILIPPE MULLER SUSANA MILDONIAN BERNARD SOUSTROT L'ORCHESTRE JEUNE PHILHARMONIQUE Dir. : JEAN-JACQUES WERNER HAYDN - RAVEL HAROUTIAN - BACH
Théâtre national de l'Opéra Opéra-Comique Mardi 15 décembre 20 heures (p. Valenciennes)	Concert MOZART « Artiste de don Giovanni » Orchestre de l'Opéra Dir. : ZAGROSEK BETHOVEN - MOZART Liszt Avec les solistes de l'Orchestre de l'Opéra

PIANO
Passionnement !
SALLE PLEYEL
45-83-85-73 - PARISBEETHOVEN
LES 9 SYMPHONIES
LES 5 CONCERTOS
WIENER
PHILHARMONIKER
CLAUDIO ABBADO
MAURIZIO POLLINIORCHESTRE
DE
PARIS
Directeur musical
Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL 20 H 30

2, 3 décembre
Jeffrey Tate, direction
Mitsuko Uchida, piano
Wagner, Bartok, Dvorak9, 10 décembre
Semyon Bychkov, direction
Christine Barbaux, soprano
Haydn, Mozart, Strauss16, 17, 18 décembre
Christoph von Dohnanyi,
direction
Raphaël Oleg,
violin
Moussorgsky, Sibelius,
TchaïkovskyRENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96musique
à 19 h 30
QUATUOR
TALICH
DE PRAGUE
avec en quintette
JAN PERUSKAvendredi 4 décembre
BRAHMS - MOZART
samedi 5 décembre
MOZART - JANACEK
DVOŘAK

PRIX 52 F - 42.74.22.77

Concerts Radio France

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DE RADIO FRANCESAMEDI 5 DÉCEMBRE
20 h 30
SALLE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
JEUDI 10 DÉCEMBRE
20 h 30
SALLE NOTRE-DAME
DU-TRAPAIL DE PLAINVILLEDIRECTION : GIANLUIGI GEMMETTI
RAVEL - DEBUSSY - TCHAIKOVSKI -
L. BERNSTEIN
MUSIQUES SACRÉES
En coproduction avec le Festival d'Art Sacré
J.C. ORLIAC - J.M. FREMEAUX - P.E. DEIBER
MAÎTRISE DE RADIO FRANCE
Direction : MICHEL LASSERRE DE ROZEL
PEROTIN LE GRAND - PRAETORIUS -
PIERREJEUDI 10 DÉCEMBRE
20 h 30
GRAND AUDITORIUM
M. LAFORÊT - C. GAUGUÉ - F. GAUTHIER
Direction : CLAUDE SCHNITZLER
MOZART - CHOPIN - BRUCH - SCHUBERTORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
LUNDI 7 DÉCEMBRE
20 h 30
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Coproduction ADEMMA
Direction : DANIEL NAZARETH
R. STRAUSS - DEBUSSY - ROUSSELLA MAÎTRISE DE RADIO FRANCE invite le
CHŒUR D'ENFANTS DE LA RADIO DE MOSCOU,
pour une tournée en France du 6 au 20 décembre.LOCATION 14 JOURS À L'AVANCE
RADIO FRANCE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
42 30 15 16 47 23 47 77

Radio france

Culture

Les vingt ans de l'Atelier parisien d'urbanisme

Combats heureux et malheureux
sur tous les fronts de Paris

Il y a vingt ans, Maurice Doublet, préfet de Paris et préfet de la Seine, créait l'Atelier parisien d'urbanisme, qui, dans le jargon trop exclusif des seuls professionnels, allait désormais être désigné par ses initiales l'APUR. Jacques Chirac lui a rendu hommage lundi 30 novembre, et a tracé le portrait du Paris de l'avenir.

Aux études au « coup par coup », Maurice Doublet souhaitait grâce à la création en 1967 de l'Atelier parisien d'urbanisme substituer « des études globales prospectives ». L'APUR devait « établir le schéma directeur de Paris, réviser le plan directeur, amorcer (...) dans un cadre cohérent, les éléments constitutifs du Paris de demain ».

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'APUR, le discours qu'a prononcé Jacques Chirac, devant tout ce que la ville compte depuis 1967 (et au-delà) d'urbanistes, de politiciens, de constructeurs, etc., a largement dépassé le cadre élémentaire de l'éloge ou du sautif, type de logorrhée rituel dès qu'il s'agit de l'édification des villes. C'est en effet un discours de lucidité et d'engagement, auquel il s'est risqué, à peine corrompu par quelques omissions qu'une maîtrise moyenne pouvait aisément relever.

« Je peux affirmer, a-t-il d'abord déclaré, que la mission initiale confiée à l'APUR a été remplie. L'agence a en effet été de tous les combats. Certains furent heureux, d'autres malheureux, c'est la lot du genre ».

Parmi les combats heureux de l'Atelier, le maire de Paris a cité ceux qui devaient conduire à l'abandon d'ouvrages intra-urbains, la plus célèbre car la plus tristement connue, étant restée la radiale Vercingétorix.

« Chacun se souvient, a-t-il poursuivi, de l'action prépondérante de l'APUR pour mettre en œuvre l'infatigable projet de la ligne de la gare d'Orléans à la gare de la Bastille, et cela sans désir expansionniste, mais seulement pour répondre à une logique qui apparaît chaque jour plus évidente ».

Parmi les combats « moins heureux », Jacques Chirac a évoqué l'abandon (décidé par M. Valéry Giscard d'Estaing) de « ce grand et beau projet qui fut la voie express rive gauche », avant de rappeler le travail de documentation, considérable et peu visible, produit par l'APUR, et la constitution de la Banque de données urbaines « qui, depuis 1970, constitue un instrument essentiel de la gestion du territoire parisien ».

Se tournant vers l'avenir et est hanté par son rôle de 1992 vers lequel sont censées se tourner toutes les têtes responsables d'Europe, le maire de Paris a évoqué les grandes opérations qui vont modifier le paysage parisien dans les années à venir. D'une part, le remodelage de l'est parisien, déjà engagé : « Le pôle gare de Lyon/gare d'Orléans, avec ses composantes : Bercy, Chalon, Tolbiac, sera demain un centre comparable à la première tranche de la Défense (...) C'est une opération d'une ampleur sans précédent que je considère comme irrévocablement engagée ».

Plus profondément il a décrit ou rappelé, d'autre part, deux projets qui lui tiennent à cœur, de nouvelles études « avec toute la finesse qui s'impose en la matière » sur certains tissus anciens de la capitale : « Il existe certes encore de grandes emprises foncières dans Paris, mais elle ne sont pas inépuisables et il faut également s'adresser aux inventaires de la cité sur elle-même. Paris doit au contraire faciliter la symbiose de son tissu urbain avec celui des communes riveraines, et cela sans désir expansionniste, mais seulement pour répondre à une logique qui apparaît chaque jour plus évidente ».

Renovation brutale
Aujourd'hui c'est Nicolas Politis et son adjoint Nathan Starckman qui président aux destinées de cet organisme chargé d'éloigner, dont l'existence n'a pas toujours été aussi facile. Une équipe pour ne pas dire un homme, Pierre-Yves Ligen, de la création de l'APUR à 1964 (il a depuis succédé à Emile Bissini à la tête de l'établissement public du Grand Louvre). Une équipe dont la vocation s'est trouvée renforcée en 1978 par la nomi-

nation de son directeur comme directeur général de l'aménagement urbain : cela allait lui permettre d'être davantage qu'un simple conseiller et de participer activement aux destinées d'une ville alors endommagée par deux décennies de rénovation brutale, et dont il fallait cicatriser les plaies grâce à un nouvel urbanisme. Face à l'administration municipale, le maire l'a appelé, mais face aussi aux « mandarins » de tout poil qui s'arrogeaient naguère le droit de rayer d'un coup de crayon des quartiers entiers, l'APUR a dû jouer serré pour s'imposer et devenir l'organisme respecté qu'elle est désormais.

Le maire de Paris, parlant des combats heureux de l'Atelier, a, avant tout, parlé de projets abandonnés, laissant à l'évidence le soin de préciser sur quel front l'APUR avait combattu. Il est aussi des projets qui sont, hélas ! devenus réalistes, comme l'ensemble des Halles. Ainsi, Pierre-Yves Ligen s'était battu bec et ongles en faveur de la destruction des pavillons de Baltard. Et l'on n'aura pas ici la cruauté de rappeler certains des arguments avancés à l'époque, qui a si bien réussi sur tant de projets plus modestes, plus fins, plus « urbains ».

Dans l'avenir, et au-delà des discours, quel sera le rôle réel de l'APUR. D'autres combats sont à conduire pour consacrer un maire qui, tout en étant conscient de l'intérêt historique de sa ville, reste vivement tenté par ce qu'on appelle naïvement les « grands gestes » architecturaux. Sur le mode ironique, un numéro de Paris-Match de 1967, présentant ce qui serait Paris « dans vingt ans », c'est-à-dire aujourd'hui, montrait quelques redoutables séries de hautes et de tours s'élevant en spirale sur le cœur de la capitale. Or c'est la même école à laquelle le maire fait d'abord appel, lorsqu'il invente sa première « porte », porte Maillot. Est-ce à ce type d'architecture qu'il songe, lorsqu'il parle d'intervenir sur les tissus anciens ?

Sans doute, les unités pédagogiques d'architecture ne forment plus de bataillons capables de prendre une si redoutable relève. Mais les Beaux-Arts et leurs Grands Prix ont laissé sur le marché quelques architectes encore capables, pendant vingt ans, de faire bien du mal à Paris. Si, conformément aux vœux du maire, l'APUR sait rester indépendante, Jacques Chirac continuera à disposer d'un outil qui, nonobstant les Halles, mérite bien des éloges.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

MUSIQUE

« Secondato », de Bruni-Tedeschi, à Nice

La musique écrasée

Alberto Bruni-Tedeschi, né à Turin en 1916, a partagé sa vie entre la composition (très sérieusement étudiée auprès de Ghedini) et une importante fabrication de câbles électriques fondée par son père, dont il fut l'adjoint avant de lui succéder. Entre 1959 et 1971, il occupa en outre le poste de surintendant au Théâtre Regio de Turin. Avec une ponctualité imperturbable, il n'en consacra pas moins ses matinales, de six à huit, à édifier une œuvre dont l'esthétique a peu à peu, marquée par l'École de Vienne, se situe pas, délibérément, dans la tradition italienne du verismo ou du bel canto.

Considérant sans doute que le langage musical actuel ne se prête plus à la forme de l'opéra, mais s'entend tout au plus si son sujet qu'il lui a sacrifié la musique : quelques airs pour les prêtres et pour Mister Oil, un quatuor bouffe pour les bas-quiens, quelques chœurs et un accompagnement d'orchestre qui disparaît sous les scènes parées, à l'exception des deux beaux postludes en conclusion de chacun des deux actes. Pour éviter tout effet de redondance, Bruni-Tedeschi s'est efforcé de ne jamais souligner le texte explicitement et d'éviter tout pathos. L'amplification des voix parées accentue leur prépondérance et le divorce entre la scène et la fosse empêche de retirer une impression synthétique de l'ensemble.

Le jeu réaliste des acteurs (Jacques Jacquemin, Marie Déa, Jean-Marie Bernicat), la mise en scène ingénieuse et soignée de Pierre Médéric, le décor d'apocalypse imaginé par Annelies Corradi et Jean Bloncon, ne parviennent pas à animer, au sens propre, cet ouvrage pétré de bonnes intentions et pétrifié par elles. Les chœurs et l'Orchestre philharmonique de Nice ont accompli des prodiges, sous la direction de Spiros Argiri, pour valoir des difficultés assez comparables à celles de *Motse* et *Aaron* de Schoenberg. Éléments le plus réconfortant d'une entreprise comme celle-là dont l'utilité serait contestable s'il n'était nécessaire de se maintenir toujours prêt à aborder des créations.

GÉRARD COMITÉ.

Communication

Le plan de sauvegarde
des salles de cinémaLes professionnels
approuvent
mais restent inquiets

Ni révolution, ni même réforme profonde. Le plan de sauvegarde des salles de cinéma, préparé par le ministère de la culture et de la communication, ne prétend pas régler à lui seul la crise du septième art. « Aux professionnels aussi de prendre leurs responsabilités », dit-on Rue de Valois. Mais à situation d'urgence, plan d'urgence, et M. Jean-François Court, le directeur adjoint du cabinet de M. François Léotard récemment désigné comme « médiateur », a confirmé lundi 30 novembre la demi-douzaine de mesures décidées en faveur des exploitants frappés par l'effondrement de la fréquentation (*Le Monde* du 1^{er} décembre).

Parallèlement, la Rue de Valois organisera à la fin-décembre la « table ronde » cinéma-télévision promise par M. Léotard. Au menu : la mise à plat des rapports entre les deux médias (grille, quota, coupure publicitaire, coproduction).

« Notre ministre de tutelle a enfin compris la gravité de la crise », commentait-on, lundi soir, tant à la Fédération nationale des cinémas français (FNCF) que dans les grands circuits. Et tous d'approuver, prudemment, des « mesures qui paraissent aller dans la bonne direction ». Mais les professionnels déploient déjà leur faible pouvoir — la FNCF réclamait 300 millions de francs — leur « saupoudrage » et leur financement incertain. Le réajustement des rapports cinéma-télévision attirait cependant les critiques les plus vives. « M. Léotard ne doit pas se contenter d'un rôle d'arbitre mais peser de toute son autorité sur les chaînes », réclament les professionnels. La menace d'une « grève du bordereau » — le refus de payer la taxe frappant les billets — n'est nullement levée. La FNCF réclame jeudi prochain un conseil fédéral extraordinaire pour en décider.

P.-A. G.

La fabrication de Télécom 2

Matra pourrait être préféré
à l'Aérospatiale

Matra semble aujourd'hui bien placé pour enlever le contrat de fabrication du satellite Télécom 2. Un contrat de trois milliards de francs qui tomberait à point pour la firme de M. Jean-Luc Lagardère, qui, écartée en janvier du programme Eutelsat, réalise 20 % de son chiffre d'affaire spatial sur les satellites de télécommunications.

À la direction générale des télécommunications (DGT), on affirme que rien n'est signé et que les négociations continuent. Mais les experts de la DGT et de la direction générale de l'armement, les deux commanditaires de Télécom 2, ont jugé la proposition de Matra plus intéressante techniquement et commercialement que celle de l'Aérospatiale.

Les trois satellites Télécom 2 remplaceront, en 1991, la génération des satellites Télécom 1. Outre les communications militaires, ils assureront les liaisons téléphoniques et la transmission de télévision vers les DOM-TOM. Sur chaque satellite, onze répéteurs de télévision arroseront l'Europe avec une puissance de 35 Watts et une largeur de bande de 36 MHz, des performances supérieures à celle du satellite luxembourgeois Astra. La DGT, qui confirme ainsi ses ambitions dans le secteur de l'audiovisuel, estime que les programmes de télévision pourront être reçus avec des antennes individuelles de 50 à 75 centimètres.

● Vote favorable à l'augmentation du capital de l'Événement du jour. — Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de l'hebdomadaire l'Événement du jour, réunie le dimanche 29 novembre au palais de la Mutualité à Paris, a voté majoritairement en faveur d'une augmentation de capital de 20 millions de francs. Cette augmentation, qui doublerait le capital actuel (21,5 millions de francs), sera faite par l'émission de 40 000 actions de 500 F. Les actionnaires actuels bénéficieraient d'un droit préférentiel. M. Jean-François Kahn, directeur de l'hebdomadaire qu'il a fondé à l'automne 1984, a demandé cette augmentation de capital pour soutenir la politique de diversification dans la presse écrite de l'Événement du jour. Celle-ci, amorcée par la reprise de *Paroles et musiques*, de *Sciences et techniques* et par une participation de 8 % au capital du *Matin de Paris* (le *Matin* du 20 novembre), pourrait se poursuivre par la création d'un mensuel axé sur les grands débats culturels, à laquelle réfléchit M. Kahn. Ce dernier a indiqué qu'une entrée en Bourse de l'Événement n'était pas souhaitable, une offre publique d'achat (OPA) étant toujours à l'étude.

Education



CAMPUS

Les atouts de l'Ouest

L'OUEST a de bons atouts pour son développement scientifique et technologique, mais son poids est encore insuffisant. Tel est le constat qui ressort d'une étude de l'OREAM (Organisation régionale d'études d'aménagement) sur « le mouvement technopolitain dans l'Ouest ». La région doit ajouter le potentiel de ses trois capitales universitaires (Rennes, Nantes et Poitiers) pour atteindre le niveau d'Aix-Marseille ou de Lyon. Mais elle dispose pour progresser de solides points d'appui : une couverture équilibrée du territoire grâce à la présence de six villes universitaires (hors les trois capitales, Brest, Angers et La Mans), un bon potentiel de formations techniques courtes (BTS, IUT) et longues (grandes écoles), des centres de recherche de qualité et surtout l'impulsion d'un fonctionnement en réseau, permettant une mise en valeur harmonieuse de ses moyens.

C'est pourquoi l'OREAM souhaite le développement d'une politique régionale s'appuyant sur les points forts de chaque centre. A Rennes, les télécommunications et l'informatique, les productions animales ; à Brest, l'océanographie ; à Nantes, la mécanique et les matériaux, le génie civil et l'énergie, la pêche et les produits marins ; au Mans, l'intelligence artificielle, les polymères ; à Angers, l'automatique et la robotique, les productions végétales, la mécanique et la métallurgie ; à Poitiers, la biologie et l'aérotechnique...

F. G.

★ Formation supérieure et recherche. Le mouvement technopolitain dans l'Ouest, Juin 1987, OREAM, 3, place des Greniers, BP 711, 44 027 Nantes Cedex. Tél. : 40-73-36-07.

40 000 francs pour de futures ingénieures

Plus de trois mille filles, élèves de première, ont retenu, en 1987, un dossier de candidature à la Bourse de la vocation scientifique et technique des femmes. Cinquante lauréates ont été sélectionnées sur concours. La dérogation à la condition féminine renouvelée en 1988 cette expérience avec des bourses d'un montant de 40 000 francs, versées, en quatre annuités dès le début des études supérieures. Les dossiers de candidature sont disponibles à la préfecture de région (dérogation à la condition féminine). Ils sont à retourner avant le 18 janvier 1988. Le concours aura lieu le 9 mars.

★ Délégation à la condition féminine, 138, rue de Grenelle, 75 007 Paris. Tél. : (1) 46-80-32-12.

L'Agora

de la rue d'Ulm

L'école normale supérieure de la rue d'Ulm ouvrira ses portes, les 4 et 5 décembre, pour ses Rencontres de l'Agora, réunissant élèves et représentants des entreprises. Des débats seront organisés sur :

« L'analyse économique et l'entreprise », « L'historien et son public », « Les sciences cognitives », « Langage et publicité », « Interface chimie-biologie », « Comment naissent les Startups ? » et « Un cadre européen pour la recherche et l'industrie ».

★ ENS, 45, rue d'Ulm, 75 005 Paris.

Prévention contre le vol

Pour fêter son trentième anniversaire, l'Institut de sciences pénales et de criminologie de l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-en-Provence organise, les 4 et 5 décembre, un colloque « sur un thème d'actualité qui nous concerne tous : la prévention des occasions de vol ». Placé sous le patronage du ministère de l'Intérieur, cette manifestation s'adresse « non seulement aux professionnels de la sécurité, mais aussi aux utilisateurs, industriels et commerçants soucieux de s'assurer efficacement contre le risque de vol ».

★ Faculté de droit et de sciences politiques, 3, avenue Robert-Schuman, 13 618 Aix-en-Provence.

LETTRES

James Baldwin, une conscience révoltée

(Suite de la première page.)

Une façon de marquer l'étendue du fossé séparant les communautés blanche et noire. Mais Baldwin fut lui aussi confronté à d'autres obstacles qui se dressaient, ceux-là, au sein même du mouvement ouvrier pour les droits civiques.

De Martin Luther King, dont il fut l'ami, il dira, toujours en 1963 : « C'est un grand homme, mais il atteint la fin de sa course. Il n'est plus possible de subir tant de coups, tant d'humiliations, tant de désespoirs, tant de promesses non tenues, sans que quelque chose ne casse. »

Dans la foulée, il s'en prit également à Black Muslims (partisans de la création d'un Etat noir indépendant sur le territoire des Etats-Unis), dont il critiqua les méthodes « sectaires ». Ni mouton ni lion, Baldwin se retrouva souvent placé entre l'enclume et le marteau. Il ne reniera cependant jamais ni ses idéaux ni ses engagements dont l'œuvre écrite constituait un prolongement naturel. En témoignent ses autres essais comme *Chassés de la lumière*, ses romans (*L'homme qui meurt*, *Si Beale Street pouvait parler* et, plus récemment, *Harlem Quartet*).

Mais la fin des années 60 voit le déclin du mouvement noir aux Etats-Unis, miné par ses dissensions et ses querelles internes. Baldwin, qui durant treize ans s'est battu pour la cause noire sur le sol américain, décide de le quitter à nouveau pour venir s'installer définitivement en France, à Saint-Paul-de-Vence. Baldwin continue d'écrire, mais s'il défend encore ses idéaux, il n'a plus véritablement le souffle sacré. En 1981, il publie *Meurtres à Atlanta*, une enquête sur les meurtres de vingt-huit enfants noirs assassinés en deux ans à Atlanta. Un livre terre comme son dernier roman *Harlem Quartet* (1) — qui est d'ailleurs du mal à trouver un éditeur aux Etats-Unis.

James Baldwin, le vieux lion, était fatigué. Sans amertume, il racontait ses combats passés, les militants perdus, les amis disparus. Pour lui, la situation des Noirs américains n'avait pas évolué, elle s'était même aggravée du fait de la crise. Mais il ne regrettait rien. Homme d'une seule foi, il n'a jamais quitté le chemin poudreux de l'espoir. L'espoir d'un monde qui restait encore à rêver.

BERNARD GENÈS.

★ Les livres de James Baldwin ont été traduits chez Gallimard, puis chez Stock.

(1) « Le Monde des livres » du 18 septembre.



OISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH

21 rue Théophraste Renaudie
75001 Paris
Tél. (1) 43.33.12.92
Fax (1) 43.33.12.92

L'ANGLAIS A BRISTOL

STAGES
TRIMESTRIELS

• 5 heures de cours par jour

• Préparation aux examens britanniques

• Hébergement en famille

Le Carnet du Monde

Fiançailles

— M. Claude REOLON et Madame, née Michèle Michaux, font part des fiançailles de leur fille

Samedi
avec
Rami RABANEL,

fil du

docteur Jean-Robert RABANEL
et Madame,
née Simone Desclaux.

La Varenne-Saint-Hilaire,
Clermont-Ferrand.

Décès

— Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc ADENIS,

agréé de l'université,

surné à la Salpêtrière, le dimanche
29 novembre 1987, dans sa cinquante-neuvième année.

Ses obsèques auront lieu à Talloires
(Haut-Savoie), le mercredi 2 décembre,
dans l'église Saint-Jacques.

5, rue de Verrières,
91370 Verrières-le-Buisson.
19, rue Greffier,
45100 Orléans.

— M. Maurice Michaut,
M. Félix Antonini,
M. et M. François Antonini,
Dominique et Marie-Hélène,
M. et M. Dominique Lecomte,
Hélène et Marie-Pascaline,
Tous ses amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Jean ANTONINI,

ancien membre
du Conseil constitutionnel,
secrétaire général honoraire
de la SNCF,

grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la France libre,
Silver Laurel Leaf,

surné à Paris le 29 novembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 3 décembre, à 10 h 30, en l'église
Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amato, Paris-15^e, suivie de l'inhuma-
tion au cimetière d'Yverson-Galland
(Eure-et-Loir).

— Claudine et Pierre Horisberger,
leurs enfants Blaise, Aline, Christian,
et leur compagne à Neuchâtel,
Antoinette Bremond et Suzanne Mil-
ist au Ardèche,
Isabelle et André Miorad
et leur fille Christine à Annecy,
Claire et Louis Emery,
leurs enfants Jacques, Olivier et leurs
compagnes à Genève,
Marianne et Bruno Lamine-Micard
et leur fille Sébastien,
M. Henri Nussle-Bremond,
ses enfants et petits-enfants,
M. Arnold Bremond,
ses enfants et petits-enfants,
Les descendants de M. Emile de
Thy-Finot.

Les descendants de M. Laurent
Emile Bremond,
Les familles Estroven, Arboussou-
Bastide, Nicole,
Les descendants de M. et
M. Edouard Farro-Gastier,
M. et M. Yves Gallon,
Ainsi que les familles parentes et les
amis,
ont le chagrin d'annoncer le décès de

docteur Jean BREMOND,

entraîné à leur affection le 24 novembre
1987, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
samedi 27 novembre, au temple de
Vaudreux (Genève).

« Dies est amara. »

Grosjeu,
07120 Rucourt,
24 rue Principale-Cressin,
80480 Saleux.

— M. Pierre Foucault,
né Madeleine Bouffier,
son épouse,
M. et M. Jean-Pierre Aboué,
Cécile, Emmanuel et Gaëlle,
M. Edouard Foucault,
M. et M. Jean-Paul Foucault,
Olivier et Stéphane,
M. et M. Jacques Henaut,
Isabelle et Véronique,
M. et M. Daniel Foucault,
Jeanne, Elise et Céline,
M. et M. Alfred Bouffier,
Charles, Stéphanie et Victor,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Foucault, Dagoumont et
Bouffier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FOUCAULT,

dans sa quatre-vingt-neuvième année, mari
des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 2 décembre, à 10 h 30, en l'église
Saint-Hippolyte, 27, avenue de Cléty,
Paris-15^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Mairie (Eure), à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous sommes heureux de vous
revoir sur les interventions de « Carnet
du Monde », sans oublier de joindre à
leur amon de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M. Fred Samuel,
M. et M. Henri Samuel,
M. et M. Patrick Halphen,
M. et M. Jean-Marc Loubier,
M. et M. Bernard Meyer,
M. et M. Bernard Halphen,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert HALPHEN,

surné le 27 novembre 1987.

L'inhumation aura lieu le jeudi
3 décembre, à 9 heures, au cimetière du
Montparnasse.

— Hélène Mayer,
sa sœur,
Emmanuel Mayer,
son fils,
Ses sœurs et ses frères,
Ainsi que leurs enfants et petits-
enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri Daniel MAYER,

surné dans sa soixante-quinzième
année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

1, rue Léon-Dier,
75015 Paris.

— Il a plu au Seigneur de rappeler
dans sa lumière

M. Jean MENU,
officier de la Légion d'honneur,

décédé le 30 novembre 1987, dans sa
soixante-septième année.

De la part de
M. Jean Menu,
son épouse,
Du cimetière des arènes et M. Ja-
ques Menu,
De M. Yves Menu
et de ses enfants,
De M. et M. Alain Petit de Mirbeck
et de leurs enfants.

Des familles Meunier, Basquiat,
Clouet, Desbrières, Douchet, Dupont,
Fayolle, Perrin,
ses frères et sœurs, beaux-frères et
belles-sœurs, cousins et cousines.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90,
avenue de Roule, le mercredi 2 décembre
1987, à 11 heures.

Elle sera suivie de l'inhumation dans
le cimetière de la Chapelle d'Arnes.

Les condoléances seront reçues sur
registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Anceille,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Paul Marchetti,
président,
Le comité exécutif,
Le comité confédéral de la Confé-
dération française de l'enseignement-CGC,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MENU,
ingénieur des Ponts et chaussées,
officier de la Légion d'honneur,
ancien secrétaire général
de la Fédération des ingénieurs
et des architectes (MINATOM),
ancien secrétaire général de la CGC,
président de la CFE-CGC
de 1979 à 1984,
président des assemblées confédérales
depuis 1984,
questionneur
au Conseil économique et social,
président de l'AGIRC,
conseiller d'Etat
en mission extraordinaire.

surné le 30 novembre 1987.

CFE-CGC,
30, rue de Gramont,
75002 Paris.

— M. Jean Matroli,
président du Conseil économique et
social,
Les membres du bureau du Conseil
économique et social,
Les membres du Conseil économique
et social,
Le secrétaire général du Conseil
économique et social,
Et l'ensemble du personnel du
Conseil économique et social,
ont le très grand regret de faire part du
décès de

M. Jean MENU,
président de la commission spéciale
du Plan,
questionneur
au Conseil économique et social.

surné le 30 novembre 1987.

— M. Pierre Foucault,
né Madeleine Bouffier,
son épouse,
M. et M. Jean-Pierre Aboué,
Cécile, Emmanuel et Gaëlle,
M. Edouard Foucault,
M. et M. Jean-Paul Foucault,
Olivier et Stéphane,
M. et M. Jacques Henaut,
Isabelle et Véronique,
M. et M. Daniel Foucault,
Jeanne, Elise et Céline,
M. et M. Alfred Bouffier,
Charles, Stéphanie et Victor,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Foucault, Dagoumont et
Bouffier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FOUCAULT,

dans sa quatre-vingt-neuvième année, mari
des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 2 décembre, à 10 h 30, en l'église
Saint-Hippolyte, 27, avenue de Cléty,
Paris-15^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Mairie (Eure), à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous sommes heureux de vous
revoir sur les interventions de « Carnet
du Monde », sans oublier de joindre à
leur amon de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nantes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Pol-
ignac,
M. et M. Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polign

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MERLIN GERIN, c'est 19 000 personnes travaillant à l'échelle mondiale qui, grâce aux technologies les plus avancées, assurent la parfaite maîtrise de l'énergie électrique. Le groupe réalise 8,7 milliards de C.A., dont 51 % à l'export.

L'électricité à l'ère de l'intelligence

Sur le marché de l'automatisme, MERLIN GERIN fait face aux besoins réels des utilisateurs : pour qu'ils gèrent mieux leur énergie, pour satisfaire leur besoin de sûreté, nous recherchons des ingénieurs débutants ou confirmés (3-5 ans d'expérience) :

Informaticiens

réf. FLA 28

Avec des compétences en logiciel, micro-processeurs, langages évolués, temps réel, génie logiciel, pour des fonctions de :
• conception • réalisation • maintenance.
Pour certains postes, une connaissance des interférences électro-magnétiques, des réseaux locaux, des techniques d'intelligence artificielle, de l'électronique analogique, est souhaitée.

Pour l'ensemble de ces postes, la maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Vos compétences professionnelles, bien sûr, mais aussi vos aptitudes à travailler en équipe, le goût de la conduite de projets, votre capacité à prendre des responsabilités, vous permettront d'évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, à MERLIN GERIN - Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 38050 Grenoble Cedex.

Electroniciciens

réf. CFR 29

Avec des compétences : • en électronique analogique et numérique dans un environnement électromécanique et thermique, ou : • en génie logiciel, ou : • en microprocesseurs et une connaissance des interférences électromagnétiques et fiabilité.

la maîtrise
de l'énergie électrique



MERLIN GERIN

Ingénieur Système Maîtrisez Micro Vax II

Schlumberger

Transactions Electroniques

Transactions Electroniques, Division du Groupe Schlumberger Industries, conçoit et développe des équipements de haute technologie dans des domaines en forte croissance : Cartes à mémoire, systèmes de paiement électroniques, terminaux urbains...

À BESANCON, le Département Terminals Urbains et Systèmes installe prochainement un système Micro Vax II gérant des réseaux de PC et de HP84000.

Nous proposons à un ingénieur diplômé, ayant des connaissances en informatique générale et en électronique, de prendre une part déterminante à la mise en œuvre et à l'évolution de ce système. Des compétences en matériel DEC seraient un atout supplémentaire.

À moyen terme, il s'intégrera à notre jeune Service Affaires,

chargé de proposer des solutions globales et personnalisées à nos clients.

La qualité de ses propositions techniques (matériel et logiciel) et ses capacités de contacts internes (Marketing, Bureau d'Etudes...) et externes (Clients, sous-traitants...) seront déterminantes pour le développement de ses responsabilités. L'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence ISTUS, à
SCHLUMBERGER Industries
Département Terminals Urbains et Systèmes
Service du Personnel
32, rue de Terre-Rouge. 25000 BESANCON.

• TéléDiffusion de France



**COORDINATION INTERNATIONALE
ET APPLICATIONS INFORMATIQUES**
Ingénieur (X, Télécom, Supélec...)

TéléDiffusion de France S.A.
premier diffuseur en radio et télévision

recherche

son responsable

**coordination internationale et applications
informatiques au service de la
planification des fréquences.**

Il prendra complètement en charge les problèmes informatiques spécifiques à la gestion des fréquences des services audiovisuels et assurera les relations avec des administrations françaises et étrangères. Il aura en particulier à participer à des conférences internationales (missions de plusieurs semaines à prévoir).

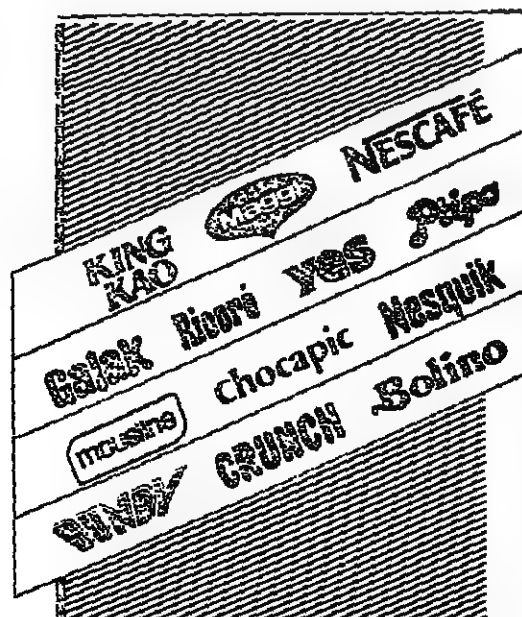
Une formation aux méthodes de planification des fréquences sera assurée.

Débutant ou première expérience, il aura une bonne spécialisation en informatique (base de données, COBOL, FORTRAN) ainsi que le goût des contacts et le désir d'ouverture sur le monde de la communication. Anglais indispensable.

De réelles possibilités d'avancement existent dans le groupe pour des candidats motivés.

POSTE A PARES.

Ecrire à : T.D.F. Direction des Ressources Humaines
21-27, rue Barbès, B.P. 518,
92542 MONTROUGE CEDEX.



Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience d'

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE SPÉCIALISÉ EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Prenez la responsabilité des problèmes d'organisation et d'informatique industrielle (gestion, procédés...) de notre usine de Rumilly en Haute-Savoie qui produit avec 400 personnes : céréales, produits laitiers et Tonimalt. Vous exercerez votre activité de conseil et de recherche d'améliorations en informatique, automatismes et productique en liaison avec les différents Services de l'usine et avec l'appui du Service Informatique du siège social.

Adressez votre candidature, sous réf. IGI, à SOPAD NESTLÉ, Direction du Personnel, A. GIRARD - 17, quai Paul-Dourmer 92414 Courbevoie Cedex.

**SOPAD
Nestlé**

c'est fort en réussite!

Euro Disneyland S.A.R.L. • Disney

diplômé(e) d'études supérieures

avec expérience de 7 ans dans l'informatique dont 2 à un niveau cadre.
Bilingue anglais/français pour :

- Coordonner mise en place du matériel informatique et assurer suivi, maintenance et support des applications pour ordinateur central, mini-ordinateurs et ordinateurs personnels (PC) ;
- Réaliser plan informatique, organiser support bureautique ;
- Conseiller les divisions sur les matériels et logiciels, l'organisation et les procédures informatiques.

Adressez votre dossier de candidature (un c.v. en français et un c.v. en anglais) et vos prétentions à :
EURO DISNEYLAND, S.A.R.L.
Service du Personnel,
8, rue Copernic, 75116 Paris.

SCIENCES

Un volcan sous la mer

La découverte et l'exploration au large de la Barbade d'un volcan de boue et de méthane à 5 000 mètres de profondeur.

MXAVIER LE PICHON, de l'Académie des sciences, vient de prendre possession de sa chaire de géodynamique du Collège de France à laquelle ses pairs l'avaient élu en juin 1986.

Dans sa leçon inaugurale, M. Le Pichon a amplement justifié le titre de sa chaire. Tout bouge, en effet, sur notre planète : on s'en est rendu compte depuis une vingtaine d'années. La croûte océanique se renouvelle en permanence, entraînant les masses continentales dans ses dérivées et contribuant ainsi à la formation des systèmes montagneux ; deux des couches internes de la Terre (le manteau et le noyau externe) sont brassées par de lents mouvements de convection. Sans parler des fluides (eau et atmosphère) très mobiles par définition.

M. Le Pichon ne se contente pas de travailler dans son laboratoire. Il va « sur le terrain », si l'on peut dire cette expression, étant donné qu'il va voir, en petit sous-marin, les fonds océaniques se créer (opération Famous au milieu de l'Atlantique en 1973 et 1974) ou disparaître (fossé hellénique en Méditerranée en 1979 et surtout opération Kaiko le long du Japon en 1985).

Du 20 au 27 septembre dernier, la campagne Baranant, réalisée à l'est de la Barbade conjointement par le Centre national de la recherche scientifique et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, avec le petit sous-marin *Nautilus* et le bateau *Nadir*, et dirigée par M. Le Pichon et M. Jean-Paul Foucher (Centre de Brest) a été l'occasion d'une nouvelle découverte. Pour la première fois, sous 5 000 mètres d'eau, une sorte de volcan de boue et de méthane a été vu de près et photographié. Ce volcan se présente sous la forme d'une galette ovale de 1 kilomètre de diamètre dont la surface, plus ou moins consolidée, est rident par des sillons et des crêtes (hautes de 2 à 5 mètres) concentriques.

Cette galette est entourée par une dépression annulaire d'une vingtaine de mètres de creux. Son « œil », central, de 200 mètres de diamètre, a été manifestement le siège de coulées de boue très récentes. Au moment des plongées, rien ne sortait de cet « œil », mais des thermomètres, qui ont été descendus au fond d'un trou de carottage, ont enregistré, dès la profondeur de 2 mètres la température de 21°C, alors que sous 5 000 mètres d'eau la température de la mer est de 1°C. L'activité du volcan de boue est sûre-

ment intermittente comme l'est celle des volcans analogues connus sur la terre ferme.

Tout autour de l'œil — qui lui-même est totalement dépourvu de vie — est organisée une oasis où colaborent divers animaux : selon un examen préliminaire, la couronne la plus proche de l'œil est tachetée par des tapis de bactéries jaunes, d'où émergent des sortes de buissons de fils très fins, qui sont des hydrures, c'est-à-dire des vers très primitifs qui vivent en colonies et qui sont considérés des animaux de mer et de méthane. Au-delà, jusqu'au bord externe de la galette, vivent des colonies de clams (des bivalves du genre *Calyptogena*, longs de 20 à 30 centimètres) en position verticale qui, curieusement, se déplacent en gravant des sillons dans cette croûte plus ou moins consolidée. Vivent aussi — aux dépens des clams — des galathées (des crustacés décapodes) et des anémones de mer.

Hydrures, clams et galathées

Bien entendu, l'étude du volcan de boue commence tout juste. Mais, comme dans le cas des autres volcans de boue, elle est riche de renseignements. Les fosses marines bordant le Japon, — on peut formuler des hypothèses provisoires, même si le volcan de boue dont il est question ici n'est pas sur le prisme d'accrétion (voir la légende du schéma) accumulé dans la fosse des Antilles. Ce volcan de boue, en effet, est situé au-dessus de la plume de la plaque « Amérique » (dont fait partie la moitié ouest de l'Atlantique), là où celle-ci s'écroule au-dessus de la plaque « Caraïbes », c'est-à-dire à quelque 200 kilomètres à l'est de la Barbade.

Les sédiments du prisme d'accrétion sont soumis à de fortes pressions et ils contiennent beaucoup d'eau et de matières organiques (celles-ci sont à l'origine du méthane). L'eau, étant en surpression dans les sédiments, circule dans ceux-ci, s'y réchauffe (puisque la température croît toujours avec la profondeur) et sort dès qu'une issue est possible ; la montée de l'eau à la surface des fonds marins étant facilitée par tout le méthane qui y est dissous et qui diminue la densité du fluide.

La circulation des boues liquides est active puisque les boues, dans l'œil, sont à 21°C. D'où viennent des boues ? Forcément de loin puisque le volcan est

situé sur des sédiments qui sont peu épais et pas encore comprimés. MM. Le Pichon et Foucher pensent que l'eau et le méthane parcourent au moins 100 kilomètres, et peut-être beaucoup plus, venant du prisme d'accrétion via, probablement, l'interface qui sépare les sédiments consolidés (ceux-ci suivent la plaque dans sa plongée) des sédiments non consolidés et gorgés d'eau (ceux-là rabotés et débités en écaillures pour former le prisme d'accrétion).

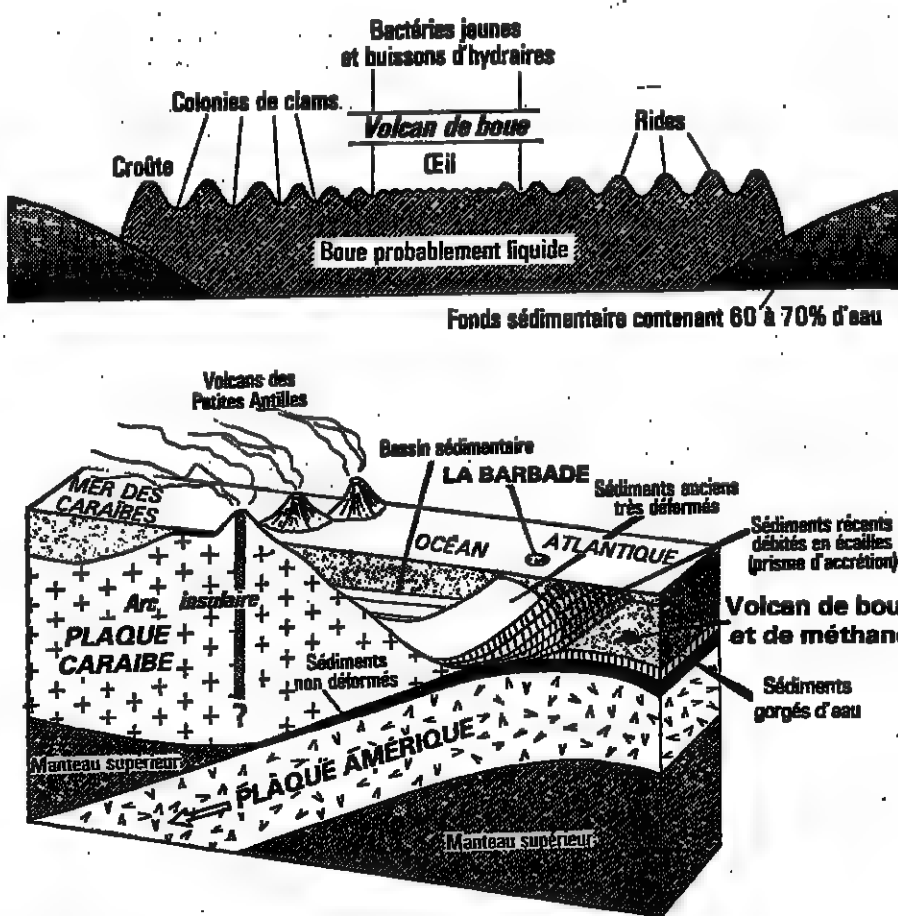
L'eau, d'ailleurs, joue sûrement le rôle de lubrifiant qui facilite, plus ou moins, la plongée (ou subduction) d'une plaque sous sa voisine. Les séismes, qui accompagnent chaque à-coup de la plongée de la plaque, sont, très probablement, précédés de modifications des débits de l'eau et du méthane. Après l'opération Kaiko, il a été envisagé de poser, sur les sorties d'eau chaude méthanée, des instruments capables de mesurer en continu les débits d'eau et de gaz et la température.

C'est là, sans doute, une voie à développer pour arriver à mieux comprendre et peut-être à prédire les tremblements de terre liés à la subduction. La campagne Baranant avait d'ailleurs pour but de tester des appareils capables de mesurer, à leur sortie, la température des fluides et leur potentiel électrique (qui varie avec le débit). Elle sera sûrement suivie de développements importants.

Le volcan de boue avait été repéré au cours de la campagne Enbar qui a eu lieu du 24 août au 7 septembre. Remarqué par le *Novot*, le *Ser*, un double sonar latéral qui « voit », de chaque côté, la topographie des fonds marins avec une précision de l'ordre du mètre et tout au long de deux bandes parallèles larges de 1 500 mètres chacune, a détecté la dépression annulaire dans une zone qualifiée déjà d'« énorme » par le géophysicien britannique Graham Westbrook lors d'une campagne antérieure.

Le volcan de boue, étudié pendant Baranant, n'est pas un phénomène isolé. Des systèmes analogues ont existé à terre dans l'île de la Barbade située sur le sommet du prisme d'accrétion, il y a de 15 ou 20 kilomètres. Et de multiples volcans de boue ont été repérés sous la mer dans la même zone et au-delà vers Tobago, le détroit de l'Orinoco et le long de la côte vénézuélienne. En outre, on les voit, lors de Baranant, de nombreuses « cheminées », hautes parfois de 30 ou 40 mètres, faites de concrétions de carbonates. Ces cheminées marquent des sorties d'eau chaude et de méthane ; leur voisinage immédiat est habité par des clams qui mangent les bactéries vivant du méthane.

YVONNE REBEYROL



Une plaque océanique qui plonge est recouverte de deux couches de sédiments : une couche inférieure, où les sédiments ont déjà perdu une bonne partie de leur eau et sont donc plus ou moins consolidés ; une couche supérieure, où les sédiments sont encore gorgés d'eau. Au cours de la plongée sous la plaque voisine, cette couche supérieure de sédiments, lorsqu'elle est suffisamment épaisse, est rabotée et débitée en énormes écaillures qui vont se coller les unes après les autres — en prisme d'accrétion — dans la fosse qui marque la plongée, contre le rebord de la plaque considérée comme fixe (ici la plaque « Caraïbe »).

SECTEURS DE POINTE

L'INRA et ses partenaires

Les entreprises participent à la formation des jeunes agronomes.

« **P**ARTENARIAT » : tel semble être le nouveau mot d'ordre de l'Institut national de recherche agronomique (INRA), à en croire les propos tenus devant la presse, jeudi 26 novembre, par le président de l'organisme, M. Jacques Poly, Corses, les industries sont loin d'être des inconnues pour l'établissement qui dispose actuellement d'un « portefeuille » de quatre cents contrats divers signés avec des entreprises, pour une valeur totale de 40 millions de francs (1).

A considérer l'ensemble de la filière agro-alimentaire (depuis la fabrication des semences, des produits phytosanitaires et l'alimentation du bétail, jusqu'à la production agricole et la transformation industrielle des produits), « 40 % de nos chercheurs ont une quasi-vocation de chercheurs industriels », dit M. Poly. Mais ce dernier veut développer encore ce partenariat, en particulier dans le domaine de la formation par la recherche.

Profits à long terme

Par le biais de toute une panoplie de bourses — notamment les fameuses conventions industrielles de formation CIFRE — l'INRA accueille déjà chaque année quelque trois cents jeunes chercheurs. Il va désormais faire plus encore : il vient d'inaugurer une formule originale de bourses de thèses financées à 50 % ou plus par des entreprises, des régions et des collectivités locales, et l'interprofession (regroupements d'entreprises par filières agro-alimentaires). Du Pont de Nemours-France prend même à sa charge la totalité du financement de trois thèses dans un domaine qui ne le concerne pourtant pas directement, puisqu'il s'agit de recherches sur les céralées. Générosité gratuite de la part de cette société qui dépense à cette fin 2,5 millions de francs par an ? « *Médiant l'intelligence* », répond le président de Du Pont-France, M. Edouard Van Wely, qui souligne la « détermination » de son groupe « à être un partenaire solide et fiable du monde agricole français ». L'entreprise qu'il dirige ne tirera en effet aucun profit direct de l'opération, mais « elle a tout intérêt à ce que ses clients, les agriculteurs, soient prospères ».

Laos en juin dernier, l'appel d'offres pour ces nouvelles bourses a recueilli cent vingt-cinq candidatures et les quarante-six jeunes qui ont été sélectionnés sont entrés dans les laboratoires en septembre. L'affaire a été rondement menée, et le nombre d'« élus » a été volontairement

limité par les responsables de l'INRA qui ont voulu avancer « prudemment ». Ils comptent d'ailleurs augmenter progressivement le nombre des boursiers nouvelle manière, qui pourraient être cinquante ou cinquante-cinq l'année prochaine, et faire en sorte que, d'ici à trois ans, la procédure atteigne son rythme de croisière.

L'opération étant aujourd'hui jugée comme un « succès » par l'INRA, M. Poly aurait donc tout pour être un patron d'organisme heureux s'il ne se souciait du budget qui vient de lui être alloué pour 1988. M. Poly s'accommoderait de ces crédits « serrés », en

diminution de 0,4 % en francs courants par rapport à l'année précédente. Il s'inquiète, en revanche, beaucoup plus de la suppression de quatre-vingt-douze postes d'ITA (ingénieurs, techniciens et agents administratifs) et notamment de celle de vingt-quatre postes d'ingénieurs. « Ces derniers jouent un rôle essentiel dans la transmission de notre savoir aux petites entreprises, souligne-t-il. A une époque où l'on concentre nos moyens sur les pistes du futur et où l'on souhaite une plus grande diffusion des technologies, diminuer le nombre des ingénieurs est un contre-sens ».

ELISABETH GORDON.

(1) Le budget alloué par l'Etat à l'INRA pour 1987 est de 2,2 milliards de francs, dont 70 % sont consacrés au frais de personnel.

Demain

LA RETRAITE EN ACCÉLÉRÉ

Un système-expert destiné à traiter plus rapidement les dossiers de retraite a été réalisé par la société Cognitech pour le compte de l'IGIRS (institution générale interprofessionnelle de retraites des salariés). En fonctionnement depuis peu, ce système expert, dénommé SADOR (système d'aide à l'orientation), permet d'effectuer des recherches automatiques dans des fichiers volumineux « dégradés » et de retrouver les dénominations exactes des sociétés où ont travaillé les salariés tout au long de leur vie professionnelle. La liquidation des retraites s'en trouve donc accélérée. C'est la première fois en France qu'un système expert est appliqué à la gestion des retraites.

L'UNIVERSALITÉ DE LA BIOTINE

Vitamine essentielle, la biotine (vitamine B8 ou H) intervient dans le métabolisme des glucides, des lipides et des acides aminés. Elle est largement utilisée en alimentation humaine et animale (suppléments vitaminiques) ainsi qu'en cosmétologie (produits capillaires). Les procédés de production par voie chimique classiques étant longs et coûteux, un système microbiologique de production de biotine a été mis au point par Transgène, en collaboration avec Nippon-Zéon.

A cet effet, il a été procédé au clonage et à l'expression d'un gène (le Bio-S gène) du bacille sphérique — qui possède la propriété de produire la biotine en grandes quantités — dans le bacille *Escherichia coli*.

tités — dans le bacille *Escherichia coli*.

Le marché mondial de la biotine est évalué à quelque 100 millions de dollars.

DE LA GRENOUILLE AUX ANTIBIOTIQUES

Au National Institute of Child Health and Human Development de Bethesda (Etats-Unis), le docteur Zaslav et ses collaborateurs ont isolé une nouvelle famille de puissants antibiotiques dont les propriétés anti-infectieuses et anticarcinogènes ouvrent d'intéressantes perspectives. Tout a commencé par l'observation faite par le docteur Zaslav sur une espèce africaine de grenouille qu'il avait « opérée » pour lui retirer les ovaires : bien que l'animal évolue dans un milieu pollué, la cicatrisation de la plaie était parfaite. Quel était donc son système de défense ? Ils finirent par isoler, dans un broyat de la peau du ventre de l'animal, des peptides qui se révélèrent très actifs contre de nombreuses bactéries (staphylocoques, streptocoques, entérocoques), certaines protozoaires, ainsi que les parasites responsables du paludisme et faciles à synthétiser. Cette nouvelle famille fut dénommée « magainines » (d'un nom hébreu signifiant bouillier). Le traitement des brûlures est l'une des premières applications envisagées. Le docteur Zaslav suggère en outre que les magainines pourraient aider à expliquer l'évolution réussie des amphibiens ou d'autres animaux aquatiques et pourrait être à la source de l'usage traditionnel des grenouilles dans les médecines populaires.

CONCOURS INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Ouverture de 32 postes de directeur de recherche de 2^{ème} classe (*), pour les candidats extérieurs et les chargés de recherche de l'organisme.

Date limite de retrait des dossiers : 15 janvier 1988. Date limite de dépôt des dossiers : 18 janvier 1988.

Pour retirer les dossiers de candidature, à partir du mois de décembre et connaître la répartition par disciplines des postes ouverts, s'adresser au Bureau des Concours Chercheurs 101, rue de Tolbiac 75054 Paris cedex 13.

Tél. 45.84.14.41 postes 4361, 4362, 4363, 4364 et 4365. (*) sous réserve des accords administratifs nécessaires.



Florent GABORIAU Philosophie issue des sciences

215 p. 100 F. 30, rue Madame - 75006 Paris - Diffusion TEGUI

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

051-111111

Pratique de la procréatique

Comment résoudre les problèmes de droit, de biologie, d'éthique ou de théologie suscités par les méthodes de reproduction médicalement assistée.

Au moment où le ministère de la santé transmet au Conseil supérieur des hôpitaux les règlements qui visent à encadrer les méthodes de reproduction médicalement assistée, le débat se poursuit à ce sujet, plus vif que jamais, entre les spécialistes du droit, de la médecine, de la biologie, de l'éthique ou de la théologie.

Sept mille fécondations *in vitro* ont été pratiquées en France à ce jour et mille enfants sont nés de cette façon dans les cent dix centres qui pratiquent les diverses méthodes de procréatique, dont soixante dans le secteur privé et cinquante dans les hôpitaux publics.

Le nombre de ces enfants étrangement conçus est-il destiné à augmenter considérablement, justifiant le titre provocateur du livre que viennent de publier les docteurs Jean Cohen et Raymond Lepoutre ? (1). Oui, répond le docteur Jean Cohen, qui estime que les techniques diverses de la procréation assistée, de la thérapie de la stérilité à la pré-

vention des anomalies de l'enfant, de la carte génétique à la détermination du sexe pourraient bientôt concerner un couple sur cinq... et que c'est à cent mille fécondations *in vitro* qu'il faudrait dès lors réfléchir.

Les causes de ce développement, continu depuis huit ans, tiennent à des facteurs multiples.

Les uns sont d'ordre financier : les coûts considérables évoqués lors des premiers pas de ces techniques se sont considérablement abaissés. En 1987, une fécondation *in vitro* (FIV) revient à 6 000 francs, prise en charge en totalité dans les centres publics, alors que dans les centres privés, dont les actes biologiques, dosages hormonaux notamment, coûtent au couple concerné de 2 500 à 3 500 francs par tentative dans les cliniques privées où ils ne sont pas remboursés, alors que les actes médicaux le sont.

Sachant que les tentatives en question conduisent au succès une fois sur quatre, dans les meilleurs centres, chaque enfant né de la sorte « revient » donc à 24 000 francs, assumés, dans les hôpitaux

publics, par la collectivité. Un abaissement impressionnant, si l'on se souvient des montants évoqués lorsque ces techniques naquirent en France et qui étaient de dix à vingt fois plus élevés. De nouvelles méthodes encore plus perfectionnées, dites de programmation, permettent de substituer aux dosages hormonaux coûteux un déclenchement unique, totalement artificiel, du cycle et de l'ovulation, ce qui implique une réduction supplémentaire de moitié du coût d'une FIV.

La banalisation

Abaissement des coûts, simplification extrême de l'équipement et des techniques, impliquant à l'évidence une banalisation de la méthode, qui n'appelle même plus, à l'heure actuelle et nécessairement, une hospitalisation. Mais la banalisation implique, par définition, une surveillance accrue des structures où se déroulent ces actes médicaux, et se déroule cet acte mystérieux qu'est la fécondation, où se préservent, avec toutes leurs potentialités humaines, les ovocytes, le sperme ou les embryons congelés.

D'où la volonté du ministère d'établir non seulement une réglementation stricte mais aussi une surveillance régulière des lieux où se voit reproduit et technicisé le mystère de la vie.

Mais, banalisation pour les médecins ou les biologistes, signifie-t-elle nécessairement généralisation, à tout le moins considérable extension, de la demande populaire ?

Un certain nombre de facteurs impliquent ce développement, estime le Docteur Cohen.

Les uns tiennent à l'accroissement de la stérilité comme conséquence des maladies vénériennes, elles-mêmes en considérable augmentation en raison de la liberté des mœurs qu'a permis l'avènement du SIDA, permet d'observer, pour la première fois en 1986, un renversement de cette tendance, objectivée pour la première fois également par une stagnation des ventes de pilules en France. Les gynécologues voient de plus en plus de femmes qui arrêtent leur contraception, expriment leur volonté de monogamie, refusent — par crainte du SIDA — les aventures. Une modification du comportement sexuel se fait jour, très perceptible, mais dont rien, pour l'instant, ne permet, estiment-ils, de dire qu'elle surviendrait à la découverte d'un vaccin et d'un traitement curatif pour le SIDA.

Un autre facteur, plus durable celui-là, est sa pleine extension, tient à l'entrée des femmes dans le monde du travail, au fait que beaucoup attendent le développement de leur carrière, ou l'atteinte d'un niveau de vie suffisant, pour envisager de procréer. Or, vers trente-six ou trente-sept ans, après quinze ans de contraception, la fécondité est réduite, et des séquelles d'avortement ou d'infections antérieures viennent souvent la réduire encore.

Le fait que tous les actes relatifs au traitement de la stérilité, qu'elle soit partielle ou totale, primitive ou secondaire, soient remboursés à 100 %, par « décision d'Etat », si l'on excepte les dosages hormonaux dans le secteur privé, montre qu'il existe une motivation nationale à ces actes, une volonté de les voir se développer, plus puissante que les « volontés individuelles », disent les gynécologues.

L'enfant parfait

En outre, et concernant tant les FIV que les autres techniques relatives à la procréation ou à ses fruits, le refus de toute anomalie de l'enfant à venir est devenu pressant, comme est pressante et fréquente l'exigence de l'enfant parfait, souvent du sexe que l'on choisissait.

Or des techniques très nouvelles permettent de déterminer un nombre grandissant d'anomalies génétiques en prélevant une seule cellule, étudiée par des sondes nucléaires, sur l'un des embryons obtenus en laboratoire.

On peut ainsi, et pour une série de malédictions héréditaires transmissibles selon les lois de Mendel à une partie des enfants, permettre à un couple frappé de cette malédiction d'enfanter, à coup sûr, par le biais de la FIV, alors qu'il était hier encore condamné par le malheur à la stérilité forcée.

De plus en plus de femmes demandent, en outre, qu'un prélèvement amniotique (amnio-centèse) leur apporte une sécurité quant à l'intégrité de l'enfant à naître. Or, ces prélèvements ne sont autorisés en France qu'après trente-huit ans. Quelques laboratoires privés — très peu encore — se sont ouverts récemment pour répondre, moyennant finances, à ces demandes. Le coût de ces examens est très élevé. La collectivité ne l'assume qu'après trente-huit ans, ou en cas d'indication formelle d'ordre génétique. Et le nombre des centres publics hautement spécialisés dans ces techniques est restreint. On assiste donc, ici, et comme pour les autres méthodes de la procréatique, à une certaine dérive vers le secteur privé auquel seuls les plus fortunés pourraient avoir accès.

Un Hiroshima de la biologie ?

Ce risque d'injustice sociale (d'ores et déjà établie) justifie, dit Catherine Labrousse (2) le contrôle d'Etat par lequel la procréation artificielle est strictement réservée à des centres agréés et contrôlés, ce qui vient en infraction aux normes du libre exercice de la médecine et du libre choix du praticien.

Les Etats-Unis ont choisi de laisser la procréatique obéir aux lois du marché. On voit, par les abus et la commercialisation auxquels elle donne lieu, où peut conduire cette doctrine.

L'esprit des règlements conçus par le ministère de la santé repose

sur les préoccupations — fondamentales ici — de justice sociale et, vraisemblablement aussi, sur l'importance qu'attache notre droit public à tout ce qui concerne la procréation, rappelant ainsi qu'elle a une dimension sociale irréductible et ne concerne plus seulement la vie ou les libertés privées.

L'idée de légiférer a cependant été abandonnée, dans l'état actuel de la situation tout au moins. Le seul pays qui ait adopté une législation rigoureuse — et restrictive — de la procréatique est l'Australie, où des équipes entières, pour tant les meilleures du monde, ont dû renoncer à leurs travaux. Or c'est bien de la poursuite de ces travaux que sont nés tous les nouveaux traitements de la stérilité, le dépistage des affections génétiques, la simplification considérable des techniques permettant une diminution tout aussi considérable des coûts.

Faut-il croire pour autant, comme le dit M. Labrousse que le droit soit aujourd'hui menacé par la dictature du scientisme comme il le fut jadis par celle de la théologie, et faudra-t-il un « Hiroshima de la biologie », un monstre fabriqué en laboratoire pour qu'intervienne enfin le consensus éthique ou politique nécessaire à la loi ?

Le pulvélement des centres

Pour François Terré (3), moins alarmiste et moins intrusif, c'est sur les normes fondamentales de la loi morale que doit être réglée la loi civile. Cette morale n'est pas, en l'occurrence et nécessairement, celle de Rome. Elle devrait tenir compte non du « droit de l'enfant », mais de la « liberté d'en désirer » et du concept moral qui devrait régenter ce désir, et ses limites.

Pour le même juriste et philosophe éminent, l'embryon ne peut — en droit — être considéré comme une personne humaine, ce qui n'implique pas moins la nécessité de contrôler et de réglementer les expériences à ce sujet. Il est préoccupant à ce titre de constater que les trois quarts des centres privés de fécondation *in vitro* (FIV) appartiennent au syndicat (4) que préside, le docteur Jean Cohen, et qui viennent de répondre à une enquête détaillée conduite par ce même syndicat, que ces centres sont équipés pour et font des congélations d'embryons. Lesquels deviennent ainsi et dès lors accessibles à toutes les investigations, et disponibles pour la transgénèse de

rappel du code moral absolu que s'est fixé notre pays — et qui l'honneur — de ne jamais accepter la commercialisation des organes, des tissus ou du sang humain.

Un public réticent

Les Français ont mis sur pied il y a un an le « *Fichier central national des fécondations in vitro* » (ou FIVNAT), unique au monde avec celui de l'Australie, et qui permet d'enregistrer les réponses au questionnaire adressé à tous les centres publics (50) ou privés (60), questionnaire concernant la totalité et la diversité de leurs activités.

Plus de 7 000 tentatives de FIV ont été pratiquées dans quarante centres conduites dans quarante centres par un être ainsi analysées par l'Unité Inserm d'épidémiologie. Leur étude détaillée permet d'évaluer à 15,4 % en moyenne le taux de grossesses débutantes par tentative, proportion considérablement amoindrie lorsque plusieurs embryons sont transférés simultanément (elle atteint, pour 4 embryons, 34 %) et lorsque l'âge de la femme est inférieur à trente-cinq ans. Proportion qui varie bien sûr, et aussi, avec la qualité des centres choisis et de ses animateurs.

L'extension importante des procréations assistées, « qui n'aurait sans doute pas sans un certain eugénisme », qu'envisagent les docteurs Cohen et Lepoutre, ne semble pas tout à fait conforme à l'attitude actuelle des Français face à ces nouvelles méthodes, si l'on en juge par l'enquête Sofres qu'ils publient.

Si 95 % des sujets interrogés veulent des enfants, 39 % seulement (34 % des hommes) seraient prêts à recourir en cas de stérilité à la fécondation *in vitro* (FIV), et moins encore au don d'embryon (22 %), au don d'ovocyte (17 %) ou aux mères porteuses (12 %).

A 73 %, les Français refusent de faire congeler ovocytes, et 67 % refusent de faire congeler le sperme ou les embryons pour les utiliser plus tard. Ils ne sont pas favorables à la création de banques de sperme, d'ovules ou d'embryons, et refusent à 76 %, au cas où ils seraient stériles, de recourir à de telles banques, de même, ils refusent à 85 % de choisir le sexe de leur enfant si la technique rendait ce choix possible. Ce qui est déjà le cas actuellement pour les FIV.

Ces résultats sont d'autant plus surprenants que les perceptions de la procréation ont été largement médiatisées, et que les mêmes Français qui les accueillent avec enthousiasme adhèrent avec enthousiasme aux perceptions de la procréation assistée.

Activités pratiquées par les centres privés de procréation médicalement assistée

	Nombre de centres	%
• Congélation d'embryons	21	72,5
• Congélation de sperme	2	27,5
• Autoconservation	2	7
• Mésoconservation	2	7
• Don d'ovocytes	9	31
• Fécondation des gamètes dans les trompes	22	76
• GIFT	26	90
• IAC (insémination artificielle entre conjoints)	20	69
• IAD (insémination artificielle avec donneur)	20	69
• FIV avec sperme donneur	4	14
• FIV (fécondation intrapéritoneale)	4	14

(Enquête conduite en juin 1987 sur 29 centres privés affiliés au syndicat national.)

l'espace, du temps et de la filiation dont la dernière décennie a donné dans le monde de multiples exemples.

L'adhésion à des normes éthiques rigoureuses devient, à l'évidence, indispensable devant le pulvélement actuel des manipulations de la procréation et la facilité avec laquelle un centre spécialisé à cette fin peut s'ouvrir.

L'enquête ci-dessus citée montre que cinq gynécologues, en moyenne, se partagent l'activité du centre privé qu'ils ont créé pour un investissement modeste, allant de 100 000 à 600 000 francs (selon qu'ils ont acquis ou non un équipement de congélation).

Un tiers de ces centres pratiquent aussi la congélation du sperme, les trois quarts pratiquent l'insémination artificielle avec donneur, 90 % la font avec le sperme du conjoint, et un sur trois fait appel couramment au don d'ovocyte (l'ovule prélevé sur une femme est utilisé pour une autre, privée d'ovaire).

Le groupement des centres publics qui pratiquent l'insémination artificielle (CECOS) s'est fixé lui-même des normes rigoureuses auxquelles obéissent tous ses membres. On peut craindre qu'il n'en soit pas toujours de même dans la pulvélation actuelle, et les inspections annuelles (mais qui les fera ?) prévues par le ministère ne sont pas mutiles, de même que paraît fondamental le

siège aux perceptions technologiques les plus acrobates, et les plus impressionnantes, comme les greffes de rein, de cœur, de poumons ou de foie, conduites à des fins thérapeutiques.

On distingue donc nettement, et pour l'instant, ce qui relève de la satisfaction d'un désir et ce qu'exigent le salut d'une vie ou l'allègement d'une souffrance.

Sans doute manifeste-t-on aussi, et peut-être surtout — pour une majorité silencieuse à tout le moins — l'attachement à des lois biologiques, à des traditions millénaires, qui constituent toujours le fondement du tissu social et de notre droit civil. Tout laisse à penser que l'au-delà des règlements en préparation, une loi devra traduire un jour cet attachement et cette morale.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(1) *Tous des mutants*, par les docteurs Jean Cohen et Raymond Lepoutre. Editions du Seuil, 283 pages, 89 F.

(2) *Produire l'homme, de quel droit ?* Étude juridique et éthique des procréations artificielles, par J. Baudouin et C. Labrousse. Editions PUF, 287 pages, 145 F.

(3) *L'Enfant de l'École*. Génétique et droit, par François Terré. Editions Flammarion, 222 pages, 79 F.

(4) Infrastructure des centres privés de fécondation *in vitro*. Enquête 1987. Syndicat des centres privés de FIV.

— Dossier FIVNAT. Résultats de 1986, publiés avec l'aide des laboratoires Sofres.

LA MÉDECINE EN QUESTION

PR JEAN-PAUL ESCANDE
MIRAGES
DE LA
MÉDECINE



ALBIN MICHEL

Contre charlatans et faux savants

ALBIN MICHEL

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

La réglementation de la procréation artificielle

La procréation assistée et le diagnostic prénatal vont être réglementés. Dans un entretien accordé au Monde, Mme Michèle Barzach, ministre de la santé explique pourquoi.

La procréation médicalement assistée sous ses différentes formes (insémination artificielle avec donneur, fécondation *in vitro*, conservation des embryons humains par congélation) et le diagnostic prénatal vont, pour la première fois, être réglementés en France. Une série de textes (trois décrets et deux arrêtés) seront soumis, le 15 décembre prochain, au Conseil supérieur des hôpitaux puis au Conseil d'Etat. Le montage juridique ainsi constitué définit le premier cadre réglementaire pour ces activités médicales qui font, depuis quelques années, l'objet d'un développement considérable. « Je souhaite que les centres de procréation médicalement assistée et ceux de diagnostic prénatal aient des agréments et qu'on ne laisse plus proliférer ces centres sans aucun critère, sans aucun contrôle », nous déclare Mme Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille. Nous devons avoir des repères qualitatifs et quantitatifs. On sait, en effet, qu'aujourd'hui certains centres de PMA peuvent avoir des résultats positifs et que d'autres, par contre, n'ont, quel qu'il arrive, aucun résultat. Or il s'agit là de quelque chose de très difficile à vivre pour les couples et pour les femmes. C'est, d'autre part, une activité coûteuse pour la collectivité, et il n'est pas normal que nous laissions proliférer des systèmes d'efficacité inégaux. De plus, ces activités se doivent d'être pratiquées avec les meilleures conditions d'installation matérielle et avec les meilleures compétences.

Cinq centres de PMA. Ces activités pourront toutefois continuer à être pratiquées dans des structures publiques et privées (lucratives et non lucratives).

Le dispositif réglementaire comporte la création d'une nouvelle structure baptisée « Commission nationale de médecine et de biologie de la

principes éthiques applicables en la matière. Cette commission sera composée de représentants de l'administration et de professionnels. Elle sera d'autre part partagée en deux sections, l'une pour le diagnostic prénatal, l'autre pour la procréation médicalement assistée. Dans ces deux sections prendront place un représentant non médecin du comité consultatif d'éthique ainsi que le président de la commission d'éthique du conseil national de l'ordre des médecins. Après avis de cette commission, c'est le ministre chargé de la santé qui accordera ou non les autorisations qui seront dorénavant nécessaires pour la pratique de ces activités.

Ces activités pourront être pratiquées dans des établissements sani-

diagnostic prénatal, les examens réalisés chez l'enfant à naître devront être effectués dans les laboratoires et les services de biologie médicale publics et dans les laboratoires privés d'analyses de biologie médicale qui y auront été autorisés.

L'ensemble des décrets et des arrêtés sera publié début 1988, et les premiers agréments accordés dans les mois qui suivront. L'une des principales questions posées concerne le nombre total des centres qui seront autorisés à fonctionner et - conséquence - le nombre des centres de PMA qui devront impérativement fermer leurs portes. On compte aujourd'hui, outre les vingt CECOS (centres d'étude et de conservation

ment nécessaire, explique-t-elle aujourd'hui. Pour l'heure, il existe beaucoup plus de centres publics que de centres privés. L'équilibre devra rester le même. Beaucoup de choses dans ce domaine doivent être faites dans des établissements publics. Les centres privés devront répondre aux mêmes exigences et aux mêmes compétences que celles qui seront imposées aux centres publics. Cela en limitera le nombre. Si je veux aller très vite dans ce domaine, c'est que je sais qu'il y a chez certains une forte tentation de créer de nouveaux centres, en particulier dans le privé, alors que je ne veux pas les voir se créer. On assiste en effet, ici, à une inquiétante dérive. Proposée initialement pour pallier les stérilités féminines, la fécondation *in vitro* est devenue souvent - près de 50 % des cas, estime le professeur Jacques Testart

(hôpital Antoine-Becière, à Clamart) - non plus une thérapeutique de la stérilité, mais une nouvelle méthode plus rapide pour obtenir une grossesse. C'est le même souci d'urgence qui anime le ministre chargé de la santé, concernant le diagnostic prénatal, activité où l'on observe, selon elle, les premiers signes, là encore, d'une inquiétante dérive. Certaines informations laissent en particulier supposer qu'un tel diagnostic permet d'ores et déjà (en associant des examens comme un prélèvement de trophoblaste et le caryotype) de connaître le sexe du fœtus à un stade relativement précoce de la grossesse. Un stade où l'interruption volontaire de grossesse est encore possible si elle n'est pas toujours légale.

J.-Y. N. et F. N.



reproduction». Cette commission « donnera un avis sur les demandes d'autorisation des équipes pour pratiquer les actes de PMA ou de diagnostic prénatal ». Elle se prononcera, en outre, « sur la qualification et la compétence des équipes » et veillera « au respect par ces équipes des

taires publics et privés, et dans des laboratoires eux aussi publics et privés. Les locaux devront faire partie d'un service de gynécologie obstétrique doté d'une structure chirurgicale. Un rapport annuel d'activité sera demandé à ces centres. De la même manière, en ce qui concerne le

du sperme) spécialisée dans l'insémination artificielle avec donneurs, plus d'une centaine de centres de fécondation *in vitro*. M^{me} Barzach avait déjà, pour sa part, estimé à « une quarantaine » l'effectif total nécessaire des centres de fécondation *in vitro*. « Une évaluation des besoins est absolue-

UNE PREMIÈRE DIGUE

La réglementation de l'activité des équipes spécialisées dans la procréation médicalement assistée s'imposait de manière urgente. Annoncée de longue date, mise effectivement en chantier il y a plus d'un an (le Monde du 25 septembre 1986), cette réglementation sera donc effective en 1988. L'initiative de Mme Barzach est, à plusieurs égards, positive. Elle permettra, en particulier - du moins peut-on l'espérer - de mettre un terme à l'inquiétante dérive à laquelle on commençait à assister : inflation des actes médicaux, efficacité très différente selon les équipes, indications de moins en moins rigoureuses, etc.

D'un strict point de vue économique, la pratique de la fécondation *in vitro* ne pouvait plus être laissée à la seule initiative de gynécologues-accoucheurs désireux d'ajouter une nouvelle et fructueuse technique de pointe à leur arsenal thérapeutique. Les propos clairs autant que courageux tenus aujourd'hui par Mme Barzach (ancienne spécialiste de gynécologie exerçant en secteur libéral) sur les disparités observées entre le public et le privé, tout comme les fermetures déjà annoncées d'un nombre important de centres spécialisés, ne manquent pas de susciter de nombreux remous au sein de la communauté médicale.

Pourtant, et quelles que soient l'importance et l'utilité du dispositif qui va se mettre en place, il est clair que celui-ci ne fournit que des solutions provisoires. Outre le fait qu'il laisse une place au secteur privé à but lucratif et qu'il ne confère aucun

statut officiel aux CECOS, structures non lucratives à bien des égards exemplaires, aujourd'hui menacées d'asphyxie financière, le programme de Mme Barzach est limité parce qu'il est d'ordre réglementaire.

C'est ainsi qu'il ne pose aucun principe éthique et qu'il ne donne aucune directive quant aux indications médicales de ces actes, ces dispositions étant du domaine de la loi. « La loi viendra en son temps », comme Mme Barzach, c'est une question d'années. Il y a, selon elle, encore un problème de sensibilisation collective, et la société française, qui, dit-elle, n'a toujours pas accepté dans son ensemble la légalisation de l'IVG, n'est pas prête à se prononcer sur les questions essentielles que soulèvent les procréations médicalement assistées. Ces techniques devront-elles ne bénéficier qu'au couple (et quelle est la définition du couple ?) stérile (et quelle définition donner de la stérilité ?) ? Devront-elles être basées sur le don (de spermatozoïdes et d'ovules) anonyme et gratuit ?

Les choses pourraient peut-être avancer plus rapidement que prévu. Déjà, un consensus semble commencer à se dessiner à l'échelle européenne. Mais l'Eglise catholique, toujours opposée à la fécondation *in vitro*, campe obstinément sur ses positions. Cette nouvelle forme de lutte contre la stérilité rencontrera-t-elle demain les mêmes obstacles que ceux suscités hier par l'IVG ?

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI.

CECOS à l'abandon

Depuis leur création, il y a quinze ans, aucun texte n'a donné aux Centres d'étude et de conservation des œufs et du sperme (CECOS) un statut officiel.

QUINZE MILLE enfants sont nés en France depuis 1973 par insémination artificielle du sperme de donneur grâce à la Fédération française des CECOS (Centre d'étude et de conservation des œufs et du sperme). Depuis cette date, vingt CECOS ont été créés dans les CHU de France permettant l'organisation d'une structure nationale exemplaire. Chaque centre recrute des donneurs bénévoles et anonymes, mariés et pères de famille. Ces donneurs acceptent de subir une enquête génétique, un prélèvement de sang pour l'étude des chromosomes, la sérologie du SIDA et de la syphilis. Ces sept cents nouveaux donneurs annuels permettent deux mille naissances par an chez les trois mille couples demandeurs représentant 1 % des mariages annuels. Depuis 1985, plus de deux mille donneurs ont subi un dépistage de la contamination par le virus du SIDA. Aucun cas de séropositivité n'a été signalé.

La structure pluridisciplinaire que constituent les CECOS s'est fixée des règles éthiques, et une commission nationale de réflexion s'est mise en place pour poursuivre la réflexion compte tenu de l'expérience et des nouvelles techniques apparues comme la congélation d'embryons ou d'ovocytes.

Un comité scientifique anime la recherche de la Fédération en

particulier en matière de conservation des gamètes par le froid. D'autre part, un groupe de travail réfléchit aux problèmes psychologiques des demandeurs et des enfants.

Les médecins des CECOS, biologistes, cliniciens, psychologues, généticiens, ont fixé des règles de fonctionnement médical, n'acceptant en traitement que les couples stériles et refusant les femmes seules (veuves ou célibataires), les homosexuels. L'idée est de ne traiter que les stérilités et de ne pas médicaliser ce qui n'a pas à l'être en respectant l'enfant à naître qui a besoin pour son développement psycho-affectif d'un père et d'une mère.

La Fédération permet également l'autoconservation du sperme à des sujets qui vont subir un traitement qui les rendra peut-être stériles. Cette solution leur donne l'espoir d'une paternité et donc d'une guérison possible au début de traitement d'un cancer.

En revanche, la Fédération a toujours refusé l'autoconservation du sperme d'un déjeuné désirant avoir un enfant pendant sa réclusion jugeant que le problème de la vie sexuelle des détenus était du ressort de la société et n'avait rien à voir avec un problème médical de stérilité. Aujourd'hui, les CECOS congèlent les embryons et participent aux dons d'ovocytes

ou d'embryons dans le même esprit.

Les CECOS ont ainsi, à leur manière, essayé d'apporter une solution à certains problèmes médicaux de stérilité, en évitant de faire de ces techniques un nouveau moyen de procréation. Ces médecins ont intégré les soins, les règles éthiques et le progrès scientifique. Cette structure est unique au monde. Le rapport anglais, Warnock la cite en exemple. Le Congrès américain dans une commission officielle s'intéresse à cette structure inexistante outre-Atlantique.

En France, malheureusement, rien n'a été fait pour reconnaître officiellement cette organisation. Associations loi de 1901, les CECOS fonctionnent depuis quinze ans sans qu'aucun texte leur donne un statut officiel. Aucune reconnaissance non plus sur le plan financier, si ce n'est la fixation des prix des paillettes de sperme, ce qui les conduit progressivement à une asphyxie financière en raison de l'amélioration du rendement de leur technique (il faut, aujourd'hui, 20 % de paillettes en moins pour obtenir une grossesse qu'il y a cinq ans).

La Sécurité sociale laisse également à leur charge la conservation du sperme des patients qui vont subir un traitement stérilisateur pour cancer, le prix de ces conservations n'étant pas pris en charge.

A l'heure où le gouvernement réglemente la procréation médicalement assistée, à l'heure où l'on invite les médecins à prendre des initiatives, des responsabilités éthiques et économiques, pourquoi les pouvoirs publics refusent-

ils obstinément de reconnaître de manière officielle une telle structure ?

Professeur JACQUES LANSAC, président de la Fédération française des Centres d'études de conservation des œufs et du sperme (CECOS)

3 décembre 1967... la première greffe cardiaque...

Christian Cabrol
Mes 400 greffes cardiaques
A l'Hôpital de la Pitié
Entretiens avec Pierre Bourget

FLON

PLON

051.01144

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS A GRENoble, REJOINDRE NOTRE DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS, C'EST ETRE A LA SOURCE DE NOS INNOVATIONS

4,3 milliards de F. de C.A. dont 35 % à l'export : chez H.P. France, la performance est un objectif de tous les instants. Les fondements de notre réussite : des gains significatifs de productivité de qualité de process, mais surtout une gestion très attentive de nos ressources humaines.

A Grenoble, 1300 personnes de 35 nationalités différentes contribuent à asseoir une responsabilité mondiale de développement, de fabrication et de marketing de matériels de hautes performances - tous résultats le prouvent : lancement de nouveaux terminaux (gamme HP 700), de nouveaux ordinateurs personnels (gamme Vectra, compatibles XT, AT, à base 386) et de nouveaux produits réseaux.

Ingenieurs Production

Être l'expert technique d'une ligne de produits

Vous pilotez la mise en production des produits conçus dans nos Laboratoires et vous êtes responsable de leur support en fabrication. Vous êtes le garant de la qualité, de la fiabilité et de la conformité de nos produits. Vous êtes en dialogue constant avec les divisions européennes et américaines de Hewlett-Packard, et plus particulièrement votre homologues aux USA.

Ingenieurs électroniciens de formation, vous disposez d'un réel sens du terrain et de la communication. Notamment en anglais. Réf. P2/S4/MO

Ingenieurs Process

Optimiser un procédé de production

Au sein d'une équipe d'ingénieurs pluridisciplinaires, vous assurez le développement, la mise au point et l'optimisation, en termes de qualité et de coûts, de nos procédés de fabrication en collaboration avec nos ingénieurs produits et composants. Votre rôle est de négocier avec des fournisseurs d'équipements sur une échelle mondiale et d'appliquer des projets importants (montage en surface de composants électroniques) à gérer des projets importants à notre compétitivité. Ingenieur généraliste, vous serez le pilier de votre contribution à notre compétitivité. Réf. P2/S5/MO

Ingenieurs Support Maintenance

Assurer la maintenance d'une ligne de production

Vous intégrez une équipe en charge des procédures de maintenance, des équipements de production de sous-ensembles électroniques. A ce titre, vous formez les

utilisateurs, agissez aussi bien de manière préventive que curative, dans un souci permanent d'optimisation de la qualité, des coûts et de la disponibilité des équipements en production.

Souplesse, disponibilité, sens du concret et aptitude à négocier, notamment en anglais, seront autant garants de votre évolution que votre formation d'ingénieur généraliste (ENSIEG, ESSE, INSA, A & M...) Réf. P2/S6/MO

Ingenieurs Composants Electroniciens et Mécaniciens

Garantir la qualité de nos produits à travers nos composants

Au sein d'une équipe d'ingénieurs composants dont l'objectif est de sélectionner nos fournisseurs selon nos critères de qualité et de compétitivité, vous définissez les meilleurs choix avec les responsables R & D, Achats et Production. De votre aptitude à négocier avec des fabricants sur une échelle mondiale (pour cela vous maîtrisez l'anglais) dépendra notre image de marque de qualité.

Ingenieur généraliste de formation, si possible familiarisé avec un univers de production, vous saurez vous montrer rigoureux, diplomate mais exigeant. Ce poste, vivant et varié sur les plans technique et relationnel, vous garantira une excellente connaissance de nos divisions et de nos produits. Réf. P2/S7/MO

Pour tous ces postes l'anglais est indispensable.

Si vous souhaitez intégrer une entreprise alliant rigueur, créativité, dynamisme et résultats, si vous cherchez un univers qui incite à se dépasser, sachez qu'H.P. saura répondre à vos attentes.

Adressez-nous tout d'abord un courrier (C.V. + lettre), en précisant la référence choisie, au Service Recrutement, Hervé Carta, HEWLETT-PACKARD-FRANCE, 5 avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

HP EN FRANCE :
3200 PERSONNES,
3 USINES,
4,3 MILLIARDS DE C.A.
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.



HEWLETT
PACKARD

TOUJOURS AVEC VOUS



Sigle à Reims.
Implantation nationale :
1700 personnes
360 bureaux
2 millions de contrats gérés.

La Direction Générale souhaite renforcer sa structure "études" et recherche des :

INGENIEURS INFORMATIENS CONCEPTEURS

Vous avez un diplôme d'ingénieur d'une école à forte vocation informatique et vous avez acquis la connaissance de gros systèmes IBM, du langage COBOL et des logiciels IMS/MVS.

Vous êtes soit débutant (ou avec un début d'expérience), soit déjà ingénieur confirmé (3/5 ans) et donc excellent technicien de l'informatique, susceptible de évoluer très vite vers une fonction de Chef de projets.

Vous vous verrez confier - en fonction de vos compétences acquises - des responsabilités sur les applications du système central : amélioration et extension de l'existant... avant de participer à des études plus structurées et de développement.

Vous bénéficierez compte tenu de l'environnement humain et technique de la Direction Informatique, de postes formateurs et évolutifs pour peu que vous soyez fortement intéressés par la technique informatique et ses développements.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 5.089 M à Roland Gardent, SERIFO, 47 bis, avenue Bosquet - 75007 PARIS.



Membre de Syntex



France

Usine de Corbeil-Essonnes

recherche, pour ses services de développement et de production de semi-conducteurs, des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU POSSEDANT 1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

- Electroniciens
- Physico-chimistes : options micro-électronique et optique
- Informaticiens (Ingenieurs avec option informatique)

Bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'envoyer lettre et CV à IBM France
Service Recrutement des Cadres - 224 boulevard J. Kennedy - BP 58
91102 Corbeil-Essonnes Cedex

Automatisme et Informatique

SNEI ELECTRIC FLUX, société de 2000 personnes spécialisée dans les technologies de pointe recherche dans le cadre de son développement des :

Automaticiens

Vous avez un BTS, DUT et une expérience de 3 à 5 ans minimum en communications de données, Automates, micros. Vous maîtrisez les liaisons asynchrones sous protocole (MODBUS, JBUS...) et les réseaux industriels (Lac, Ethernet...). La pratique de l'analyse et programmation structurée des automates (APRIL, TE, SIEMENS, AB), sera un atout supplémentaire. Poste à forte perspective d'évolution basé à Marseille.

Pour un premier contact, adressez votre dossier en précisant la référence 10924 A : SNEI ELECTRIC FLUX, 87 avenue des Agglades, 13015 MARSEILLE. Discretion assurée.



DEVANLAY

Recherche pour une de ses divisions à TROYES un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Une tête bien faite plutôt qu'une longue expérience.

Vous avez à la fois des qualités de rigueur, de créativité, de communication et d'animation d'équipe. Vous êtes parfaitement à l'aise dans l'utilisation de la micro-informatique et vous souhaitez valoriser vos aptitudes de concepteur et d'organisateur. Vous maîtrisez l'anglais.

Adjoint au Directeur Logistique, vous encadrez une équipe de 17 personnes et prenez en charge la réorganisation complète et le fonctionnement de notre système d'ordonnancement. Ce système concerne un ensemble complexe (nombreuses références, plu-

sieurs marques, plusieurs sites de fabrication en grande série) : vous analyserez les différents paramètres pour établir un cahier des charges, en liaison avec l'informatique et mettez en place un nouveau système de gestion des flux à partir des prévisions de vente avec pour objectif une recherche des stocks optima.

Rémunération motivante pour un candidat de valeur.

L'importance de notre Groupe vous offre des possibilités d'évolution.

Les candidatures, s/réf. 2548/LM (lettre manuscrite avec indication de la rémunération actuelle, photo, C.V.) seront traitées en toute discrétion par

a. a. j. our CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

حکومتی اداروں

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

S'unir, c'est gagner

NEGOCIER - ANIMER - PRODUIRE DANS LE CADRE DE GRANDS PROJETS

Au tout premier rang de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine intégrant les technologies les plus avancées. Dans le cadre de grands programmes nationaux et export qui nous sont confiés, notre Département d'ARCUEL souhaite renforcer ses équipes et recherche :

INGENIEUR ACHATS

Rattaché au Responsable des Achats, vous assurerez l'entière responsabilité des contrats d'achat et de sous-traitance en matière de composants électroniques, circuits imprimés, logiciels, matériels et maintenance informatique, représentant un budget annuel de 100 MF. Négociation et suivi des contrats, évaluation des fournisseurs français ou étrangers et interface avec les utilisateurs sont les principales tâches de votre mission.

Plus encore que votre formation, ce sont vos qualités d'homme de terrain et vos talents de négociateur mis en œuvre au cours d'une dizaine d'années d'expérience dans un domaine similaire, qui vous permettront de réussir dans cette fonction. Anglais indispensable. Réf. 92124/LM

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

En étroite collaboration avec le Responsable de l'Affaire, vous prenez en charge le suivi de l'industrialisation et vous coordonnez l'action des différents services : laboratoires d'études et de conception, équipes d'industrialisation.

Ingénieur de formation A et M ou équivalent, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en électronique ou électromécanique. Vos réelles qualités de manager vous permettront de vous imposer auprès de vos différents interlocuteurs et d'évoluer rapidement vers la responsabilité d'affaires. Anglais indispensable. Réf. 92125/LM

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos projets, adressez sans tarder votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Nathalie HULLE - THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES 1 avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEL.

THOMSON-CSF

Pour concevoir un système d'information qui s'inscrit dans un **nouveau schéma directeur** ambitieux et résolument tourné vers l'avenir,

CHEF

DE

PROJET

Vous êtes **certain** un professionnel de l'informatique (vous avez déjà développé des projets sur gros système IBM dans un environnement bases de données, transactionnel et méthode) mais vous êtes **surtout** une personne de relation, de communication et un véritable patron d'équipe.

Nous, **puissant groupe financier**, pouvons vous donner l'opportunité d'exercer vos vrais talents de chef de projet responsabilisé face à nos utilisateurs exigeants et de haut niveau.

Ingénieur de formation, 28/30 ans environ, vous êtes celui ou celle qui saurez nous convaincre de votre aptitude à encadrer, animer et motiver une équipe.

Le lieu de travail est situé en proche banlieue Sud de Paris.

Veuillez adresser curriculum-vitae, lettre manuscrite et prétentions sous réf. : 1117 M, à notre Conseil qui vous garantit une totale confidentialité.

Catherine GIBOIN - Tour Maine Montparnasse - 33, avenue du Maine BP 112 - 75755 PARIS Cedex 15.

DONNEZ UNE NOUVELLE DIMENSION A VOTRE CARRIERE.

INGENIEURS D'AFFAIRES

Vous et nous

UNISYS est une entreprise internationale. Burroughs et Sperry à la tête de deux des plus puissantes innovations réunies se stimulent et permettent d'aborder aujourd'hui le marché avec de nouveaux atouts déterminants. Unisys France, c'est 2000 personnes, une unité de fabrication en Normandie, un bureau d'études avec 120 chercheurs, et la fierté de figurer parmi les cent premiers exportateurs français. Que ce soit dans les secteurs Finances, Commerce et Industrie, nous disposons désormais d'une solide expérience pour proposer des solutions complètes et originales. Nous recherchons pour étoffer les équipes de nos agences plusieurs ingénieurs d'affaires **Grands Comptes**. Vous disposerez d'un environnement motivé pour réussir, d'une structure évolutive et ouverte aux nouvelles initiatives, d'une structure évolutive et ouverte aux nouvelles initiatives, d'une structure évolutive et ouverte aux nouvelles initiatives.

Des postes sont à pourvoir à Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Strasbourg et Toulouse.

Pour un premier contact sous réf. 11/M, adressez votre candidature à : Marine STANDERA, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, Boulevard de l'Oise 95015 CERGY-PONTOISE CEDEX Tél. : 30 31 92 42.

UNISYS

Informations sur la compagnie disponibles sur minitel 36.14 UIS.



ALTRAN TECHNOLOGIES est une SSI ayant une forte croissance (plus de 60 % par an depuis 5 ans), une bonne rentabilité (de l'ordre de 9 % net depuis l'origine), atteignant en 1987 110 MF de C.A. et 300 personnes (dont 90 % d'ingénieurs et Cadres).

Compte tenu de ces résultats, la Société a été introduite au second marché boursier le 20/10/87 afin de lui donner les moyens supplémentaires pour poursuivre le même rythme de croissance et de rentabilité.

Nous recherchons, pour participer à notre développement, un nouveau

RESPONSABLE DE DEPARTEMENT

manager d'un centre de profit autonome, il a un rôle technique, commercial et d'encadrement. Intéressé à ses résultats après une première période, il peut atteindre une rémunération très motivante. Le jeune **INGENIEUR** recherché a environ cinq ans d'expérience. Il a déjà encadré une équipe et a nécessairement une expérience **TECHNICO-COMMERCIALE**, acquise chez un constructeur ou chez un distributeur de logiciel technique.

Merci de nous adresser votre C.V., en rappelant sur l'enveloppe la référence KM 7N ou de nous contacter par MINITEL en faisant le 3615 Code CGSINFO.

ALTRAN TECHNOLOGIES 58, bd Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS.

Optimiser le traitement des fluides industriels

Prospecter une clientèle d'industriels, étudier les besoins, définir les prestations, assurer un suivi technique et développer un large secteur en toute autonomie, telle est la responsabilité de l'

Ingénieur d'application

que recherche une filiale française d'un groupe mondial, leader dans le traitement des fluides industriels.

De formation ingénieur (papier, chimie...) il possède une expérience de quelques années dans une fonction similaire. Il fait preuve de rigueur et d'autonomie.

Poste basé en région nantaise.

D'autres postes seront à pourvoir ultérieurement sur d'autres régions.

Ecrivez sous référence 711041/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - STRASBOURG - LILLE

Ingénieur - chef des ventes corps gras industriels

NOUVELLES HUILERIES ET RAFFINERIES MASSILIA, 225 personnes filiale du GROUPE SAINT-LOUIS, nous avons une activité de production et de commercialisation de corps gras destinés à la grande consommation et aux industries agro-alimentaires. Nous recherchons aujourd'hui notre **CHEF DES VENTES - INDUSTRIES FRANCE**. Il doit accompagner ce marché de produits semi-finis, soumis aux variations importantes du trading, en suivant de façon très étroite le marché des matières premières, en établissant quotidiennement les prix de revient et les prix de vente, et en assurant une présence quotidienne auprès d'une clientèle de très grandes marques (biscuits, chocolats, biscottes, industries cosmétiques, etc.) qu'il entretient et développe.

27-35 ans, de formation ingénieur (chimiste, agronome, spécialiste corps gras : ESAGG...), vous avez acquis votre expérience commerciale dans une industrie agro-alimentaire ou voisine de ce secteur, ou chez un courtier.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 602, à Catherine de la Roche Saint André - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.



JACQUES TIXIER S.A.
MEMBRE DU SYNTHEC

CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE

Conception et mise en place de systèmes automatisés de production

Nos objectifs de progrès nous conduisent à développer nos processus automatisés d'application de peinture / massifs et de production de pièces de fondrie.

C'est la mission que nous confierons à deux jeunes ingénieurs Grandes Ecoles expérimentés. Votre première expérience de la production automatisée vous permet de faire l'analyse et le bilan des solutions actuelles, et de piloter, de l'avant-projet à la mise en service, l'ensemble du développement et de la mise en place de nouveaux automatismes.

Animateur efficace, vous saurez motiver votre équipe et les partenaires extérieurs à l'entreprise, pour atteindre vos objectifs de qualité, de coût et de délai. Ces postes vous permettront d'acquiescer et de développer vos capacités techniques, votre autonomie, votre aptitude à la communication : atouts de votre réussite dans une entreprise qui offre de larges possibilités d'évolution.

Ces postes sont situés en proche banlieue parisienne et comprennent de fréquents mais courts déplacements.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. + lettre manuscrite à l'Agence Carré Turenne, 128, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. «Automat» mentionnée sur l'enveloppe.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un leader et des experts

Ces postes s'adressent à des ingénieurs (X, ECP, ENST, ESE...), spécialistes en Intelligence Artificielle, motivés pour travailler dans un environnement humain et technique de grande qualité.

CHEF DE SERVICE

Dans une grande entreprise, placée sur des secteurs stratégiques, vous encadrez une équipe d'environ douze ingénieurs de haut niveau : ceux-ci apportent leur appui à l'étude et à la réalisation de grands projets (réseaux complexes, systèmes d'information, systèmes de commandement) dans lesquels la part faite aux systèmes experts ne cesse de croître. Vous assurez une fonction technico-commerciale pour promouvoir votre service.

Lieux de travail : Sud-Ouest Paris

Réf. S 726

INGENIEURS

Dans l'équipe "Intelligence Artificielle" du Groupe SYSECA, vous développez des systèmes experts principalement avec ART.

Vous avez acquis des connaissances en : LISP, techniques de simulation et de prototypage rapide en langage objet. L'ampleur et l'intérêt des projets garantissent à de jeunes ingénieurs un développement de carrière d'expert dans cette discipline.

Lieux de travail : Saint-Cloud - Reims

Réf. 299

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. choisie à SYSECA SELECTION - 515, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION

Ingénieur nucléaire

Directeur d'usine installations électrotechniques

SCURIAU

SONOVISION

PROS DE NOUVEAUX HORIZONS

CARNEY ARCADE S.A.
INGENIEUR EN CHARGE DES
INSTALLATIONS DE LAUSANNE



ingénieur chimiste recherche et développement

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

VOUS AVEZ DE L'AMBITION...
NOUS AVONS DE L'AMBITION...
cela peut faire une

très grande ambition
pour réaliser plein de choses ensemble.

NOS DOMAINES ?

Les réseaux de Télécom. en plein boom,
l'Avionique, les Radiocom.

NOS CLIENTS ?

Pour l'essentiel des gens très exigeants,
Ingénieurs et décideurs des Défenses Nationales
d'un grand nombre de pays.

Nous avons en tête quantité de projets high tech,
et bien d'autres, tout aussi pointus, en cours d'élaboration et de réalisation.

Nous avons aussi de fameux contrats et des idées de conquête.
Pour transformer ces rêves en réalité, nous avons besoin de renfort, de matière grise, de potentiel...
Nous sommes 300 ingénieurs et Cadres dans une Société de 1300 personnes et nous comptons être 400 dans les 2 ans. Filiale d'un grand Groupe International, nos débouchés se trouvent pour largement plus de 50% à l'export.

Nous voulons rencontrer de jeunes ingénieurs et managers techniques, dotés d'un fort potentiel et d'une forte motivation, auxquels les postes suivants pourront être proposés.

INGENIEURS DE HAUT POTENTIEL

destinés à prendre dans un court terme la responsabilité de PROJETS IMPORTANTS dans le domaine de réseaux de télécommunications : réseaux maillés à voies radio et commutation de paquets (parole, messages) avec chiffrement dans un environnement très exigeant sur le plan de la performance technique et de la protection physique et du secret. Définition avec les Commerciaux et le Client des spécifications et des données économiques et industrielles, conception d'architecture et de solutions techniques.
Formation d'origine recherchée : X - Telecom. - Supélec - ENSTA - Sup Aero. 7 à 10 ans d'expérience. (Réf. C106)

INGENIEURS-SYSTEMES

pour Projets de télécommunications "études papier", Imagination et définition de solutions techniques. Ils pourront soit s'intégrer à la cellule de réflexion et de décision d'un grand projet, soit devenir Adjoint d'un Chef de Moyen Projet, soit prendre la responsabilité d'une partie de projet, ou d'un projet plus modeste. Ingénieurs Grandes Ecoles (électronique - informatique). 4 à 5 ans d'expérience. (Réf. C 107) (Réf. C 131)

INGENIEURS DE PROJETS-SYSTEMES

chargés d'explorer avec nos interlocuteurs les perspectives de techniques nouvelles qui pourraient contribuer à la résolution de leurs préoccupations et à partir de notre capital de connaissances, de notre savoir faire et de notre potentiel de réalisation, mettre sur pied des propositions techniques et établir des projets avancés de réseaux de télécommunication.
Une grande expérience et une grande familiarisation avec ce contexte sont requises. (Réf. C 88)

INGENIEURS LOGICIEL

Chefs de Groupe ou débutants pour conception et réalisation de logiciels temps réel au sein de grands projets de commutation multiservices. (Réf. C 82)

CHEF DE SERVICE D'ETUDES RADARS

de surveillance terrestre. Etudes de nouvelles générations d'équipements à mener, comportant le traitement numérique du signal.
Ingénieur formation grande Ecole. 7 à 10 ans d'expérience. (Réf. C 126)

En raison de la nécessité d'obtenir le plus souvent une habilitation "confidentiel Défense" de la part des Organismes de Sécurité, les candidats d'origine étrangère ou ayant des liens de parents à l'étranger ne pourront vraisemblablement pas être retenus.

Anglais indispensable.

Merci de faire parvenir votre dossier sous référence correspondante à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

à vocation internationale

INDUSTRIES ELECTRONIQUES ET ELECTRIQUES

organisé en centres autonomes de taille humaine recherche

3 RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU

pour une de ses sociétés, en plein développement, leader mondial sur ses marchés.

Directeur usine
Région Ile de France

- 160 collaborateurs.
- Vous savez gérer l'ensemble des moyens de production, approvisionnement, contrôle, administration dont l'outil informatique.
- Ingénieur d'une grande école.
- Pragmatique, gestionnaire, organisé.
- Vous avez un sens développé de l'humain.
- Vous maîtrisez bien la langue anglaise.
- Référence 101.

Directeur commercial
Paris

- 65 agents exclusifs dans le monde, 5 filiales en Europe.
- Vous assurez une responsabilité commerciale dans les équipements moyenne tension.
- Vous êtes ingénieur d'une école supérieure d'électricité.
- Vous êtes adaptable, rigoureux, organisé, animateur.
- Vous avez une pratique courante de l'anglais.
- Référence 102.

Chef de laboratoire
Région Ile de France

- 15 collaborateurs.
- Vous êtes parfaitement familiarisé dans le développement des techniques électroniques professionnelles (High Tech.).
- Vous êtes ingénieur d'une grande école et vous savez organiser et animer une équipe.
- Vous maîtrisez bien la langue anglaise.
- Référence 103.

Les rémunérations proposées pour les trois postes sont très motivantes et les possibilités d'évolution réelles.

Adresser C.V. complet, lettre manuscrite et photo récente en précisant la référence du poste choisi à

G.M.I.C.A.R.D. consultants s.a.
10, bd Suchet - 75016 PARIS, qui traitera confidentiellement votre candidature

Société Biens d'Équipement
60% C.A. réalisé à l'exportation
recherche

Ingénieur nucléaire

AMRI No 1 sur le marché des applications techniques de la robotique industrielle vous offre de devenir ingénieur d'Affaires pour traiter les appels d'offres complexes particulièrement dans le nucléaire.

Vous devez impérativement connaître les codes de construction (A.S.M.E., R.C.C.M.).

Vous maîtrisez l'anglais couramment.

Si le poste vous intéresse, veuillez adresser votre C.V., photo et prétentions à :

Service du Personnel
40, rue Jean-Jarvis
93178 BAGNOLET CEDEX

amri

Evoluez avec notre entreprise

SOURIAU (3800 personnes, 13 filiales, 9 usines en France) est l'un des leaders mondiaux de la conception électronique et électrique. C'est aussi une entreprise pionnière dans le domaine des stations de diagnostic automobile et de l'électronique industrielle avec un nouveau centre de production ultra-moderne de 120 personnes dans la Sarthe. Nous vous y proposons le poste de :

Directeur d'usine
Fabrications électroniques

Membre du comité de Direction de la Division, vous aurez une très large autonomie pour réaliser les objectifs que vous aurez négociés. Vos moyens seront larges : industrialisation, production, logistique, achats. Animateur, vous serez aussi gestionnaire et votre souci de performance (coûts, qualité, délais) dans une environnement à évolutions rapides s'appuiera sur votre capacité d'innovation. Environ 35 ans, vous êtes ingénieur électronicien, pratiquez l'anglais, votre expérience intégrée 3 à 5 ans d'encadrement dans une unité industrielle d'électronique.

Merci d'adresser votre CV, s/réf. 105, en précisant votre rémunération actuelle au Responsable des Ressources Humaines - SOURIAU - 9/13 rue Gallieni BP 410, 92103 Boulogne-Billancourt.

SOURIAU

SONOVISION

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

40 ans d'expérience, 800 spécialistes, plusieurs agences françaises et étrangères. Notre groupe est spécialisé dans l'ingénierie de l'information technique. Nous recherchons un **INGENIEUR INFORMATICIEN** Grande Ecole ou équivalent. Votre savoir faire se traduit par une expérience d'au moins 3 ans. Il vous permet d'étudier, concevoir et développer de nouveaux projets hautes technologies. Dans cette optique, des connaissances techniques : bases de données, UNIX, MS/DOS, C, PASCAL... seront très appréciées.

Compétence, autonomie et mobilité vous définissent bien. B vous maîtrisez aussi l'anglais.

Tenue avec succès, votre mission vous portera vers de nouveaux horizons. Le poste de chef de projet n'est pas loin.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite + photo + rémunération sous référence 501 CC MO à notre Conseil.

CABINET ASCOM S.A.
Département High Tech,
3 Avenue de Porchettoine,
78000 VERSAILLES.

OP

PLASTIC OMNIUM
L'innovation dans les matières plastiques

Parmi les leaders en technologies de transformation des matières plastiques, notre groupe dépense les 2 milliards de Francs de CA consolidé en 1986. En croissance internationale depuis nos 40 années d'existence, nous créons un nouveau poste pour un ingénieur expérimenté.

ingénieur chimiste
recherche et développement

Attaché au Directeur du Développement, vous assistez les ingénieurs de nos 8 unités de production et laboratoires (France, Espagne, Grande-Bretagne), avec une double mission :

- mener des recherches de pointe dans le domaine des revêtements touchés, films et mousses et collage des matières plastiques.
- résoudre tous problèmes correspondants, en application sur les 15 familles de matières plastiques que nous transformons.

Ingénieur chimiste, expérimenté dans ce domaine, maîtrisant l'anglais, vous souhaitez jouer un rôle spécifique au sein d'une équipe d'ingénieurs habituée aux plus hautes performances dans leur partie, et évoluer dans un groupe dont l'expansion vous offre de réelles perspectives.

Vous choisissez un domicile proche de l'un de nos deux principaux centres de recherches, Langres et Oyonnax, et vous êtes prêt à vous déplacer dans nos unités.

Adresser lettre, CV, photo, rémunération sous réf. 269 à M. d'Arville, Béronance, 80 rue Talbot 75008 Paris.

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANT GROUPE AERONAUTIQUE ET SPATIAL
recherche pour ses établissements situés
près de PARIS et en NORMANDIE

Ingénieurs mécaniciens
diplômés Grandes Ecoles

Ils posséderont une expérience d'au moins 5 ans en production :
• méthodes, • fabrication, • gestion de production.
Ils seront responsables de l'encadrement d'équipes importantes.
La taille de notre Groupe peut permettre une réelle évolution de carrière.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions
sous référence BG 32730 à CONTESSA PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSA

**jeune chef de projet informatique,
avez-vous du punch ?**

Etablissement financier en forte croissance (90 p., Paris Champs-Élysées), filiale d'une grande banque, nous orchestrons notre développement autour d'une informatique de pointe (4 UC, 90 terminaux, SGBD relationnels...).

Venez piloter, aux côtés du responsable des études, nos nouveaux projets : gestion des crédits promoteurs, automatisation du conditionnement des prêts, création de services VIDEOTEX...
Ingénieur diplômé, votre expérience peut être courte si elle est probante et acquise dans le tertiaire. Vous êtes un battant, venez prendre chez nous une nouvelle dimension.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5058 LM) à "Carrières de l'informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

Organisateur informatique

La Chambre syndicale des Banques Populaires, Chef de réseau du Groupe des Banques Populaires, recherche un Organisateur informatique.
Vous participerez à la mise en œuvre de la stratégie informatique du Groupe. Vous coordonnerez les opérations de migration de systèmes informatiques : diagnostic de l'existant, planification des tâches, suivi des travaux.
Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une MIAGE et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience d'au moins cinq ans dans la conception et la réalisation d'applications de gestion dans le secteur bancaire ou financier, incluant l'animation d'une équipe.
Ce poste basé à Paris implique de fréquents déplacements en France.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. FM 87 10 à François MARSAL - C.S.B.P. - 131 avenue de Wagram - 75847 Paris Cedex 17.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio Télévision, le Monde des Affaires... la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne, un CA consolidé d'un milliard de F et des bénéfices démontrent la réussite du redressement du journal. Dans ce contexte de développement, nous avons repensé l'ensemble de nos systèmes de gestion et opérationnels. Pour remplacer le titulaire actuel appelé à d'autres fonctions, notre Direction Financière cherche un

Ingénieur-contrôleur de gestion
motivé par la construction de systèmes

Rattaché à notre Directeur Financier, vous prendrez à terme la responsabilité générale d'aider les opérationnels à maîtriser leur gestion. Etablissement et animation du processus budgétaire, suivi des réalisations, mise en place du système de gestion de l'imprimerie, élaboration du tableau de bord de synthèse et du rapport mensuel de résultats, appréciation de la rentabilité des investissements... autant de missions à mener sans exclusion des études ponctuelles et l'évolution du système de gestion. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs possédant si possible une expérience industrielle dont au moins 3 à 5 ans en contrôle de gestion. Nous exigeons autant technicité en contrôle industriel, hauteur de vue, esprit de synthèse que sens de la pédagogie, capacité de réalisation et ténacité d'opérationnel.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS sous la réf. 354 M/2.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Ingénieur informaticien
grande école

Une première expérience vous a convaincu
d'orienter votre carrière
vers une diversité de projets d'envergure

Vous participerez à la conception et au développement de logiciels dans les domaines suivants :

- Temps Réel Embarqué
- Avionique et Spatial
- Systèmes d'Armes
- Réseau (SNA, X25, DSA)
- Système UNIX
- Système IBM (MVS, VM).

Selon votre profil, une formation technique complémentaire pourra vous être apportée.
Adressez vos candidatures à Michel PERRIER
sous référence 1543 à : INFORAMA Logiciel
7 rue Pasquier - 75008 PARIS,
ou téléphonez au (1) 47.42.14.40.



la technologie pour les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

CONSULTANTS SENIORS LOGISTIQUE ET PRODUCTIQUE

pour les associer à nos missions auprès des GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES. Vous avez une expérience réussie dans l'un des domaines suivants :
PRODUCTION : planification, CFAO, GFAO,
MAINTENANCE : MAO et systèmes de gestion,
LOGISTIQUE : stratégie de distribution.

INGENIEURS (X, CENTRALE, MINES, PONTS, SUPélec, ARTS ET METIERS...)

disposant de 2 à 5 ans d'expérience en LOGISTIQUE et GESTION INDUSTRIELLE. Vous avez une première expérience industrielle réussie, nous vous proposons de participer à des projets :
• Stratégie de distribution : MODELISATION, ARCHITECTURE DE RESEAU,
• Conception d'ensembles automatisés de production et de stockage : USINE DU FUTUR,
• Pilotage des flux industriels : KANBAN, CFAO, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

CHEFS DE PROJET, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

pour les associer à nos missions de conception et de réalisation de systèmes d'information industrielle en TRANSITIQUE (ENSEMBLES FLEXIBLES DE PRODUCTION, ENTREPRISES AUTOMATISEES). Vous possédez 3 à 6 ans d'expérience réussie en étude et développement de systèmes transactionnels interactifs.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation GRANDE ECOLE ayant une personnalité de tout premier plan :
- profil d'organisateur,
- grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes,
- motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire,
- disponibilité pour de fréquents déplacements en FRANCE et en EUROPE.

La qualité des missions qui leur seront confiées et le développement rapide des différentes composantes du Groupe O & A offrent de larges possibilités d'évolution pour les candidats de valeur. Ces postes sont à pourvoir à Paris, Lyon et Nantes.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :

Ouroumoff & Associés

94, rue Lauriston - 75116 PARIS



l'un des leaders mondiaux de l'équipement automobile,
27500 personnes CA : 12,1 milliards de francs
dont 46 % à l'étranger recherche pour sa
Direction des Etudes avancées

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Diplômé d'une grande école, débutant ou avec une première expérience, votre mission sera de concevoir, expérimenter, mettre au point des modules électroniques faisant appel à des circuits analogiques, digitaux, ASIC et micro-processeurs.

La maîtrise de l'anglais est indispensable ; des connaissances en L.A.O. et G.A.O. électroniques seront appréciées.

De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre Groupe à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à :
VALEO DEA, Recrutement I et C, 4, rue Gambetta, 93406 SAINT-OUEN Cedex.

HAUTE SECURITE

INGENIEURS LOGICIEL

Grandes Ecoles - 5 ans d'expérience

Pour mettre en œuvre à un poste « chef » le schéma directeur Génie logiciel au sein d'une importante Société française (CA : 1,3 milliard) qui conçoit et réalise des systèmes complexes, mettant en jeu des contraintes de SECURITE, dans des secteurs techniques de pointe : ARMEMENT, TECHNIQUES FERROVIAIRES, TELECOMMUNICATIONS.

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUD PARIS.

■ VALIDATION DE LOGICIELS A CARACTERES SECURITAIRES

Dans une fonction autonome, en parallèle à des équipes de conception, il validera des logiciels (temps réels et automatisés) et participera à la mise en place d'outils modernes de validation logiciel. Très compétent en logiciel temps réel, il devra avoir un fort potentiel technique pour aborder, par exemple, des techniques de preuves formelles.

■ SPECIFICATIONS D'UN LOGICIEL DE CONTRÔLE COMMANDE

Sur une affaire importante, il assistera le Chef de projet dans la rédaction des spécifications et prendra en charge le développement d'un sous-ensemble avec une petite équipe qu'il animera (système d'exploitation et logiciel temps réel, UNIX, méthodes d'analyse PDL, environnement HP 1000, langages C et FORTRAN).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. T15LV52 rappelée sur l'enveloppe.

Carré Turenne

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL TRAITEMENT DES EAUX

COMBUSTION ENGINEERING

Orléans

Filiale française performante d'une importante multinationale américaine concevant et commercialisant des équipements de procédés industriels et de traitement des eaux, nous recherchons pour notre Département «Liquid-Solid-Separation» un ingénieur Technico-Commercial.

Rejoignant une équipe soudée et performante, il devra prospecter les clients potentiels, analyser et définir leurs besoins, élaborer les offres et les négocier.

Ses clients seront des Industriels, des Collectivités, des Sociétés d'ingénierie et de traitement des eaux.

Le poste nécessite ouverture d'esprit, sens de la négociation et des relations humaines. Il conviendrait à un candidat de formation scientifique supérieure possédant une expérience professionnelle technique et commerciale d'au moins 5 années dans l'hydraulique ou le traitement des eaux; désireux de s'impliquer dans un poste qui requiert une grande disponibilité de temps (déplacements fréquents en France : 50 % du temps).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les conditions offertes, la taille humaine de l'entreprise et son potentiel de développement sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 87/GV-CSB/04 M à KEY-MEN - 29, Boulevard Jean-Jaurès - 45000 Orléans.

KEYMEN

GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

INGENIEURS GENERALISTES

debutants
ou
ayant acquis
une première
expérience

REJOIGNEZ SGN SUR LES TERRES NEUVES DE LA TECHNOLOGIE

Nous sommes le premier groupe français d'ingénierie avec près de 2 000 collaborateurs (dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs). SGN, Société-mère, a un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs.

Nous mettons en œuvre des technologies nouvelles dans de nombreux secteurs industriels : aéronautique, verre, nucléaire, transports, agro-alimentaire...

X, Mines, Centrale, Télécom... votre formation de généraliste nous intéresse.

Intégrés dans nos équipes après une période de formation, vous participerez, en tant qu'ingénieur d'études ou de procédés, à la réalisation de projets importants.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo et prétentions) à : Hélène MONTANIER - Direction de la Gestion des Ressources Humaines - 1, rue des Hérons - Montigny-le Bretonneux - 78182 St-Quentin-en-Yvelines.

SGN

LA MAITRISE DE L'INGENIERIE

Devenez PATRON de l'industrialisation cartes à mémoire et publiphone

Schlumberger Industries

Aujourd'hui le département Cartes à Mémoire et Systèmes du groupe Transactions Electroniques de SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le numéro un mondial dans les domaines des cartes à mémoire, du publiphone, des terminaux de paiement électronique et des lecteurs de cartes.

CHEF DU SERVICE INGENIERIE, à la tête d'une équipe de 15 ingénieurs et techniciens

très motivée, vous constituerez avec eux l'interface des études et de la production.

Vous serez responsable du processus de fabrication, des rendements de nos ateliers de cartes à mémoire ainsi que de leur conception (nouvelles technologies, packaging...).

Ingénieur généraliste, vous avez une expérience industrielle significative de préférence dans un service industrialisation.

L'anglais est indispensable. Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer vers de plus larges responsabilités.

Veillez adresser votre candidature, lettre, CV et photo, au Chef du Personnel, Schlumberger Industries, département Cartes à Mémoire et Systèmes, 420 rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

PROGRAMME ARIANE 5-HERMES

La Direction des lancements du CNES à Evry (91) recherche

2 ingénieurs Assurance Qualité

Programme HERMES
Diplômé d'une grande école, vous possédez environ 5 ans d'expérience industrielle dans la gestion de projet ou d'assurance qualité ainsi que des connaissances dans le domaine des structures. Des connaissances en matériaux composites seront appréciées.

Vous prendrez en charge l'assurance qualité auprès des Industriels participant au programme d'émission spatial Hermes. Anglais indispensable. Réf. 86/DIA/44.

Programme ARIANE
Diplômé d'une grande école vous avez acquis une expérience de 5 ans environ dans des activités opérationnelles ou d'assurance qualité sur des ensembles de contrôles commandes embarquées ou nucléaires. Vous prendrez en charge l'assurance qualité des opérations de lancement Ariane dans le domaine des systèmes électriques. Plusieurs missions en Guyane française sont à prévoir chaque année. Réf. 87/DIA/03.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous la référence choisie à M. le Chef du Département «Personnel/Services-Général» du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91083 Evry Cedex.

CNES

Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

DIRECTEUR D'USINE EN CHARENTES

POUR FAIRE VIVRE ENSEMBLE TRADITION ET TECHNOLOGIE

Affaire française de l'agro-alimentaire fleurit bon le terrain, notre réputation et celle de nos produits n'est plus à faire, tant en France qu'à l'étranger. Respectueux du savoir-faire légué par nos fondateurs, nous n'en intégrons pas moins des équipements dont la technologie peut être qualifiée d'avancée.

A 35 ans au moins, de formation «alimentaire», vous avez l'expérience de la direction d'une usine (PMI), de préférence dans notre métier, à défaut dans la pharmacie, la chimie fine...

Homme de terrain, animateur et gestionnaire, vous savez ce que signifie les termes qualité, délais, coûts, mais aussi prix de revient et n'hésitez pas à vous remettre en cause dans une optique «toujours mieux». Si, en plus, l'anglais ne vous est pas totalement étranger...

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous réf. 578 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint-Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC

CICOM

Centre d'Ingénierie de la Communication

Pour faire face aux développements des systèmes de communication, l'Institut TELESYSTEMES recherche pour de grandes entreprises, du secteur informatique, des :

INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS : X, SUPLEEC, MINES, CENTRALE OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU

Les candidats sélectionnés, débutants ou ayant une première expérience, bénéficieront d'une Bourse d'Etudes de 60.000 F et d'une allocation mensuelle de 8.000 F, pour les préparer au plus haut niveau aux fonctions de CHEF DE PROJET en conception de systèmes de communication, dans le cadre du Programme Post-Ingénieur du CICOM.

Le CICOM (Centre d'Ingénierie de la Communication) propose une formation intensive de type Master of Sciences d'une durée de 7 mois qui rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et conception de systèmes.

Envoyez votre CV à :

L'Institut TELESYSTEMES
11/15, Rue Serrette 75014 Paris - Tél.: (1) 43.20.14.28

Contribuer au progrès de l'entreprise.

Renforcer l'équipe d'organismes chargée de faire évoluer les structures, l'organisation et les systèmes d'information de notre

important établissement financier.

Participer à une phase active de missions d'organisation et de développements informatiques destinés à accroître les performances de notre entreprise. Un rôle que notre Direction de l'Organisation et de l'Informatique veut confier à un

Organisateur (H/F)

De formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, 3^e cycle universitaire de gestion), il a 3/4 ans d'expérience, de préférence acquise en cabinet de conseil en organisation et dans le secteur financier.

Homme de dialogue, imaginatif, concret et rigoureux, il saura écouter et convaincre les Directions et s'impliquer dans la recherche et la mise en œuvre de solutions.

Une expérience de mise en place de progiciels comptables et la pratique de missions de recherche de productivité seront appréciées.

DATAID
SELECTION

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. OR 799 à notre Conseil DATAID SELECTION
48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

L'AVENIR, SUR TOUS LES AXES STATISTICIEN

Nous sommes les MUTUELLES UNIES, société mère du groupe AXA, premier groupe privé français d'assurances : 30 sociétés dans 8 pays, 6 millions de clients, 19,5 milliards de francs de CA dont 30 % à l'étranger.

Nous recherchons un STATISTICIEN pour la Branche Automobile.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ENSAE, ISUP...), vous avez, si possible, une première expérience et vous possédez une bonne connaissance de l'analyse des données et de la micro-informatique.

Vous réaliserez, en toute autonomie, diverses actions :
- imaginer de nouveaux outils d'analyse statistique (scoring en souscription de risques),
- réaliser des études statistiques (modélisation de la sinistralité, tarification des risques, études de marché),
- rechercher toute information extérieure auprès de l'INSEE, des professionnels de l'automobile... afin de connaître l'évolution du marché et du risque.

Vous participerez à la mise en place du système d'information de la Branche Automobile.

Mutuelles Unies AXA
ASSURANCES

Vous disposerez d'outils performants tels que : SAS, Multidim, les logiciels de l'ADDAD.

Une formation à l'assurance est prévue.

Vous souhaitez intégrer un groupe résolument tourné vers l'avenir au sein duquel les perspectives d'évolution sont réelles.

Prouvez le nous en nous adressant rapidement, pour ce poste basé à Paris ou à Rouen, lettre manuscrite et CV, s/réf. AU48, à MUTUELLES UNIES - C. PAVAGEAU - 76029 ROUEN Cedex.

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur informaticien

débutant(e) et bientôt chef de projet informatique

Notre établissement public à Paris, qui a une vocation culturelle et commerciale, doit compter prochainement 800 personnes. Son budget annuel atteint 450 millions de francs en 1987. Après une période de formation et en étroite collaboration avec le Responsable Informatique auquel vous êtes rattaché, vous participez à la conception des applications dont vous menez à bien une part de la réalisation. En utilisant la méthode MERISE, vous contribuez, notamment, au développement d'un important projet concernant l'informatisation intégrale de la gestion commerciale de notre organisme: mise en place d'un système décentralisé à partir de caisses-enregistreuses et de micro-ordinateurs connectés à un DPS 7. Vous acquérez rapidement l'autonomie nécessaire pour piloter les projets, en relation, bien sûr, avec les utilisateurs mais aussi avec les intervenants extérieurs.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4088-2, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

SERTI SELECTION

IMPORTANT GROUPE AERONAUTIQUE

recherche pour renforcer
SON EQUIPE INFORMATIQUE

INGENIEUR CHEF DE PROJET
EXPLOITATION GPAO

Réf. 298/87

Analyste chargé d'études liées à la CFAO possédant une première expérience sur matériel DEC - VAX 785 - PRODUITS CAO.

Responsable de grands projets depuis au moins 3 ans dans le cadre de développements liés à la GPAO. Il encadrera une petite équipe et travaillera sur IBM 4381 MVS.

Ces postes sont à pourvoir en région parisienne (sud). La taille de notre Groupe permet un développement de carrière attractif.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions en rappelant la référence choisie à
CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSA

Ingénieur commercial

FRAMENTEC

FRAMENTEC s'appuie sur une équipe d'experts en Intelligence Artificielle. Dans le cadre de son expansion, Framentec s'est organisé en centres de profils autonomes et responsables. Le plus jeune d'entre eux, le Département Outils, recherche un Ingénieur Commercial qui sera le Collaborateur Commercial principal du Chef de Département.

Diplômé(e) d'une Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous avez déjà une première expérience réussie de la vente en informatique avancée, si possible en Intelligence Artificielle. Une bonne connaissance de l'anglais constituera un atout supplémentaire. Homme de terrain, vous aurez pour mission de prospecter et de vendre notre gamme d'outils de développement de systèmes experts auprès de grandes entreprises.

Votre dynamisme, vos succès, vos résultats seront les clés de votre évolution au sein de FRAMENTEC.

Si vous êtes prêt à vous investir pleinement pour répondre au défi technologique de demain, merci d'envoyer votre dossier de candidature à Simone Bailand, FRAMENTEC, Tour Fiat, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.

FRAMENTEC

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
à vocation internationale
INDUSTRIES ELECTRONIQUES ET ELECTRIQUES
organisé en centres autonomes de taille humaine
recherche le

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour une de ses sociétés, en plein développement,
leader national sur ses marchés.

Région Parisienne

- Vous intégrez le concept marketing dans sa globalité.
- Vous dirigez et animez des équipes technico-commerciales avec succès.
- Vous aimez le challenge et structurerez l'implantation commerciale nécessaire pour conquérir les marchés extérieurs.
- Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce.
- Votre maîtrise de l'anglais est parfaite.

La rémunération proposée pour ce poste est très motivante et les possibilités d'évolution réelles.

Adresser C.V. complet, lettre manuscrite et photo récente sous référence 800 à

GMICARD/consultants s.a.
10, bd Suchet - 75016 PARIS, qui traitera confidentiellement votre candidature.

Mettez le cap au Sud

Concepteur-chef de projet

Vous en région Méditerranéenne rejoindrez l'équipe d'une importante société aéronautique leader sur son marché.

Si vous êtes de formation supérieure et évoluez depuis 3 à 5 ans dans les secteurs : aéronautique, spatial, automobile, machines spéciales.

Si vous possédez une bonne expérience en conception, d'applications de gestion liées au domaine de définition technique des appareils (commandes, structures de bases, modifications, configurations).

Si vous êtes familiarisé avec l'environnement IBM Host de gamme avec approche méthodologique et bases de données relationnelles.

Vous êtes l'homme que nous cherchons.

Merci d'envoyer votre CV + prétentions à

G. BARRILLON
INFORAMA MEDITERANEE
352, avenue du Prado
13006 MARSEILLE
91.22.64.72.

INFORAMA
carrières
la technologie par les hommes

LYON - NIMES - MARSEILLE - PARIS - PALERME - TOULOUSE

DE SURFACES

Société française leader sur le marché du traitement de surfaces recrutée pour renforcer son laboratoire de Recherche et Développement

INGENIEUR CHIMISTE

Doté d'une expérience appréciable en formulation de produits traitement de surfaces ou de détergents, il sera le responsable "Recherche" d'une gamme de produits.

Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à B. Saillant, 17 rue Mathis, 75019 Paris. Discretion assurée.

Télécommunications - Projet d'envergure nationale

INGENIEURS LOGICIEL

Pour prendre en charge, AU SEIN D'UNE EQUIPE DE 10 INGENIEURS, une partie du logiciel d'une application nouvelle de télécommunications, répartie sur un nombre important de machines communiquant via un réseau informatique, associant les aspects télécommunications et base de données dans un contexte TEMPS REEL.

RESPONSABLE DE L'ASPECT BASE DE DONNÉES

Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent, minimum 5 ans d'expérience, maîtrisant parfaitement un logiciel base de données, à défaut d'IDS2 - BULL - DPSS.

LOGICIEL D'APPLICATION SUR MICRO PC/AT

Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent, 2 ans d'expérience.

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUR PARIS. Larges perspectives d'évolution pour des ingénieurs à fort potentiel, au sein du Département Réseaux ou dans d'autres secteurs porteurs (COMMUNICATION, MILITAIRE...) d'une importante Société française (CA 1,3 milliard).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. C12LEA2 rappelée sur l'enveloppe.

TELECOM

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
(Ministère des Postes et Télécommunications)

à ISSY LES MOULINEAUX

recrute

un INGENIEUR
(ENST, ESE, INSA, etc...)

pour participer aux études et au développement d'un système de publiphones à cartes à mémoire.

Ce poste convient à un ingénieur débutant ou ayant quelques années d'expérience et comporte des contacts fréquents avec les constructeurs et différents services de l'Administration.

Adresser les candidatures avec C.V., détails, références, téléphone et prétentions à :

Centre PARIS A - Division Terminaux, Procédures et Applications
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
38-40, rue du Général Lederc - 92131 ISSY LES MOULINEAUX.

enel

Sitintel
groupe Stéria

- TELEINFORMATIQUE
- TELETEX
- TELEMATIQUE

Un des tous premiers dans le domaine des télécommunications, des réseaux et des adaptations de protocoles.

140 personnes, un CA en progression de 30% par an.

Une forte capacité de recherche et de développement fondée sur un potentiel d'experts de tout premier plan.

CHEF AGENCE MAINTENANT... SUD-OUEST

Jeune vous disposez des qualités d'analyse, du dynamisme opérationnel, de la disponibilité qui vous permettent de prétendre aujourd'hui à un poste à responsabilité.

Votre expérience commerciale grande comptes et votre formation technique font de vous un interlocuteur apprécié dans la région SUD-OUEST.

Alors changez pour évoluer en adressant votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous réf. 44.1062 I.M. à notre conseil **MERCURI URVAL**, 18, rue La Fayette, 31000 Toulouse.

Mercuri Urval

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ENST, ESE, ENSMA, INSA, ENS, DEA.

Pour assurer des développements en :

- LOGICIELS DE BASE,
- LOGICIELS SYSTEMES,
- LOGICIELS D'APPLICATION
- TEMPS REEL,
- TELECOM. RESEAUX,
- CA, CFAO, IA.

C.V. + prétentions à :

SOI - Tour Gallieni 1,
78-80, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

Recherche et Développement Electronique

AIX-EN-PROVENCE

groupe national (300 personnes) conçoit, fabrique et commercialise du matériel de télécommunication de haute technologie.

Notre unité d'Aix-en-Provence a démarré son activité en Août 1986 et offre de réelles opportunités à des professionnels désireux de travailler en petites équipes motivées.

INGENIEURS D'ETUDES expérimentés

(1 ou 2 ans d'expérience minimum)

responsables de projets, de la conception jusqu'au dossier de fabrication. Une expérience en micro-informatique temps réel est indispensable et souhaitée en télécom.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à AETA, M. LAMARX, 38 avenue de l'Europe, 13090 AIX-EN-PROVENCE. Tél. : 42.59.30.74.

Ingénieur

PROCESS

ADDITIONNEL

Jeunes technico-

Directeur des

Nous aimons les

DE

Vous aimez les

FORMATEUR EN INFORMATIQUE (H/F)

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INDUSTRIE DE POINTE
Ville Universitaire
sud de la Loire

IMPORTANTE UNITÉ DE PRODUCTION
(+ de 500 PERSONNES)
D'UN GROUPE INTERNATIONAL RÉPUTÉ
RECRUTE UN

**Ingénieur électronicien
Responsable
PROCESS**

POUR ANIMER ET COORDONNER LES ACTIONS
DU SCS MÉTHODES d'INDUSTRIALISATION, afin
de contribuer à l'adaptation de l'usine aux évolu-
tions des méthodes d'organisation industrielle,
assurer le démarrage de NOUVELLES
TECHNOLOGIES et garantir la continuité d'ORGA-
NISATION DE LA PRODUCTION à moyen et à long
terme.

Poste évolutif

- JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ ÉLECTRONI-
CIEN H/F, de moins de 35 ans, ANGLAIS
parlé indifféremment.
- EXPÉRIENCE (au moins 3 ans) en MÉTHO-
DES/organisation industrielle ou FABRICA-
TIONS ÉLECTRONIQUES GRANDES SÉ-
RIES, Connaissances en C.M.S. (composants mon-
tés en surface) et tests très appréciés.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite.
C.V. détaillé, rémunération et photo ad. réf. 8762 à

SC sélection conseil
99, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**Ingénieurs électroniciens
Des projets pour réussir**

Schlumberger Industries
Groupe Électricité

La poursuite de notre développement
dans le domaine de la protection et du
contrôle des réseaux de transport et de
distribution d'énergie électrique nous
amène à proposer des perspectives d'évo-
lution très ouvertes à des

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES
Supélec, Centrale, ENST...
Débutants ou première expérience

**ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT
SYSTÈME ET LOGICIEL**

Responsables du développement d'automate-
mes implantées sur un calculateur spécifique,

vous devez maîtriser les microprocesseurs
16 Bits, leur environnement et les méthodolo-
gies d'analyse et de programmation. Une pre-
mière expérience système et temps réel serait
un atout.

Réf. R1

TECHNICO-COMMERCIAL

Vous serez chargé de commercialiser nos pro-
duits auprès d'industriels et de distributeurs
importants et de suivre l'évolution de leurs
besoins.
Vous aurez à conseiller et à convaincre des
interlocuteurs de haut niveau technique.

Réf. R2

Ces postes basés à Montrouge nécessitent une
bonne maîtrise de l'Anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candida-
ture en mentionnant la référence du poste
concerné, à

SCHLUMBERGER Industries
Coordination. Recrutement
BP 620.05
92542 MONTRouGE CEDEX

ADDITIONNEL groupe steric

Filière de SYNTHESE du groupe STERIA, nous avons acquis une grande notoriété
dans le domaine des cartes de communication intelligentes pour les ordinateurs personnels,
IBM PC ou compatibles.

75% de notre action commerciale est orientée vers les grands comptes, CHM, les SSI,
une clientèle essentiellement professionnelle.

Nous recherchons pour développer notre présence commerciale :

2 jeunes technico-commerciaux

Vous, jeune ingénieur diplômé d'une école reconnue informatique ou électronique, vous avez acquis
une première expérience en tant que constructeur ou en SSI, ou, à la recherche de votre pre-
mier emploi, les méthodes, les réseaux, les télécoms vous sont familiers.

Vous souhaitez donner une suite à votre formation et votre carrière en choisissant une activité plus
commerciale tout en restant le spécialiste d'une technique.

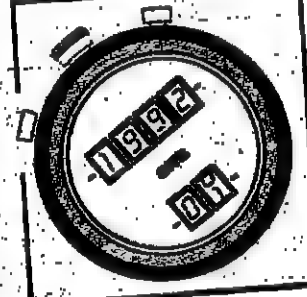
Rejoignez-nous, nous mettrons votre expérience et vous apprendrez notre métier.

Rejoignez à MERCURI URVAL 14bis, rue Darc, 75008 Paris, sous réf. 44.1188 LM

Mercuri Urval

**Directeur des Etudes
Nous aimons les défis...**

SITB : une place de leader dans
l'automatisme français, des unités
décentralisées, très autonomes,
à l'image du Département Moyens
Systèmes que vous allez intégrer.



Vous mettez en place
de nouvelles méthodes de
développement, participez à
la définition de notre politique
projetée vous imposent des
objectifs de qualité, délais...
Enfin, la nature même
de la fonction nécessite
des contacts avec les clients.

Evelyne PERRIER étudiera votre
candidature en toute confidentialité
sous référence DE 12 87
SITB - 437 Boulevard Voltaire,
75011 PARIS.

Vous aimez les relever !

SITB

TOUJOURS UN TEMPS D'AVANCEE

IMPORTANCE DES PROJETS DANS LES DOMAINES DE HAUTE TECHNOLOGIE,
IMPORTANCE DES PROJETS DANS SON SIÈGE SOCIAL :

**FORMATEUR
EN
INFORMATIQUE
(H/F)**

De formation supérieure (maîtrise informatique ou équiva-
lente), il sera soit :

- Un professionnel de la formation en informatique possé-
dant une bonne expérience des logiciels UNIX, INFORMIX,
UNIFLEX et du langage C
- Un jeune diplômé maîtrisant ces domaines et attiré par la
formation.

Au sein de notre centre de formation, il rejoindra l'équipe
chargée de la formation à nos produits.

Homme de communication, son goût des responsabilités
lui permettra d'acquiescer la crédibilité nécessaire à son
évolution.

Lieu de travail : Paris La Défense.

Merci de nous faire part de vos ambitions en adressant C.V.
+ Photo + Prétentions, sous référence FORM, à notre
Conseil :

Publi-Marketing
156, Bd Haussmann - 75008 PARIS

**L'informatique de demain :
les réseaux à valeur ajoutée**



Tout récemment créée pour se spécialiser dans ce secteur de
techniques avancées, AXONE a pour ambition d'offrir des services
professionnels de communication inter-entreprises, allant de la
gestion de réseaux télé-informatiques à la mise en œuvre d'applica-
tions spécifiques. Sa Direction Technique recherche

Ingénieurs système

Ils ont pour mission la conception, l'architecture et le suivi de la réalisation de systèmes informatiques.
Ils ont trois à cinq ans d'expérience dans : soit les systèmes d'exploitation (VM, MVS, VMS, etc.), soit les
réseaux (SNA, X25, DECNET, etc.), soit les systèmes de gestion de données (CICS, IMS, SGDB
relationnels, etc.). Réf. P 279/M.

Ingénieurs et spécialistes d'exploitation

Ils ont au moins une première expérience dans l'exploitation de grands ou moyens systèmes de télétra-
itement (support technique, assistance aux utilisateurs, fonctions d'exploitation). Réf. P 280/M.

Concepteurs et réalisateurs d'applications

Ils ont en charge la conception et la réalisation d'applications informatiques inter-entreprises ou de
services informatiques généraux (messageries, serveurs, banques d'informations, etc.). Ils ont
plusieurs années d'expérience réussie dans les développements informatiques. Réf. P 281/M.

Jeunes diplômés enseignement supérieur

Intégrés aux équipes de développement, ils participeront à la réalisation des projets et à leur mise en
place. Ils possèdent une formation supérieure (si possible scientifique) et une réelle attirance pour les
techniques informatiques. Ils recevront la formation technique et pratique nécessaire. Réf. P 282/M.

Nous recherchons, pour ces postes, des candidats créatifs et motivés pour la technique dans un
secteur nouveau promis à une forte expansion. Nous leur offrons de réelles perspectives d'évolution à
la mesure de leur potentiel.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions en indiquant la réf. du poste choisi, à
Bernard BEAUNOIR,

SEMA-SELECTION 16, rue Barbès, 92120 MONTRouGE CEDEX
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

INGÉNIEUR

Chargé de l'étude et de la
conception de systèmes de
Ménagements.

Connaissances souhaitées :
hyperfréquences, traitement du
signal, instrumentation.

Le lieu de travail se situe au
proche voisinage parisien, des
déplacements de courte durée
en France métropolitaine sont à
prévoir.

Nationalité française exigée.

Env. C.V. et prêt. à : S.T.C.A. -
16 bis, av. Piquet-de-la-Croix-
d'Or, 94114 ARCUEIL CEDEX
(A l'att. de M. le Chef du C.T.M.E.)

URGENT

**INGÉNIEUR
ÉLECTRONIQUE
NUMÉRIQUE**

Expérience 4-5 ans.
Connaissance processeur en
tranches pour ports
près PORTOISE.

HARLOG - 31, rue Pasteur,
95870 BEZONS - 39-47-30-85.

PEUGEOT S.A.

Vous avez une bonne expérience de mise en œuvre de Systèmes
d'Informations dans le Domaine Industriel

notre
DIRECTION INFORMATIQUE
TÉLÉCOMMUNICATIONS ET AUTOMATISMES
recherche

**UN SPÉCIALISTE SYSTÈMES
D'INFORMATIONS INDUSTRIELS**

MISSION :
Participer à la définition de la Stratégie de développement des Systèmes d'Informa-
tions du Groupe dans tous les Domaines Techniques (études, méthodes production,
achats, qualité). Animer des Groupes de Travail multi-sociétés ayant à charge de défi-
nir et mettre en œuvre des Systèmes d'Informations Industriels communs au niveau
du Groupe.

PROFIL :

- Ingénieur Grande École
- 35 à 45 ans.
- De préférence une Expérience industrielle (fonction Méthode ou Production) d'au
moins 5 ans doublée d'une Expérience de Développement de Systèmes d'Infor-
mations.
- Parmi les qualités nécessaires pour ce poste : Esprit de Synthèse, autonomie,
don du travail en équipe et capacité à convaincre seront valorisés.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
PEUGEOT S.A., gestion du personnel,
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

سكزا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur électronicien Pilotez les études de nouveaux équipements

Schlumberger

Industries

Transactions Electroniques

Au sein de Schlumberger Industries, le Groupe Transactions Electroniques conçoit et produit des équipements de haute technologie dans des domaines en forte croissance: Cartes à mémoire, systèmes de paiement électroniques, terminaux urbains...

RESPONSABLE DE PROJETS BESANCON

Ingénieur électronicien diplômé, vous avez 5 à 7 ans d'expérience en études. Vous souhaitez élargir vos responsabilités techniques, les étendre à l'encadrement d'équipes et à la coordination d'activités diversifiées. A la tête d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous

conduirez les projets de nouveaux terminaux urbains. Votre efficacité technique, vos capacités d'encadrement et vos qualités relationnelles vous permettront d'être l'interlocuteur de tous les services internes et externes concernés (Marketing, Production, Sous-traitants, Clients...), de coordonner les travaux pour les parties non électroniques des projets et d'évoluer à terme dans le Groupe Schlumberger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération souhaitée, au Service du Personnel.

Schlumberger Industries
Département Terminals Urbains et Systèmes
32, rue de Terre-Rouge
25000 Besançon.

Ingénieur logiciel temps réel

(applications spatiales)

SODERN recrute un ingénieur pour applications temps réel microprogrammées, et pour le suivi de l'assurance qualité logiciel.

Vous êtes un ingénieur logiciel avec environ 3 ans d'expérience, de préférence sur matériel INTEL. Vous avez une formation d'électronicien et vous connaissez les techniques de réalisation matérielle.

Vous participerez à des projets dans le domaine spatial (matériels embarqués et matériels de test au sol) et vous assurerez la coordination des moyens de développement des logiciels.



Merci d'adresser votre dossier de candidature à
SODERN - Service du Personnel
1, avenue Descartes, 94451 Limeil-Brevannes Cedex.

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Un groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons au cours de plus de vingt ans acquis une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en maintenant des entreprises à dimension humaine. Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion, dépourvus des obligations militaires et fibres, rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo, sous réf. M 112, à l'Agence Carré Turenne, 126, rue de Turenne 75003 Paris, qui vous répondra.

EXPORT / EUROPE

INGÉNIEUR COMMERCIAL MARCHÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Pour développer, au sein d'une importante Société française de haute technologie, le chiffre d'affaires à l'export de systèmes téléphoniques spécialisés, parfaitement adaptés à certaines professions pour lesquelles la communication orale revêt une importance capitale.

Le poste est basé en PROCHE BANLIERE SUD PARIS.

Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, âgé d'environ 30 ans, avec une double compétence technique et commerciale, fluent en Anglais + bonne connaissance en Allemand ou en Espagnol. Il participera à l'étude sur l'importance des marchés par pays, recherchera des partenaires dans les pays cibles, rédigera les contrats de représentation, participera à l'action technico-commerciale des représentants, assurera les liaisons avec les équipes d'études et les Usines de fabrication.

La double compétence, alliée à un fort potentiel, lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein du Département et de la Société - CA : 1,3 milliard -

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à l'Agence Carré Turenne, 126, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. C14CE1 appelée sur l'enveloppe.

DIRECTION INFORMATIQUE DU GROUPE PEUGEOT S.A.

recherche

INGÉNIEUR spécialiste INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mission: Evaluer l'intérêt des techniques de l'Intelligence Artificielle pour les différents secteurs industriels et tertiaires du Groupe PSA. Participer à la réalisation d'applications.

Profil: Il est demandé à ce jeune ingénieur de bénéficier d'une expérience d'au moins deux ans des techniques informatiques et d'Intelligence Artificielle.

Il devra présenter une excellente ouverture d'esprit pour des contacts extérieurs fréquents auprès de laboratoires ou de sociétés d'ingénierie en informatique. Il maîtrisera bien la pratique de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à
PEUGEOT S.A. - Gestion du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

La direction générale des postes recherche

UN INGÉNIEUR

pour préparer et suivre les études et réalisations que la poste confie à l'industrie dans le domaine des nouveaux services courrier électronique (télécopie, télécourrier).

Ce poste implique un rôle de coordination et de contact avec les services commerciaux de la poste, ses partenaires industriels et les services de recherche technique des PTT.

Formation:
BAC + 5 ans en informatique, électronique, télécommunications.

Lieu de travail: PARIS-14^e.

Ecrire avec cv. à: D6P/DTE/CS
20, avenue de Ségur, 75700 PARIS.

LYON

Pour soutenir notre croissance, dans le créneau des Services et Techniques de pointe en DYNAMIQUE (Vibrations et Acoustique) nous recherchons un

INGÉNIEUR CONFIRME

ayant acquis une expérience de quelques années dans une société de services (Etudes, Ingénierie) et spécialisé en CALCE, EF (électronique instrumentale), il animera une jeune équipe d'ingénieurs et Techniciens, assurera les contacts avec les clients et la responsabilité complète des contrats.

Nous lui offrons de réelles possibilités de carrière et de valorisation personnelle, au sein d'une entreprise fortement innovante.

Adresser votre CV et prétentions sous réf. CCV 12 à:

BERNARD MIGNOT CONSEIL
51, rue Creuzet - 69007 LYON

3ip Société pour l'innovation, l'informatique industrielle et la productique

Nous sommes spécialisés dans l'automatisation des systèmes de production et dans le développement de méthodes d'aide à la production de logiciels.

Nous intervenons dans les domaines de l'automobile, de l'aéronautique et de l'espace, autour des microprocesseurs INTEL 80XXX et MOTOROLA 680XX.

Nous concevons des logiciels spécifiques et développons nos propres produits en langage ADA, dans un environnement DIGITAL/VMS, SUN, IBM PC.

Pour participer à l'expansion de ces diverses activités nous recrutons:

INGÉNIEURS Grandes Ecoles ou Universitaires

Débutants (Réf. ID) et Confirmés (Réf. IC).

Connaissances demandées:

- en langages C, ADA,
- en systèmes VMS, UNIX, Temps Réel,
- sur matériels DIGITAL, SUN.

INGÉNIEURS 3 ans d'expérience minimum

Informaticiens spécialistes qualité/méthodes (Réf. IS).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à 3 IP, 104, rue de Castagnary, 75015 PARIS.

ENSPM FORMATION INDUSTRIE organisme de formation technique dépendant de l'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

recherche pour son Centre de Rueil-Malmaison (92)

UN JEUNE INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

Intégré à une équipe d'ingénieurs formateurs exerçant leur activité dans le domaine des procédés du Raffinage, de la Pétrochimie et de la Chimie, il aura pour missions:

- de concevoir et développer les sessions de formation technique,
- de participer à leur diffusion auprès des sociétés clientes.

Ce poste suppose:

- un goût prononcé pour la formation et les relations humaines
- une bonne connaissance des outils informatiques du génie chimique
- une disponibilité pour de fréquents déplacements de courte durée.

Une spécialisation ENSPM est souhaitée; une formation complémentaire PROCÉDES peut être envisagée.

Adresser CV, photo et prêt, sous réf. 32810 à CONTESSA PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ASEA SERVICE - division de la filiale française du
Groupe électrotechnique suédois ASEA (un ISM de 6
71 000 collaborateurs), nous recherchons pour notre
département études et développement un

INGENIEUR D'ETUDES

VOTRE PROFIL: à 28 ans environ, avec une formation
supérieure Ecole d'ingénieurs et, si possible, des
connaissances en mécanique et informatique, vous
êtes débutant ou possédez une première expérience
de préférence au sein d'un service de maintenance
industrielle.

VOTRE MISSION: prendre en charge, après un stage
de formation, le développement technique, auprès de
notre clientèle, de la MAO pour machines tournantes
électriques.

Vos qualités de rigueur et de contact ainsi que votre
ouverture d'esprit seront essentielles pour réussir dans
cette mission et évoluer au sein d'un groupe industriel
en pleine expansion.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre
man., CV, photo et prêt) à ASEA - Service du Person-
nel - 22, rue du 8-Mai-1945 - B.P. 5 - 93340 PERSAN.

ASEA

Rowntree Mackintosh

LEADER SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DU CHOCOLAT
recherche pour son siège de MARNE LA VALLÉE

INGENIEUR DEVELOPEMENT PROCESS

Au sein d'une structure jeune, rattachée au Responsable
Développement Produits/Process, contribuez à nos objectifs
de Qualité et Productivité appuyés par des investissements
importants.

Vous aurez en charge sur l'usine de Noisiel (500 personnes,
20 000 tonnes de produits): • l'optimisation de l'existant
produits/process (notamment pour nos marques: Lion,
Merier, Folio...); • le lancement industriel des nouveaux
produits.

Votre formation Ingénieur Agro-Alimentaire, vos 3 à 5 années
d'expérience (Contrôle Qualité, R.D., Production ou Ingénierie),
vos qualités de méthode, créativité, votre sens relation-
nel, votre pratique de l'anglais vous permettront d'assurer
comme l'animateur de projets que nous attendons.

Merci d'envoyer, lettre, CV (photo), prétentions ou salaire
actuel, sous réf. IDP, à ROWNTREE MACKINTOSH SA,
Lucien Bédie, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

Jeune diplômé Bac + 4 ESC, ingénieur ou équivalent

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE 90 km ouest de Paris

Une PME concevant des systèmes informatisés de gestion de production,
dans le but d'optimiser les coûts, recherche un collaborateur de formation
supérieure commerciale, informatique ou technique, débutant ou possédant
une première expérience et connaissant l'utilisation de la micro informatique.

Il sera chargé d'analyser les besoins des clients, de tester et de mettre en
place les produits et de former les utilisateurs.

Ce poste comporte des déplacements courts et fréquents en France et en
Europe et nécessite la connaissance de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 516 M & L et D. LAVAUD -
IDL CONSEIL - Le Manoir Chaudon 27220 JUMELLES (près d'Evreux).

SECTEURS DE POINTE

Ingénieur industriel

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

Responsable achat

TEK LA REFERENCE DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX FRANCE (C.A. 520MF)
filiale d'un grand groupe américain leader mondial dans le domaine de la Mesure, de l'Informatique Graphique, des Systèmes de Tests et de développement de microprocesseurs recherche son :

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Homme de chiffres certes, il est plus encore le VENDEUR de ces chiffres au Comité de Direction dont il est l'interlocuteur constant. Il est l'ANIMATEUR d'une meilleure gestion de l'entreprise. A ce titre il COORDONNE l'élaboration du Budget et du Plan à long terme. Tout au long de l'année, il produit le Tableau de Bord, analyse les écarts, réactualise les prévisions, et intervient en conseil sur tout problème de gestion.

Ce poste demande :

- des qualités relationnelles à haut niveau
- une bonne connaissance du fonctionnement de l'entreprise
- une solide formation (HEC, ESSEC, ESCP option finance comptabilité)
- une maîtrise de l'outil micro-informatique
- un anglais courant (impératif)

Adresser CV, photo et prétentions à TEKTRONIX
Direction des Ressources Humaines, B.P. 13 - 91941 Les Ulis Cédex.

ENSEMBLE JUSQU'À LA POINTE DU POSSIBLE

Jeune ingénieur de recherche, mettez nos produits au goût du futur...

Au sein de notre centre de Recherche, situé à Dunkerque, le Service Développement Produits met au point les futurs produits de Lesieur Alimentaire. Sous la responsabilité du Chef de ce service, vous mettez au point et développez les nouveaux produits et leurs process en relation avec le Marketing, l'industriel et la Qualité.

Par ailleurs, vous intervenez auprès des ateliers de fabrication pour les problèmes concernant la qualité des matières premières, des process et des produits finis. INGENIEUR AGRO, ENSIA, ou équivalent (spécialisation corps gras appréciée) vous êtes débutant ou vous bénéficiez d'une première expérience en industrie similaire. Ce poste implique des déplacements fréquents en France et parfois à l'étranger. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 282 à Agnès Girault - Recrutement Cadres - 122, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne.

LESIEUR

produits alimentaires
produits frais, huiles...
des filiales en France
et à l'étranger.
se positionne comme
un leader innovant.

SAINT-LOUIS

administration du personnel et informatique

assistant des utilisateurs

Vous contribuez au développement d'un établissement public, à vocation culturelle et commerciale, qui gère plus de 1 000 personnes et dont le budget annuel atteint 450 millions de francs en 1987.

Sous l'autorité du Responsable Informatique, vous concourez, dans l'immédiat, à la mise en œuvre des projets d'automatisation concernant la paye et la gestion sociale. Vous fournissez aux membres du service du personnel dont vous êtes l'interlocuteur permanent, les informations et les conseils nécessaires pour l'emploi des outils informatiques bureautiques mis à leur disposition. Vous représentez aussi ces utilisateurs auprès des informaticiens qui font évoluer les applications, en définissant les besoins, notamment. Plus tard, vous pourrez être associé à l'informatisation des opérations financières.

Vous êtes âgé de 24 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez acquis, pendant au moins trois ans, une expérience de la gestion de personnel incluant l'utilisation de l'informatique.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4088-1, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Pontlieu 75008 PARIS

SECTEURS DE POINTE

Filiale d'un groupe français, notre société, 80 personnes, 50 millions de F de CA fabrique et commercialise des équipements électromécaniques électroniques, et automates programmables. Nous recherchons :

notre ingénieur industriel

Ingénieur confirmé (ENSI ou équivalent), vous avez 5 à 10 ans d'expérience en électronique de puissance et micro-contrôleurs : conception, fabrications pour l'adaptation et le transfert de technologies avec ou sans sous-traitance.

En plus de la connaissance des techniques de fabrication et d'industrialisation, vous êtes capable d'animer les équipes du laboratoire tests et de l'atelier.

Anglais indispensable.

Lieu de travail : Boulogne-sur-Mer et Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 32096 à Consolec Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs de haut niveau, devenez des experts CORT et nos associés

Nous sommes l'un des premiers Cabinets Conseil en Management de France. En 40 ans, nous avons acquis, tant au niveau de grands groupes internationaux que de PME moyennes, une réputation de compétence et de sérieux.

Ce succès, nous le devons autant à la qualité de nos consultants qu'aux méthodes que nous avons su inventer et faire évoluer ensemble. Ingénieur de formation supérieure, âgé aujourd'hui de 30 ans minimum, votre expérience professionnelle dans l'industrie vous donne envie d'évoluer vers des fonctions plus larges mettant davantage en avant vos qualités d'animateur et de formateur, votre goût de la vente autant que vos capacités d'analyse et de synthèse.

Ce développement de carrière, le CORT vous l'offre aujourd'hui dans son Département MAINTIENANCE ET PRODUCTION INDUSTRIELLE. Comme vos clients, après un bref passage comme applicateur de nos méthodes sur des dossiers concrets, nous ferons de vous un diagnostiqueur, puis rapidement l'un de nos experts capable de participer au développement de nouveaux produits et d'en assurer vous-même la commercialisation au niveau des clients-marchés chez nos clients.

Envoyer une évaluation professionnelle vers le Conseil veut dire accepter une grande disponibilité, à nos yeux largement compensée par un travail ou sein d'une équipe très performante offrant richesse d'expérience et de contacts, rémunération très valorisante et un statut de Partenaire auquel ont accès les 40 consultants de la CORT qui vous attendent. Donnez-leur envie de vous copier.

Notre conseil Daniella Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous référence 3259 LM - CORT, 65, Avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTAC - Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Responsable achats

orientation électronique et marketing achats

Pour assurer avec son équipe la satisfaction des besoins d'un établissement important (SUD OUEST FRANCE) en apportant la contribution maximum à la marge de la Société et pour prendre en charge la mission de pilote d'achat dans son domaine de compétence pour l'ensemble des établissements (CA Société : 1,3 milliard).

Nous recherchons un vrai professionnel des achats modernes, d'environ 35 ans, fluent en Anglais. Il a une formation supérieure d'Achats ou une formation d'ingénieur ou équivalent complétée par un cycle de perfectionnement long en Achats. Il a déjà mis en place et animé des actions communes concepteur et acheteur pour optimiser la contribution de la fonction Achats dans les choix initiaux (domaine électronique ou secteur de pointe). Il a de solides connaissances en matières financières, juridiques et mécanismes douaniers. Les perspectives d'évolution sont très ouvertes au sein des secteurs porteurs de la Société (télécommunication, militaire...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à l'Agence Carre Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous référence U16RA1 rapetée sur l'enveloppe.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie

recherche pour son Siège à MEAUX

UN ORGANISATEUR

Ingénieur ou niveau Maîtrise en informatique/organisation

faire expérience appréciée. Il participera au développement de projets en collaboration avec le département informatique et les utilisateurs. La rémunération sera adaptée à la valeur du candidat retenu.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser à : Monsieur le Directeur du CA - BP 205 - 77101 MEAUX

JEUNE RESPONSABLE ETUDES-INFORMATIQUES

Développer les applications existantes et concevoir l'organisation informatique future de la société.

- Ingénieur ou MAGE,
- 5 ans d'expérience en informatique de gestion comme chef de projet en SMI ou en entreprises.

Ecrire sous réf. 14 70612 à l'Agence Deseoir, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

1 à 2 ans d'expérience (idéalement accordée) pour conception systèmes micro-informatiques (matériel et logiciel) dans le domaine des Télécoms (R.N.I.S., etc.).

Adresser C.V. et photo à CERME, B.P. 28, 92370 CHAVILLE.

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES

Sup. adms. Centrale, Télécom, Supélec, intéressés par les études de pointe en :

- aérodynamique,
- mécanique du vol,
- radar, traitement du signal,
- propulsion (avion orbital).

Adresser C.V. et photo à la Direction des Relations du Travail, ONERA - B.P. 72, 92322 CHATILLON CEDEX.

TECHNICON recherche pour le département Financier de sa Division Internationale à SAINT-DENIS (93) un :

coordinateur d'applications informatiques

MAITRISANT PARFAITEMENT L'ANGLAIS (français non obligatoire)

MISSION : • Tester les programmes informatiques développés au sein du service afin de vérifier s'ils correspondent aux besoins et spécifications du service opérationnel demandeur. • Distribuer les programmes informatiques au sein des différentes filiales du groupe, dans les délais impartis. • Assurer la liaison entre le service informatique et les services utilisateurs. • Assurer le support technique aux filiales. • Consolider les données envoyées par les filiales et les communiquer à l'équipe financière.

PROFIL : • Vous êtes un ANALYSTE FINANCIER ayant eu une première expérience dans un groupe international (si possible dans un Quartier Général). • Vous êtes familier avec l'utilisation d'un ordinateur de type IBM 34/36 dans le cadre du "Reporting" (l'expérience de la programmation n'est pas nécessaire). • Anglais parlé, si possible langue maternelle. • Homme de communication, votre forte personnalité, votre disponibilité et votre potentiel vous permettront de vous imposer dans le groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Monsieur COLISTRO - B.P. 10 - 95330 DOMONT, qui étudiera votre candidature en toute discrétion.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

recherche pour son Centre de Formalités des Entreprises de Créteil un

COLLABORATEUR CADRE

pour prendre la responsabilité d'une équipe de 15 personnes traitant des formalités.

Formation juridique : Bac + 4 minimum. Bonnes connaissances du droit commercial. Expérience des formalités ou registre du commerce et des sociétés souhaitée.

Contrat à durée déterminée d'un an renouvelable. Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

C.C.I.P. - D.P.R.S. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

Secodip

1ère Société française d'Etudes de marchés recherche pour son SERVICE STATISTIQUES

CHARGE D'ETUDES H/F DEBUTANT

de formation DESS Statistiques, économie, économétrie, ENSAE ou équivalent.

Il aura pour mission :

- la mise en place et le suivi de nouvelles méthodes de gestion d'échantillon,
- l'analyse de données.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : SECODIP - 2, rue Francis Pédron - B.P. 3 78241 CHAMBOURCY Cedex

حكايا من الامم

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANT GROUPE AERONAUTIQUE
recherche en REGION PARISIENNE (SUD)

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat retenu sera diplômé d'une école d'ingénieur ou universitaire (3ème cycle) et aura acquis une formation complémentaire en gestion (ISG, IAE...). Il sera débutant ou possèdera une première expérience industrielle dans le domaine de la gestion des stocks.

Anglais courant indispensable.

La taille de notre Groupe permet un développement de carrière attractif.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous référence 389/87 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



SANOFI, 18500 personnes, deuxième groupe pharmaceutique français, filiale d'ELF AQUITAINE, recherche pour son site industriel de MASSY (91), 350 personnes :

le directeur de la production

Vous êtes Ingénieur Diplômé d'une grande école, vous avez acquis 8 ans d'expérience dans le domaine de la production dans un secteur industriel tel que l'industrie pharmaceutique, l'industrie agro-alimentaire, ou la cosmétologie, et vous avez dirigé dans une entité industrielle, un ensemble de production d'environ 100 personnes.

Nous vous proposons de franchir un pas décisif et d'assumer la globalité de cette fonction intégrant notamment : la production, la partie de la maintenance qui lui est attachée et la logistique.

Homme de dialogue, vous portez un intérêt essentiel au potentiel humain ; vous êtes un leader, et vous savez comme nous que votre succès dépend de vos résultats.

Vous souhaitez intégrer une équipe dans un environnement industriel en pleine mutation technologique qui appuie son développement sur la mise en œuvre d'un management participatif dans une approche de Qualité Totale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MUTANDIS - 22, rue Royale, 75008 PARIS.



Leader européen de matériaux d'étanchéité, 2 Usines en France, 2 Usines à l'étranger (USA et RFA), CA 800 MF, 500 personnes. Filiale d'un groupe français international de 1er plan souhaite renforcer son laboratoire de recherches situé dans son Etablissement de MONDOUBEAU (Loir et Cher) et recherche 2 ingénieurs confirmés :

• RESPONSABLE DES ANALYSES FINES ET AUTOMATISEES (CHROMATO, SPECTRO...)

Expérience de la chimie organique et des polymères.

• RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DE PRODUITS NOUVEAUX POLYMERES ET PLASTIQUES (COUVERTURE ET INSONORISATION)

Expérience nécessaire dans le domaine de la transformation (calendrage, extrusion, injection...)

- 4 à 5 ans d'expérience.

- Formation supérieure en chimie (ENSCP, etc...).

- Anglais indispensable.

- Dynamisme, pragmatisme, polyvalence, volonté de créer, sont les qualités recherchées pour intégrer le Laboratoire. Les postes sont immédiatement disponibles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SIPLAST S.A., Service du Personnel : 12, Rue Cabanis 75014 PARIS.

JEUNE CHEF DES VENTES

FRANCE - EUROPE L'EST
150 ou équivalent
250.000 brut/annuel
Allemand ou Anglais courant

Une importante industrie de l'Est (papiers "impression-écriture" et "emballage") recherche ce jeune cadre commercial.

Sa mission : animation et gestion du réseau France et Europe de l'Est. Contacts de vente à niveaux élevés. Participation au marketing.

Une expérience de 3 à 5 ans minimum de vente de produits industriels à niveau élevé est indispensable.

Déplacements fréquents.

Poste d'avenir stable, rémunération évolutive. Logement facilité.

Air. CV dit.

réf. 1235 à

seletec Conseil
11, rue de la République - 93000 SEVRES

Filiale d'un groupe français, notre société, 80 personnes, 50 millions de F de CA fabrique et commercialise des équipements électromécaniques électroniques, et automates programmables. Nous recherchons :

otre directeur marketing-ventes

A 35 ans environ, vous avez une formation ingénieur et commerciale de haut niveau ainsi qu'une expérience réussie d'animation d'une force de vente en milieu industriel, de préférence, en électronique de puissance et/ou électrotechnique.

Anglais indispensable.

VOTRE MISSION :

- développer la vente et la promotion en France et à l'export de nos fabrications, services et produits dont certains sont distribués sous licence,

- participer par ses compétences et connaissances des produits-marchés au positionnement de l'entreprise dans les marchés à consolider et à conquérir et au choix des orientations à prendre en matière de nouveaux développements et services à réaliser.

Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 32095 à Contessa Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PARACELSUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 50 cliniques en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 5 500 lits.

cherche pour ses implantations dans la région parisienne

UN DIRECTEUR

40 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prévoir d'adresser votre C.V. à l'adresse suivante : PARACELSUS KLINIK FRANCE S.A.R.L. à l'attention de Dr U. SCHLEWING PDG 19-21, av. de Bois-d'Amor, 93700 DRANCY.

LE SPECIALISTE DE LA DISTRIBUTION DE MATERIAUX ET MATERIELS D'EMBALLAGE PAR CORRESPONDANCE PROPOSE LES FONCTIONS DE

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Rejoindre 32 ans d'expérience nationale sur le marché de l'emballage (145 millions de chiffre d'affaires, 120 personnes, une forte croissance annuelle).

Notre finalité est la progression de la qualité du service au client en terme de délai et de fiabilité. La P.D.E. dirige son équipe de direction avec le directeur de son centre de distribution. Vous prendrez en charge un outil structuré et performant (60 personnes, 7 cadres et agents de maîtrise, gestion entièrement informatisée de l'entrepôt, 10 000 m² de stockage comportant les fonctions d'approvisionnement, réception, entreposage, préparation et expédition des commandes, SAV).

Déterminé et autonome, vous saurez à l'avenir le potentiel créatif de votre département dans le cadre de votre apport au projet commun.

Votre action sera en adéquation avec les objectifs de la société.

Affirmé et novateur, vous apporterez l'originalité de vos idées et trouverez de réelles possibilités de mise en valeur personnelle.

Homme de contact, vous assurerez la motivation et l'animation de votre équipe. Expérimenté et de formation supérieure, âgé de 35/40 ans, vous aurez exercé des fonctions proches dans un important centre de distribution.

Le lieu d'activité est situé en proche banlieue nord-est de Paris.



Merci de prendre contact dès à présent sous la référence CH. Cartons Graja 231, rue Rameau 75019 PARIS - à notre siège social

JOURNALISTE PROFESSIONNEL

depuis 10 ans environ vous avez envie d'écrire, mais aussi d'analyser une équipe et de faire partie de l'encadrement rédactionnel d'un Grand Titre.

MOBILE, CRÉATIF et AUTONOME,

vous désirez exercer votre métier en Province dans un Quotidien Régional utilisant les techniques les plus avancées.

En nous rejoignant, vous trouverez les conditions de votre réalisation personnelle et professionnelle.

Envoyer votre candidature avec C.V., photo et souhaits de rémunération en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 27058 M à BLEU Publicité - 17, rue Labell, 94307 VINCENNES CEDEX. Discretion absolue assurée.

LA MUTUALITE FRANCAISE

recherche pour le DEPARTEMENT ETUDES de sa DIRECTION PREVOYANCE

JURISTE H/F

SON PROFIL : titulaire d'une formation juridique de haut-niveau en Droit privé (diplôme de 3^{ème} cycle) avec une spécialisation appréciée en assurances (DSS ou Institut des Assurances). Expérience minimum de 5 à 10 ans au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance qui vous a fait "toucher" tous les aspects de la fonction juridique (conception et rédaction de contrats type, fonctionnement et contrôle de l'entreprise, relations avec l'autorité de tutelle...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV avec photo (révisée) et rémunération souhaitée à MUTUALITE FRANCAISE, Division des Relations Sociales, 56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.



RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France (40 collaborateurs permanents, Marge brute en forte progression : 22 millions de francs en 1987).

recrute

2 CHARGE(E)S DE DOSSIERS SENIOR

Formation universitaire (Sciences Po, Sciences Eco, CELSA...).

Très bonne capacité de rédaction, parfaitement bilingue anglais.

Expérience professionnelle d'au moins cinq ans.

Adresser C.V. photo et prétentions à :

Département Ressources Humaines

ACTIS Relations Publiques

78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris

Société spécialisée dans la Production VIDEO-BROADCAST et les nouvelles technologies de l'image recherche pour l'EST de la FRANCE son :

ATTACHE
TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé de la promotion et de la vente des applications des nouvelles technologies de l'image de la production et de la post-production vidéo dans les entreprises industrielles, commerciales et de communication.

Pour en savoir plus écrivez sous référence 824 ou téléphonez au 83.35.42.63 ou



CABINET BLAQUE
BP 3097
54013 NANCY CEDEX

Cabinet Claude Blaque

Economie

SOMMAIRE

■ Les marchés financiers sont particulièrement inquiets d'une situation qui va se dégradant de jour en jour. A Wall Street, l'indice Dow Jones a perdu lundi près de 77 points (lire ci-dessous).

■ En Allemagne fédérale, le gouvernement devait se prononcer, mercredi, sur un plan de relance de l'investissement public (lire ci-contre).

■ Quelques pays africains seulement se sont réunis à Addis-Abeba, pour le sommet extraordinaire de l'unité africaine (OUA) consacré à la dette (lire ci-dessous).

■ Plusieurs milliers d'agriculteurs ont manifesté lundi 30 novembre à Rouen contre la politique agricole commune. L'inquiétude du monde rural est

profonde en raison des menaces qui pèsent sur ce secteur d'activité en mutation (lire page 37).

■ Le budget de la RATP pour 1988 prévoit une réduction du trafic et des suppressions d'emplois (lire page 36).

■ La journée d'action organisée par la CGT et la grève à Air Inter n'ont pas connu un grand retentissement (lire page 36).

En réponse aux pressions européennes et américaines

Bonn prépare un plan de relance

BONN
de notre correspondant

L'heure de vérité aurait-elle sonné à Bonn et à Francfort ? Les dirigeants politiques et économiques ouest-allemands ne peuvent plus arguer de l'immobilisme des Etats-Unis pour repousser sine die cette relance de l'économie de la RFA nécessaire si l'on veut éviter de glisser dans la récession.

Une pression en ce sens s'exerce dans le cadre de la coopération quasi ininterrompue du ministre des finances ouest-allemand avec ses partenaires européens - M. Stöckert aime à dire qu'à lui tout seul il a fait faire un bond au chiffre d'affaires de la Bundespost en téléphonant souvent et longuement à ses collègues.

En RFA même, si l'on en croit le magazine *Der Spiegel*, certains grands patrons, comme M. Eberhard Reuter, PDG de Daimler-Benz, se plaignent du « manque d'inspiration » du gouvernement fédéral pour relancer la croissance. Les mesures de baisse de certains taux d'intérêt prises pour faire face à la chute du dollar l'ont été, selon M. Franz Josef Strauss, à contre-temps et n'ont fait que l'effet d'un feu de paille pour réchauffer les marchés.

Mercredi 2 décembre, le cabinet fédéral devait se prononcer sur un plan de relance de l'investissement public, qui devait être défini mardi matin dans ses grandes lignes au cours d'une rencontre entre M. Gerhard Stoltenberg et le ministre fédéral de l'économie, M. Martin Bangemann. L'objectif est de faire passer un demi-point de croissance à l'économie ouest-allemande, pour laquelle, si rien n'était fait, les experts prévoient un taux de 1,5 %.

On parle d'ores et déjà à Bonn de la mise à la disposition des communes et des collectivités locales de crédits bonifiés d'un montant global de 15 milliards de deutschemarks (environ 50 milliards de francs).

distribués par la caisse de crédit pour la reconstruction, un organisme mis en place pour gérer les crédits du plan Marshall dans les années 40 et 50.

Une initiative critiquée

Ces sommes pourraient être utilisées par les collectivités locales et régionales pour améliorer les équipements collectifs, et surtout réaliser des investissements dans le domaine de la protection de l'environnement, un thème toujours très sensible en République fédérale. Avant même d'avoir été officiellement décidé, ce plan fait pourtant l'objet de diverses critiques dans les rangs même de la majorité. Ainsi, le comte Lambsdorff, l'ancien ministre de l'économie, estime qu'une baisse immédiate de l'impôt sur le revenu de 10 % aurait mieux convenu.

Des doutes sont exprimés également sur l'empressement des collectivités locales à utiliser la même aide mise à leur disposition : les communes et les régions riches sont déjà suréquipées en piscines, théâtres et autres bienfaits, et les régions pauvres sont déjà endettées à la limite du supportable. D'autre part, on peut douter des effets sur la capacité de ces mesures à relancer les importations : le bâtiment et les travaux publics ne sont pas traditionnellement importateurs, et les investissements visant à la protection de l'environnement se porteront de préférence sur des produits de l'industrie allemande, qui a accompli d'importants efforts de recherche dans ce domaine.

Une autre mesure, cependant, pourrait avoir un effet plus important sur la conjoncture : la baisse du taux d'escompte de la Bundesbank. Le conseil de surveillance de la Banque centrale de RFA se réunit jeudi à Francfort, et l'on s'attend à un mouvement dans ce sens.

LUC ROSENZWEIG.

Wall Street marque son inquiétude

« Lundi gris » à New-York

NEW-YORK
de notre correspondant

Après une médiocre semaine de réflexion et d'hésitation à propos de l'accord sur la réduction du déficit budgétaire signé le 20 novembre à Washington, la séance du lundi 30 novembre n'a fait que confirmer la méfiance des opérateurs financiers à l'égard du pouvoir politique. A l'issue d'une séance agitée et en dents de scie, l'indice Dow Jones a perdu près de 77 points (soit une baisse de 4 %), l'une des pires chutes de son histoire.

L'ensemble des trente valeurs industrielles qui composent l'indice étaient en baisse, certaines fortement. Comme les achats avant le krach, les ventes ont été aveugles, propulsant le volume à 270 millions de transactions, alors que la valeur des bourses était trente-sept fois supérieure à celle des hausses.

Les spécialistes interrogés affirment unanimement que, après avoir étudié les accords de Washington, ils ne sont plus seulement hésitants mais se sentent carrément inquiets. La place laissent encore à la négociation est décidément trop grande, estiment-ils, alors que les membres du Congrès « nous ont prouvé qu'ils n'étaient pas capables de mettre l'intérêt national au-dessus de leurs querelles partisans ».

L'inflation redoutée

Souhaitant rassurer les milieux d'affaires, le président Ronald Reagan a, certes, souligné lundi qu'il mettrait son veto à toute loi fiscale qui n'aurait pas strictement dans le sens des accords signés, mais la scène de 16 heures a retenti comme une moquerie au milieu d'une corbeille nerveuse et abattue.

L'œil rivé sur tous les indicateurs, les courtiers soulignent également la hausse de l'or, dont l'once approche désormais la barre fatidique des 500 dollars, et la baisse renouvelée du billet vert. « L'inflation, à laquelle personne ne voulait croire, est désormais une menace réelle », nous a affirmé M. Monte Gordon, de Dreyfus Corp.

Après avoir salué la dévaluation de la monnaie comme une tendance positive, certains experts américains commencent à exprimer des doutes quant aux bénéfices à long terme que l'économie du pays pourrait en retirer. « Décidément, la dévaluation équivaut à colmater la brèche (« a quick fix »), écrit le *New York Times*, dont les éditorialistes se montrent de plus en plus inquiets devant l'insouciance des industriels, « davantage intéressés par les résultats du trimestre que par le destin de leur firme ». Selon William Cline de l'Institut pour l'économie internationale (Washington), « l'impact inflationniste de la dévaluation n'est plus qu'une question de temps ».

Pays de contrastes...

D'autres experts soulignent que, après avoir étendu leurs parts de marchés à l'étranger, les industries américaines seront prises à la gorge par la réduction des bénéfices réels : pour tirer profit de la dévaluation, il est nécessaire de conserver le niveau des prix ; or, une fois convertis en dollars, les bénéfices accusent inévitablement une baisse, rappelle John Silvia, de Kemper Financial Services (Chicago). « Il n'existe pas un seul exemple d'une dévaluation positive à long terme », conclut Mark Miles, auteur d'une récente thèse sur ce thème, « car les bénéfices sont toujours rapidement balayés par les pertes ».

Certes, les Etats-Unis sont un pays de contrastes, et il est prudent de les accepter comme tels. Si les



PANCHO

ventes immobilières et celles des voitures neuves ont baissé, les commandes de machines-outils ont fait, en octobre, un bond de 48 % par rapport à la même période de l'année dernière. « C'est franchement impressionnant », jubile le président de l'Association des constructeurs, James Gray, qui croit pouvoir affirmer que ses commandes « prouvent la bonne santé de l'industrie américaine ». D'autre part, on remarque que le surplus des commandes est largement dû à la tendance à « acheter américain », elle-même consécutive au renchérissement des produits étrangers.

Chez les consommateurs, le souci est carrément inexistant. Le bilan du premier grand week-end d'achats de fin d'année, celui du Thanksgiving, est « excellent ». Chez les responsables de magasins, le soulagement a succédé à la nervosité : en attendant les chiffres définitifs du mois de novembre, les principales chaînes de détail annoncent des augmentations « spectaculaires » de leurs ventes.

« Nous n'avons jamais eu un tel succès », affirme Marvin Tranb, président du célèbre Bloomington's. Selon Walter Loeb, analyste chez Morgan Stanley, « la saison a pris un excellent départ, mais elle risque d'être la dernière ». Néanmoins, selon les résultats d'un sondage *New York Times-CBS*, 18 % seulement des personnes interrogées estiment

que leur situation financière a empiré, alors que 32 % prévoient de réduire leurs dépenses de fin d'année. Cette indifférence est tout de même tempérée par le nombre - 41 % - de ceux qui pensent que la situation économique du pays s'aggrave.

CHARLES LESCAUT.

La dette africaine

Huit chefs d'Etat seulement ont assisté au sommet de l'OUA

ADDIS-ABEBA
de notre envoyé spécial

Le sommet extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), consacré à la dette, n'a pas fait recette : seulement huit chefs d'Etat sur cinquante y ont assisté, les lundi 30 novembre et mardi 1^{er} décembre, à Addis-Abeba (1). Bien que les participants à cette conférence se disent convaincus que « la crise de la dette africaine ne peut être résolue que grâce à une approche globale », un certain nombre de pays continuent de croire davantage aux vertus du dialogue bilatéral, dans le cadre des relations privilégiées qu'ils entretiennent avec leurs principaux partenaires, souvent l'ancienne puissance coloniale. C'est ainsi que, une semaine avant ce sommet, le Nigeria, l'un des plus gros débiteurs du continent, a signé un accord de rééchelonnement avec le « club de Londres » (le groupe des banques commerciales créancières).

L'idée de ce sommet avait été lancée en juillet dernier par M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien et nouveau président en exercice de l'OUA, qui venait de rompre spectaculairement les ponts avec le Fonds monétaire international (FMI). D'entrée de jeu, M. Kaunda, secrétaire général de l'organisation panafricaine, s'est cependant employé à apaiser les bailleurs de fonds : « Nous voulons leur dire très haut et très clairement que notre réunion n'est pas une conspiration ».

EN BREF

● Barrages de marins-pêcheurs en Méditerranée. - Les marins-pêcheurs de Marseille ont bloqué avec leurs chalutiers, pendant plusieurs heures, le 30 novembre, les passes d'accès au port. Ils réclament une meilleure représentativité au Comité central des pêches et des mesures de soutien pour les captures de sardines. Ils ont levé leur barrage après que leurs délégués ont été reçus à la préfecture et après que le secrétaire d'Etat à la mer a accepté de prendre en compte leurs revendications. Un autre barrage avait été mis en place au port de Sète.

contre eux et ne doit pas aboutir à une confrontation avec eux », a-t-il précisé.

Dans la déclaration finale, préparée par les ministres des affaires étrangères, il est néanmoins rappelé que « le retard économique que connaît aujourd'hui le continent est la conséquence directe de colonialisme, dont les effets se font toujours sentir ». Pour M. Oumaron, la communauté des créanciers refuse de comprendre la spécificité de l'Afrique, « un continent plein d'avenir en raison des richesses de son sous-sol », et « continue à s'accrocher, à l'égard de l'Afrique, à des pratiques et à des dogmes qui lèsent gravement son besoin de justice et ses intérêts ».

Certes, les chefs d'Etat africains se disent décidés à honorer leurs dettes. Mais le train de mesures qu'ils proposent risque de rebouter plus d'un bailleur de fonds : « Conversion de tous les anciens prêts publics bilatéraux en dons ; rééchelonnement de la dette sur cinquante ans, avec une période de grâce de dix ans ; remboursement en monnaie locale d'une partie de la dette publique bilatérale ; moratoire de dix ans et... accroissement des apports financiers à l'Afrique ».

Dans la déclaration finale, soumise à l'approbation des chefs d'Etat, un appel est en outre lancé « en faveur de la convocation en 1988 d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique ». Les bailleurs de fonds se sont toujours opposés à l'idée de réunir une telle conférence, préfé-

rant traiter les problèmes au cas par cas, étant donné la spécificité des économies de chacun des pays en cause.

« Ce sont des messages que nous voulons faire passer au monde développé », commente un membre d'une délégation, comme pour atténuer la portée de ces résolutions. Il est à craindre pourtant que la communauté des créanciers ne preme pas très en arrière ces nouvelles demandes africaines. Certes, la dette du continent - 200 milliards de dollars, qui équivaut à celle du Brésil et du Mexique réunis - n'est pas démesurée et peut être maîtrisée. Reste à voir si ce continent inspire encore suffisamment confiance à ceux qui sont appelés à le sauver de la déconfiture.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Botswana, Cap-Vert, Djibouti, Gambie, Ethiopie, Madagascar, Rwanda, Zambie.

A l'occasion du quarantième anniversaire du GATT

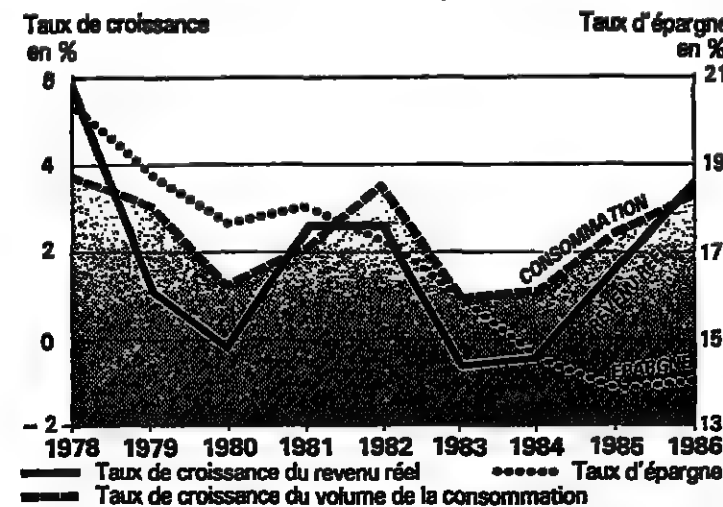
M. Volcker appelle à une « appréciation collective appropriée » des taux de change

Intervenant, lundi 30 novembre à Genève, à l'occasion du quarantième anniversaire du GATT (1), M. Paul Volcker, l'ancien président de la Federal Reserve Bank a déclaré : « Il faut que les Etats-Unis s'astreignent à une discipline monétaire et durable, et que cela soit compensé, ou plus que compensé, par les mécanismes perpétuels de la conjoncture mondiale, par des politiques de relance intérieure dans les pays qui ont d'importants excédents ».

Commentant l'instabilité actuelle des marchés des changes, l'ancien patron de la Fed a estimé que « la santé et la vitalité d'un système de commerce international ouvert » dépendront en grande partie de la volonté des grandes nations commerçantes à parvenir à « une appréciation collective réaliste du niveau généralement approprié des taux de change ».

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

L'épargne et la consommation en France



Source : CDE (Centre d'observation économique - Chambre de commerce et d'industrie de Paris).

Le taux d'épargne des Français, c'est-à-dire la part de leur revenu disponible qui n'est pas consommée, n'a quasiment pas cessé de diminuer depuis huit ans. La baisse s'est particulièrement accentuée depuis 1982, puisque le taux d'épargne est passé de 18 % en 1981 à 14 % en 1986. Sur toute cette période, les ménages ont donc préféré maintenir la progression de leur niveau de vie, en dépit du ralentissement de leur revenu réel (salaires, dividendes, bénéfices, etc., dévalués de l'inflation). On constate que le taux de croissance de la consommation reste, notamment depuis 1982, constamment supérieur au rythme de progression du revenu. Tout se passe comme si la consommation était globalement inerte, sauf en ce qui concerne les plus gros achats : automobiles, téléviseurs et logements qui, seuls, font l'objet d'ajustements. Ainsi la « divine surprise » constatée en 1986 sur les revenus réels, qui ont progressé de 3,6 %, soit le rythme le plus élevé depuis 1978, a entraîné immédiatement un gonflement de la consommation de 3,4 % portant essentiellement sur les biens durables. La faiblesse du taux d'épargne des ménages s'explique globalement par le ralentissement des gains de pouvoir d'achat de 2,4 % en moyenne de 1978 à 1982 à 0,1 % en moyenne de 1983 à 1986, par la désaffectation continue des ménages pour l'achat de logements et par la désinflation.

CANAL + DE SUCCÈS

**68 MILLIONS
DE TITRES
DEMANDÉS
POUR
1,5 MILLION
OFFERTS...**

Canal + remercie tous les investisseurs français et étrangers qui lui ont témoigné leur confiance en se portant massivement acquéreurs de son action lors de son introduction sur le second marché de la Bourse de Paris.

Un tel succès renforcera la volonté de Canal + de développer dans le strict respect des règles de la concurrence, de nouveaux projets tant en France qu'à l'étranger, afin de réaliser son ambition : devenir un grand groupe de communication européen.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES

Économie

SOCIAL

Le débat sur le droit de grève

La journée d'action de la CGT et la grève à Air Inter n'ont pas eu l'ampleur attendue

La journée d'action de la CGT pour la défense du droit de grève et des libertés syndicales, le lundi 30 novembre, n'a pas connu un grand retentissement. Le porteur de Lucien Barbier, le militant de la CGT et du PCF, mort des suites d'un affrontement avec la police le 6 novembre à Amiens, était dans tous les défilés à Paris comme en province.

A Paris, la manifestation de la CGT, de la Bastille à l'Hôtel de Ville, a réuni plusieurs milliers de personnes (plus de dix mille selon les organisateurs). « Ronchonner en silence et courber l'échine, cela nous ne voulons pas », a déclaré M. Henri Krasucki avant le départ de la manifestation. Le secrétaire général de la CGT a appelé à « riposter à chaque atteinte aux libertés syndicales et à la démocratie ». Avant pris place dans le cortège des leaders des principaux syndicats de pilotes et de mécaniciens d'Air Inter (SNOMAC, SNPL et SNPAC), une délégation du PCF conduite par M. André Lajoinie, quelques groupes de la FEN.

Des arrêts de travail ont été observés chez les agents du port autonome de Marseille, chez les dockers de Fos et à la SNCF de Toulouse. A Limoges, l'ancien ministre communiste M. Marcel Rigout, qui a démissionné au début du mois du comité fédéral du PCF, a participé avec d'autres démissionnaires à la manifestation de la CGT.

A Air Inter, la grève du 30 novembre, à l'appel de la plupart des syndicats, n'a pas provoqué de perturbations importantes. Sur deux cent trente vols prévus, vingt seulement ont dû être annulés. La direction a précisé que 91 % des vols ont pu avoir lieu. En moyenne, pour l'ensemble des secteurs, la direction indique que la proportion de grévistes n'a pas dépassé 5 à 10 % (63 % pour les pilotes et les mécaniciens navigants). Pour les syndicats de pilotes (SNPL, SNPAC, SPAC) et le SNOMAC, cette grève a « connu un succès sans précédent », ils affirment que « les vols qui ont pu être effectués ne l'ont été que grâce à la participation » d'une quinzaine de cadres supérieurs. Pour la CGT, le pourcentage de grévistes chez les

pilotes et les mécaniciens navigants a dépassé 98 %.

Dans une interview publiée par le *Matin* du 1^{er} décembre, M. Edmond Maître se déclare opposé à une nouvelle loi sur le droit de grève : « Pour nous, réglementation signifie limitation. [...] Nous ne voulons pas que les conditions d'exercice du droit de grève varient à la merci des alternances politiques. [...] Nous sommes aujourd'hui au début d'une offensive qui, si elle n'est pas maîtrisée, aura l'importance du débat qu'il y a eu sur l'enseignement privé... en 1984. »

Changement à la tête de la fédération des fonctionnaires FO

M. Roland Gaillard, quarante-trois ans, technicien au ministère de l'équipement à Paris, a été élu, le 26 novembre, secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires (FGF) FO, qui revendique cent-cinquante mille adhérents, à l'issue de son congrès tenu à Villeurbanne. M. Gaillard, qui, avant d'être nommé, il y a quatre ans, à cette fédération, était à la tête du syndicat FO de l'équipement et du logement, succède à M. André Chazotte.

L'ancien et le nouveau secrétaire général ont plaidé pour un « retour à une activité syndicale traditionnelle », dénonçant la « modernisation gadget » de l'administration et réclamant des « négociations salariales globales » (et non décentralisées).

M. André Chazotte est une figure importante de Force ouvrière. Proche de M. André Bergeron, au point d'avoir le même style oratoire et des expressions quasi identiques, M. Chazotte, âgé de soixante-dix ans, est arrivé à la FGF en 1977, il y est resté d'accord salariaux dans la fonction publique et il s'en est pris ainsi à M. Barre : « Il y a eu un premier ministre qui se vantait d'être le père de la politique contractuelle. Est-ce que M. Barre pourra ne pas valoir le même titre ? »

TRANSPORTS

Baisse du trafic, réductions d'emplois, diminution du pouvoir d'achat...

La RATP au pain sec et à l'eau

Le ministre de l'économie et des finances et celui des transports continuent d'avoir la RATP dans le collimateur et l'ont condamnée, pour la deuxième année consécutive au pain sec et à l'eau, comme le prouve le projet de budget d'exploitation voté par le conseil d'administration du 27 novembre. Objectif : maintenir l'indemnité compensatrice versée par l'Etat au niveau de celle de 1987, soit 6 051 millions de francs.

Ce sera un budget triste que celui de 1988. Dans presque tous les compartiments on note des reculs ou des stagnations. Le trafic attendu, en millions de kilomètres-voitures, régresse de 0,8 %, car la légère progression du métro et du RER (+ 1,8 %) sera contrebalancée par la baisse au privé du réseau de bus de la ville nouvelle d'Evry, ce qui fera chuter le trafic du réseau routier (- 0,8 %). Il est symbolique de voir régresser de 100 000 voitures-kilomètres le trafic dans Paris intra-muros. L'entrée en service des nouveaux bus R 312, plus vastes, pourrait se traduire par un allongement des intervalles entre les départs des bus.

Le personnel notera surtout que les emplois décroîtront de 38 650 à 38 400. Succédant à une baisse de deux cents emplois en 1986 comme en 1987, cette compression de deux cent cinquante postes n'est pas le seul sacrifice demandé. Les salaires et frais de personnel croîtront de 2,5 %, ce qui, une fois ôtés les glissements dus aux promotions automatiques, à l'ancienneté et aux effets des mesures antérieures, ne laisse que 1,2 % de hausse salariale à comparer avec les 2,5 % de hausse des prix annoncés pour 1988.

Du côté des produits, on ne s'étonnera pas de voir la stabilisation à 6 051 millions de francs de l'indem-

unité compensatrice et à 2 648 millions de francs des remboursements des pertes de recettes dues à la carte orange. Le reste sera demandé à l'usager : plus de 5,5 % pour les tarifs à partir du 1^{er} juin 1988, soit + 6 % pour les cartes oranges et les cartes hebdomadaires et + 5,37 % pour le ticket ordinaire. La part de l'usager dans le coût de son transport passera de 38,4 % à 40,2 %.

Au total, le budget d'exploitation de la RATP atteindra 15 725 millions de francs (+ 3,5 %).

Climat de morosité

L'adoption de ce projet de budget intervient dans un climat de morosité prononcé au sein de la Régie. Tirailé entre les désirs contradictoires des ministères des finances, des transports et de la région Ile-de-France, son budget d'investissement n'est toujours pas publié. On ignore encore si le tramway de Seine-Saint-Denis - trop coûteux selon le ministre des transports, M. Jacques Doufflaque - et le Trans-Val-de-Marne, un autobus en site propre boudé par les communes concernées, pourront être financés. On ignore si le projet Motor, une nouvelle ligne de métro entre la gare de Lyon et la gare Saint-Lazare, sera pris en compte pour alléger le trafic sur la ligne A du RER.

Seront sûrement engagés en 1988 le prolongement de la ligne numéro 1 du métro de Neuilly vers la Défense et celui du RER A vers le futur Euro Disneyland. Seront achevés et mises en service l'interconnexion Ouest vers Cergy-Pontoise sur la ligne A du RER et l'automatisation de la conduite sur cette même ligne grâce au système SACEM.

Le budget 1988 enregistrera l'abandon d'un certain nombre de projets et notamment celui du petit métro entièrement automatique

ARAMIS et celui du trottoir roulant des Invalides TRAX. Le réseau vidéo TUBE du métro, qui a perdu 20 millions de francs, est désormais placé sous administration provisoire.

Querelles de personnes

Le climat social n'est pas non plus au beau fixe. Les conducteurs viennent de repousser à une large majorité le protocole ayant mis fin à leurs grèves de la fin de l'année 1986 et du début 1987. Ils ont refusé d'accroître leur productivité (70 emplois économisés) en échange d'une prime de 500 F environ. La direction étudie la possibilité de verser cette prime uniquement à ceux qui en ont voté le principe. A quand la prochaine paralysie du métro ?

Du côté de l'état-major de la RATP, il semble qu'on soit entré à nouveau dans une période d'instabilité. Après l'annonce - pas totalement suivie d'effet - du renouvellement du secrétaire général, de deux directeurs adjoints et des deux directeurs de réseau en juillet dernier, M. Paul Reverdy, président du conseil d'administration de la RATP, manifeste son incompatibilité d'humeur avec M. Jacques Benaszkut, directeur de l'action commerciale.

La Régie supporterait mieux ces querelles faites aux personnes, l'abandon de certains de ses projets et un budget spartiate si elle avait vu ses dirigeants et sa tutelle entendre l'émotion. Après tout, sa grande sœur, la SNCF, sait qu'elle devra souffrir jusqu'en 1989, année de son retour à l'équilibre comptable. Le plan d'entreprise en cours d'élaboration sous la responsabilité de M. Michel Rousselot, directeur général, viendra bien tard pour donner un sens à l'assainissement entreprise sous la tutelle du ministère des finances et pour motiver ses agents.

ALAIN FAUJAS.

REPÈRES

Automobile

Production française, record en octobre

La Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles (CSCA) a annoncé le 30 novembre que la production automobile française avait atteint en octobre son meilleur score mensuel depuis mars 1983, avec 306 307 voitures (+ 3,2 % par rapport à octobre 1986). Sur dix mois, la production française s'est élevée à 2 527 millions d'unités, soit 9,9 % de plus que pendant les dix premiers mois de 1986.

Octobre 1987 a été marqué également, rappelle-t-on, par une forte progression des immatriculations sur le marché français (+ 24 %) avec un recul des étrangers (le Monde du 14 novembre), portant la progression du marché à + 9,6 % sur dix mois.

Sur cette période, c'est Citroën qui enregistre les meilleures performances : + 25,9 % pour la production, + 22,4 % pour les exportations (contre + 9,3 % pour l'ensemble de l'automobile française) et + 19,7 % pour les immatriculations.

Toutes ces statistiques sont désormais disponibles sur minitel grâce au service télématique mis en place par la CSCA, par le 3615, code Autom.

Effectifs salariés

+ 0,7 % en neuf mois, selon l'UNEDIC

L'emploi aurait progressé de 0,7 % en neuf mois dans les entreprises assujetties à la cotisation d'assurance-chômage, a annoncé l'UNEDIC, le 30 novembre. En fait, en décomptant les variations saisonnières, ce chiffre signale une augmentation des effectifs salariés relativement importante. Il confirme l'évolution positive enregistrée au premier semestre de 1987 (+ 0,5 %), succédant à la baisse de 0,1 % observée par l'UNEDIC pour l'ensemble de l'année 1986.

Il y a quelques jours, l'INSEE rendait publique une appréciation toute différente. Selon l'institut de la statistique, les effectifs salariés avaient reculé de 0,2 % au troisième trimestre, de 0,1 % en neuf mois et étaient stables sur douze mois. Pour 1986, l'INSEE évaluait à 0,3 % l'augmentation de l'emploi salarié.

Après la mort de l'ancien président de la CGC Hommages syndicaux et politiques à Jean Menu

La mort de Jean Menu, ancien président de la CGC de 1979 à 1984 (le Monde du 1^{er} décembre) a provoqué de nombreuses réactions. Dans un communiqué, la CGC parle de « consternation et douleur ». « La Confédération française de l'encadrement CGC ne serait pas aujourd'hui une grande organisation syndicale respectée par tous si Jean Menu ne l'avait pas conduite avec obstination sur la voie d'un nouveau syndicalisme plus dynamique mais aussi plus humain. » Les obsèques de Jean Menu auront lieu le mercredi 2 décembre à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

M. François Mitterrand a fait part de sa peine dans un télégramme à M^{me} Menu en soulignant que son mari « avait consacré toute

sa vie au syndicalisme et tenait, à ce titre, une place éminente dans notre pays ». M. Chirac a fait état de sa « très grande tristesse ». « Excellent organisateur, homme de réflexion, soucieux de défendre les intérêts de ses mandants tout comme le bien public, le président Jean Menu fut durant toute sa vie un grand serviteur du monde du travail », a déclaré M. Séguin, ministre des affaires sociales, dans un message de condoléances. M. de Charette, ministre délégué à la fonction publique, a fait part de son émotion.

Dans un communiqué, la commission exécutive de la CFDT « salue la mémoire du militant qui a servi le syndicalisme à divers postes de responsabilité ». MM. André Bergeron (FO) et Jean Bonnaud (CFTC) ont adressé des télégrammes à la CGC et à M^{me} Menu.

Le chantier de Dunkerque va livrer son dernier navire

Il y a quelques jours, le train ferry « Nord-Pas-de-Calais », a passé trois journées d'essais en mer, dans la Manche, au large de l'île de Wight. Tous les accessoires de bord ont été testés, du radar au gilet de sauvetage. Le bâtiment avait à son bord le futur équipage, sous les ordres du commandant Vincent, ainsi qu'une équipe de la Normed. Il est rentré à Dunkerque, le mercredi 25 novembre, examens réussis.

Le trois cent vingt-cinquième et dernier navire à sortir du chantier de Dunkerque sera livré à l'armement naval de la SNCF le 15 décembre, comme prévu. Dès le début janvier, le plan social concernant les congés de fin de carrière, les congés de conversion ou les départs volontaires avec capitalisation, s'appliquera progressivement aux quatre cent quatre-vingt derniers employés. Le chantier en compte quatre mille huit cents aux temps de sa gloire. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

crédit foncier de france

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE AVEC SOULTE

Obligations 14 % juin 1980, 17,5 % juin 1981 et 15 % février 1983 contre des obligations TME novembre 1987

Les conditions définitives de cette offre présentée conjointement par le Crédit lyonnais et Finagest ont été arrêtées comme suit :

CONDITIONS DE L'ÉCHANGE				
PROVISOIRES		DÉFINITIVES		
Parités	Valeur de reprise (taux de reprise)	Parités	Valeur de reprise (taux de reprise)	
Crédit foncier 14 % juin 1980	2 titres nouveaux et une soultte de 1 750,40F, pour 5 titres anciens.	2 titres nouveaux et une soultte de 1 811,40F, pour 5 titres anciens.	2 336,08F (10,72%)	2 348,28F (10,56%)
Crédit foncier 17,5 % juin 1981	6 titres nouveaux et une soultte de 1 577,75F, pour 5 titres anciens.	6 titres nouveaux et une soultte de 1 702,75F, pour 5 titres anciens.	6 273,55F (10,86%)	6 298,55F (10,70%)
Crédit foncier 15 % février 1983	6 titres nouveaux et une soultte de 1 166 F, pour 5 titres anciens.	6 titres nouveaux et une soultte de 1 311F, pour 5 titres anciens.	6 191,20F (10,93%)	6 220,20F (10,77%)
Indices de référence CDC	10,44% (le 6.11.87)	10,28% (le 27.11.87)		

Il est rappelé que les ordres provisoires d'échange déposés entre le 17 et le 27 novembre 1987 doivent être confirmés auprès des intermédiaires avant le 2 décembre inclus, à l'aide du formulaire prévu à cet effet annexé à la fiche d'information.

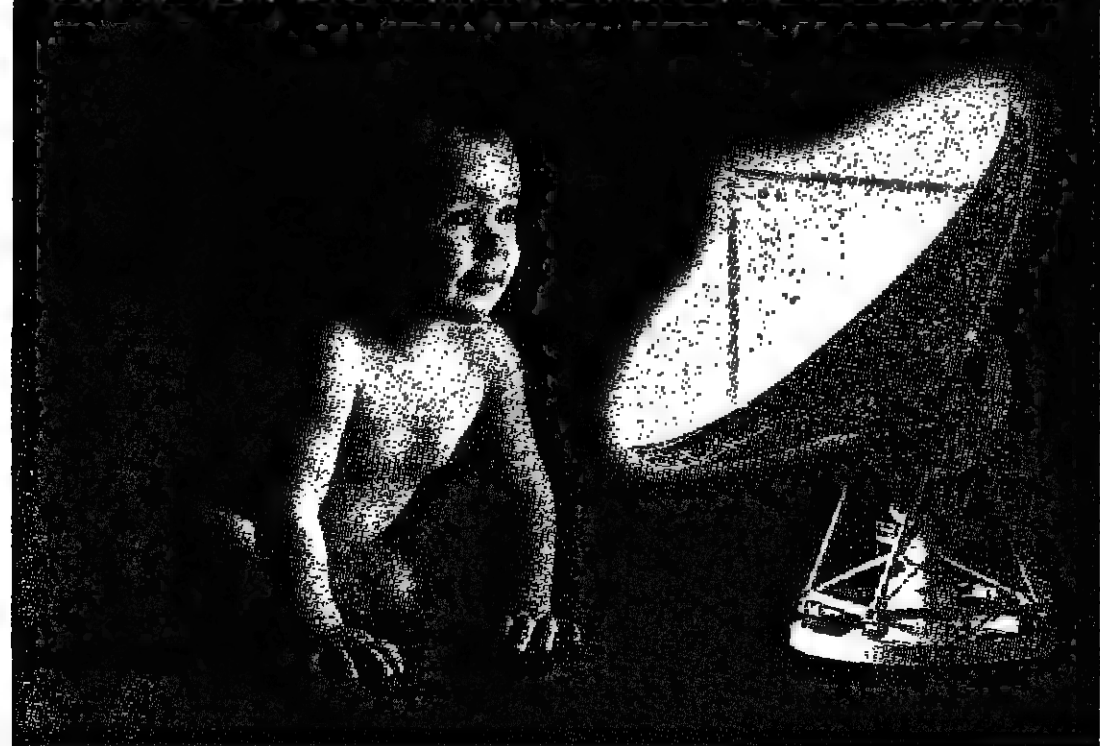
Fiche d'information (voir COB n° 87-426, en date du 13 novembre 1987) et ordres de confirmation peuvent être obtenus sans frais auprès du Crédit foncier de France, des banques et des agents de change.

crédit foncier de france

S.A. au capital de 199 129 520 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNTS CNT: INVESTISSEZ DANS LA COMMUNICATION DE DEMAIN



CNT En finançant par des emprunts la recherche, le développement et les applications de technologies parmi les plus avancées au monde, la CNT contribue à l'effort entrepris par les Télécommunications françaises pour se placer au tout premier plan de la compétition internationale. Pour maintenir l'avance technologique dans les domaines de la télématique, des vidéocommunications et des satellites de communication, pour poursuivre la modernisation du réseau et favoriser l'innovation technique dans la conception des équipements de télécommunications, pour multiplier et améliorer les services offerts à la clientèle sur le réseau téléphonique et favoriser le développement des activités des Télécommunications françaises dans le domaine international, la CNT lance un nouvel emprunt public accessible à tous ceux qui pensent que la communication sera demain un des domaines d'activité les plus dynamiques et les plus rentables. En souscrivant aux emprunts de la CNT, chacun peut profiter de la progression des Télécommunications. En les faisant progresser.

EMPRUNT A TAUX FIXE

Prix d'émission : le pair soit 5000 F par titre. Durée : 10 ans. Date de jouissance et de règlement : 14 décembre 1987. Intérêt : 10 %. Amortissement en totalité à la fin de la 10^e année. Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 7^e anniversaire.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne.

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Une valeur sûre.

BALU du 30 novembre 1987. Voir COB n° 87-436 du 23 novembre 1987. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du Public.

Économie

Le mécontentement contre la politique agricole commune

Plusieurs milliers de paysans ont manifesté à Rouen

ROUEN
de notre correspondant

C'est dans le froid et le brouillard que plusieurs milliers d'agriculteurs (sept mille, selon la gendarmerie), venus du nord et de l'est de la France, ont défilé, lundi après-midi à Rouen à l'appel de la FNSEA, pour protester contre les propositions de limitation budgétaire de la Commission européenne de Bruxelles.

Le but de ce rassemblement était de faire entendre la voix des agriculteurs français, avant le sommet de Copenhague qui réunira, les 4 et 5 décembre, les chefs d'Etat des Douze et de gouvernement.

En cours de la conférence de presse qui a précédé la manifestation, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, et ses collaborateurs ont rappelé les revendications des agriculteurs : « Nous demandons l'équilibre des importations et des exportations, le développement des potentialités de l'agriculture vers l'agro-industrie et la stabilisation des prix des matières grasses végétales », a déclaré M. Lacombe. L'Europe importe quelque 50 millions de tonnes de soja et autres produits de substitution et exporte seulement 30 millions de tonnes de céréales. Laisser entrer les produits de substitution sans contrepartie à l'exportation entraîne la saturation du marché européen des céréales. « Nous ne sommes pas pour l'exportation à tout prix mais pour un juste équilibre », a-t-il précisé.

« Il faut dépasser le problème agricole. L'Europe doit cesser d'utiliser l'agriculture pour équilibrer le budget de l'industrie », a ajouté M. Henri de Benoist, membre de la FNSEA.

Le port de Rouen, premier exportateur français de céréales, avait été choisi comme point de départ de la manifestation qui s'est terminée par un meeting sur les quais en contrebas de la préfecture. « Le port de Rouen est le symbole de l'ouverture sur le large, à un moment où la CEE cherche à nous renfermer sur nous-mêmes », a déclaré M. Robert Drouot, président de la FDSEA de Seine-Maritime, lors du meeting.

Nombreuses étaient les banderoles vantant les mérites de l'éthanol, additif à l'essence sans plomb. Pour la FNSEA, le dossier éthanol est un bon dossier, qui dépasse largement le problème agricole. Le syndicat réclame des aides compensatoires pour l'exploiter et voudrait que son financement intervienne dès 1988. Un tir nourri de pétards et de feux de Bengale a accompagné la manifestation, contribuant à échauffer quelques esprits.

Vers 16 heures, sur les quais, le service d'ordre de la FNSEA a dû intervenir pour faire cesser les provocations de certains manifestants qui avaient pris à partie des policiers. Le meeting s'est cependant terminé sans incident grave; les agriculteurs se sont dispersés vers 17 heures, après s'être réchauffés à un grand feu allumé au bord de la Seine.

ÉTIENNE BANZET.

De la terre à la rue

Sur le million d'agriculteurs qui peuplent aujourd'hui les campagnes de l'Hexagone, combien verront l'Europe de 1992, celle du grand marché et des trois cent vingt millions de consommateurs pour le monde politique qui se garde publiquement de tout voter mortem à l'endroit de « ses » paysans. Les optimistes arrêtent le compte à sept cent mille. Les réalistes reconnaissent que, avec trois cent cinquante mille actifs, la France disposera d'une agriculture moderne capable de relever les défis de compétitivité lancés par les marchés mondiaux comme par les contraintes budgétaires fixées à Bruxelles.

Enfants chéris de l'Europe de 1957 qui rêvent de sécurité alimentaire, les agriculteurs et les éleveurs de 1987 sont devenus embarrasants car trop coûteux et si prolifiques... Les frigos communautaires regorgent encore de beurre et le lait déborde malgré les quotas de production instaurés en 1983. Seul le ciel, par ses caprices, peut entraver ça et là la fertilité des terres céréalières.

Un vestige

En proie à une crise financière latente, la CEE ne veut plus payer ses excédents au prix fort. L'agriculture doit rentrer dans l'enveloppe restrictive qu'on lui fixa désormais. L'ECU n'aura plus la générosité d'une Marianne sereuse. Invités à s'adapter ou à se retirer, les paysans sont — pour nombre d'entre eux — une espèce rurale en voie de disparition.

La menace n'est pas nouvelle. Dans son numéro de novembre, la revue *Population et Société* note

que, entre 1851 et 1946, soit quatre-vingt-quinze ans, la population active agricole en France a baissé de 46 %, puis de 72 % entre 1946 et 1982. Cette tendance, qui a marqué une accélération ces dernières années, doit être rapportée à une autre évolution. Alors qu'au lendemain de la guerre la consommation de produits alimentaires absorbait la moitié du revenu des ménages, la proportion varie en 1987 autour de seulement 15 % à 20 %.

En considérant ce recul comme un progrès, les sociétés industrielles ont vu dans le monde agricole un vestige, d'autant plus pesant à entretenir qu'on s'était enfin affranchi des exigences de l'alimentation. La chute des prix provoquée par les excédents, la saturation des consommateurs occidentaux et l'absence de demandes solvables au Sud, ont certes été amorties par le soutien de Bruxelles et les subventions gouvernementales. Mais, depuis la fin des années 70, les agriculteurs français connaissent une érosion accélérée de leur poids économique.

Entre 1973 et 1986, la valeur réelle des terres a diminué de 43 % à raison de 7,7 % par an. L'an passé, le sol agricole valait moins cher qu'en 1981 à l'exception des vignobles d'appellation (1). Les experts prévoient que le mouvement va aller en s'amplifiant. Quant au revenu agricole par exploitation, il a, en francs constants, baissé de 0,3 % par an de 1974 à 1986. La progression de 2,5 % estimée pour 1987, largement due à l'injection de fonds publics, est une mince compensation.

Dans cette période de fragilisation accrue, les agriculteurs

redoutent la politique de Bruxelles qui se résume désormais à un calcul budgétaire. En septembre, la Commission a présenté son projet de « stabilisateur » visant à diminuer les soutiens offerts par la CEE dans le secteur des céréales et des oléagineux en particulier. Au-delà d'un certain niveau de production (155 millions de tonnes pour la grain), une baisse automatique des prix doit intervenir. Si les ministres de l'agriculture n'ont pas réussi à s'entendre sur les modalités et sur l'ampleur d'un tel mécanisme, les organisations paysannes savent que le pli est pris. C'est une question de mots et de tournure de phrases que les chefs d'Etat sauront sans doute trouver à Copenhague les 4 et 5 décembre.

Rancœur silencieuse

Pour l'agriculture française qui traîne une dette supérieure à 200 milliards de francs, les menaces ne sont pas seulement bruxelloises. En actionnant leurs tracteurs à Rouen, premier port céréalier européen, les paysans qui ont répondu à l'appel de la FNSEA le 30 novembre cherchaient bien sûr à capter l'attention des Douze. Mais Rouen n'est pas si loin que M. François Guillaume n'ait rien entendu.

Depuis son arrivée rue de Varenne en mars 1986, le ministre de l'agriculture a suscité, par ses initiatives, de l'inquiétude et parfois une rancœur silencieuse chez ses anciens compagnons. Sa loi de modernisation, qui devait donner à l'agriculture de nouvelles structures, a fait l'impasse sur le problème crucial de l'aménagement rural, au grand dam de la

FNSEA. La mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole continue d'« interroger » les professionnels. La « banque verte » privatisée continuera-t-elle à assumer le risque agricole français ? Que feront demain les exploitants confrontés à la « déprise » (nom pudique donné à l'abandon des terres ou à leur mise en jachère) s'ils ne trouvent pas dans le monde rural la ressource de vivre en produisant moins, voire en ne produisant plus ?

D'après le Centre de documentation et d'information de l'assurance (2) il y a plus de suicides, proportionnellement, chez les agriculteurs que dans les autres catégories professionnelles (cent quarante pour cent mille contre quarante et un pour cent mille chez les ouvriers et quarante-quatre pour cent mille chez les chefs d'entreprise). Certains cantons de l'Aveyron comptent moins de deux habitants au kilomètre carré, soit une densité inférieure à celle du Sahel.

La monde rural présente les stigmates d'un monde en mutation rapide. Un défi de cette fin de siècle vaudra en France d'accomplir une telle métamorphose en prévenant les drames humains et en évitant que ne s'élargissent les no man's lands. La pérennité d'une agriculture équilibrée dépendra aussi du prix que les consommateurs et non plus les Etats acceptent de payer à travers leurs achats alimentaires.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) Avis du sénateur Michel Sardet présenté au Sénat le 16 novembre 1987.
(2) Dossier du CDIA, novembre 1987.

Ordinateurs

l'hebdomadaire informatique au format NEWS

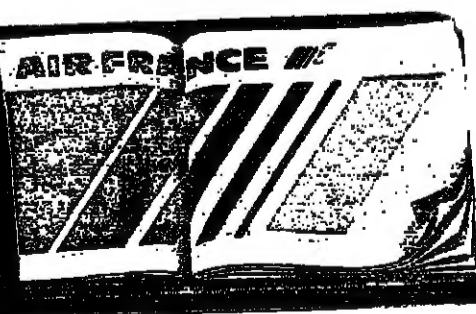
CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE UNIX

PHILADELPHIE L'OUVERTURE

Si vous rêvez d'écouter le grand orchestre de Philadelphie, Air France vous y emmène toutes les semaines le samedi, avec escale à New York. C'est sa nouvelle ouverture. Ainsi, Philadelphie est la 10^e destination Air France aux Etats-Unis après Anchorage,

Boston, Chicago, Houston, Los Angeles, Miami, New York, San Francisco, Washington. Vaste programme !

AIR FRANCE
N°1
VERS LES USA



BOURSE DU 1^{er} DECEMBRE

**Cours relevés
à 14 h 31**

Règlement mensuel																	
Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1880	A.S. 5% 1973	1382	1886	1886	+ 0,37	1220	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1420	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1881	B.N.P. 3%	3389,90	3389,90	3389,90	+ 0,36	1221	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1421	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1882	B.N.P. 3%	3389,90	3389,90	3389,90	+ 0,36	1222	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1422	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1883	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1223	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1423	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1884	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1224	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1424	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1885	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1225	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1425	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1886	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1226	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1426	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1887	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1227	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1427	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1888	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1228	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1428	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1889	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1229	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1429	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1890	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1230	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1430	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1891	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1231	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1431	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1892	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1232	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1432	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1893	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1233	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1433	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1894	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1234	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1434	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1895	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1235	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1435	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1896	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1236	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1436	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1897	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1237	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1437	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1898	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1238	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1438	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1899	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1239	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1439	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1900	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1240	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1440	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1901	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1241	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1441	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1902	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1242	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1442	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1903	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1243	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1443	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1904	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1244	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1444	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1905	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1245	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1445	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1906	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1246	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1446	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1907	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1247	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1447	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1908	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1248	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1448	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1909	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1249	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1449	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1910	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1250	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1450	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1911	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1251	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1451	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1912	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1252	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1452	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1913	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1253	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1453	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1914	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1254	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1454	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1915	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1255	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1455	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1916	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1256	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1456	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1917	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1257	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1457	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1918	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1258	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1458	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1919	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1259	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1459	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1920	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1260	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1460	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1921	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1261	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1461	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1922	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1262	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1462	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1923	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1263	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1463	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1924	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1264	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1464	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1925	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1265	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1465	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1926	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1266	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1466	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1927	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1267	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1467	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1928	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1268	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1468	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1929	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1269	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1469	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1930	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1270	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1470	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1931	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1271	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1471	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1932	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1272	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1472	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1933	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1273	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1473	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1934	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1274	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1474	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1935	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1275	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1475	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1936	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1276	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1476	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1937	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1277	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1477	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1938	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1278	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1478	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1939	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1279	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1479	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1940	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1280	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1480	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1941	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1281	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1481	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1942	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1282	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1482	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1943	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1283	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1483	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1944	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1284	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1484	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1945	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38	1285	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81	1485	Compt. Entrep.	205,50	205,50	205,50	+ 1,81
1946	C.C.F. T.P.	1055	1055	1055	+ 0,38												

Comptant (section)

SICAV (section)

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours indic.	Dernier cours	VALEURS	Cours indic.	Dernier cours	VALEURS	Cours indic.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechant net	VALEURS	Emission	Rechant net	VALEURS	Emission	Rechant net
Obligations	Emp. 7 1/2 1973	8016	1.440	Comptant (R)	186	186	Comptant (R)	186	Sant. Fin. del CP	257	257	A.A.C.	683.70	687.02	Fonds Région	629.82	612.45	Orléans Région	1032.71	1017.46
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02
100	100	100	1.440	Comptant (R)	186	186	186	186	257	257	257	683.70	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02	687.02

5021111111

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le processus de normalisation entre Paris et Téhéran. 4 La visite du président Mojsov à Paris. 6 M. Gorbatchev est résolu à parler avec M. Reagan du « strict respect » du traité sur les antimissiles.	7 La stratégie activement attentiste de M. Jacques Chirac. 8 Le 26 ^e congrès du Parti communiste français. - La réforme de la Bourse à l'Assemblée nationale. 9 Remise en liberté des trente-deux Canaves de la tribu de Saint-Louis.	10 Le procès du GAL devant les assises des Pyrénées-Atlantiques. - Les faux maîtres de la conscription. 12 Une société suisse enlève à Thomson-CSF un gros marché d'armement avec les États-Unis.	13 Les inventeurs du théâtre moderne. 14-15 Communication. DÉBATS 2 « La télévision et les Lumières du vide », par Carlo Previtera ; « Les faucons de la vieille Europe », par J.-M. Boucheron et P. Bonifacio.	34 Born prépare un plan de relance : Wall Street marque son inquiétude. 36 Le projet de budget de la RATP. 37 Les manifestations contre la politique agricole commune. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 à 33 Campus 18 Carnet 18 Echecs 17 Loto sportif 17 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-Télévision 17 Spectacles 16	• Questions à Jacques Amalric (entre 16 h et 17 h) : DÉBAT • L'actualité 24 heures sur 24 : AFP Actualités International Sports 3815 Tapez LEMONDE Commandez vos livres sur la librairie du Monde 3816 - LM 16

HAITI : après la vague de violence et l'annulation des élections

Calme précaire à Port-au-Prince

L'annulation des élections en Haïti et les violences qui ont eu lieu dans l'île au cours du dernier week-end provoquent de nombreux commentaires de la part des capitales étrangères. A Paris, le gouvernement français a exprimé sa « consternation » à la suite des événements et a « condamné » les « exactions inspirées par des éléments extrémistes liés à l'ancien régime », indique un communiqué du ministère des affaires étrangères. Paris n'envisage cependant pas de remettre en cause son aide éco-

nomique à Haïti, une position partagée par Ottawa où le secrétaire d'Etat canadien aux affaires étrangères, M. Joe Clark, a déclaré que le gouvernement était « choqué et profondément déçu ».

Le gouvernement américain, qui a suspendu toute aide non humanitaire, a commencé à renvoyer aux États-Unis son personnel militaire et a indiqué qu'il ne reviendrait sur la suspension partielle de son aide qu'après la restauration du processus

électoral dans le pays. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a appelé toutes les parties concernées à « faire redémarrer le processus électoral ». Alors qu'Amnesty International a appelé les autorités haïtiennes à mener une enquête sur les tueries, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a pour sa part condamné les violences perpétrées « contre une population qui devrait simplement exercer son droit de vote ».

« des puissances étrangères à s'ingérer dans les affaires intérieures du pays ».

Alors que quelques tirs sporadiques déclenchent encore la nuit à Port-au-Prince, les observateurs attendent une déclaration du président du CNG. Selon des rumeurs persistantes, l'armée procéderait prochainement à des arrestations dans les milieux politiques sans que l'on sache si les responsables des exactions du week-end seraient éventuellement inquiétés. Contrairement à toute attente, aucun soulèvement populaire ne s'est organisé en représailles des affrontements qui ont provoqué la mort de trente-quatre personnes selon le dernier bilan provisoire effectué par des organisations de droits de l'homme.

D. H.-G.

Sur le vif

T'as pas 100 balles ?

Vous m'auriez vu ce matin dans les couloirs du journal ? Je faisais la manche : j'ai pas 100 balles pour Eurodiff ?

- Quoi ?

- Je fais le quitta pour les otages. Au gouvernement, ils ont pas de quoi la rembourser, cette dette à l'iran, c'est clair. Depuis le temps qu'on en parle, qu'est-ce qu'on attend ?

- Que le dollar baisse.

- Jusqu'où ? Parce que, là, il arrête pas. Il pique du nez tous les jours, de Wall Street à Tokyo, et retour.

- Faut voir. Probablement à la prochaine escalade.

- Moi, ce que je vois pas, c'est pourquoi ça a traîné si longtemps, cette affaire Gorji. Comment l'expliquez-vous ? Il y a eu cinq mois pour composer trois lignes de son écriture avec celle de la note à l'AFP : « C'est moi ! C'est moi ! », au lendemain des attentats et affirmer que c'était pas la même. Il m'avait pourtant bien semblé, on nous les a montrés hier à l'écran... Enfin, bon, tout le monde peut se tromper. Parait pour la BMW. Je veux dire : gratter une couche de peinture et retrouver le couleur d'origine, suffit d'un coup de canif !

- Ce se fait pas comme ça. Demandez à n'importe quel garage combien faut compter avant la visite de l'expert en cas d'accrochage.

- Oui, mais là, s'agit d'un décrochage, d'un largage.

- Et alors ? Faut que le juge Bouloque puisse ouvrir son parachute. On était pas laissé la justice de la République tomber du haut de son président avec sa balance et tout. Déjà qu'elle se ramasse, aux yeux des British. T'as vu ce qu'ils lui mettent, dans la presse, à ton Jacquot, rapport à leurs otages à eux, Terry Waite, le bras droit de l'archevêque de Canterbury, et l'autre, là, le journaliste ? Ils disent que si, nous, on capote sur toute la ligne...

- Arrête ! C'est parce qu'ils sont jaloux, ces salauds-là. Eux, ils en auront jamais que deux, d'otages. Tandis que nous, à peine on les aura récupérés, les nôtres, qu'on en aura de nouveaux six ou sept. Il se dit de quel côté se penche le destin, l'ay-touille, l'inquête !

CLAUDE SARRAUTE.

L'« immense tristesse » de « Bébé Doc »

L'ancien président Duvalier a publié, le lundi 30 novembre, le communiqué suivant de sa résidence de Mougins : « Je ne peux me départir de la réserve à laquelle je me suis attaché depuis mon arrivée en France que pour exprimer mon immense tristesse devant les affrontements qui ont lieu actuellement en Haïti, tous ceux qui me connaissent

savent d'ailleurs ma profonde aversion pour la violence, et nul ne saurait invoquer mon nom pour expliquer celle qui sévit en ce moment en Haïti. Je souhaite ardemment que s'instaurent entre les Haïtiens le calme et la réconciliation générale qui sont les conditions essentielles de la sauvegarde de notre indépendance nationale. »

M. Mitterrand a inauguré l'Institut du monde arabe

Le président François Mitterrand a inauguré, le lundi 30 novembre, l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris. « Il est difficile que vous vous sentiez étrangers chez nous. Nous avons pour charge de faire vivre et de proposer l'amitié, l'amour et le respect des autres peuples », a-t-il dit, en s'adressant aux ambassadeurs arabes présents à la cérémonie.

La construction de cet institut est « la preuve de la volonté de la France qui veut être en mesure de servir la relation entre nos cultures, entre le vaste monde qui est le nôtre et nous », a-t-il ajouté dans une courte allocution prononcée en présence du premier ministre, M. Jacques Chirac, et du président du Sénat, M. Alain Poher.

Après avoir, intervenant sur TF 1, il avait déclaré que « les deux mondes [la France et le monde arabe] sont vraiment complémentaires dans beaucoup de domaines. [...] Une conjonction d'intérêts qui veulent naître, à travers les siècles, l'amitié franco-arabe, la compréhension franco-arabe, les cultures, les civilisations doivent continuer de s'interpénétrer ».

Lui répondant, M. Chadi Kibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré que « le monde arabe ne se confond pas avec les errements ni avec le problème des otages », et a assuré que les pays arabes « continueront de faire tout ce qui est possible pour que la libération des autres otages intervienne rapidement ».

Plaidant pour la réalisation des « droits nationaux » du peuple palestinien, le secrétaire général de la Ligue arabe a indiqué que « depuis le sommet de Fès, en septembre 1982, les pays arabes et l'OLP souhaitent sincèrement la paix, qui mette le peuple palestinien en mesure de choisir son destin face à une opinion israélienne en évolution ».

TURQUIE

M. Bülent Ecevit abandonne la vie politique

Première conséquence de l'échec de la gauche aux élections législatives du 29 septembre, en Turquie : M. Bülent Ecevit, chef du Parti de la gauche démocratique (PGD), a décidé de se retirer de la vie politique. Trois fois premier ministre, de 1973 jusqu'au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, M. Ecevit, après un court séjour en prison, était interdit d'activités politiques jusqu'au référendum du 6 septembre dernier, qui a permis la levée de ces mesures dont deux cent quarante et un anciens dirigeants étaient frappés. M. Ecevit a déclaré qu'il présenterait sa démission au comité exécutif de son parti dans les prochains jours.

Le premier ministre turc, M. Turgut Özal, grand vainqueur du scrutin de dimanche puisque son Parti de la mère patrie a recueilli plus de 36 % des suffrages et obtenu deux cent quatre-vingt-quatre des quatre cent cinquante sièges du Parlement, doit se rendre le 2 décembre aux États-Unis pour y subir des examens médicaux.

Commentant les résultats des élections turques, le premier ministre français, M. Jacques Chirac, a exprimé, le 30 novembre, ses « chaleureuses félicitations » à son homologue turc pour le « splendide succès » qu'il a obtenu aux législatives. « Votre victoire, écrit-il, va permettre à la Turquie d'être gouvernée dans la stabilité et selon les principes qui la mèneront en mesure de faire face aux défis de notre époque ».

A Washington, M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que les États-Unis « accueilleraient avec satisfaction cette démonstration renouvelée de l'engagement de longue date du peuple turc en faveur de la démocratie ». (AFP).

● INTERALLIÉ : Raoul Mille

Le prix Interallié a été attribué mardi 1^{er} décembre à Raoul Mille pour *Les Amants du Paradis* (Grasset) au deuxième tour de scrutin par huit votes contre une à Paula Jacques (*Héritage de tante Carlotta*, Mercure de France) et une à Denis Tillinac (*Maisons de famille*, Laffont).

Une confession lyrique

Raoul Mille, nigé, homme de facoade et de soleil à un appétit d'écriture égal à sa passion de vivre, « l'incubable désir de brûler la chandelle par les deux bouts », disait Louis Nucera en faisant la critique du roman qui vient d'être couronné par le prix Interallié, *Les Amants du Paradis*, paru chez Grasset avant l'été (*Le Monde* du 7 août). Ce personnage truculent, qui a publié en 1978 un pamphlet cruel et drôle, *Gros et heureux de l'ère* (Editions Siméon) ne saurait évidemment être l'auteur favori de

ceux qui goûtent la littérature sobre, ténue.

La rigueur, Raoul Mille s'en moque bien. Cela ne l'amus pas. Ce qu'il aime raconter, ce sont les délices, les rencontres inattendues.

Dans un de ses précédents romans, *Léa ou l'Opéra sauvage* (Albin Michel), ses héros se reconstruisent dans une montagne. Dans *Les Amants du Paradis*, Raoul Mille met en scène, avec son habituelle « folie », Edouard, un Italien passionné de cinéma (comme Mille lui-même) et Gloria, iraklé et perverse, dans l'« enfer » du Nice de l'Occupation : « C'est avec des mots de feu, et cette présence qui caractérise les acteurs de haute lignée, que Mille raconte aujourd'hui les incendies qui consomment Edouard depuis le soir où il adresse la parole à Gloria », écrivait encore Louis Nucera pour définir *Les Amants du Paradis*.

Jo. S.

● CHATEAUBRIAND : Alain Bosquet

Le prix Chateaubriand, qui récompense l'ensemble d'une œuvre, a été attribué, mardi 1^{er} décembre, à Alain Bosquet. Les précédents lauréats ont été Jean Raspail (en 1986), Yves Coenraets (1985) et Paul Guth (1984). Le jury est présidé par Jean d'Ormesson.

« Une joie cruelle de dire »

Auteur de nombreux recueils de poèmes (dont le plus récent paru chez Gallimard), d'essais et de romans (publiés notamment chez Grasset et Gallimard), Alain Bosquet, soixante-huit ans, est un curieux personnage, qui se plait lui-même, dans ses livres, à donner une image particulièrement noire de lui. Sa réputation d'« éminence grise » dans le petit milieu littéraire parisien lui a sans doute valu des satisfactions qu'il n'aurait pas eues ailleurs. Mais elle dessert l'homme de culture qu'il est, grand connaisseur de l'histoire de la peinture, art qu'il préfère certainement à la littérature. Ce n'est pas la moindre de ses contradictions.

Dans sa poésie, Alain Bosquet se dit « influencé par l'existentialisme et l'absurde. Sartre et Camus : il n'y

a pas de sens, pas de but, pas de salut, pas de Dieu, pas d'immortalité de l'âme. L'effabulation de l'homme, toujours reformulée, est ce qui le sauve ». Quant à sa prose, il affirme qu'elle est surtout « une manière de respirer, de remplir l'espace entre les poèmes, mais aussi une joie cruelle de dire... » et précise : « C'est la perte d'identité qui m'intéresse. C'est la perte, dans la maîtrise absolue, qui me passionne ».

Les deux derniers ouvrages d'Alain Bosquet, *Lettre à mon père qui aurait eu cent ans* et *Le Tourment de Dieu* (un recueil de poèmes), ont paru cette année chez Gallimard (*Le Monde* du 9 janvier).

Jo. S.

M. Karl-Otto Poehl reconduit pour huit ans à la tête de la Bundesbank

Le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker, a reconduit pour huit ans M. Karl-Otto Poehl à la tête de la Bundesbank, à compter du 1^{er} janvier 1988, a annoncé la Banque centrale ouest-allemande le 1^{er} décembre à Francfort.

M. Karl-Otto Poehl, un social-démocrate (SPD, opposition de cinquante-sept ans, ancien journaliste économique, puis haut fonctionnaire à Bonn dans les années 70, est depuis 1980 président de l'Institut chargé de veiller à la bonne santé du deutschmark. (AFP).

Formation Gratuite chez Duriez-Micros

PAS DE COMPLEXE ! L'informaticien est accessible à toutes les formes d'intelligence. Duriez vous met le pied à l'étrier au moyen d'une formation sérieuse et professionnelle (Centre Agréé Formation Permanente).

Pour tout achat d'un Traitement de Texte Amstrad 8256, 8512 et/ou 9512, Duriez vous offre une demi-journée de formation gratuite sur le logiciel Locoscript.

Avec un compatible PC 1512 ou 1640 Duriez vous offre une journée de formation gratuite pour bien maîtriser votre micro.

3, rue La Boétie (8^e) et tousjours 112-132, bd St-Germain, 6^e (Odéon)

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la gorgone d'un grand maître tailleur
COUTURES MESURE à partir de 2150 F
3000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.

LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Une extension à 5 M.o. gratuite pour tout achat d'un Macintosh II couleur et D.D. 40 M.o., soit 60 290 F HT

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

Jusqu'au 29/11/87

